


·BIBLIOTECA·
·LVCCHESI·PALLI·

III 26 V 11

DE
L'ÉCONOMIE
POLITIQUE ET MORALE
DE
L'ESPÈCE HUMAINE.

DE

L'ÉCONOMIE

POLITIQUE ET MORALE

DE

L'ESPÈCE HUMAINE.



VOLUME II.



A LONDRES,

De l'Imprimerie de COOPER et GRAHAM,
Bow Street, Covent Garden.

1796.

DU

VRAI SYSTÊME
D'ÉCONOMIE POLITIQUE
DE L'ESPÈCE HUMAINE.

De la nature de l'économie politique des Peuples cultivateurs.

L'ORDRE, tant moral que physique de la terre, prescrit à tout peuple cultivateur, comme on l'a clairement démontré dans la première partie de cet ouvrage, de composer sa population de trois classes d'hommes distinctes, d'agriculteurs, de manufacturiers et d'hommes en général; d'agriculteurs pour cultiver ses terres, de manufacturiers pour façonner et adapter les choses de ses terres à des usages, et d'hommes en général pour veiller à la prospérité de sa société.

Dans tout peuple cultivateur, les agriculteurs ont donc été destinés à pourvoir de

subsistance les manufacturiers et les hommes en général; les manufacturiers, à pourvoir de choses façonnées et adaptées à des usages les hommes en général et les agriculteurs; et les hommes en général, à pourvoir à la prospérité des agriculteurs et des manufacturiers. Et de cet ordre des choses résultent naturellement trois principes fondamentaux dans l'économie politique des peuples cultivateurs.

Le premier, que les agriculteurs ont dû pourvoir les manufacturiers de subsistance en échange de choses façonnées et adaptées à des usages; le second, que les manufacturiers ont dû pourvoir les agriculteurs de choses façonnées et adaptées à des usages en échange de subsistance; le troisième, que les agriculteurs et les manufacturiers ont dû pourvoir les hommes en général de subsistance, et de choses façonnées et adaptées à des usages en échange de prospérité. Et dans les principes de l'ordre général de l'univers, l'égalité a dû être l'invariable base de ces échanges.

Car, s'il est de toute certitude que, dans

les principes de l'ordre général de l'univers, les peuples cultivateurs ont dû développer leur agriculture et leur manufacture dans une progression continuellement croissante, et s'il est de toute certitude que des progrès continuellement croissans dans l'agriculture et dans la manufacture auroient été incompatibles avec l'esclavage des agriculteurs et des manufacturiers, il est de toute certitude que, dans le plan du Créateur, les agriculteurs et les manufacturiers ont dû être des hommes parfaitement libres.

Or, comme le caractère distinctif d'un homme parfaitement libre est de n'avoir à vouer son travail gratuitement à aucun autre homme, il est évident que rien de gratuit n'a dû entrer dans les échanges de subsistance, de choses façonnées et adaptées à des usages et de prospérité, que feroient entr'eux dans tout peuple cultivateur les agriculteurs, les manufacturiers et les hommes en général; et que chacune de ces trois classes d'hommes a dû rendre aux autres, en échange des services qu'elle recevroit d'elles, des services parfaitement égaux.

Et comme la valeur réelle de toute chose produite ou formée par le travail, se mesure par la quantité et la qualité de travail que sa production ou sa formation ont nécessairement exigées, puisque c'est-là précisément ce que coûte à tout homme l'acquisition d'une chose qu'il produit ou forme lui-même par son travail, il est manifeste que c'est sur ces deux circonstances qu'ont dû se régler invariablement, dans tout peuple cultivateur, les échanges entre les agriculteurs, les manufacturiers et les hommes en général.

Ainsi, dans tout peuple cultivateur, l'agriculteur a dû recevoir du manufacturier, en choses façonnées et adaptées à des usages, la même quantité et la même qualité de travail que représenteroit la subsistance qu'il échangeroit avec lui, comme le manufacturier a dû recevoir de l'agriculteur, en subsistance, la même quantité et la même qualité de travail que représenteroient les choses façonnées et adaptées à des usages qu'il lui offriroit en échange. Et dans tous les cas, une moindre quantité de travail a dû être

compensée en qualité, et une moindre qualité en quantité.

La même égalité a dû aussi régner continuellement dans les échanges entre les agriculteurs et les manufacturiers d'une part, et les hommes en général de l'autre; c'est-à-dire, les hommes en général n'ont jamais dû forcer les agriculteurs et les manufacturiers de contribuer à leurs besoins au-delà du degré dans lequel ils les feroient prospérer, ou, ce qui est la même chose, de travailler pour eux gratuitement, puisque, dans les intentions du Créateur, ils n'ont dû être que les gouverneurs, et non les maîtres de la terre.

Dans ce petit nombre de principes simples que l'on vient de puiser dans la source de toute vérité sur la terre, dans l'ordre moral et physique de cette planète, consiste, comme on va le voir, toute l'essence d'une économie politique fondée sur les raisons finales de l'univers.

Car, s'il est indubitable que la vraie fin d'une économie politique fondée sur les rai-

sons finales de l'univers, est de mettre les peuples cultivateurs dans un cours de progrès continuels dans leur agriculture et dans leur manufacture, et s'il est indubitable que, dans tout peuple cultivateur, des progrès continuels dans l'agriculture et dans la manufacture dépendent nécessairement de la multiplication continuelle des échanges de subsistance, de choses façonnées et adaptées à des usages, et de prospérité entre les agriculteurs, les manufacturiers et les hommes en général ; il est manifeste qu'opérer la multiplication continuelle de ces trois genres d'échanges, c'est nécessairement opérer des progrès continuels dans l'agriculture et dans la manufacture.

Or, si procurer à l'homme l'avantage de recueillir continuellement le juste prix de son travail, c'est-à-dire, de recevoir continuellement des autres, en échange des produits de son travail, les produits d'un travail égal, c'est l'encourager, par le plus puissant motif, à multiplier ses travaux, il est évident que maintenir les échanges entre les agriculteurs, les manufacturiers et les hommes

en général dans une égalité continuelle, c'est naturellement en opérer la continuelle multiplication.

Or, si de l'égalité continuelle des échanges entre les agriculteurs, les manufacturiers et les hommes en général, résulte naturellement leur continuelle multiplication, et si de leur continuelle multiplication résultent nécessairement des progrès continuels dans l'agriculture et dans la manufacture, il est de toute évidence que maintenir les échanges de subsistance, de choses façonnées et adaptées à des usages, et de prospérité entre les agriculteurs, les manufacturiers et les hommes en général dans une égalité continuelle, c'est naturellement opérer des progrès continuels dans l'agriculture et dans la manufacture.

Ainsi, maintenir les échanges entre les agriculteurs, les manufacturiers et les hommes en général dans une égalité continuelle, est manifestement la plus prochaine et immédiate fin de l'économie politique des peuples cultivateurs, puisque c'est à cette fin que le Créateur a lié des progrès continuels

dans l'agriculture et dans la manufacture, et, par conséquent, le système entier de ses vues sur la terre.

Une seule et unique règle forme donc tout le fondement de la conduite qu'ont à tenir ceux qui gouvernent les peuples cultivateurs, puisqu'un seul et unique principe forme tout celui de l'économie politique de ces peuples. Et c'est ainsi que le plus sublime de tous les arts, l'art d'appliquer à la terre l'ordre général de l'univers, ou, ce qui est la même chose, d'établir sur cette planète le règne du Créateur, a dû dériver toute sa perfection d'une seule et unique condition.

Ce n'est donc aussi que d'après cette règle unique, et d'après nulle autre considération quelconque, qu'on doit juger et apprécier toute vue, toute mesure et toute détermination dans l'économie politique des peuples cultivateurs, puisque conformer ou opposer à cette règle le gouvernement de ces peuples, c'est le conformer ou opposer aux raisons finales de l'univers. Et de cette vérité absolue résultent immédiatement les deux grandes vérités suivantes.

La première, que dans l'économie politique des peuples cultivateurs, il n'y a de vues, de mesures et de déterminations conformes aux raisons finales de l'univers, et, par conséquent, vraies, que celles avec lesquelles le maintien continuel de l'égalité des échanges entre les agriculteurs, les manufacturiers et les hommes en général, est parfaitement compatible.

La seconde, que toutes vues, toutes mesures et toutes déterminations dans l'économie politique des peuples cultivateurs, avec lesquelles le maintien continuel de l'égalité des échanges entre les agriculteurs, les manufacturiers et les hommes en général est incompatible, sont des vues, des mesures et des déterminations contraires aux raisons finales de l'univers, et, par conséquent, fausses.

Et ces deux vérités absolues apprennent aux gouverneurs des peuples cultivateurs, de la manière la plus claire, et ce qu'ils ont à faire, et ce qu'ils ont à éviter, s'ils veulent enfin mériter le titre sacré de représentans du Créateur sur la terre, et s'acquitter des

saintes fonctions pour lesquelles ils ont été si expressément mis à part et exemptés de travail dans la société.

Maintenir les échanges entre les agriculteurs, les manufacturiers et eux-mêmes, dans une égalité continuelle, voilà ce que l'ordre général de l'univers veut, d'une manière absolue, qu'ils fassent, puisque ce n'est que par l'inviolable application de ce principe à l'économie politique des peuples cultivateurs, que ces peuples peuvent devenir capables de faire des progrès continuels dans leur agriculture et dans leur manufacture.

Troubler l'égalité des échanges entre les agriculteurs, les manufacturiers et eux-mêmes, voilà ce que l'ordre général de l'univers veut, d'une manière absolue, qu'ils évitent, puisque tout peuple cultivateur décline ou rétrograde nécessairement dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture, du moment où l'inégalité s'introduit dans ses échanges.

Car du moment où l'agriculteur ne reçoit plus du manufacturier, en échange de sa sub-

sistance, autant de travail que sa production lui a coûté, c'est-à-dire, du moment où il faut qu'il voue une portion de son travail gratuitement au manufacturier, il s'affranchit de cet esclavage en travaillant moins, et en produisant, par conséquent, moins de subsistance. Et dès-lors l'agriculture décline ou rétrograde nécessairement dans ses progrès.

De même, du moment où le manufacturier ne reçoit plus de l'agriculteur, en échange de ses choses façonnées et adaptées à des usages, autant de travail que leur formation lui a coûté, c'est-à-dire, du moment où il faut qu'il voue une portion de son travail gratuitement à l'agriculteur, il s'affranchit de cet esclavage en travaillant moins, et en formant, par conséquent, moins de choses à des usages. Et dès-lors la manufacture décline ou rétrograde nécessairement dans ses progrès.

Et l'on verra par la suite que les gouverneurs des peuples cultivateurs deviennent eux-mêmes les destructeurs des progrès de l'agriculture et de la manufacture, lors-

qu'ils traitent les agriculteurs et les manufacturiers en esclaves, c'est-à-dire, lorsqu'en s'arrogeant, sur les fruits de leurs travaux, des parts plus grandes que ne le comporte la prospérité dont ils les font jouir, ils les obligent de travailler pour eux gratuitement.

On voit donc à présent la vraie raison pourquoi jusqu'ici il n'a existé sur la terre aucun peuple cultivateur qui tôt ou tard n'ait eu le malheur de décliner et de rétrograder dans les progrès de sa prospérité. C'est manifestement parce que, dans leurs mesures et dans leurs déterminations, les gouverneurs des peuples cultivateurs n'ont jamais été capables de maintenir les échanges de ces peuples dans une égalité continuelle; ou plutôt parce que les fausses et pernicieuses vues qu'ils ont continuellement opposées aux vues du Créateur dans le gouvernement de la terre, n'ont jamais pu admettre l'égalité continuelle dans les échanges d'aucun peuple cultivateur.

Il reste à tracer les différens modes dans lesquels chaque peuple cultivateur a pu

graduellement effectuer au-dedans de lui ses échanges, et que, d'après l'expérience, on va distinguer en trois principaux.

Les peuples cultivateurs ont d'abord exécuté leurs échanges en nature, c'est-à-dire, l'agriculteur a reçu du manufacturier, en nature, des choses façonnées et adaptées à des usages en échange de subsistance; le manufacturier a reçu de l'agriculteur, en nature, de la subsistance en échange de choses façonnées et adaptées à des usages; et les hommes en général ont reçu des agriculteurs et des manufacturiers, en nature, de la subsistance et des choses façonnées et adaptées à des usages en échange de prospérité.

Mais il est manifeste que, dans cette première manière de pratiquer leurs échanges, les peuples cultivateurs ont dû nécessairement rencontrer de grands inconvéniens, et, par conséquent, de grands obstacles aux libres progrès de leur agriculture et de leur manufacture.

Car, d'un côté, il devoit être difficile

d'ajuster des échanges en nature, puisque, dans une multitude de cas, un homme pouvoit avoir besoin de la chose d'un autre homme, sans avoir à lui offrir en échange la chose dont il avoit besoin à son tour; et, de l'autre, il devoit être difficile d'égaliser de pareils échanges, puisque, dans une multitude de cas où la valeur de l'une des deux choses à échanger auroit excédé la valeur de l'autre, il pouvoit être impossible de rien retrancher de la chose supérieure en valeur, sans la détériorer par la division.

Mais un moyen très-simple, et dont les peuples cultivateurs ont dû bientôt avoir l'idée, soit naturellement, soit d'un commun accord, les a mis en état de libérer leurs échanges de ces deux inconvéniens, et de les rendre praticables dans tous les cas.

Ce moyen est qu'ils ont adopté une chose particulière, à laquelle ils ont attribué la propriété de servir, dans chaque échange, d'équivalent à l'une des deux choses à échanger. Et comme ils ont eu l'attention de choisir cette chose dans la classe de celles qui étoient susceptibles d'être divisées et

subdivisées en parties, sans se détériorer par la division, il est clair que, dès ce moment, il leur est devenu facile d'ajuster et d'égaliser leurs échanges.

L'expérience, il est vrai, a fait voir que les peuples cultivateurs, en introduisant cet équivalent général dans leurs échanges, n'ont pas d'abord fait choix de choses propres à remplir cette fonction aussi parfaitement que le demandoit la plus essentielle condition de chaque échange, c'est-à-dire, son égalité.

Car il est évident qu'il ne suffisoit pas qu'une chose fût susceptible d'être divisée et subdivisée en parties, sans se détériorer par la division, pour être propre à servir d'équivalent dans les échanges; mais qu'il falloit de plus qu'elle fût de nature à pouvoir se conserver indéfiniment sans rien perdre de sa valeur, puisqu'il est manifeste que le maintien continuel de l'égalité des échanges auroit été incompatible avec un équivalent qui auroit continuellement changé de valeur.

Mais chaque peuple cultivateur éclairé

s'est enfin déterminé à revêtir du caractère d'équivalent universel dans tous ses échanges lès métaux précieux, comme réunissant en eux, dans le plus haut degré, les deux qualités essentiellement nécessaires à une chose destinée à servir d'équivalent à toutes les autres, puisqu'ils conservent la plus exacte valeur proportionnelle dans toutes leurs divisions et subdivisions, et que le tems n'affecte leur valeur en général que d'une manière imperceptible.

Il est vrai que les métaux précieux ne sortent pas du sein de la terre, où l'homme va les chercher, égaux en valeur réelle, ou, comme on est dans l'habitude de l'exprimer, égaux en titre. Mais chaque peuple cultivateur a eu non-seulement soin de fixer la valeur réelle ou le titre des siens, mais de fixer aussi le poids des différentes divisions et subdivisions sous lesquelles il a jugé à propos de les introduire dans ses échanges, afin d'en rendre l'usage aussi certain que commode. Et c'est sous cette double fixation que les métaux précieux ont reçu le nom de monnoies.

Dès-lors, ce n'a plus été avec de la subsistance, mais avec des métaux précieux en monnoies, que les agriculteurs se sont pourvus auprès des manufacturiers de choses façonnées et adaptées à des usages, comme ce n'a plus été avec des choses façonnées et adaptées à des usages, mais avec des métaux précieux en monnoies, que les manufacturiers se sont pourvus auprès des agriculteurs de subsistance.

Le même changement a eu aussi lieu dans les échanges entre les agriculteurs et les manufacturiers d'une part, et les hommes en général de l'autre, c'est-à-dire, à la place de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages, les agriculteurs et les manufacturiers n'ont plus donné aux hommes en général, en échange de prospérité, que des métaux précieux en monnoies.

Et dans ce nouvel ordre de choses, les échanges entre les agriculteurs, les manufacturiers et les hommes en général, ont perdu leur nom primitif pour prendre celui d'achats et de ventes.

Mais, dans cette seconde manière de pratiquer leurs échanges, les peuples cultivateurs éprouvoient encore deux inconvéniens très-préjudiciables aux libres progrès de leur agriculture et de leur manufacture. L'un de ces inconvéniens étoit le transport hasardé des choses, et l'autre le déplacement continuel des hommes de leurs vocations.

Car il est évident qu'il falloit nécessairement, ou que l'homme qui avoit besoin d'acheter une chose, allât la chercher chez le vendeur qui la produisoit ou formoit, au risque de perdre beaucoup de tems; ou que celui qui avoit besoin de vendre une chose qu'il avoit produite ou formée, la transportât au même risque de lieu en lieu pour rencontrer un acheteur.

Les peuples cultivateurs, il est vrai, n'ont pas été long-tems à imaginer un expédient pour rendre leurs achats et leurs ventes moins incommodes; et cet expédient a été d'établir sur toute l'étendue de leurs territoires, et à des distances convenables, ce qu'on appelle des foires, c'est-à-dire, d'as-

signer aux agriculteurs et aux manufacturiers des lieux particuliers, où ils transporteroient, à des tems réglés pour cet effet, leur subsistance et leurs choses façonnées et adaptées à des usages.

Mais comme ces foires n'offroient point aux peuples cultivateurs un remède complet aux deux inconvéniens dont ils cherchoient à se délivrer, puisqu'elles laissoient encore subsister, quoique dans un degré moins grand, le transport hasardé des choses et le déplacement des hommes de leurs travaux, il s'est enfin formé dans le sein de chaque peuple cultivateur une classe particulière d'hommes qui, sous le nom de commerçans, se sont chargés de faire eux seuls les achats et les ventes pour tous, au moyen d'une rétribution qu'ils se réserveroient sur chaque échange effectué par leur médiation.

Alors les échanges ont pris définitivement le nom de commerce; et ce n'est que dans cette troisième manière de les pratiquer, que les peuples cultivateurs sont devenus capables de faire les plus libres, et,

par conséquent, les plus grands progrès dans leur agriculture et dans leur manufacture.

Car, comme les commerçans se sont présentés eux-mêmes par-tout pour acheter et pour vendre, c'est-à-dire, chez les agriculteurs pour acheter leur subsistance et l'offrir aux manufacturiers et aux hommes en général, et chez les manufacturiers pour acheter leurs choses façonnées et adaptées à des usages, et les offrir aux hommes en général et aux agriculteurs, il est manifeste que, dès ce moment, ces trois classes d'hommes n'ont plus été obligées de se chercher les unes les autres, et, par conséquent, d'interrompre leurs occupations et leurs travaux, ni pour acheter, ni pour vendre.

Du principe actif de l'économie politique des Peuples cultivateurs.

L'INTRODUCTION des métaux précieux en monnoies, comme équivalent général dans les échanges des peuples cultivateurs, a causé une grande révolution dans l'économie politique de ces peuples, en ce que, d'un côté, elle a fourni à une multitude d'hommes les moyens de s'exempter de tout travail, et de grossir, par conséquent, dans chaque peuple cultivateur la classe des hommes en général, et que, de l'autre, elle a placé les agriculteurs et les manufacturiers dans la situation désavantageuse de ne plus pouvoir se maintenir par le travail que d'une manière conditionnelle, et, par conséquent, incertaine et précaire.

Car, du moment où les métaux précieux en monnoies ont pu s'échanger contre de la subsistance et des choses façonnées et adaptées à des usages, il est évident que ceux qui en ont constamment possédé assez pour n'être obligés, ni de produire eux-mêmes de la subsistance pour se procurer en échange

des choses façonnées et adaptées à des usages, ni de façonner et d'adapter eux-mêmes des choses à des usages pour se procurer en échange de la subsistance, n'ont plus eu besoin de travailler, ni dans l'agriculture, ni dans la manufacture; et que dès-lors ces deux grandes branches du travail n'ont plus été exercées dans chaque peuple cultivateur, que par des hommes qui ne possédoient point d'avance les métaux précieux en monnoies, ou qui n'en possédoient jamais assez pour pouvoir s'affranchir du travail.

Et comme dans chaque peuple cultivateur les agriculteurs et les manufacturiers ont dû nécessairement échanger leur subsistance et leurs choses façonnées et adaptées à des usages, contre des métaux précieux en monnoies, avant de pouvoir se procurer les uns auprès des autres les choses nécessaires à leurs besoins, puisque ce n'a plus été qu'avec des métaux précieux en monnoies, que les agriculteurs ont pu se pourvoir de choses façonnées et adaptées à des usages auprès des manufacturiers, et les manufacturiers, de subsistance auprès

des agriculteurs; il est manifeste que le travail n'a plus été pour ces deux classes d'hommes un moyen aussi immédiat de pourvoir à leur maintien, qu'il l'étoit dans le cas des échanges en nature.

Il est vrai que ces deux grandes conséquences qui ont nécessairement résulté de l'introduction des métaux précieux en monnoies dans les échanges des peuples cultivateurs, n'ont essentiellement rien changé dans l'économie politique de ces peuples, puisqu'elles l'ont laissée immuablement fondée sur l'égalité des échanges.

Mais elles offrent la preuve démonstrative que les métaux précieux en monnoies sont devenus le principe actif de l'économie politique des peuples cultivateurs, du moment où ils sont devenus l'équivalent des choses dans leurs échanges, puisque, dès ce moment, ce n'a plus été que par l'intervention de ces métaux, que leur agriculture et leur manufacture ont pu se développer. Et comme il est infiniment important de ne laisser sur cette vérité aucun doute dans l'esprit de ceux qui gouvernent ces peu-

ples, on va la placer dans un nouveau jour, afin de la mettre dans toute son évidence.

Tant que les peuples cultivateurs n'ont pratiqué leurs échanges qu'en nature, il n'y a eu proprement parmi eux, ni acheteurs, ni vendeurs, et ces deux dénominations n'ont été dues, comme on l'a déjà dit, qu'à l'introduction des métaux précieux en monnoies dans les échanges de ces peuples. Alors on a appelé acheteurs tous ceux qui ont offert des métaux précieux en monnoies en échange, soit de subsistance, soit de choses façonnées et adaptées à des usages, et vendeurs tous ceux qui ont offert, soit de la subsistance, soit des choses façonnées et adaptées à des usages, en échange de métaux précieux en monnoies.

Ainsi, dans tout peuple cultivateur qui a introduit les métaux précieux en monnoies dans ses échanges, il n'y a de vendeurs réels que les agriculteurs et les manufacturiers, puisqu'eux seuls offrent réellement de la subsistance, et des choses façonnées et adaptées à des usages, en échange de métaux précieux en monnoies, et que les commerçans

ne sont que des vendeurs apparens, c'est-à-dire, que les simples médiateurs des ventes.

Mais comme, dans tout peuple cultivateur gouverné sous un système d'économie politique vrai, il faut nécessairement que les hommes en général soient des acheteurs de subsistance, et de choses façonnées et adaptées à des usages, puisqu'ils ne travaillent, ni dans l'agriculture, ni dans la manufacture; que les agriculteurs soient des acheteurs de choses façonnées et adaptées à des usages, puisqu'ils ne travaillent point dans la manufacture; et que les manufacturiers soient des acheteurs de subsistance, puisqu'ils ne travaillent point dans l'agriculture; il est évident que, dans les vrais principes de l'économie politique, tous les individus d'un peuple cultivateur sont et doivent nécessairement être des acheteurs.

Et comme, dans le langage de l'économie politique, on nomme consommateur tout homme qui achète, soit de la subsistance, soit des choses façonnées et adaptées à des usages, dans la vue de les appliquer à ses propres besoins, il est clair que tous les in-

dividus d'un peuple cultivateur, gouverné sur les raisons finales de l'univers, sont et doivent nécessairement être des consommateurs; savoir, les hommes en général, des consommateurs de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages; les agriculteurs, des consommateurs de choses façonnées et adaptées à des usages; et les manufacturiers, des consommateurs de subsistance.

Il est donc manifeste que multiplier continuellement la consommation des hommes en général en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, la consommation des agriculteurs en choses façonnées et adaptées à des usages, et la consommation des manufacturiers en subsistance, est la même chose que multiplier continuellement les échanges de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages entre ces trois classes d'hommes, puisque ce n'est qu'en échangeant des métaux précieux en monnoies contre de la subsistance et des choses façonnées et adaptées à des usages, que les hommes en général, les

agriculteurs et les manufacturiers peuvent devenir des consommateurs.

Or, comme multiplier continuellement les échanges de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages entre les hommes en général, les agriculteurs et les manufacturiers, est la même chose qu'opérer des progrès continuels dans l'agriculture et dans la manufacture, il est évident que multiplier continuellement la consommation des hommes en général en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, la consommation des agriculteurs en choses façonnées et adaptées à des usages, et la consommation des manufacturiers en subsistance, c'est remplir continuellement la vraie fin de l'économie politique.

Ainsi, pour prouver démonstrativement que les métaux précieux en monnoies sont devenus le principe actif de l'économie politique de tout peuple cultivateur qui les a introduits dans ses échanges, il ne faut que prouver démonstrativement que de leur multiplication continuelle dans tout peuple cul-

tivateur, résulte naturellement la multiplication continuelle, de la consommation des hommes en général en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, de la consommation des agriculteurs en choses façonnées et adaptées à des usages, et de la consommation des manufacturiers en subsistance. Et c'est ce qu'on va faire dans l'ordre le plus naturel.

Du moment où les peuples cultivateurs ont introduit dans leurs échanges les métaux précieux en monnoies, leurs consommateurs se sont naturellement divisés en deux classes essentiellement distinctes, en consommateurs indépendans et en consommateurs dépendans.

Les consommateurs indépendans d'un peuple cultivateur sont ceux qui peuvent devenir des acheteurs sans avoir besoin d'être des vendeurs, et les consommateurs dépendans, ceux qui ne peuvent devenir des acheteurs qu'après avoir été des vendeurs.

A la première de ces deux classes de consommateurs, appartiennent dans tout peu-

ple cultivateur les hommes en général, puisqu'ils possèdent continuellement d'avance les métaux précieux en monnoies; et à la seconde, les agriculteurs et les manufacturiers, puisque ce n'est que par la vente de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages qu'ils peuvent acquérir les métaux précieux en monnoies. Et de cet ordre naturel des choses émanent clairement trois grands principes dans l'économie politique des peuples cultivateurs.

Le premier, que, dans tout peuple cultivateur, la consommation des agriculteurs et des manufacturiers suppose nécessairement avant elle, comme condition absolue, la consommation des hommes en général, puisque ce n'est que des mains des hommes en général que, dans tout peuple cultivateur, les agriculteurs et les manufacturiers peuvent tenir les métaux précieux en monnoies, c'est-à-dire, les moyens nécessaires pour pouvoir devenir des consommateurs, les uns de choses façonnées et adaptées à des usages, et les autres de subsistance.

Le second, que, dans tout peuple cultiva-

teur, la consommation actuelle des hommes en général devient la mesure de la consommation possible des agriculteurs et des manufacturiers, puisqu'il est impossible que, dans aucun peuple cultivateur, les agriculteurs et les manufacturiers puissent excéder dans leur consommation les métaux précieux en monnoies, qu'ils reçoivent des mains des hommes en général, en échange de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages.

Le troisième, que, dans tout peuple cultivateur, la consommation des hommes en général détermine la consommation générale. Car, comme la consommation générale d'un peuple cultivateur embrasse dans sa totalité la consommation particulière des hommes en général, et la consommation particulière des agriculteurs et des manufacturiers, et que la première de ces deux consommations particulières est la mesure de la seconde, il est évident que, dans le cours naturel des choses, la consommation générale d'un peuple cultivateur se proportionne à la consommation des hommes en général.

Or, comme, dans tout peuple cultivateur, la consommation générale consiste dans l'universalité des échanges de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages qui s'effectuent entre les hommes en général, les agriculteurs et les manufacturiers, et que c'est sur l'universalité des échanges de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages effectués entre ces trois classes d'hommes, que se mesurent dans tout peuple cultivateur les progrès dans l'agriculture et dans la manufacture; il est manifeste que la prospérité d'un peuple cultivateur est en raison directe de la consommation de ses hommes en général.

Ainsi, toute variation qu'éprouve un peuple cultivateur dans la consommation de ses hommes en général, opère naturellement une variation égale dans la consommation de ses agriculteurs et de ses manufacturiers, dans sa consommation générale, dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture, et, par conséquent, dans ceux de sa prospérité. Et de-là, deux vérités indubita-

bles dans l'économie politique des peuples cultivateurs.

La première, qu'un peuple cultivateur n'est dans un cours de progrès continuellement croissans dans son agriculture et dans sa manufacture, que lorsque ses hommes en général font des progrès continuellement croissans dans leur consommation.

La seconde, qu'un peuple cultivateur décline, s'arrête ou rétrograde nécessairement dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture, lorsque ses hommes en général déclinent, s'arrêtent ou rétrogradent dans ceux de leur consommation.

Or, comme l'expérience prouve généralement que dans le cours naturel des choses, c'est-à-dire, lorsque nul obstacle ne s'oppose à la libre consommation des hommes en général, ils l'étendent à la pleine proportion de tous les métaux précieux en monnoies qu'ils ont à y vouer, il est évident que multiplier continuellement les métaux précieux en monnoies dans les mains des hommes en général, c'est naturellement opérer

des progrès continuellement croissans dans la consommation de cette classe d'hommes.

Et comme opérer des progrès continuellement croissans dans la consommation des hommes en général, est remplir continuellement la vraie fin de l'économie politique, puisque c'est naturellement opérer des progrès continuellement croissans dans la consommation des agriculteurs et des manufacturiers, dans la consommation générale, et, par conséquent, dans l'agriculture et dans la manufacture ; il est de toute évidence que les métaux précieux en monnoies sont le principe actif de l'économie politique des peuples cultivateurs qui les ont introduits dans leurs échanges. Et cette grande vérité trace à ceux qui gouvernent ces peuples deux leçons importantes.

L'une, qu'appauvrir dans leurs métaux précieux en monnoies les hommes en général, de telle manière que ce puisse être, est aussi nécessairement appauvrir dans les leurs les agriculteurs et les manufacturiers ; et, par conséquent, commettre contre l'ordre général de l'univers, le crime de faire

décliner ou rétrograder un peuple cultivateur dans sa consommation générale, et dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture.

L'autre, qu'opposer dans un peuple cultivateur des obstacles à la libre consommation des hommes en général, de telle nature qu'ils puissent être, est commettre contre l'ordre général de l'univers, le crime d'en opposer à-la-fois à la consommation des agriculteurs et des manufacturiers, à la consommation générale et aux progrès de l'agriculture et de la manufacture.

Mais les principes que l'on vient de développer démontrent non-seulement que les métaux précieux en monnoies sont devenus le principe actif de l'économie politique des peuples cultivateurs, du moment où ils sont devenus l'équivalent des choses dans les échanges de ces peuples; ils prouvent de plus que, dans les vrais principes de l'économie politique, la population de tout peuple cultivateur a dû nécessairement se diviser en deux classes générales de possesseurs des métaux précieux en monnoies, en

possesseurs permanens et en possesseurs momentanés. Et l'on va donner à cette vérité toute sa clarté.

On a vu plus haut que, dans les raisons finales de l'univers, un peuple cultivateur n'avoit essentiellement besoin d'avoir dans sa population que trois classes d'hommes, des agriculteurs pour cultiver ses terres, des manufacturiers pour façonner et adapter les choses de ses terres à des usages, et des hommes en général pour gouverner sa société.

Mais comme les peuples cultivateurs, en introduisant dans leurs échanges les métaux précieux en monnoies, ont nécessairement introduit dans leur population une nouvelle classe d'hommes, c'est-à-dire, des hommes qui n'ont dû être, ni des agriculteurs, ni des manufacturiers, ni des gouverneurs, mais de simples possesseurs des métaux précieux en monnoies, il est clair que dès-lors la population de tout peuple cultivateur s'est trouvée composée de quatre classes d'hommes distinctes; savoir, de deux classes d'hommes qui ont dû se maintenir par le

travail, et de deux classes d'hommes en général.

Il est donc devenu nécessaire de distinguer les deux classes d'hommes en général l'une de l'autre, comme le sont les deux classes d'hommes assujetties au travail; et, pour cet effet, j'appellerai classe essentielle celle des hommes qui gouvernent, et classe accidentelle celle des simples possesseurs des métaux précieux en monnoies, puisque, dans tout peuple cultivateur, les hommes qui gouvernent tiennent essentiellement à l'économie politique, et que ce n'est qu'à l'introduction accidentelle des métaux précieux en monnoies dans les échanges des peuples cultivateurs, que les simples possesseurs de ces métaux ont dû leur existence.

Mais cette division de la population des peuples cultivateurs en quatre grandes classes d'hommes, ne sépare pas encore parfaitement tous les individus de ces peuples les uns des autres; et la classe accidentelle des hommes en général présente deux espèces de possesseurs des métaux précieux en monnoies, qu'il est essentiel de ne point

confondre ensemble; savoir, des possesseurs certains, et des possesseurs casuels.

Par possesseurs certains des métaux précieux en monnoies, j'entends principalement ceux des propriétaires de terres d'un peuple cultivateur, qui, n'ayant pas jugé à propos d'exercer eux-mêmes l'agriculture, ont abandonné la culture de leurs terres à d'autres, à la charge d'une redevance déterminée, ou, comme on l'exprime, d'une rente certaine en métaux précieux en monnoies.

Et par possesseurs casuels des métaux précieux en monnoies, j'entends tous les individus d'un peuple cultivateur, qui, par leurs talens, leurs services et leurs misères, savent attirer à eux les métaux précieux en monnoies des autres, sans être, ni des agriculteurs, ni des manufacturiers, ni des rentiers, ni des gouverneurs.

Je subdiviserai donc la classe accidentelle des hommes en général en deux classes particulières; et je nommerai classe accidentelle principale celle des possesseurs certains, et

classe accidentelle accessoire celle des possesseurs casuels des métaux précieux en monnoies.

D'après ces divisions, on peut se former une idée claire de toutes les espèces d'individus qu'embrasse naturellement la population de tout peuple cultivateur qui a introduit dans ses échanges les métaux précieux en monnoies, puisqu'un tel peuple cultivateur ne peut renfermer dans son sein aucun individu qui ne soit, ou un agriculteur, ou un manufacturier, ou un homme en général, soit de la classe essentielle, soit de la classe accidentelle principale, soit de la classe accidentelle accessoire.

Mais, pour ne rien laisser de vague dans cette division de la population des peuples cultivateurs, je vais spécifier plus particulièrement les différentes sortes d'individus, que j'attache à chacune des cinq classes d'hommes dont je viens de faire l'énumération.

Dans la classe des agriculteurs, je place non-seulement ceux qui cultivent la terre

dans tel genre de productions que ce puisse être, mais encore tous ceux qui vouent leur travail à la pêche, aux mines et en général à la collection des productions de toute espèce, animées et inanimées, que la terre offre à l'homme spontanément dans les trois règnes de la nature. L'imperfection du langage, qui ne fournit aucun terme propre à embrasser à-la-fois ces différens travaux de l'homme, m'obligeant d'attribuer au mot agriculteur une signification plus étendue que ne l'admet son étymologie.

Dans la classe des manufacturiers, je place indistinctement, comme je l'ai déjà dit dans la première partie de cet ouvrage, tous ceux qui façonnent et adaptent les choses de la terre à des usages, dans tel métier que ce soit, et de telle nature que les choses et les usages puissent être.

Dans la classe essentielle des hommes en général, je place non-seulement ceux que chaque peuple cultivateur a revêtus en chef du gouvernement de sa société, mais encore tous ceux qui, sous leurs ordres immédiats ou médiats, exercent des fonctions quelcon-

ques, soit du gouvernement, soit de la pompe du gouvernement.

Dans la classe accidentelle principale des hommes en général, je place tous ceux qui tirent des rentes certaines, soit de leurs terres, soit de leurs pêcheries, soit de leurs mines, soit de toute autre source foncière que ce puisse être.

Enfin, dans la classe accidentelle accessoire des hommes en général, je place principalement les commerçans de toute espèce, ainsi que tous ceux que le commerce lie à sa pratique d'une manière quelconque, tous ceux qui se chargent de l'instruction de l'homme, sans appartenir aux écoles publiques fondées par le gouvernement; tous ceux qui entreprennent les cures des accidens et des maladies du corps humain; tous ceux qui se vouent aux simples amusemens de l'homme; les domestiques de tout ordre, les pauvres que l'âge ou des infirmités ont rendus incapables de pourvoir eux-mêmes à leur maintien.

Ce sont là en général les différens ordres

d'individus qui composent les cinq classes d'hommes dans lesquelles se divise la population de tout peuple cultivateur, qui a introduit dans ses échanges les métaux précieux en monnoies.

Et comme, dans les principes fondamentaux de l'économie politique, il ne doit exister dans la population d'un tel peuple cultivateur aucun individu qui ne soit un consommateur, il est manifeste que chaque individu de ces cinq classes d'hommes doit nécessairement avoir ce qu'on appelle un revenu annuel, c'est-à-dire, une proportion quelconque de métaux précieux en monnoies à vouer annuellement à sa consommation, puisque ce n'est qu'à cette seule condition qu'il peut devenir un consommateur. Et voici comment chacune de ces cinq classes d'hommes arrive à son revenu annuel.

La classe des agriculteurs et celle des manufacturiers se procurent leurs revenus annuels, en vendant leur subsistance et leurs choses façonnées et adaptées à des usages aux trois classes d'hommes en général, et l'une à l'autre.

La classe essentielle des hommes en général forme son revenu annuel, que l'on nomme revenu public, des parts que lui cèdent, dans leurs revenus annuels, tous les individus du peuple cultivateur qu'elle gouverne.

La classe accidentelle principale des hommes en général dérive son revenu annuel des rentes que lui font, sur leurs revenus annuels, ceux des individus de la classe des agriculteurs auxquels elle a laissé l'usage de ses terres, de ses pêcheries, de ses mines.

Et la classe accidentelle accessoire des hommes en général tire son revenu annuel des profits, des salaires et des charités que lui accordent, sur leurs revenus annuels, les individus des autres classes d'hommes.

Voilà l'ordre dans lequel les cinq classes d'hommes dépendent les unes des autres pour leurs revenus annuels, ou, ce qui est la même chose, pour leur maintien. Et comme c'est par sa consommation en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages que chaque individu d'un peuple cultivateur

se maintient, et que ce n'est qu'à l'aide de son revenu annuel qu'il peut devenir capable de consommer de la subsistance et des choses façonnées et adaptées à des usages, il est évident que chacune des cinq classes d'hommes est maintenue par celles qui lui fournissent son revenu annuel.

Mais, dans sa dernière analyse, cet ordre des choses présente une vérité bien importante dans l'économie politique des peuples cultivateurs; il fait voir que les trois classes d'hommes en général sont totalement maintenues par les deux classes d'agriculteurs et de manufacturiers. Et voici la preuve démonstrative de cette vérité.

La classe des agriculteurs et celle des manufacturiers fournissent ensemble, directement à la classe essentielle des hommes en général, une grande proportion de son revenu annuel, et le reste lui est fourni par la classe accidentelle principale et la classe accidentelle accessoire.

La classe des agriculteurs fournit directement la totalité du revenu annuel de la

classe accidentelle principale des hommes en général, et, par conséquent, indirectement la totalité de la part que cette classe d'hommes fournit au revenu annuel de la classe essentielle.

La classe des agriculteurs et celle des manufacturiers fournissent ensemble, directement à la classe accidentelle accessoire des hommes en général, une portion de son revenu annuel, et le reste lui est fourni par la classe essentielle et la classe accidentelle principale.

Mais comme c'est sur les revenus annuels que la classe des agriculteurs et celle des manufacturiers fournissent à la classe essentielle et à la classe accidentelle principale des hommes en général, que ces deux classes d'hommes contribuent au revenu annuel de la classe accidentelle accessoire, il est clair que la classe des agriculteurs et celle des manufacturiers fournissent ensemble, directement et indirectement, la totalité du revenu annuel de la classe accidentelle accessoire des hommes en général, et, par conséquent, aussi de la part que cette classe

fournit au revenu annuel de la classe essentielle.

Il n'y a donc pas un seul individu dans les trois classes d'hommes en général qui ne soit continuellement maintenu, soit directement, soit indirectement, par les individus des deux classes des agriculteurs et des manufacturiers, puisqu'il n'y en a pas un seul qui ne reçoive continuellement son revenu annuel, directement ou indirectement, de ces deux classes d'hommes.

Et ce fait offriroit lui seul la preuve démonstrative que, dans tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, il a dû nécessairement exister deux sortes de possesseurs des métaux précieux en monnoies, des possesseurs permanens et des possesseurs momentanés. Mais on va voir que cette vérité n'est pas moins clairement démontrée par la raison.

Il est indubitable que, dans tout peuple cultivateur, les agriculteurs et les manufacturiers ne travaillent, c'est-à-dire, ne cultivent la terre et ne façonnent et n'adaptent

les choses de la terre à des usages, que parce qu'ils ne possèdent pas d'avance les métaux précieux en monnoies; et que ce n'est que parce que les hommes en général possèdent d'avance les métaux précieux en monnoies, qu'ils ne travaillent point.

Ainsi, dans tout peuple cultivateur, les agriculteurs et les manufacturiers auroient naturellement cessé de travailler, du moment où ils seroient parvenus à posséder d'avance les métaux précieux en monnoies; comme du moment où les hommes en général n'auroient plus possédé d'avance les métaux précieux en monnoies, ils auroient cessé de pouvoir s'exempter du travail.

Or, il est clair que l'un et l'autre de ces deux cas auroient eu lieu, si les agriculteurs et les manufacturiers s'étoient approprié, d'une manière absolue, les métaux précieux en monnoies qu'ils auroient reçus des hommes en général en échange de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages, puisque, dès ce moment, ils seroient devenus des hommes en général, et que les hommes en général se seroient

trouvés réduits à la nécessité de devenir des agriculteurs et des manufacturiers.

Sous un pareil système d'économie politique, les individus d'un peuple cultivateur auroient donc alternativement passé de la classe des agriculteurs et des manufacturiers à la classe des hommes en général, et de la classe des hommes en général à la classe des agriculteurs et des manufacturiers.

Car il est évident que, dans cet ordre des choses, les nouveaux hommes en général n'auroient chaque fois continué à rester tels, que jusqu'à ce qu'ils eussent échangé à leur tour leurs métaux précieux en monnoies contre de la subsistance et des choses façonnées et adaptées à des usages; et que les nouveaux agriculteurs et manufacturiers n'auroient chaque fois continué à rester tels, que jusqu'à ce qu'ils se fussent approprié à leur tour les métaux précieux en monnoies, en échange de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages.

Mais comme il est de toute certitude qu'un

ordre de choses aussi incontestable n'auroit permis aux peuples cultivateurs, ni de faire des progrès non interrompus et continuellement croissans dans leur agriculture et dans leur manufacture, ni même de maintenir imperturbablement l'ordre de leurs sociétés, il est de toute évidence que, dans tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, les agriculteurs et les manufacturiers ont dû se maintenir dans leurs classes originaires.

Or, comme le contraire seroit nécessairement arrivé, si les agriculteurs et les manufacturiers n'avoient pas continuellement restitué aux hommes en général, directement ou indirectement, les métaux précieux en monnoies qu'ils auroient reçus d'eux en échange de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages, il est clair que, dans tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, les hommes en général ont dû être des possesseurs permanens, et les agriculteurs et les manufacturiers des possesseurs seulement momentanés des métaux précieux en monnoies.

Mais il est également clair que les agriculteurs et les manufacturiers n'ont dû continuellement restituer aux hommes en général leurs métaux précieux en monnoies, qu'après avoir eu le tems de s'en servir eux-mêmes en totalité pour leur propre consommation, puisque ce n'est que dans cette seule vue qu'ils ont cherché à les acquérir par le travail et la vente de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages.

Et comme jusqu'ici les gouverneurs des peuples cultivateurs, ainsi que ceux qui ont entrepris de leur tracer des règles de conduite dans l'économie politique, ont eu universellement les plus fausses et, dans l'ordre général de l'univers, les plus criminelles idées de l'étendue à laquelle les agriculteurs et les manufacturiers ont dû devenir capables de porter leur consommation, je choisirai cette place pour déterminer le vrai sort qui, dans les raisons finales de l'univers, a dû invariablement appartenir à ces deux classes d'hommes.

Dans le ressort de l'économie politique,

le bien-être physique de l'homme consiste dans la proportion des nécessités, des commodités et des agrémens de la vie qu'il est capable d'embrasser dans sa consommation. Et de-là, il est évident que le bien-être physique de chaque individu d'un peuple cultivateur est en raison directe de son revenu annuel en métaux précieux en monnoies.

Or, comme dans les vrais principes de l'économie politique le revenu annuel des hommes en général doit nécessairement devenir le revenu annuel des agriculteurs et des manufacturiers, puisqu'il doit passer annuellement dans les mains de ces deux classes d'hommes, en échange de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages, il est manifeste que la même quantité de métaux précieux en monnoies qui sert à la consommation annuelle des hommes en général, doit aussi nécessairement servir à la consommation annuelle des agriculteurs et des manufacturiers.

Car tel usage que les hommes en général puissent faire de leur revenu annuel, il faut,

de toute nécessité, qu'en définitif ils l'ayent échangé en totalité, soit directement, soit indirectement, contre de la subsistance et des choses façonnées et adaptées à des usages, puisque, dans le plus frivole emploi même qu'ils en font, dans celui qui n'a pour objet que leurs simples amusemens, il est nécessairement converti en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages par ceux qui leur procurent ces amusemens.

Il est donc indubitable que, dans les vrais principes de l'économie politique, le bien-être physique des agriculteurs et des manufacturiers doit continuellement être en raison directe des métaux précieux en monnoies que les hommes en général vouent à leur consommation annuelle.

Et, d'après ce principe, le bien-être physique des agriculteurs et des manufacturiers auroit été constamment égal à celui des hommes en général, si la population des agriculteurs et des manufacturiers avoit été constamment égale à celle des hommes en général, puisque, dans ce cas, le terme moyen de la consommation individuelle des

agriculteurs et des manufacturiers auroit été constamment égal au terme moyen de la consommation individuelle des hommes en général.

Mais comme, dans les raisons finales de l'univers, la population des agriculteurs et des manufacturiers a dû continuellement surpasser celle des hommes en général, il est clair que le terme moyen de la consommation individuelle des hommes en général a dû aussi continuellement surpasser le terme moyen de la consommation individuelle des agriculteurs et des manufacturiers, puisqu'une même quantité de métaux précieux en monnoies, appliquée successivement à la consommation d'un plus petit et d'un plus grand nombres d'hommes, a dû aussi nécessairement déterminer une plus grande et une plus petite proportion moyenne des nécessités, des commodités et des agrémens de la vie.

Il est donc de toute évidence que les raisons finales de l'univers veulent définitivement que, dans tout peuple cultivateur, le bien-être physique des agriculteurs et des

manufacturiers soit continuellement en raison composée de la raison directe de la quantité des métaux précieux en monnoies que les hommes en général vouent à leur consommation annuelle, et de l'inverse de la population des deux grands ordres d'hommes. Et ce principe détermine à-la-fois le sort absolu et relatif des agriculteurs et des manufacturiers dans tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers.

Le bien-être physique des hommes en général doit continuellement être supérieur à celui des agriculteurs et des manufacturiers, puisque la population des agriculteurs et des manufacturiers doit continuellement être supérieure à celle des hommes en général.

Mais le bien-être physique des agriculteurs et des manufacturiers doit continuellement se proportionner à celui des hommes en général, puisqu'il doit continuellement être en raison directe de la quantité des métaux précieux que les hommes en général vouent à leur consommation annuelle, et

que c'est la quantité des métaux précieux en monnoies que les hommes en général vouent à leur consommation annuelle, qui détermine continuellement leur bien-être physique.

Ainsi, plus le bien-être physique des hommes en général est grand, plus grand aussi doit être celui des agriculteurs et des manufacturiers, ou, ce qui est la même chose, plus le terme moyen de la consommation individuelle des hommes en général embrasse de nécessités, de commodités et d'agrémens de la vie, plus aussi doit en embrasser le terme moyen de la consommation individuelle des agriculteurs et des manufacturiers. Et voilà le sort que l'ordre général de l'univers a assigné, d'une manière absolue, dans tout peuple cultivateur aux agriculteurs et aux manufacturiers.

Ce n'est donc que sous les plus criminels et les plus indignes gouverneurs, que les peuples cultivateurs ont pu présenter d'un côté le spectacle de l'affluence dans leurs hommes en général, et de l'autre, celui de la misère dans leurs agriculteurs et leurs

manufacturiers. Et plus indignes et plus criminels encore ont été ceux qui, dans leurs doctrines, ont osé placer dans le nombre des plus essentiels principes de l'économie politique, l'inhumaine précaution de ne jamais laisser consolider trop de bien-être dans les deux classes d'hommes, des laborieuses et pénibles mains desquelles émane le bien-être de toutes les autres classes.

Quelles monstrueuses et impies idées de pareils gouverneurs et de pareils instructeurs des peuples ont dû se former de la justice du Créateur, et de l'ordre sur lequel sa sagesse a fondé l'univers, pour avoir pu imaginer que la plus grande partie de l'espèce humaine n'avoit dû exister sur la terre, que pour servir le reste, précisément aux mêmes conditions auxquelles, dans le système de cette planète, les bêtes ont dû servir l'homme.

Ce n'est manifestement que parce que jusqu'ici les instructeurs de l'espèce humaine n'ont su offrir aux peuples cultivateurs que les plus faux systêmes d'économie politique, que le plus faux principe dans l'ordre géné-

ral de l'univers a pu se présenter comme un principe vrai.

Car, comme nulle doctrine ne peut être vraie sur la terre, si elle n'est pas vraie dans l'ordre général de l'univers, il est non-seulement manifeste qu'un principe d'économie politique contraire aux raisons finales de l'univers ne peut devenir un principe vrai que sous un système d'économie politique faux, mais que plus un pareil principe se présente comme vrai, plus le système d'économie politique qui le détermine doit être un système faux.

Sous un système d'économie politique contraire aux raisons finales de l'univers, il faut nécessairement qu'un peuple cultivateur décline et rétrograde tôt ou tard dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture; et lorsque ce malheur lui arrive, il faut nécessairement que ses hommes en général ayent décliné et rétrogradé dans leur consommation en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, puisque ce n'est que par cette seule raison qu'un peuple cultivateur peut décliner et rétro-

grader dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture.

Et comme du moment où les hommes en général déclinent et rétrogradent dans leur consommation en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, ils ne font plus passer la même quantité de métaux précieux en monnoies dans les mains des agriculteurs et des manufacturiers, il est évident qu'un peuple cultivateur ne peut décliner et rétrograder dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture, sans que ses agriculteurs et ses manufacturiers ne déclinent et rétrogradent dans leur bien-être physique.

Mais l'expérience prouve que, dans tout peuple cultivateur, les agriculteurs et les manufacturiers s'habituent à regarder le bien-être physique dont ils jouissent, comme l'équivalent réel qu'ils doivent définitivement recevoir en échange de leur travail; et que, du moment où l'inégalité tend à s'introduire contre eux dans leurs échanges, leur invariable conduite est, ou de persister à ne vouloir recevoir que le même équiva-

lent, en échange de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages, ou de diminuer leur travail en même raison que diminue le bien-être physique qu'ils étoient dans l'habitude d'en dériver.

Les promoteurs des faux systêmes d'économie politique avoient donc nécessairement à prévenir des conséquences aussi fatales, et auxquelles ils laissoient les peuples cultivateurs continuellement exposés; et ne jamais permettre aux agriculteurs et aux manufacturiers de s'habituer à un bien-être physique susceptible d'éprouver des diminutions, ou, ce qui est la même chose, circonscrire de sang-froid, et par le plus minutieux calcul, les besoins de ces deux classes d'hommes dans les mêmes limites dans lesquelles on circonscrit ceux des bêtes de somme, leur parut, pour cet effet, le plus sûr et le seul vrai moyen.

Cette malheureuse doctrine, qui a dû nécessairement résulter des faux systêmes d'économie politique sous lesquels on a gouverné jusqu'ici l'espèce humaine, offre une

nouvelle preuve que, sous des systêmes d'économie politique faux, il est impossible d'appliquer aucun moyen à la prospérité, ni aucun remède aux maux des peuples cultivateurs, sans commettre autant de crimes contre l'ordre général de l'univers.

Des métaux précieux, considérés dans leur rapport avec l'ordre moral et physique de la terre.

SANS l'intervention des métaux précieux dans les échanges des peuples cultivateurs, ces peuples n'auroient jamais pu faire, dans leur agriculture et dans leur manufacture, tous les progrès possibles, c'est-à-dire, tous ceux que l'ordre général de l'univers leur a prescrits et les a rendus capables de faire dans ces deux grandes branches du travail de l'espèce humaine. Et quoique cette vérité ait déjà reçu sa clarté des principes qu'on a précédemment établis, il est nécessaire de lui donner ici toute sa certitude, et de tracer en même tems les erreurs dans lesquelles sont tombés tous ceux qui se sont érigés en instructeurs des autres sur cette matière.

Dans le plan du Créateur, l'espèce humaine a dû appliquer à tous les usages possibles tout ce que la terre produit et tout ce qu'elle est capable de produire, et cette application des choses de la terre à tous leurs usages possibles, a dû nécessairement s'effectuer par le travail. Il est donc évident que c'est du travail seul que les choses de la terre ont dû recevoir leur vraie valeur dans l'ordre général de l'univers.

Car la grande et la principale fin que le Créateur a eue en vue, en rendant les choses de la terre applicables à tant d'usages, a été de fournir à l'homme les moyens de développer en lui son intelligence possible; et le maintien de l'existence animale de l'homme n'est manifestement entré dans le plan du Créateur, que comme vue secondaire, puisqu'il est de toute certitude que les usages auxquels les choses de la terre sont applicables pour l'homme, surpassent infiniment ceux qu'exigent les besoins naturels de son corps.

Et de-là, on voit clairement que n'apprécier la valeur des choses de la terre que par

l'utilité dont elles sont à l'homme dans sa qualité d'animal, n'est point les apprécier comme le veut l'ordre général de l'univers.

La valeur réelle de toute chose produite, formée ou collectée par le travail, est donc, comme on l'a déjà dit, en raison composée de la quantité et de la qualité de travail que sa production, sa formation ou sa collection ont nécessairement exigées; et c'est, par conséquent, en multipliant la quantité par la qualité de travail que la production, la formation, ou la collection d'une chose ont nécessairement exigées, qu'on détermine sa valeur réelle.

Ainsi, l'égalité ne règne dans l'échange d'une chose contre une autre chose, que lorsque le nombre déterminé qui résulte de la multiplication de la quantité par la qualité du travail qu'ont nécessairement exigées la production, la formation ou la collection de l'une, est égal au nombre déterminé qui résulte de la multiplication de la quantité par la qualité de travail qu'ont nécessairement exigées la production, la formation ou la collection de l'autre. Et l'iné-

galité règne dans tout échange où ces deux nombres sont inégaux.

Chaque chose produite, formée ou collectée par le travail, renferme donc au-dedans d'elle la mesure de sa valeur réelle. Et si, dans tous les cas, il avoit été possible d'exprimer en nombres déterminés la quantité et la qualité précises de travail que la production, la formation ou la collection des choses auroient nécessairement exigées, on auroit pu aussi, dans tous les cas, déterminer leurs valeurs réelles avec précision.

Mais comme de nulle chose produite, formée ou collectée par le travail, il n'est possible d'exprimer en nombres déterminés la quantité et la qualité précises de travail que sa production, sa formation ou sa collection ont nécessairement exigées, les hommes ont été obligés de se contenter d'apprécier les valeurs réelles de leurs choses par simple approximation.

Et si les métaux précieux présentent à cet égard une exception, ce n'est que par

pure fiction. Car la valeur réelle de ces métaux n'est pas plus susceptible d'être appréciée avec précision, que ne l'est la valeur réelle de toute autre chose produite, formée ou collectée par le travail, puisque la quantité et la qualité de travail que leur collection exige nécessairement, ne sont pas plus susceptibles d'être exprimées en nombres déterminés, que ne le sont la quantité et la qualité précises de travail qu'exigent nécessairement la production, la formation ou la collection de toute autre chose.

Mais comme on peut, dans tous les cas, exprimer en nombres déterminés, et, par conséquent, apprécier avec précision la quantité et la qualité, ou, ce qui est la même chose, le poids et le titre des métaux précieux, les hommes sont tacitement convenus sur toute la terre de regarder la quantité et la qualité précises de travail qu'a pu nécessairement exiger la collection d'une portion quelconque des métaux précieux, comme égales à sa quantité et à sa qualité, c'est-à-dire, à son poids et à son titre.

Et la preuve de cette convention univer-

selle des hommes est qu'il suffit que deux portions des métaux précieux soient égales en poids et en titre, pour qu'elles soient estimées égales en valeur réelle universellement sur toute la terre, quoique la collection de l'une puisse avoir nécessairement exigé, en quantité et en qualité, une plus grande proportion de travail que la collection de l'autre.

Par cette appréciation fictive de la valeur réelle des métaux précieux, les peuples cultivateurs se sont procuré deux avantages qui les ont mis en état de pratiquer leurs échanges avec beaucoup plus de facilité qu'ils n'auroient pu le faire, si la valeur réelle des métaux précieux avoit resté aussi indéterminée que l'étoit celle des choses auxquelles ils devoient servir d'équivalens.

Le premier de ces avantages est que, dans chaque échange, il n'a plus été nécessaire d'apprécier par approximation que la valeur réelle de l'une des deux choses à échanger, puisque la valeur réelle de l'autre, c'est-à-dire, des métaux précieux, admettoit une mesure précise.

Le second avantage est que, dans tous les échanges, les deux termes de l'équation ont pu se rapporter à une mesure commune, et, par conséquent, devenir homogènes. Car, comme dans chaque échange la valeur réelle des métaux précieux a dû être égale à celle des choses, et qu'elle admettoit une mesure précise, il étoit naturel d'apprécier dans la même mesure la valeur réelle des choses. Et c'est à quoi se sont déterminés tous les peuples cultivateurs qui ont introduit les métaux précieux dans leurs échanges.

Dès-lors, on a substitué dans les choses au mot valeur réelle celui de prix, c'est-à-dire, on a donné le nom de prix à l'expression de la valeur réelle des choses en poids et en titre des métaux précieux.

Mais, comme dans chaque échange cette expression de la valeur réelle des choses en poids et en titre des métaux précieux a pu être vraie ou fausse, il est évident qu'on a dû nécessairement distinguer le prix des choses en prix vrai et en prix faux. Et voici comment ces deux prix diffèrent essentiellement l'un de l'autre.

Le prix vrai d'une chose est celui dont l'expression embrasse précisément autant de poids et de titre des métaux précieux qu'en embrasse une valeur réelle de ces métaux égale à la valeur réelle de la chose; et le prix faux d'une chose est celui dont l'expression embrasse, soit plus, soit moins de poids et de titre des métaux précieux que n'en embrasse une valeur réelle de ces métaux égale à la valeur réelle de la chose.

Ainsi, le vrai prix d'une chose n'admet qu'une seule et unique détermination; mais il est clair que le prix d'une chose peut être faux de deux manières différentes, puisqu'il peut ou exprimer trop, ou ne pas exprimer assez de poids et de titre des métaux précieux.

D'après ces nouvelles notions, l'égalité ou l'inégalité règnent donc dans l'échange d'une chose contre des métaux précieux, suivant que le prix de la chose est un prix vrai ou un prix faux, puisque, dans le premier cas, les métaux précieux sont l'équivalent précis, et que, dans le second, ils sont plus ou moins que l'équivalent précis de la chose.

Et comme il est important, dans l'économie politique, de ne point confondre ensemble les deux espèces d'inégalités dont les échanges de choses contre des métaux précieux sont susceptibles, j'appellerai échanges de plus grande inégalité ceux dans lesquels le faux prix des choses exprime trop, et échanges de plus petite inégalité ceux dans lesquels le faux prix des choses n'exprime pas assez de poids et de titre des métaux précieux.

Voilà les métaux précieux clairement présentés sous leurs vrais rapports avec les choses dans les échanges des peuples cultivateurs; et l'on n'auroit jamais dû s'en former d'autres notions dans l'économie politique. Mais la doctrine de ces métaux, en elle-même si simple, n'a jamais été tracée à ses premiers principes.

L'introduction du mot prix dans les échanges des choses, a fait perdre de vue ce que ces échanges étoient dans leur origine, et ce qu'ils devoient invariablement continuer d'être sous le mode artificiel d'achats et ventes; et ce premier égare-

ment a donné lieu ensuite aux plus fausses opinions sur la nature, les fonctions et l'importance des métaux précieux dans l'économie politique.

On a généralement regardé les métaux précieux comme la mesure des échanges, c'est-à-dire, on a attribué à ces métaux la propriété de régler les échanges par eux-mêmes, et indépendamment de la valeur réelle des choses à échanger; et l'on a cru avoir l'expérience elle-même pour garant de ce principe. Mais c'est manifestement sans raison quelconque, et par la plus fausse manière d'abstraire des principes de l'expérience.

Car si on a vu les métaux précieux, dans une infinité d'échanges, commander une plus grande valeur réelle en choses qu'ils n'en avoient en eux-mêmes, on a également vu, dans une infinité d'échanges, les choses commander une plus grande valeur réelle en métaux précieux qu'elles n'en avoient en elles-mêmes; et de-là, il devoit être clair que l'expérience n'autorisoit pas plus à re-

garder les métaux précieux, qu'à regarder les choses comme la mesure des échanges.

Mais la vérité est que ce n'est que sous des systèmes d'économie politique faux que tant d'échanges ont pu présenter, soit plus de valeur réelle en choses qu'en métaux précieux, soit plus de valeur réelle en métaux précieux qu'en choses; et que, sous des systèmes d'économie politique faux, l'expérience ne peut offrir aucun principe qui ne soit en contradiction avec les principes d'une économie politique fondée sur les raisons finales de l'univers.

Dans l'ordre général de l'univers, l'égalité des échanges a dû être la suprême et l'immuable loi de l'économie politique des peuples cultivateurs, non-seulement parce que, dans les principes de cet ordre, nul individu de ces peuples n'a dû être tenu de vouer son travail gratuitement à aucun autre, mais parce que, sans la plus constante observation de cette loi, il n'est au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de prospérer solidement.

Or, si l'égalité ne peut règner dans les échanges qu'à une seule et unique condition, et si cette condition est que les choses à échanger ayent nécessairement été produites, formées ou collectées par la même quantité et la même qualité de travail, puisque ce n'est que dans ce seul et unique cas que l'homme ne se trouve pas avoir voué son travail gratuitement à un autre, il est évident que la valeur réelle des choses est l'unique circonstance essentiellement à considérer dans l'égalisation des échanges.

Et si de nulle chose produite, formée ou collectée par le travail, il n'est possible d'apprécier la valeur réelle avec précision, puisque de nulle il n'est possible d'exprimer, en nombres déterminés, la quantité et la qualité précises de travail que sa production, sa formation ou sa collection ont nécessairement exigées, il est manifeste que de nulle chose produite, formée ou collectée par le travail, il n'est possible d'apprécier la valeur réelle, autrement que par simple estimation.

On voit donc clairement que la manière

d'apprécier la valeur réelle des choses, a dû être invariablement la même dans tous les modes possibles de pratiquer les échanges, dans les échanges en achats et ventes, comme dans ceux en nature, et, par conséquent, après comme avant l'introduction des métaux précieux dans les échanges.

Mais dans quelle vue les peuples cultivateurs ont-ils donc introduit les métaux précieux dans leurs échanges, puisque l'usage de ces métaux n'a pu essentiellement rien changer dans la manière dont ils apprécioient la valeur réelle des choses dans les échanges en nature?

Dans l'unique vue de rendre leurs échanges universellement praticables, puisque, dans une multitude de cas, les échanges en nature ne leur permettoient, comme on l'a fait voir plus haut, ni d'ajuster, ni d'égaliser leurs choses les unes aux autres, et que les métaux précieux, en prenant dans chaque échange la place de l'une des deux choses à échanger, leur ont applani à cet égard toutes difficultés.

Il est donc indubitable que, dans leur

institution, les métaux précieux n'ont dû avoir d'autres fonctions à remplir dans les échanges des peuples cultivateurs, que d'être, dans chaque échange, la chose représentative de l'une des deux choses à échanger.

Car, dans nul échange, l'acquisition des métaux précieux n'est l'objet final des hommes; leur objet final est de se procurer, en échange de choses superflues, des choses nécessaires à leurs besoins. Mais comme, dans une infinité d'occasions, il leur auroit été impossible de réaliser leurs échanges immédiatement sur ce pied, ils se sont contentés d'échanger leurs choses contre des métaux précieux, parce que ces métaux sont, dans tous les cas, la représentation des vraies choses qu'ils ont eues en vue dans leurs échanges.

Or, comme dans nul échange en achats et ventes, les métaux précieux n'auroient été la représentation de l'une des deux choses à échanger, si, dans l'échange, ils ne s'étoient pas présentés précisément sous le même rapport sous lequel la chose se seroit présentée elle-même, si l'échange avoit été un échange

en nature, et que, dans tout échange en nature, pratiqué sur les raisons finales de l'univers, les deux choses à échanger ont dû être égales en valeur réelle, il est évident que, dans tout échange en achats et ventes, les métaux précieux ont dû être égaux en valeur réelle à la chose contre laquelle ils s'échangeroient.

Ainsi, regarder les métaux précieux comme le signe de la valeur réelle des choses, comme la mesure, l'instrument, le moyen terme des échanges, ou se les représenter sous tout autre rapport que celui d'équivalent des choses en valeur réelle, c'est s'en former des idées ou totalement fausses ou très-imparfaites dans l'économie politique.

La valeur réelle des choses s'exprime, il est vrai, en poids et en titre des métaux précieux; mais la preuve la plus claire que ces métaux ne sont pas pour cela la mesure des échanges, c'est que nul homme n'exprime la valeur réelle de sa chose dans la mesure des métaux précieux, qu'avant toutes choses il ne l'ait appréciée dans sa propre mesure, c'est-à-dire, dans la quantité et la qualité du

travail qu'elle a nécessairement exigées ; et que la détermination du prix des choses n'est rien de plus qu'une simple réduction de la valeur réelle des choses d'une mesure à une autre, c'est-à-dire, d'une mesure naturelle à une mesure artificielle.

Ce n'est donc manifestement que comme mesure subordonnée, et non comme mesure principale de la valeur réelle des choses, que les métaux précieux se présentent dans les échanges, puisque, dans tous les cas, le prix des choses dépend de la quantité et de la qualité de travail que leur production, leur formation ou leur collection exigent nécessairement, et qu'il n'est, par conséquent, que le déterminé, et non le déterminant de la valeur réelle des choses.

Si le règne minéral de la nature n'avoit offert à l'homme que le fer, le plomb, le cuivre, ces métaux auroient été moins propres que les métaux précieux à servir d'équivalens aux choses dans les échanges, par la raison que leurs titres, c'est-à-dire, leurs qualités, n'auroient pas été susceptibles d'une mesure précise ; cependant, comme

ils auroient été plus propres à remplir cette fonction que les autres productions de la terre, les peuples cultivateurs en auroient indubitablement fait usage pour ajuster et égaliser leurs échanges.

Mais, comme alors il n'auroit pas été possible d'exprimer la valeur réelle des choses en poids et en titre de ces métaux, ni, par conséquent, d'assigner aux choses un prix déterminé, comme dans le cas des métaux précieux, il est clair que les hommes auroient été obligés de continuer à pratiquer leurs échanges sur le pied d'échanges en nature, puisqu'ils se seroient trouvés réduits à la nécessité d'apprécier la valeur réelle du métal qu'ils auroient introduit dans leurs échanges, de la même manière qu'ils auroient apprécié la valeur réelle de leurs choses, c'est-à-dire, par simple estimation.

Dans cet ordre des choses, le métal n'auroit donc pas même eu l'apparence d'être la mesure des échanges, puisqu'il n'auroit pu prêter aucune mesure artificielle précise à la valeur réelle des choses, et que, dans tous les échanges, il ne se seroit présenté

que sous le seul et unique rapport d'équivalent des choses en valeur réelle. Or, ce qu'alors les métaux inférieurs auroient été dans les échanges, les métaux précieux ont dû aussi nécessairement l'être.

Une autre grande erreur dans laquelle on est tombé, c'est d'avoir regardé comme très-indifférent dans l'économie politique, qu'un peuple cultivateur effectuât ses échanges avec beaucoup ou avec peu de métaux précieux, et d'avoir imaginé que la différence de ces deux circonstances ne pouvoit avoir pour tout effet que de mettre simplement les hommes dans le cas de représenter la valeur de leurs choses par un plus grand ou par un plus petit prix, c'est-à-dire, par une plus grande ou par une plus petite expression en poids et en titre des métaux précieux.

On va voir à quel degré ont dû être confuses les idées qu'on s'est formées des vrais principes et des vrais moyens de l'économie politique des peuples cultivateurs, pour avoir pu donner lieu à une opinion si évidemment démontrée fausse, et par la raison, et par l'expérience.

L'homme peut appliquer son travail aux choses de la terre dans trois grandes proportions distinctes. Il peut simplement collecter les choses que la terre produit d'elle-même; il peut produire lui-même les choses que la terre ne lui offre pas spontanément, et il peut façonner et adapter les unes et les autres à des usages.

Lorsque l'homme collecte les choses de la terre, c'est généralement par un travail qui a moins de qualité que celui par lequel il les produit; et lorsqu'il produit les choses de la terre, c'est généralement par un travail qui a moins de qualité que celui par lequel il les façonne et adapte à des usages.

Il est donc manifeste que l'homme augmente la valeur réelle des choses de la terre, lorsqu'il les façonne et adapte à des usages, puisqu'il ajoute non-seulement un travail de plus à celui par lequel il les a produites, mais un travail supérieur en qualité; et que c'est de la qualité, et non de la quantité de travail, que les choses de la terre dérivent leur grande valeur réelle.

Or, comme c'est par le travail de l'agri-

culture que l'homme collecte et produit les choses de la terre, et que c'est par le travail de la manufacture qu'il les façonne et adapte à des usages, il est clair qu'un peuple cultivateur qui ajoute le travail de la manufacture à celui de l'agriculture, augmente la valeur réelle de la masse de ses choses.

Et comme à plus de valeur réelle en choses doit nécessairement répondre dans les échanges plus de valeur réelle en métaux précieux, c'est-à-dire, plus de poids et de titre de ces métaux qu'à moins de valeur réelle en choses, il est évident qu'un peuple cultivateur a nécessairement besoin, pour ajouter le travail de la manufacture à celui de l'agriculture, d'augmenter la masse de ses métaux précieux au-delà de celle qu'exige le seul travail de son agriculture, puisque, sans cela, il seroit impossible que l'égalité pût régner dans tous ses échanges.

Car il est manifeste qu'un peuple cultivateur qui ajouteroit le travail de la manufacture à celui de l'agriculture avec la même masse de métaux précieux qui auroit seulement répondu au travail de son agriculture,

donneroit continuellement à ses choses plus de valeur réelle qu'il n'auroit de métaux précieux à y répondre, et que de cette disproportion entre la valeur réelle de ses choses et celle de ses métaux précieux, résulteroit nécessairement que, dans une infinité d'échanges, il deviendroit impossible à ses individus de se procurer autant de valeur réelle en métaux précieux qu'ils en offriroient en choses.

Or, comme nul individu d'un peuple cultivateur ne consentiroit volontairement à échanger continuellement ses choses contre des choses d'une valeur réelle inférieure, il est de toute certitude que, dans l'ordre naturel de l'économie politique, nul peuple cultivateur n'ajouteroit le travail de la manufacture à celui de l'agriculture, sans l'intervention d'une plus grande masse de métaux précieux. Et la moindre réflexion sur la nature et les fonctions des métaux précieux dans les échanges des peuples cultivateurs, auroit dû faire sentir l'absolue nécessité de la multiplication de ces métaux pour la multiplication du travail.

Car s'il est certain que, dans l'ordre général de l'univers, les métaux précieux sont susceptibles d'une valeur réelle, comme toutes les autres choses de la terre collectées, produites ou formées par le travail; s'il est certain que leur poids et leur titre constituent leur valeur réelle universellement sur toute la terre; et s'il est certain qu'ils doivent nécessairement être égaux aux choses en valeur réelle dans tous les échanges pratiqués sur les raisons finales de l'univers, n'est-il pas de toute évidence que peu de métaux précieux ne doivent pouvoir répondre qu'à peu de valeur réelle en choses dans les échanges, et, par conséquent, qu'à peu de travail dans l'économie politique?

Mais il est d'autant plus étonnant qu'on ait pu soutenir des doctrines contraires à un principe si évident dans l'économie politique, que l'expérience elle seule, abstraction faite de toute autre démonstration, n'auroit dû laisser aucun doute sur sa vérité.

Car a-t-on jamais vu un seul peuple cultivateur sur la terre qui, avec l'intervention d'une masse médiocre de métaux précieux,

ait porté son travail d'une manière bien sensible au-delà de l'agriculture? En a-t-on jamais vu un seul qui se soit donné à côté de son agriculture une manufacture florissante, sans l'intervention d'une grande masse de métaux précieux? Et en a-t-on jamais vu un seul qui n'ait décliné ou rétrogradé dans les progrès de sa manufacture, si-tôt qu'il s'est trouvé appauvri dans la masse de ses métaux précieux.

C'est donc sans fondement quelconque qu'on s'est persuadé qu'il étoit indifférent pour la prospérité d'un peuple cultivateur, qu'il vouât à ses échanges peu ou beaucoup de métaux précieux, puisque l'expérience et la raison se réunissent à prouver que, sans augmenter la masse de ses métaux précieux, nul peuple cultivateur n'augmenteroit celle de son travail.

Et l'on va voir que ce n'est pas avec plus de fondement qu'on a pu croire qu'augmenter ou diminuer la masse des métaux précieux d'un peuple cultivateur, étoit aussi nécessairement augmenter ou diminuer le prix des choses, c'est-à-dire, obliger ses

individus à représenter une même valeur réelle en choses, dans le premier cas par plus, et dans le second par moins de poids et de titre des métaux précieux.

Il est non-seulement certain qu'un peuple cultivateur devient capable d'augmenter la masse de son travail en augmentant celle de ses métaux précieux ; mais on doit placer dans le nombre des plus indubitables vérités de l'économie politique, que, dans le cours naturel des choses, un peuple cultivateur augmente ou diminue nécessairement la masse de son travail, lorsqu'il augmente ou diminue celle de ses métaux précieux; et il est impossible de citer un seul peuple cultivateur qui, livré à lui-même, n'ait éprouvé cet effet naturel de l'augmentation ou de la diminution de la masse de ses métaux précieux.

Or, comme un peuple cultivateur qui augmente la masse de son travail avec l'augmentation de celle de ses métaux précieux, augmente aussi nécessairement la valeur réelle de la masse de ses choses, il est évident que, dans une infinité d'échanges, il

peut représenter ses choses par plus de poids et de titre des métaux précieux, sans avoir pour cela augmenté leur prix, puisque ce n'est pas une même, mais une plus grande valeur réelle en choses, qu'il représente par plus de poids et de titre des métaux précieux.

De même, comme un peuple cultivateur qui diminue la masse de son travail avec la diminution de celle de ses métaux précieux, diminue aussi nécessairement la valeur réelle de la masse de ses choses, il est évident que, dans une infinité d'échanges, il peut représenter ses choses par moins de poids et de titre des métaux précieux, sans avoir pour cela diminué leur prix, puisque ce n'est pas une même, mais une moindre valeur réelle en choses, qu'il représente par moins de poids et de titre des métaux précieux.

Il est donc manifeste qu'il faudroit nécessairement, pour qu'un peuple cultivateur augmentât le prix de ses choses avec l'augmentation de la masse de ses métaux précieux, que des vices inhérens à son économie politique missent ses agriculteurs et ses

manufacturiers dans l'impossibilité morale d'augmenter proportionnellement leur travail, et, par conséquent, la valeur réelle de leurs choses. Car, comme alors il se trouveroit continuellement avoir plus de valeur réelle en métaux précieux qu'il n'en auroit en choses, il est indubitable que les échanges de ses individus deviendroient naturellement des échanges inégaux de plus grande inégalité, c'est-à-dire, des échanges dans lesquels la valeur réelle des choses se trouveroit représentée par trop de poids et de titre des métaux précieux.

De même, pour qu'un peuple cultivateur diminuât le prix de ses choses avec la diminution de la masse de ses métaux précieux, il faudroit nécessairement qu'il fût au pouvoir de ses gouverneurs d'empêcher ses agriculteurs et ses manufacturiers de diminuer proportionnellement leur travail, et, par conséquent, la valeur réelle de leurs choses. Car, comme alors il se trouveroit continuellement avoir plus de valeur réelle en choses qu'il n'en auroit en métaux précieux, il est indubitable que les échanges de ses indivi-

dus deviendroient naturellement des échanges inégaux de plus petite inégalité, c'est-à-dire, des échanges dans lesquels la valeur réelle des choses ne se trouveroit pas représentée par assez de poids et de titre des métaux précieux.

Ainsi, ni dans l'un, ni dans l'autre cas, l'augmentation ou la diminution du prix des choses ne pourroient être attribuées à l'augmentation ou à la diminution de la masse des métaux précieux, considérées en elles-mêmes. Et l'on verra cette vérité complétement démontrée dans une autre place.

Pour avoir pu croire qu'un peuple cultivateur augmenteroit ou diminueroit le prix de ses choses, en augmentant ou diminuant la masse de ses métaux précieux, il a donc nécessairement fallu supposer qu'avec l'augmentation ou la diminution de la masse de ses métaux précieux, il n'augmenteroit ni ne diminueroit la masse de son travail, ou, ce qui est la même chose, qu'il se trouveroit gouverné sous un système d'économie politique qui contrarieroit le cours naturel des choses. Et c'est malheureusement, parce

que jusqu'ici les gouverneurs et les instructeurs des peuples cultivateurs n'ont su puiser leurs pratiques et leurs doctrines que dans de pareils systêmes d'économie politique, que l'espèce humaine n'a continuellement été gouvernée que sur des principes faux.

La suite de cet ouvrage fera voir qu'il n'existe pas une seule nation en Europe qui, gouvernée sur les vrais principes de l'économie politique, ne pût décupler la masse de ses métaux précieux, non-seulement sans augmenter, mais en diminuant généralement le prix de ses choses. Et l'on auroit pu se former une idée de cette possibilité sans le secours de raisonnemens bien profonds, si on avoit simplement fait attention aux faits que l'expérience présente, même sous les plus faux systêmes d'économie politique.

Car ne voit-on pas chez les nations riches en métaux précieux et florissantes dans leur travail, le prix d'une infinité de choses être inférieur à celui des mêmes choses travaillées chez des nations pauvres en métaux

précieux ? Et n'avoit-on pas dans ce fait la plus évidente preuve que ce n'est pas nécessairement sur la proportion des métaux précieux que vouent à leurs échanges les peuples cultivateurs, que se règle le prix de leurs choses ?

La grande et la principale règle sur laquelle se mesure avant toute autre règle le prix des choses, c'est leur valeur réelle, c'est-à-dire, la proportion de travail que leur collection, leur production ou leur formation exigent nécessairement. Et telle grande que puisse être la masse des métaux précieux qu'un peuple cultivateur applique à ses échanges, s'il devient capable de simplifier et d'abréger son travail dans la collection, la production et la formation des choses, il les représentera naturellement dans ses échanges par moins de poids et de titre des métaux précieux, et, par conséquent, par un moindre prix, puisque moins le travail par lequel l'homme collecte, produit ou forme les choses de la terre est grand, moins grande aussi est naturellement leur valeur réelle.

Enfin la doctrine des métaux précieux a été si peu approfondie jusqu'ici, qu'on n'a pas même su pénétrer leur importance dans l'économie politique, et qu'on a osé penser qu'un peuple cultivateur pourroit leur substituer dans ses échanges un grand nombre d'autres choses, sans être pour cela moins capable de donner à son travail toute l'étendue possible. Et c'est ainsi qu'on a vu les erreurs se multiplier dans l'esprit humain, et se lier les unes aux autres, par le même enchaînement qui lie ensemble les vérités.

Car, du moment où l'on a pu regarder les métaux précieux comme la mesure des échanges, on a dû aussi nécessairement regarder comme indifférent qu'un peuple cultivateur en appliquât à ses échanges peu ou beaucoup; et du moment où l'on a pu avoir cette opinion, on a dû aussi nécessairement avoir celle qu'il étoit peu important qu'un peuple cultivateur opérât ses échanges avec l'intervention des métaux précieux ou avec celle d'autres choses.

C'est seulement dans l'économie politique d'un peuple cultivateur qui, dans ses

échanges, embrasseroit le commerce extérieur, qu'on a jugé l'usage des métaux précieux nécessaire, et point du tout dans l'économie politique d'un peuple cultivateur qui concentreroit ses échanges entièrement en lui-même, et que, dans ce cas, on a regardé comme parfaitement libre de les ménager avec l'intervention de telle chose qu'il lui plairoit d'adopter, pourvu qu'il ne la prît point dans la classe des plus communes productions spontanées de la terre.

Voilà la doctrine qu'ont osé avancer dans leurs écrits les plus célèbres et les plus accrédités parmi les instructeurs dans l'économie politique. Mais la contradiction de cette doctrine avec les plus essentielles conditions de la prospérité des peuples cultivateurs et les plus formelles vues du Créateur sur la terre, va se manifester d'elle-même.

Car s'il est certain que les métaux précieux sont presque, sans nulle exception, les productions de la nature auxquelles les peuples civilisés de la terre ont unanime-

ment accordé la plus grande valeur, il est évident que ces métaux peuvent répondre, c'est-à-dire, servir d'équivalens dans les échanges à des choses de plus de valeur réelle, que ne le peut aucune autre production de la nature.

Et s'il est certain que, dans le cours naturel des choses, chaque individu d'un peuple cultivateur proportionne son travail, et, par conséquent, la valeur réelle de ses choses à la valeur réelle de celles qui lui sont généralement offertes en échange, il est manifeste qu'avec l'intervention des métaux précieux dans ses échanges, un peuple cultivateur doit naturellement donner à ses choses une plus grande valeur réelle, et, par conséquent, à son travail une plus grande étendue qu'avec l'intervention de toute autre production de la nature. Et l'expérience prouve que cela est ainsi.

Car elle fait voir universellement sur toute la terre que les peuples cultivateurs qui pratiquent leurs échanges avec l'intervention de choses de peu de valeur réelle, bornent

leur travail, pour ainsi dire, tout entier à la simple collection des choses que la nature produit d'elle-même dans ses trois règnes; que ceux qui opèrent leurs échanges avec l'intervention des métaux précieux, ajoutent à ce travail celui de l'agriculture proprement dite; et qu'il n'y a que ceux qui vouent à leurs échanges une grande proportion de métaux précieux, qui ajoutent le travail de la manufacture à celui de l'agriculture.

Aussi ce législateur de Sparte, si stupidement admiré pour la sagesse de ses loix, ne fit-il rien de plus pour bannir le travail de la classe libre de ses hommes, que de leur imposer l'obligation d'opérer leurs échanges avec l'intervention d'une chose, qu'il avoit eu soin de dépouiller de toute valeur réelle. Et il est honteux que cet homme ait mieux pénétré l'intime connexion qui règne entre le développement du travail des peuples et la valeur réelle des choses avec l'intervention desquelles ils pratiquent leurs échanges, qu'on n'a su le faire après tant de siècles d'expérience, et avec tant de préten-

tions à la supériorité de lumières sur les siècles anciens.

Il est donc impossible de ne pas regarder comme une vérité absolue dans l'économie politique, que l'étendue qu'un peuple cultivateur donne et devient capable de donner à son travail est, dans tous les cas, en raison directe de la valeur réelle de la chose avec l'intervention de laquelle il opère ses échanges; et que ce n'est, par conséquent, qu'en opérant leurs échanges avec l'intervention des métaux précieux, que les peuples cultivateurs peuvent devenir capables de donner à leur travail toute l'étendue possible.

Cette absolue nécessité de l'intervention des métaux précieux dans les échanges des peuples cultivateurs pour le développement indéfini du travail de ces peuples, et le soin que le Créateur a eu d'attacher ces métaux au systême physique de la terre, manifestent l'harmonie sublime qui règne dans l'ensemble des mesures que sa suprême intelligence a prises pour rendre l'espèce humaine

capable de remplir les vues dans lesquelles il l'a formée.

Car, comme la terre n'a été formée que pour l'espèce humaine, et que le Créateur, en lui appropriant cette planète, a eu formellement pour objet qu'elle y développât son intelligence possible, il est de toute évidence que le système entier de la terre, physique et moral, a dû tendre à cette fin dans l'universalité de ses combinaisons, puisqu'à chacune de ses vues dans l'ordre général de l'univers, le Créateur a dû lier les moyens nécessaires.

Si, pour développer en elle toute son intelligence possible, l'espèce humaine a dû nécessairement se donner une infinité de besoins artificiels, le Créateur a dû nécessairement rendre les choses de la terre applicables à une infinité d'usages. Et c'est ce qu'il a fait.

Si, pour développer en elle tous ses besoins artificiels possibles, l'espèce humaine a dû nécessairement multiplier sa population indéfiniment, le Créateur a dû néces-

sairement donner à la terre le pouvoir de lui multiplier indéfiniment sa subsistance. Et c'est ce qu'il a fait.

Si, pour réaliser la subsistance possible de la terre et les usages possibles de choses de la terre, l'espèce humaine a dû nécessairement entreprendre le travail de l'agriculture et de la manufacture, le Créateur a dû nécessairement lui donner des organes adaptés à ce double travail. Et c'est ce qu'il a fait.

Enfin, si, pour porter son travail dans l'agriculture et dans la manufacture à toute l'étendue possible, l'espèce humaine a dû nécessairement opérer ses échanges avec l'intervention d'une chose de beaucoup de valeur, le Créateur a dû nécessairement attacher une pareille chose au système physique de la terre. Et c'est ce qu'il a fait.

Il est donc manifeste que l'espèce humaine n'auroit jamais été capable de donner à son travail, dans l'agriculture et dans la manufacture, toute l'étendue possible, ni, par conséquent, de développer en elle son

intelligence dans toute la proportion de la subsistance que la terre a le pouvoir de lui fournir, et des usages auxquels les choses de la terre sont applicables pour elle, si le Créateur n'avoit pas eu la précaution d'incorporer au système physique de la terre les métaux précieux.

Ainsi, telle est l'infinie importance des métaux précieux dans l'ordre moral de la terre, que, sans l'existence de ces métaux dans le règne minéral de la nature, il auroit été impossible à l'homme de remplir sa vraie destination sur la terre, puisqu'il lui auroit été impossible de développer en lui tous les pouvoirs nécessaires à cette destination.

Mais tel a été le déplorable aveuglement de l'espèce humaine, qu'elle n'a rien vu de plus sublime à son égard dans les combinaisons du système de la terre, que ce que ces combinaisons manifestent à l'égard des animaux; et que l'idée qu'elle s'est formée de sa nature n'a pas été plus élevée que de se considérer seulement comme l'espèce la plus favorisée parmi ces êtres.

Le privilége particulier de se nourrir, de se vêtir et de se loger mieux que ne sont nourris, vêtus et logés les autres animaux, et de maintenir en général son existence d'une manière plus commode et plus agréable; voilà tout ce qu'elle a vu dans les pouvoirs de ses organes, dans ceux que la terre a de lui multiplier sa subsistance, et dans les usages auxquels les choses de la terre sont applicables pour elle.

C'est dans cette malheureuse ignorance des vraies raisons finales qui ont déterminé le Créateur à lui accorder ces précieux avantages, qu'elle ne les a non-seulement jamais consacrés au développement de ses pouvoirs intellectuels et de sa grandeur possible, mais qu'elle a osé même élever des murmures contre le Créateur sur la bassesse de sa condition et se permettre les plus injustes plaintes sur les bornes de son intelligence.

Tirer l'espèce humaine de ses erreurs et de son avilissement, la pénétrer de toute la sublimité de son rang, et la mettre sur la vraie voie de sa haute destination sur la

terre, voilà ce que je me suis proposé dans cet ouvrage. Et quelqu'immense que soit la tâche que je me suis imposée, j'ai osé l'entreprendre avec la plus ferme confiance dans l'invisible assistance de celui à la gloire duquel je l'ai consacrée; et la plus indubitable preuve que je ne l'ai pas espérée en vain, c'est que ma foible raison, si elle n'avoit pas été éclairée de la sienne, n'auroit jamais été capable d'approfondir et de présenter, dans un enchaînement si merveilleux, tant de vérités importantes et inconnues dans le système de l'univers.

L'unique cause de tous les désordres, de tous les malheurs et de tous les genres de dégradations dont l'espèce humaine a présenté le spectacle continuel sur la terre, a été que ceux qui l'ont gouvernée n'ont jamais imaginé qu'elle eût une destination à remplir dans l'ordre général de l'univers, et qu'ils ont osé se regarder comme parfaitement libres de lui assigner eux-mêmes arbitrairement toutes celles que leur imbécillité, leur folie ou leur scélératesse leur suggéreroient, sans que jamais rien ait été

capable de leur ouvrir les yeux sur leurs stupides et vaines entreprises.

Car, si le Créateur a bien voulu, et s'il a sans doute été nécessaire dans son plan que les gouverneurs de la terre eussent le pouvoir de le contrarier à leur gré dans les raisons finales sur lesquelles sa sagesse a fondé et combiné le système de cette planète, il ne l'a voulu qu'avec la plus expresse et la plus irrévocable réserve qu'il ne seroit jamais en leur pouvoir de le faire avec un succès suivi.

Et c'est la raison pourquoi rien n'a été ni n'a pu être stable dans les institutions et dans les loix humaines, et que tous les systêmes de gouvernement et d'économie politique que les faux législateurs et les faux instructeurs de la terre ont cherché à appliquer aux peuples, ont eu continuellement le sort auquel l'ordre général de l'univers condamne d'avance tout ce que les hommes ont l'audacieuse impiété d'oser entreprendre contre ses immuables loix.

L'unique destination sur laquelle l'espèce

humaine a dû pouvoir être gouvernée avec le plus infaillible, le plus facile et le plus constant succès, est celle qui lui a été assignée dans l'ordre général de l'univers, comme le prouvera démonstrativement la suite de cet ouvrage; et cependant c'est la seule qui ne se soit jamais présentée à l'esprit des gouverneurs et des instructeurs de la terre, quoique le Créateur l'ait révélée d'une manière si distincte dans le système de cette planète.

Car, s'il est de toute impossibilité que le Créateur ait pu subordonner le système entier de la terre au développement de l'intelligence possible de l'espèce humaine, sans avoir eu ce développement en vue d'une manière absolue, et s'il est de toute impossibilité que l'espèce humaine puisse devenir capable de développer en elle toute son intelligence possible, sans développer son agriculture dans toute la proportion de la subsistance possible de la terre, et sa manufacture dans toute la proportion des usages possibles des choses de la terre; n'est-il pas de toute certitude que le Créateur l'a

destinée d'une manière absolue à porter son travail dans l'agriculture et dans la manufacture à toute l'étendue possible ?

Subordonner le gouvernement et l'économie politique de l'espèce humaine à toute autre fin que celle de donner à son travail, dans l'agriculture et dans la manufacture, toute l'étendue possible, est donc manifestement renverser l'ordre moral de la terre jusque dans ses premiers fondemens, et, par conséquent, commettre le plus criminel attentat contre l'ordre général de l'univers.

Or, comme l'espèce humaine n'auroit jamais pu devenir capable de donner à son travail, dans l'agriculture et dans la manufacture, toute l'étendue possible, si elle n'avoit pas opéré ses échanges avec l'intervention des métaux précieux, on voit de quelle importance il étoit de bannir avant toutes choses toute erreur et toute obscurité de la doctrine de ces métaux. Mais il reste encore à parler de la manière dont les métaux précieux ont dû être préparés pour leurs fonctions dans les échanges.

L'or et l'argent sont les deux métaux qui composent ensemble la classe des métaux précieux, et l'un est aussi propre que l'autre à fournir une mesure artificielle précise à la valeur réelle des choses. Mais comme il y a une différence entre la valeur de l'or et celle de l'argent, et que cette différence ne se présente nulle part sur la terre sous un rapport constant, on va voir que ce n'est qu'au moyen de quelques précautions particulières, que les peuples cultivateurs peuvent se servir, dans leurs échanges, des deux métaux à-la-fois.

Deux circonstances uniquement déterminent la valeur réelle des métaux précieux dans les échanges, leur poids et leur titre, et toute autre circonstance doit être exclue de la mesure artificielle que ces métaux prêtent à la valeur réelle des choses.

Or, comme il auroit été infiniment incommode et, le plus souvent, impossible aux hommes de s'assurer par eux-mêmes du poids et du titre des métaux précieux, il est évident que la facilité et la sûreté des échanges ont nécessairement exigé que, dans tout

peuple cultivateur, le poids et le titre des monnoies fussent fixés avec la plus grande précision, et universellement connus.

Mais jusqu'ici la manière de constater le poids et le titre des métaux précieux en monnoies a été très-imparfaite, et sujette aux plus grands abus, parce qu'on n'a jamais manifesté aux hommes ces deux circonstances essentielles explicitement sur les monnoies mêmes.

Une loi du gouvernement a déterminé dans chaque peuple cultivateur le poids et le titre des différentes monnoies d'or et d'argent, avec l'intervention desquelles les individus ont dû être tenus d'opérer leurs échanges. Mais au lieu de transcrire ce poids et ce titre que les hommes avoient un si grand intérêt de connoître, de la loi abstraite qui les régloit sur les monnoies qui devoient les contenir, et qui étoient susceptibles de les montrer aux yeux, on a mis à leur place la chose la plus indifférente dans les échanges, l'effigie du législateur.

Il est vrai qu'on a eu généralement soin

de donner aux monnoies d'or et d'argent, dans leur premier établissement, le plus haut titre qui pouvoit être consistant avec leur solidité et leur durée, et que leurs divisions et subdivisions étoient des divisions et subdivisions si exactes des poids communément en usage, qu'elles en portoient même les noms.

Mais cet ordre naturel des choses ne s'est pas long-tems accordé avec les basses vues des gouverneurs des peuples. Ils ont imaginé qu'ils pouvoient dépouiller les métaux précieux des caractères distinctifs de leur valeur réelle, et leur fixer arbitrairement dans les échanges telle valeur qu'il leur plairoit; et dans cette profonde ignorance, ou dans ce mépris total des vrais intérêts des peuples, ils ont osé affoiblir les monnoies en poids et en titre, et continuer à les présenter aux hommes, ainsi détériorées en valeur, sous leurs primitives dénominations.

L'événement, il est vrai, a démontré que cette violation de la foi publique, loin d'avoir eu l'effet qu'ils s'en étoient promis, n'a dé-

finitivement été funeste qu'à eux-mêmes, puisque les hommes n'en ont pas moins réglé leurs échanges sur le vrai poids et le vrai titre que contenoient les monnoies avec lesquelles ils se trouvoient forcés de les pratiquer. Mais, comme la difficulté de pénétrer la valeur réelle des monnoies à travers leur valeur nominale a nécessairement causé des perplexités et, par conséquent, des embarras continuels dans les échanges, il est tems que les peuples cultivateurs s'affranchissent d'un inconvénient aussi préjudiciable aux libres progrès de leur prospérité, et qu'ils imposent pour cet effet à leurs gouverneurs trois obligations absolues.

La première, d'exprimer le poids et le titre distinctement sur chaque monnoie d'or et d'argent; la seconde, de donner aux monnoies d'or et d'argent des titres parfaitement homogènes, et un même titre à toutes les monnoies du même métal; la troisième, d'établir les divisions et les subdivisions des monnoies d'or et d'argent, de manière qu'elles soient toutes des parties aliquotes et non aliquantes des poids avec lesquels se

comparent et se pèsent dans chaque peuple cultivateur les monnoies.

De l'inviolable observation de ces trois conditions dans l'arrangement des monnoies, résulteroient immédiatement trois grands avantages dans l'économie politique; le premier, que toute valeur idéale des métaux précieux se trouveroit bannie pour toujours des échanges, telles dénominations qu'on pût donner aux monnoies; le second, que, dans tous les échanges, la conversion de la valeur réelle des choses en poids et en titre des métaux précieux deviendroit infiniment facile; le troisième, que les gouverneurs des peuples cultivateurs se verroient enfin forcés de s'abstenir de toute altération de la valeur des monnoies, puisque les hommes pourroient alors mépriser ces altérations, et n'y avoir aucun égard dans leurs échanges.

Mais ce ne seroit pas assez de régler les monnoies d'or et d'argent sur le pied qu'on vient d'indiquer. La commodité des échanges exige de plus que chaque peuple cultivateur possède continuellement les deux

métaux dans une juste proportion, c'est-à-dire, qu'il ne se trouve jamais avoir trop de l'un et pas assez de l'autre. Et comme cet avantage dépend principalement d'une juste proportion entre la valeur de l'or et celle de l'argent en monnoies, il est important d'examiner quelle doit être cette proportion.

Si les métaux précieux n'avoient été susceptibles d'aucun autre usage que de servir simplement d'équivalens aux choses dans les échanges, chaque peuple cultivateur n'auroit eu besoin que d'une seule et unique précaution dans la fixation de sa proportion entre la valeur de l'or et celle de l'argent en monnoies; et cette précaution auroit été de ne donner ni trop d'argent pour l'or, ni trop d'or pour l'argent, afin de ne point présenter aux autres peuples un intérêt capable de les provoquer à le dépouiller du métal qu'il n'auroit pas assez estimé en échange de celui qu'il auroit estimé trop.

Mais comme les métaux précieux sont applicables à d'autres usages que celui de servir de mesure artificielle à la valeur réelle des choses, et que ces usages leur donnent

une valeur particulière et indépendante de celle qu'ils ont comme monnoies, chaque peuple cultivateur a dû nécessairement prendre une précaution de plus dans l'établissement de sa proportion entre la valeur de l'or et celle de l'argent en monnoies; et il est essentiel de voir quelle a dû être cette seconde précaution.

Pour distinguer les deux sortes de valeurs dont les métaux précieux sont susceptibles, j'appellerai celle qu'ils ont avant leur conversion en monnoies, et, par conséquent, sous la forme de lingots, leur valeur naturelle; et celle qu'ils ont sous la forme de monnoies, leur valeur artificielle.

La valeur naturelle des métaux précieux est sujette, comme celle de toute autre chose, à varier, parce qu'elle se règle naturellement d'elle-même au marché; la valeur artificielle des métaux précieux, au contraire, doit être regardée comme invariable, parce qu'elle est fixée dans chaque peuple cultivateur par une loi du gouvernement.

De-là, il est manifeste qu'il est possible que, dans un même peuple cultivateur, la proportion entre la valeur naturelle de l'or et de l'argent soit continuellement différente de la proportion entre la valeur artificielle des deux métaux, ou, ce qui est la même chose, que l'or commande continuellement au marché, soit plus, soit moins d'argent qu'il n'en commande à la monnoie.

On voit donc clairement qu'il ne suffit pas qu'un peuple cultivateur fixe la proportion entre la valeur de ses monnoies d'or et d'argent, de manière à ne point avoir à craindre que les individus des autres peuples puissent gagner à lui enlever l'un des deux métaux en échange de l'autre ; mais qu'il faut de plus qu'il se garantisse de cet inconvénient contre ses propres individus.

Car, si la proportion entre la valeur naturelle de l'or et de l'argent différoit dans un peuple cultivateur de la proportion entre la valeur artificielle des deux métaux, au point qu'il se trouvât donner sensiblement plus ou sensiblement moins d'argent pour l'or à la monnoie que n'en donneroit

le marché, il est indubitable que, dans le premier cas, ses individus fondroient ses monnoies d'argent, et, dans le second, ses monnoies d'or pour les échanger au marché contre de l'or ou de l'argent en lingots, et vendre ensuite ces lingots d'or ou d'argent avec profit à la monnoie.

Dans le premier cas, un peuple cultivateur verroit continuellement disparoître de ses échanges ses monnoies d'argent; dans le second, ses monnoies d'or; et dans tous les deux, il se trouveroit continuellement privé de l'avantage de pouvoir opérer ses échanges dans une juste proportion avec l'intervention des deux métaux à-la-fois.

Mais comment un peuple cultivateur peut-il prévenir cette fonte destructive de ses monnoies d'or ou d'argent? En mettant ses individus dans l'impossibilité de pouvoir l'entreprendre avec profit. Et comment peut-il mettre ses individus dans cette impossibilité? En donnant une fois pour toutes à ses métaux précieux une valeur artificielle supérieure à leur valeur naturelle, c'est-à-dire, en faisant continuellement valoir l'or

et l'argent en monnoies, plus qu'ils ne valent communément en lingots. Car il est évident que fondre alors les monnoies en lingots, seroit les réduire à une valeur inférieure, et, par conséquent, souffrir une perte.

La plupart des gouverneurs des peuples cultivateurs ont eu grand soin de remplir cette condition importante dans la combinaison des monnoies; mais ce n'a été que pour en abuser, et la tourner à leur propre avantage, c'est-à-dire, pour en faire une branche de revenu public. Et c'est la raison pourquoi ils lui ont donné généralement une extension qui a excédé de beaucoup ses limites naturelles.

Ajouter à la valeur naturelle des métaux précieux les frais qu'exige leur conversion en monnoies, ou peu de chose au-delà, voilà toute la supériorité qu'il est nécessaire de donner à la valeur artificielle de l'or et de l'argent sur la valeur naturelle des deux métaux, pour assurer aux monnoies leur permanence dans les échanges, et ôter aux hommes tout profit à les fondre et vendre en lingots.

En tenant ainsi continuellement la valeur de l'or et de l'argent en monnoies dans un degré raisonnable au-dessus de leur valeur en lingots, les autres irrégularités, inséparables de l'usage des deux métaux à-la-fois, ne seroient que de peu de conséquence, et ne pourroient jamais empêcher aucun peuple cultivateur de donner à son travail, dans l'agriculture et dans la manufacture, toute l'étendue possible.

De la circulation des métaux précieux dans l'économie politique des Peuples cultivateurs.

Le mot circulation est un de ceux dont les écrivains sur l'économie politique ont fait le plus fréquent usage dans leurs doctrines; mais aucun d'eux n'a pris ce mot distinctement dans toute l'étendue de sa vraie signification, et la plupart même ont confondu le simple mouvement des métaux précieux dans les échanges avec leur circulation.

Dans chaque échange en achats et ventes, les métaux précieux passent des mains de

l'acheteur dans celles du vendeur ; et dans une suite d'échanges, les mêmes métaux précieux peuvent graduellement passer dans une multitude de mains. Voilà le fondement de la circulation des métaux précieux dans l'économie politique.

Mais pour que, dans une suite d'échanges, le mouvement des métaux précieux ait représenté une circulation, il faut nécessairement que ces métaux soient revenus dans les mains du premier acheteur, puisque le caractère distinctif de tout ce qui est circulaire, c'est de retourner par sa fin à son commencement, c'est-à-dire, de rentrer en lui-même. Et tel doit être le mouvement des métaux précieux dans toute succession d'échanges effectués dans les raisons finales de l'univers.

Car s'il faut nécessairement que, dans tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, les hommes en général soient continuellement des consommateurs de subsistance, et de choses façonnées et adaptées à des usages, les agriculteurs des consommateurs de choses fa-

çonnées et adaptées à des usages, et les manufacturiers des consommateurs de subsistance, il est évident qu'il faut aussi nécessairement que ces trois classes d'hommes soient continuellement capables d'arriver à la possession des métaux précieux, puisque ce n'est qu'avec l'intervention de ces métaux que les hommes peuvent devenir des consommateurs.

Et si l'imperturbable maintien de cet ordre fondamental de l'économie politique des peuples cultivateurs exige nécessairement que les métaux précieux passent alternativement des mains des hommes en général dans celles des agriculteurs et des manufacturiers, et des mains des agriculteurs et des manufacturiers dans celles des hommes en général, il est de toute certitude que, dans les raisons finales de l'univers, le mouvement des métaux précieux dans les échanges doit continuellement être une circulation.

La circulation des métaux précieux dans les échanges des peuples cultivateurs, est donc manifestement le grand moyen par

lequel se réalise définitivement la vraie fin que l'ordre général de l'univers a prescrite à l'économie politique de ces peuples.

Car comme à chaque échange en achats et ventes doit nécessairement répondre un mouvement des métaux précieux des mains de l'acheteur dans celles du vendeur, il est clair que nul peuple cultivateur ne peut faire plus de progrès dans ses échanges qu'il n'en fait dans la circulation de ses métaux précieux.

Or, comme nul peuple cultivateur ne peut faire plus de progrès dans son agriculture et dans sa manufacture qu'il n'en fait dans ses échanges de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages, il est indubitable que l'art de gouverner les peuples cultivateurs sur les raisons finales de l'univers, c'est-à-dire, de multiplier continuellement leur subsistance, leur population et leurs besoins artificiels, se réduit tout entier à celui de multiplier continuellement la circulation des métaux précieux dans leurs échanges. Et c'est pour que ceux qui gouvernent ces peuples apprennent et sachent

enfin dans quel ordre ils ont à ménager cette importante opération, qu'on va la leur présenter sous ses plus essentielles conditions.

Dans les raisons finales de l'univers, l'économie politique des peuples cultivateurs doit être invariablement fondée sur quatre grands principes. La population de ces peuples doit continuellement embrasser dans son ensemble des agriculteurs, des manufacturiers et des hommes en général; le maintien de chaque individu de ces trois classes d'hommes doit continuellement dépendre de son revenu annuel en métaux précieux; les agriculteurs et les manufacturiers ne doivent continuellement pouvoir arriver à leurs revenus annuels, que par la vente de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages; et les hommes en général doivent continuellement renouveler leur revenu annel, directement ou indirectement, sur ceux des agriculteurs et des manufacturiers.

Il est donc manifeste que le maintien continuel de tous les individus d'un peuple cultivateur, gouverné sur les raisons finales de

l'univers, suppose, comme condition absolue, que les agriculteurs et les manufacturiers soient continuellement capables de vendre leur subsistance et leurs choses façonnées et adaptées à des usages, puisque c'est de cette vente que dépend immédiatement le revenu annuel de tous les individus de ces deux classes d'hommes, et médiatement celui de tous les hommes en général.

Or, comme il est impossible que les agriculteurs et les manufacturiers puissent se procurer la vente de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages, autrement que par le mouvement des métaux précieux dans les échanges, il est de toute évidence que, dans les vrais principes de l'économie politique, la circulation des métaux précieux doit avoir pour objet final d'apporter continuellement aux agriculteurs et aux manufacturiers le revenu annuel que leur assigne l'ordre général de l'univers.

La première condition que doit donc nécessairement remplir la circulation des métaux précieux dans les échanges des peuples

cultivateurs, pour être conforme aux raisons finales de l'univers, c'est d'être universelle, c'est-à-dire, de s'étendre universellement à tous les agriculteurs et à tous les manufacturiers.

Car comme, dans les raisons finales de l'univers, nul peuple cultivateur ne doit avoir dans son sein des hommes nécessairement pauvres, c'est-à-dire, nécessairement destitués de tout revenu annuel, et qu'il est impossible que les agriculteurs et les manufacturiers puissent arriver à leur revenu annuel, autrement que par la circulation des métaux précieux, il est évident que nul agriculteur et nul manufacturier ne doivent se trouver nécessairement exclus de toute participation à cette circulation.

La seconde condition qu'exige nécessairement la circulation des métaux précieux dans les échanges des peuples cultivateurs, pour être conformes aux raisons finales de l'univers, c'est d'être uniforme dans ses opérations, c'est-à-dire, de s'étendre à tous les agriculteurs et à tous les manufacturiers uniformément dans la même pro-

portion. Et l'on va voir que cette seconde condition de la circulation des métaux précieux tient aussi essentiellement aux vrais principes de l'économie politique, que la première.

Car, si l'ordre général de l'univers veut d'une manière absolue que, dans tout peuple cultivateur, le bien-être physique des agriculteurs et des manufacturiers soit continuellement proportionné à la masse des métaux précieux que les hommes en général vouent à leur consommation annuelle, il est manifeste que répartir le bien-être physique dans une proportion inégale entre les agriculteurs et les manufacturiers, c'est-à-dire, procurer aux uns nécessairement plus, et aux autres nécessairement moins de nécessités, de commodités et d'agrémens de la vie, que ne le détermine la masse des métaux précieux que les hommes en général vouent à leur consommation annuelle, c'est intervertir l'ordre général de l'univers.

Et comme il règne entre le bien-être physique et le travail des agriculteurs et des manufacturiers une connexion si intime,

que, dans le cours naturel des choses, nul individu de ces deux classes d'hommes n'étend son travail au-delà du bien-être physique qu'il est capable d'en dériver, il est évident que répartir le travail dans une proportion inégale entre les agriculteurs et les manufacturiers, c'est-à-dire, mettre les uns dans l'impossibilité morale de pouvoir donner à leur travail autant d'étendue que les autres, c'est nécessairement répartir entr'eux inégalement les nécessités, les commodités et les agrémens de la vie.

Or, comme le travail ne peut conduire les agriculteurs et les manufacturiers aux nécessités, aux commodités et aux agrémens de la vie, que par la circulation des métaux précieux, il est de toute évidence que faire participer les agriculteurs et les manufacturiers dans une proportion inégale à la circulation des métaux précieux, c'est commettre contre l'ordre général de l'univers le crime de répartir entr'eux inégalement, et le travail, et le bien-être physique.

Enfin, la troisième condition que l'ordre général de l'univers fixe à la circulation des

métaux précieux dans les échanges des peuples cultivateurs, c'est d'être continuellement croissante, c'est-à-dire, de s'étendre continuellement à un plus grand nombre d'agriculteurs et de manufacturiers.

Car comme, dans les vrais principes de l'économie politique, chaque peuple cultivateur doit développer sa subsistance, sa population et ses besoins artificiels dans une progression continuellement croissante, il est clair que la circulation des métaux précieux doit aussi continuellement apporter le bien-être physique à un plus grand nombre d'agriculteurs et de manufacturiers, puisque, sans cela, il seroit impossible qu'il n'y eût pas continuellement dans ces deux classes d'hommes des individus nécessairement destitués de tout revenu annuel, et, par conséquent, nécessairement pauvres.

On voit donc clairement que nul peuple cultivateur n'est gouverné sur les raisons finales de l'univers, si la circulation des métaux précieux dans ses échanges n'est pas à-la-fois universelle, uniformément la même, et continuellement croissante, ou, ce qui est

la même chose, s'il ne développe et ne multiplie pas continuellement son travail dans l'agriculture et dans la manufacture, uniformément dans le même degré sur toute l'étendue de son territoire, puisque l'un est l'immédiate conséquence de l'autre.

Mais a-t-il jamais existé sur la terre un seul peuple cultivateur qui ait réuni ces trois conditions absolues dans la circulation de ses métaux précieux? Un seul dont le territoire n'ait pas continuellement présenté la plus honteuse inégalité dans la culture comme dans la population de ses parties, et la population, la plus révoltante répartition du bien-être physique entre les agriculteurs et les manufacturiers? En un mot, un seul dont la circulation n'ait pas continuellement été le pur effet du hasard et de la chance, et, par conséquent, l'économie politique le plus criminel système aux yeux du Créateur?

Gouverneurs de la terre! vous avez été destinés par le Créateur à être ses représentans dans le gouvernement de cette planète, et les plus solennelles instructions de sa part

vous ont non-seulement tracé les fonctions que vous avez dû avoir à remplir sous ce caractère sacré, mais encore les plus faciles et les plus infaillibles moyens de vous en acquitter dignement.

Le bien et l'honneur de l'humanité, voilà ce que le Créateur a commis à votre charge; et en vous imposant cette glorieuse tâche, il a eu soin d'en écarter tout ce qui pouvoit vous la rendre difficile; puisque, dans son plan, il n'a dû vous rester autre chose à faire, pour la remplir, que de mettre simplement la dernière main à ce que sa suprême intelligence a combiné et préparé d'avance avec tant de précautions.

Car c'est lui-même qui a donné à la terre le pouvoir de fournir indéfiniment à la subsistance de l'homme; c'est lui-même qui a rendu les choses de la terre indéfiniment applicables à des usages; c'est lui-même qui a gravé dans l'homme le penchant de se multiplier indéfiniment, et de multiplier indéfiniment ses besoins artificiels; et c'est lui-même qui a attaché à l'organisation de l'homme les instrumens nécessaires pour le

rendre capable de réaliser indéfiniment, et la subsistance possible de la terre, et les usages possibles des choses de la terre.

Et la seule chose qu'il a réservée à votre ministère, c'est de favoriser, et, par conséquent, ne jamais contrarier le développement naturel de la subsistance, de la population et des besoins artificiels, ou, ce qui est la même chose, de l'agriculture et de la manufacture de vos peuples.

Car de ce développement seul, et sans autres soins quelconques de votre part, ont dû résulter d'eux-mêmes, d'un côté les nécessités, les commodités et les agrémens de l'existence animale de l'homme, et de l'autre les sublimes pouvoirs de sa nature divine; et, par conséquent, ce bien et cet honneur de l'humanité qui ont dû former l'objet final de votre mission.

Et en récompense de services aussi faciles, vous avez dû jouir sur la terre des plus grands et des plus précieux avantages dont l'homme puisse être susceptible sur cette planète. Votre bien-être physique a dû surpasser infiniment celui de tous les

autres hommes; vous avez dû participer à la gloire du Créateur dans le gouvernement de l'univers; vous avez dû partager avec lui les bénédictions, et, pour ainsi dire, le culte des peuples; en un mot, il n'a dû exister entre lui et vous presqu'aucune différence sur la terre.

Mais malheureux hommes! vous ne vous êtes pas contentés de ne seconder le Créateur en rien dans ses vues, vous avez même tourné contre lui les pouvoirs qu'il vous avoit confiés; vous avez usurpé son empire sur la terre, de la même manière que vous exercez vos viles usurpations les uns sur les autres; vous avez foulé aux pieds les raisons finales de l'univers pour n'ajuster vos gouvernemens qu'à des raisons finales que l'univers abhorre; et en effaçant de l'ordre moral de la terre tout ce que le Créateur y a mis de sublime, vous l'avez rendu hideux sous tous les aspects.

Si votre intention n'a jamais été de gouverner les hommes sur les raisons finales de l'univers, comment avez-vous pu continuellement ajouter au crime d'opposer vos in-

térêts à ceux du Créateur, celui de vous arroger aux yeux des peuples le titre de ses représentans sur la terre ?

Et si vous avez eu véritablement le bien et l'honneur de l'humanité en vue dans vos gouvernemens, comment avez-vous pu continuellement préférer, pour opérer l'un et l'autre, vos misérables moyens à ceux que l'intelligence et la sagesse suprêmes du Créateur ont combinés pour cet effet de toute éternité ? Et par quelle fatalité l'expérience n'a-t-elle jamais été capable de vous convaincre de la plus absolue de toutes les vérités, et de vous apprendre que vouloir effectuer la moindre chose contre les raisons finales de l'univers, dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique de la terre, est la plus stupide comme la plus impie de toutes les entreprises ?

J'ose me persuader que la plupart d'entre vous n'ont offensé et contrarié le Créateur dans ses vues qu'involontairement, par ignorance plutôt que par dépravité, et sans doute aussi pour vous être laissé continuellement égarer dans le gouvernement de vos

peuples par les faux systêmes d'économie politique que vous ont présenté de toute part des instructeurs indignes. C'est à vous particulièrement que je m'adresse, c'est à vous que j'ai consacré mes veilles, et c'est pour vous que j'ai obtenu l'assistance divine dans mes travaux.

Lisez et méditez mes écrits avec l'attention que vous leur devez, pénétrez-vous des grandes vérités qu'ils vous développent dans le systême de l'univers; et s'il vous est impossible d'en révoquer en doute une seule, prenez-les pour immuable fondement de vos gouvernemens, et vous verrez à quelle dignité vous élèverez enfin l'espèce humaine et vous élèverez vous-mêmes.

Après avoir déterminé la vraie nature et les vraies propriétés de la circulation des métaux précieux dans l'économie politique, il reste à dire un mot de la célérité dont cette grande opération est susceptible dans chaque peuple cultivateur.

Car la circulation des métaux précieux étant un mouvement réel de ces métaux des

mains des acheteurs dans celles des vendeurs, il est clair qu'elle a, comme tout autre mouvement, une vîtesse quelconque; et l'on va voir quelle est dans tous les cas la vraie mesure de sa vîtesse.

Deux grands mouvemens distincts des métaux précieux forment ensemble la circulation de tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers; leur mouvement des mains des hommes en général dans celles des agriculteurs et des manufacturiers, et leur retour des mains des agriculteurs et des manufacturiers dans celles des hommes en général.

Or, comme moins il faut de tems à un mobile pour parcourir un même espace, plus son mouvement a de vîtesse, il est évident que moins il faut de tems aux métaux précieux d'un peuple cultivateur pour passer des mains de ses hommes en général dans celles de ses agriculteurs et de ses manufacturiers, et revenir des mains de ses agriculteurs et de ses manufacturiers dans celles de ses hommes en général, plus la célérité de sa circulation est grande.

Dans tous les cas, les degrés de vîtesse de la circulation des peuples cultivateurs sont donc en raison inverse des tems dans lesquels leurs métaux précieux passent des mains de leurs hommes en général dans celles de leurs agriculteurs et de leurs manufacturiers, et reviennent des mains de leurs agriculteurs et de leurs manufacturiers dans celles de leurs hommes en général.

Et comme plus la vîtesse de la circulation d'un peuple cultivateur est grande, plus souvent il est en état de faire passer ses métaux précieux des mains de ses hommes en général dans celles de ses agriculteurs et de ses manufacturiers, et repasser des mains de ses agriculteurs et de ses manufacturiers dans celles de ses hommes en général, on peut naturellement mesurer les degrés de vîtesse de la circulation des peuples cultivateurs, par le nombre de fois que leurs métaux précieux accomplissent annuellement ces deux grands mouvemens.

La vîtesse de la circulation d'un peuple cultivateur sera donc simple, double, triple, quadruple, suivant que ses métaux précieux

passeront des mains de ses hommes en général dans celles de ses agriculteurs et de ses manufacturiers, et repasseront des mains de ses agriculteurs et de ses manufacturiers dans celles de ses hommes en général une fois, deux fois, trois fois, quatre fois dans l'intervalle d'une année.

Or, comme il est clair qu'une circulation dont la vîtesse n'est que simple, exige nécessairement une fois, deux fois, trois fois plus de métaux précieux que n'en demande une circulation d'une vîtesse double, triple, quadruple, il est manifeste que plus la circulation d'un peuple cultivateur est rapide, moins il a besoin de métaux précieux pour l'opérer.

Il est difficile de déterminer le plus haut degré de célérité auquel il est possible de porter le mouvement naturel des métaux précieux dans les échanges, parce que jusqu'ici la circulation de ces métaux a été trop imparfaite et trop désordonnée chez tous les peuples cultivateurs, pour pouvoir se former à cet égard des notions probables. Mais les métaux précieux sont susceptibles

d'un mouvement artificiel capable d'accélérer leur circulation dans un degré très-considérable, et, par cette raison, d'une grande importance dans l'économie politique.

Nombre de peuples cultivateurs ont eu l'idée de ce mouvement artificiel des métaux précieux, et l'ont pratiqué, mais avec beaucoup plus de danger que d'utilité réelle pour leur prospérité, comme on le verra dans la suite de cet ouvrage, où l'on développera ce moyen particulièrement. Ici, on va seulement en jeter les premiers fondemens.

Le mouvement des métaux précieux dans les échanges peut être, ou effectif, ou représentatif; il est effectif lorsque les métaux précieux passent en nature des mains des acheteurs dans celles des vendeurs; et il est représentatif lorsque ces métaux sont représentés dans les échanges par des choses revêtues non-seulement de toute leur valeur, mais encore du pouvoir continuel de se réaliser en eux. C'est ce dernier mouvement des métaux précieux que j'appelle leur mouvement artificiel, pour le distin-

guer du premier, qui est leur mouvement naturel.

Le mouvement artificiel des métaux précieux doit donc nécessairement surpasser en vîtesse leur mouvement naturel, précisément en même raison que la chose qui les représente dans les échanges est plus mobile qu'eux, eu égard à sa masse, c'est-à-dire, à son volume et à son poids.

Les métaux précieux ont pu être représentés dans les échanges par une variété de choses; mais le papier est celle qu'on a généralement choisie pour cet effet, parce qu'il est, par sa nature, très-facilement transférable de mains en mains, et de plus, capable de représenter, sous un très-petit volume et un très-léger poids, les plus grandes masses de métaux précieux.

On a soin d'exprimer distinctement sur chaque pièce de papier les deux conditions qui la constituent essentiellement dans son caractère de représentant des métaux précieux; savoir, la quantité précise de ces métaux qu'elle est destinée de représenter,

et le pouvoir de se réaliser en eux. Et pour distinguer le représentant du représenté, c'est-à-dire, le papier des métaux précieux, on lui donne le nom de crédit, parce que tous ceux dans les mains desquels il passe, doivent avoir la plus entière confiance qu'il sera en leur pouvoir de le réaliser précisément en la même quantité de métaux précieux qu'il représente.

Le mouvement artificiel des métaux précieux, ou, ce qui est la même chose, le crédit, est donc manifestement un moyen important dans l'économie politique des peuples cultivateurs, puisque tout peuple cultivateur qui en fait usage devient non-seulement capable de donner à sa circulation une très-grande vîtesse, mais de l'effectuer avec une masse de métaux précieux d'autant moins grande. Et l'on ne doit pas douter que ce moyen ne soit entré dans les raisons finales sur lesquelles le Créateur a fondé l'économie politique de l'espèce humaine.

Car, en supposant même que le règne minéral de la terre fût capable de fournir à l'espèce humaine assez de métaux précieux

pour répondre au développement de toute la subsistance, de toute la population et de tous les besoins artificiels qu'elle a dû se donner sur cette planète dans le plan du Créateur, comme la place où la nature produit ces métaux peut en rendre la collection infiniment difficile et dispendieuse, on doit regarder leur mouvement artificiel par le crédit, comme parfaitement conforme à l'ordre général de l'univers, puisqu'il opère non-seulement les mêmes effets que leur mouvement naturel, mais les opère avec plus de facilité et plus de célérité.

De l'application des métaux précieux au développement de la prospérité des Peuples cultivateurs.

Il n'est au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de faire des progrès continuels dans son agriculture et dans sa manufacture, s'il ne multiplie pas continuellement la masse de ses métaux précieux, naturellement ou artificiellement, dans les mains de ses hommes en général. Ce grand principe de l'éco-

nomie politique a été clairement démontré plus haut.

Mais on va voir qu'il n'est pas indifférent dans quelles proportions les peuples cultivateurs multiplient continuellement leurs métaux précieux, et que les vrais principes de l'économie politique leur tracent à cet égard des règles si précises, qu'il est impossible qu'ils puissent s'en écarter, sans porter dans l'instant même le trouble dans leur agriculture et dans leur manufacture.

L'expérience présente invariablement deux faits dans l'économie politique des peuples cultivateurs; le premier, que les agriculteurs et les manufacturiers augmentent le prix de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages, lorsque les hommes en général tendent à augmenter leur consommation dans une proportion trop grande; le second, que les hommes en général diminuent leur consommation dans un degré quelconque, c'est-à-dire, déclinent, s'arrêtent ou rétrogradent dans les progrès de leur consommation, lorsque les agriculteurs et les manufactu-

riers augmentent le prix de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages.

Or, comme, dans le cours naturel des choses, les hommes en général tendent continuellement à porter leur consommation à la pleine proportion des métaux précieux qu'ils ont à y vouer, il est évident que c'est du moment où ils augmentent la masse de leurs métaux précieux dans une proportion trop grande, qu'ils tendent à augmenter aussi dans une trop grande proportion leur consommation.

Ainsi, dans le cours naturel des choses, c'est du moment où les hommes en général augmentent la masse de leurs métaux précieux dans une proportion trop grande, que les agriculteurs et les manufacturiers augmentent le prix de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages.

De-là, il est donc manifeste qu'un peuple cultivateur doit naturellement décliner, s'arrêter ou rétrograder dans les progrès

de son agriculture et de sa manufacture, du moment où ses hommes en général augmentent la masse de leurs métaux précieux dans une proportion trop grande, puisque, dès ce moment, ses agriculteurs et ses manufacturiers augmentent le prix de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages, et que dès-lors ses hommes en général déclinent, s'arrêtent ou rétrogradent dans les progrès de leur consommation.

Il existe en Europe une nation qui offre la plus complète et la plus déplorable preuve de cette vérité, c'est l'Espagne. Il y a trois siècles que le hasard, accompagné de tous les crimes possibles, mit cette nation en possession des plus riches mines d'or et d'argent de la terre; et, depuis ce moment, ses stupides gouverneurs ont laissé arriver chez elle les métaux précieux dans des proportions monstrueuses.

Cette multiplication prodigieuse et subite des métaux précieux de l'Espagne fut suivie immédiatement des deux effets qu'elle devoit produire; c'est-à-dire, d'un côté,

elle excita ses hommes en général à une consommation immense, et, de l'autre, elle détermina ses agriculteurs et ses manufacturiers à augmenter proportionnellement le prix de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages.

Immédiatement aussi cette augmentation du prix de toutes choses eut son effet naturel, c'est-à-dire, les hommes en général, au lieu d'augmenter leur consommation, la diminuèrent ; et cette diminution dans la consommation des hommes en général réduisit les agriculteurs et les manufacturiers à la nécessité de diminuer dans le même degré la masse de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages, et, par conséquent, leur travail dans l'agriculture et dans la manufacture.

Il est vrai que cette diminution dans le travail de l'agriculture et de la manufacture de l'Espagne, auroit pu n'être, dans l'origine, qu'un mal momentané pour cette nation, puisque, pour y remédier, elle n'auroit eu rien de plus à faire que de proportionner pour l'avenir l'introduction an-

nuelle des métaux précieux de ses mines aux vrais besoins de son économie politique.

Mais, malheureusement pour elle, les autres nations de l'Europe, alors généralement encore pauvres en métaux précieux, étoient capables de pourvoir ses hommes en général de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages, à des prix bien au-dessous des prix forcés de ses propres agriculteurs et manufacturiers; et les indignes conducteurs de son économie politique préférèrent d'ouvrir l'accès chez elle aux produits de l'agriculture et de la manufacture de ces nations.

Dès-lors, le travail et l'industrie s'anéantirent en Espagne; et les riches mines de cette nation, au lieu d'avoir été destinées à développer l'agriculture et la manufacture dans son propre sein, n'ont servi jusqu'à ce jour qu'à favoriser le développement de l'une et de l'autre dans le sein des autres nations.

Par un enchaînement de circonstances et de causes semblables, le Portugal fut acca-

blé des mêmes calamités. Et quoique les autres nations de l'Europe auxquelles il est arrivé d'avoir subitement augmenté la masse de leurs métaux précieux dans une proportion trop grande, n'en ayent pas été affectées dans leur agriculture et dans leur manufacture, au même degré que l'Espagne et le Portugal, toutes ont dû nécessairement en ressentir les conséquences fatales dans des degrés quelconques. Et, dans tous les cas, il auroit été facile à leurs gouverneurs de se procurer des preuves sensibles de cette vérité, s'ils avoient été capables de discerner ce qui est faux et désordre, de ce qui est vrai et ordre dans l'économie politique.

Mais ce n'est pas seulement lorsque les peuples cultivateurs augmentent la masse de leurs métaux précieux dans une proportion trop grande, qu'ils déclinent, s'arrêtent ou rétrogradent dans les progrès de leur prospérité; ces peuples éprouvent encore ce malheur lorsqu'ils augmentent la masse de leurs métaux précieux dans une proportion trop foible. Et l'on va voir com-

ment de ces deux circonstances opposées, a dû naturellement résulter le même effet.

Dans tout peuple cultivateur, les agriculteurs et les manufacturiers sont ceux qui offrent, et les hommes en général ceux qui demandent de la subsistance et des choses façonnées et adaptées à des usages; et s'il n'y avoit jamais eu dans aucun peuple cultivateur de la disproportion entre l'offre et la demande, ou si la disproportion entre l'offre et la demande n'avoit jamais eu aucune influence sur la détermination du prix de la subsistance et des choses façonnées et adaptées à des usages, il auroit été parfaitement indifférent dans quelle proportion les hommes en général eussent augmenté la masse de leurs métaux précieux dans chaque peuple cultivateur.

Mais lorsque la demande des hommes en général excède l'offre des agriculteurs et des manufacturiers, ou l'offre des agriculteurs et des manufacturiers la demande des hommes en général, le prix de la subsistance et des choses façonnées et adaptées à des usages augmente dans le premier cas,

et diminue dans le second. Et voici comment le cours naturel des choses amène l'un et l'autre.

Lorsque la demande des hommes en général excède l'offre des agriculteurs et des manufacturiers, les agriculteurs et les manufacturiers ne se trouvent pas avoir dans leurs mains autant de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages qu'en demandent les hommes en général; et dès-lors, il devient impossible que tous les hommes en général puissent être fournis de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages dans la pleine proportion de leurs besoins.

Dans cet état des choses, chaque homme en général s'empresse donc à obtenir des agriculteurs et des manufacturiers la préférence sur les autres; et si les agriculteurs et les manufacturiers n'avoient jamais tourné à leur profit cette trop grande concurrence des hommes en général, il en auroit seulement résulté que les hommes en général n'auroient pas été tous capables de se pourvoir de subsistance et de choses fa-

çonnées et adaptées à des usages dans la proportion de leurs demandes.

Mais l'expérience prouve que, dans ce cas, les agriculteurs et les manufacturiers augmentent le prix de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages; et que cette augmentation de prix a généralement lieu dans la proportion de l'excès de la demande sur l'offre.

Lorsqu'au contraire l'offre des agriculteurs et des manufacturiers excède la demande des hommes en général, les agriculteurs et les manufacturiers se trouvent avoir dans leurs mains plus de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages que n'en demandent les hommes en général, et dès-lors, il devient moralement impossible que tous les agriculteurs et tous les manufacturiers puissent vendre la totalité de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages.

Dans cet état des choses, chaque individu de ces deux classes d'hommes s'empresse donc à obtenir des hommes en géné-

ral la préférence sur les autres; et si les hommes en général n'avoient jamais tiré avantage de cette trop grande concurrence des agriculteurs et des manufacturiers, il en auroit seulement résulté que les agriculteurs et les manufacturiers n'auroient pas été tous capables de vendre la totalité de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages.

Mais l'expérience prouve que, dans ce cas, les hommes en général obligent les agriculteurs et les manufacturiers à diminuer le prix de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages; et que cette diminution de prix a généralement lieu dans la proportion de l'excès de l'offre sur la demande.

Tels sont, dans l'économie politique, les effets naturels de l'excès de la demande des hommes en général sur l'offre des agriculteurs et des manufacturiers, et de l'offre des agriculteurs et des manufacturiers sur la demande des hommes en général. Par le premier de ces deux excès, un peuple cultivateur augmente le prix de sa subsistance

et de ses choses façonnées et adaptées à des usages; par le second, il le diminue; et par tous les deux, il décline, s'arrête ou rétrograde dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture.

Car comme, par l'augmentation du prix de la subsistance et des choses façonnées et adaptées à des usages, les hommes en général déclinent, s'arrêtent ou rétrogradent dans les progrès de leur consommation, et que, par la diminution de ce prix, les agriculteurs et les manufacturiers déclinent, s'arrêtent ou rétrogradent dans les progrès de leur travail, il est manifeste que, dans l'un comme dans l'autre cas, un peuple cultivateur décline, s'arrête ou rétrograde dans les progrès de sa prospérité.

Or, comme c'est lorsque les hommes en général augmentent la masse de leurs métaux précieux dans une proportion trop grande qu'ils excèdent dans leur demande l'offre des agriculteurs et des manufacturiers, puisque c'est alors qu'ils tendent à augmenter dans une trop grande proportion leur consommation, on voit clairement

pourquoi un peuple cultivateur doit naturellement décliner, s'arrêter ou rétrograder dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture, lorsqu'il augmente la masse de ses métaux précieux dans une proportion trop grande.

Mais, comme on ne voit pas aussi clairement pourquoi le même malheur doit arriver à un peuple cultivateur, lorsqu'il augmente la masse de ses métaux précieux dans une proportion trop foible, il est nécessaire d'en développer la raison.

Il est manifeste qu'à chaque progrès qu'un peuple cultivateur réalise dans son agriculture et dans sa manufacture, répond une augmentation dans la masse de sa subsistance et de ses choses façonnées et adaptées à des usages, puisque l'un est l'effet immédiat de l'autre, ou plutôt la même chose que l'autre.

Il faut donc nécessairement qu'à chaque progrès qu'un peuple cultivateur réalise dans son agriculture et dans sa manufacture, ses hommes en général augmentent

la masse de leurs métaux précieux, puisque, sans cela, ses agriculteurs et ses manufacturiers se trouveroient avoir dans leurs mains plus de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages, que ses hommes en général n'auroient de métaux précieux à y répondre.

Or, il est évident qu'à chaque progrès qu'un peuple cultivateur réalise dans son agriculture et dans sa manufacture, ses hommes en général peuvent augmenter la masse de leurs métaux précieux dans trois proportions différentes, dans une proportion égale, dans une proportion supérieure, ou dans une proportion inférieure à celle dans laquelle ses agriculteurs et ses manufacturiers augmentent la masse de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages. Et voici comment chacune de ces trois proportions doit naturellement affecter la prospérité des peuples cultivateurs.

La première proportion doit naturellement déterminer l'égalité entre l'offre des agriculteurs et des manufacturiers et la de-

mande des hommes en général, puisque, dans cette proportion, les agriculteurs et les manufacturiers se trouvent avoir dans leurs mains précisément autant de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages, que les hommes en général ont de métaux précieux à y répondre.

La seconde proportion doit naturellement déterminer l'excès de la demande des hommes en général sur l'offre des agriculteurs et des manufacturiers, puisque, dans cette proportion, les hommes en général se trouvent avoir dans leurs mains plus de métaux précieux que les agriculteurs et les manufacturiers n'ont de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages à y répondre.

Et la troisième proportion doit naturellement déterminer l'excès de l'offre des agriculteurs et des manufacturiers sur la demande des hommes en général, puisque, dans cette proportion, les agriculteurs et les manufacturiers se trouvent avoir dans leurs mains plus de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages, que les

hommes en général n'ont de métaux précieux à y répondre.

Ainsi, à chaque progrès qu'un peuple cultivateur réalise dans son agriculture et dans sa manufacture, le prix de ses choses doit naturellement, ou rester le même, ou augmenter, ou diminuer, suivant que la proportion dans laquelle il augmente la masse de ses métaux précieux est égale, supérieure ou inférieure à celle dans laquelle ses agriculteurs et ses manufacturiers augmentent la masse de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages. Et de-là, deux grandes vérités dans l'économie politique.

La première, que nul peuple cultivateur qui réalise un progrès quelconque dans sa prospérité, ne peut se maintenir dans ce progrès, s'il n'augmente pas la masse de ses métaux précieux dans une proportion égale à celle dans laquelle ses agriculteurs et ses manufacturiers augmentent la masse de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages, puisque ce n'est que dans ce cas qu'il ne donne lieu

ni à l'augmentation ni à la diminution du prix de ses choses.

La seconde, que tout peuple cultivateur qui réalise un progrès quelconque dans sa prospérité, décline, s'arrête ou rétrograde immédiatement dans ce progrès, s'il augmente la masse de ses métaux précieux dans une proportion, soit supérieure, soit inférieure à celle dans laquelle ses agriculteurs et ses manufacturiers augmentent la masse de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages, puisque, dans ce cas, il faut nécessairement que le prix de ses choses augmente ou diminue.

Il est donc indubitable qu'un peuple cultivateur doit naturellement décliner, s'arrêter ou rétrograder dans les progrès de sa prospérité, aussi bien lorsqu'il augmente la masse de ses métaux précieux dans une proportion trop foible, que lorsqu'il l'augmente dans une proportion trop forte, puisque ses agriculteurs et ses manufacturiers doivent naturellement décliner, s'arrêter ou rétrograder dans les progrès de leur travail, aussi bien lorsque leur offre excède la de-

mande des hommes en général, que lorsque la demande des hommes en général excède leur offre.

Mais comment est-il possible qu'un peuple cultivateur puisse continuellement augmenter la masse de ses métaux précieux, de manière à ne le faire ni dans une proportion trop forte, ni dans une proportion trop foible ? et quelle règle a-t-il à suivre pour se garantir de ces deux écarts, et ne jamais contrarier lui-même les progrès naturels de sa prospérité ? C'est ce qu'on va voir.

Tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, doit continuellement développer sa population dans la même proportion dans laquelle il développe sa subsistance, et ses besoins artificiels dans la même proportion dans laquelle il développe sa population.

Ainsi, dans les raisons finales de l'univers, un peuple cultivateur doit continuellement augmenter sa population, en même raison qu'il augmente son travail dans l'agriculture et dans la manufacture, et son

travail dans l'agriculture et dans la manufacture, en même raison qu'il augmente sa population, ou, ce qui est la même chose, le rapport entre les progrès qu'il fait dans son agriculture et dans sa manufacture, et ceux qu'il fait dans sa population, doit continuellement être un rapport d'égalité.

De-là, il est donc évident qu'un peuple cultivateur se maintient aussi imperturbablement dans les progrès de sa prospérité, lorsqu'il augmente continuellement la masse de ses métaux précieux dans la même proportion dans laquelle il augmente sa population, que lorsqu'il l'augmente continuellement dans la même proportion dans laquelle il augmente la masse de sa subsistance et de ses choses façonnées et adaptées à des usages, puisqu'ajuster l'augmentation des métaux précieux à ces deux grandes circonstances, c'est, dans les vrais principes de l'économie politique, l'ajuster à deux mesures parfaitement équivalentes.

Or, comme la population d'un peuple cultivateur est susceptible d'être constatée avec beaucoup plus de facilité et d'exacti-

tude, que ne peut l'être la masse de sa subsistance et des choses façonnées et adaptées à des usages, il est manifeste que c'est sur les progrès dans leur population que les peuples cultivateurs doivent continuellement régler la proportion dans laquelle ils ont à augmenter la masse de leurs métaux précieux, pour ne jamais décliner, s'arrêter ou rétrograder dans les progrès de leur prospérité.

Les principes que l'on vient de développer sur les précautions qu'ont à prendre les peuples cultivateurs dans la multiplication progressive de leurs métaux précieux, s'ils veulent devenir capables de prospérer imperturbablement, font voir combien ont été loin de la vérité ces présomptueux instructeurs dans l'économie politique, qui ont osé avancer dans leurs doctrines que, dans tout peuple cultivateur, le prix des choses se proportionnoit nécessairement à la masse de ses métaux précieux, c'est-à-dire, qu'il étoit nécessairement grand dans tout peuple cultivateur qui possédoit beaucoup de métaux précieux, et nécessairement mo-

dique dans tout peuple cultivateur qui n'en possédoit que peu.

Car il est de toute vérité qu'un peuple cultivateur qui augmenteroit continuellement la masse de ses métaux précieux, comme il augmenteroit la masse de sa subsistance et de ses choses façonnées et adaptées à des usages, pourroit l'augmenter indéfiniment, sans jamais affecter le prix commun de ses choses, puisque, dans ce cas, ni l'offre de ses agriculteurs et de ses manufacturiers ne pourroit excéder d'une manière permanente la demande de ses hommes en général, ni la demande de ses hommes en général d'une manière permanente l'offre de ses agriculteurs et de ses manufacturiers, et que toute variation permanente dans le prix commun des choses ne peut naturellement dériver que de l'une ou de l'autre de ces deux circonstances.

Et si jusqu'ici on a vu si généralement dans tous les peuples cultivateurs le prix des choses se régler sur la masse de leurs métaux précieux, ce n'a été que parce que jusqu'ici tous les peuples cultivateurs ont

été gouvernés sous des systêmes d'économie politique faux; et que, sous de pareils systêmes d'économie politique, il n'est au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de proportionner continuellement la masse de ses métaux précieux à celle de sa subsistance et de ses choses façonnées et adaptées à des usages.

Car on ne doit pas douter que, depuis les tems les plus reculés jusqu'à ce moment, le prix commun des choses n'eût resté invariablement le même dans tous les peuples cultivateurs de l'Europe, quelqu'immense qu'eût pu être la multiplication de leurs métaux précieux, si leurs gouverneurs l'eussent continuellement proportionnée aux progrès dans l'agriculture et dans la manufacture; et que, de plus, ils n'eussent jamais ni altéré la valeur des monnoies, ni imposé des taxes sur les choses.

Mais comment ces peuples auroient-ils pu prospérer ainsi, lorsque leurs gouverneurs, loin d'avoir jamais multiplié les métaux précieux comme le demandoient les progrès dans l'agriculture et dans la manu-

facture, n'ont pas même imaginé que cette précaution fût nécessaire, et se sont persuadés jusqu'à ce jour que multiplier indéfiniment les métaux précieux d'un peuple cultivateur, quelqu'irrégulière que pût être cette multiplication, étoit l'unique condition nécessaire pour le faire prospérer?

Du Commerce extérieur.

Le commerce extérieur, dans la vue que les peuples cultivateurs de la terre l'ont entrepris et pratiqué jusqu'ici, c'est-à-dire, considéré comme source principale de leur prospérité, est un moyen tout à-la-fois criminel et stupide; criminel dans l'ordre général de l'univers, et stupide dans l'économie politique.

Dans le commerce extérieur, les peuples cultivateurs ont pour objet final de se dépouiller les uns les autres de leurs métaux précieux, et voilà en deux mots le commerce extérieur clairement présenté sous ses vrais et derniers résultats.

Car il n'est pas vrai de dire, comme l'ont

soutenu tant de faux instructeurs dans l'économie politique, que, dans le commerce extérieur, les peuples cultivateurs ayent pour objet final de s'encourager et s'aider mutuellement à développer leur agriculture et leur manufacture, puisqu'il est de toute vérité que chacun s'efforce continuellement à avoir la balance de commerce en sa faveur, et qu'on a vu dans tous les tems les grands peuples commerçans de la terre diriger à cette fin, et lui subordonner toute leur économie politique.

Si les peuples cultivateurs ne s'étoient réellement proposé autre chose dans le commerce extérieur, que de se prêter des secours mutuels dans le développement de leur agriculture et de leur manufacture, et que de plus, il leur eût été possible de bannir de ce commerce toute inégalité, et, par conséquent, toute lésion, cette manière de développer leur prospérité n'auroit alors été qu'un moyen insensé dans l'économie politique.

Mais comme ni l'un est vrai, ni l'autre praticable, et que chaque peuple cultivateur

ne cherche continuellement dans le commerce extérieur que son propre avantage, et non celui des autres, il est évident que la tendance naturelle de ce commerce est de faire prospérer les peuples cultivateurs les uns aux dépens des autres.

Car, comme tout peuple cultivateur qui a la balance du commerce extérieur contre lui, est définitivement obligé de la solder en métaux précieux, il est clair qu'en atténuant ainsi le principe actif de son économie politique, il faut nécessairement qu'il en souffre proportionnellement dans sa prospérité, c'est-à-dire, qu'il décline, s'arrête ou rétrograde dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture.

Le commerce extérieur est donc manifestement un crime contre l'ordre général de l'univers, indistinctement dans tous les peuples cultivateurs qui fondent sur lui leur économie politique, dans ceux auxquels ses balances apportent, comme dans ceux auxquels ses balances enlèvent des métaux précieux, et, par conséquent, dans ceux qu'il fait prospérer, comme dans ceux

qu'il fait décliner, s'arrêter ou rétrograder dans leur prospérité.

Car, s'il est de toute certitude que le Créateur a voulu que chaque peuple cultivateur développât sa subsistance, sa population et ses besoins artificiels par des progrès non interrompus et continuellement croissans, il est manifeste que tout peuple cultivateur qui, dans son économie politique, s'expose témérairement au danger de décliner, s'arrêter ou rétrograder dans les progrès de sa population, de son agriculture et de sa manufacture, est un peuple qui traite avec mépris les souveraines intentions du Créateur, et, par conséquent, un peuple criminel dans l'ordre général de l'univers.

Et s'il est de toute certitude que le Créateur a préparé et tracé à chaque peuple cultivateur, séparément des autres peuples et dans l'entière indépendance de leur concours, les plus infaillibles moyens de développer sa subsistance, sa population et ses besoins artificiels par des progrès non interrompus et continuellement croissans, il

est manifeste que tout peuple cultivateur qui se choisit lui-même d'autres moyens pour développer sa population, son agriculture et sa manufacture, est un peuple qui traite avec mépris l'intelligence suprême du Créateur, et, par conséquent, un peuple criminel dans l'ordre général de l'univers.

Le commerce extérieur doit donc être considéré comme un moyen stupide dans l'économie politique, par cela seul qu'il est un moyen criminel dans l'ordre général de l'univers, puisque vouloir faire prospérer les peuples cultivateurs par des moyens contraires aux raisons finales de l'univers, c'est vouloir ce que dans ses immuables décrets le Créateur a prononcé impossible. Mais, comme il est infiniment important que les gouverneurs des peuples cultivateurs se pénètrent enfin de cette vérité, on va la développer plus particulièrement.

On a prouvé démonstrativement qu'il n'étoit au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de prospérer imperturbablement, si ses gouverneurs ne lui augmentoient pas continuellement la masse de ses métaux pré-

cieux, naturellement ou artificiellement, en même raison qu'il augmente son travail dans l'agriculture et dans la manufacture.

Ainsi, nul peuple cultivateur ne peut prospérer imperturbablement, si ses gouverneurs n'ont pas continuellement le commandement absolu de tous les métaux précieux nécessaires pour le rendre capable de développer son agriculture et sa manufacture par des progrès non interrompus et continuellement croissans, puisque c'est de cette manière que, dans les raisons finales de l'univers, tout peuple cultivateur doit prospérer.

Car, si les gouverneurs d'un peuple cultivateur cessoient un seul instant d'être capables de lui augmenter la masse de ses métaux précieux, il est clair qu'il lui deviendroit impossible de faire, dans sa prospérité, des progrès non interrompus.

Et si les gouverneurs d'un peuple cultivateur cessoient un seul instant d'être capables de lui augmenter la masse de ses métaux précieux, comme l'exigeroient des pro-

grès continuellement croissans dans son agriculture et dans sa manufacture, il est clair qu'il lui deviendroit impossible de faire de pareils progrès dans sa prospérité.

On voit donc la grande raison pourquoi il n'a jamais été au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de prospérer imperturbablement, c'est-à-dire, de développer son agriculture et sa manufacture par des progrès non interrompus et continuellement croissans.

Car comment les gouverneurs des peuples cultivateurs auroient-ils pu être capables d'ajuster et de proportionner continuellement, dans ces peuples, la masse des métaux précieux aux progrès dans l'agriculture et dans la manufacture, lorsqu'ils n'ont jamais été capables de se ménager pour cet effet, ni naturellement, ni artificiellement, le commandement des métaux précieux nécessaires, et qu'ils n'ont connu jusqu'à ce moment, pour tout moyen d'enrichir leurs peuples de métaux précieux, que le commerce extérieur?

Le commerce extérieur peut bien appor-

ter à un peuple cultivateur les métaux précieux des autres peuples ; mais ce qu'il est moralement impossible qu'il puisse faire, c'est d'apporter continuellement à un peuple cultivateur les métaux précieux des autres peuples dans cet ordre régulier qu'exige nécessairement le cours imperturbable de sa prospérité.

Car les balances du commerce extérieur étant, par leur nature, sujettes aux plus irrégulières variations, puisqu'elles ne sont et ne peuvent continuellement être, dans chaque peuple cultivateur, que les résultats de circonstances contingentes et, par conséquent, précaires, il est de toute évidence qu'il est impossible que, dans aucun peuple cultivateur, elles puissent répondre à des progrès non interrompus, et continuellement croissans dans l'agriculture et dans la manufacture, puisqu'il est moralement impossible qu'aucun peuple cultivateur puisse se promettre d'augmenter, par leur moyen, la masse de ses métaux précieux dans une progression non interrompue et continuellement croissante.

Il faut donc de toute nécessité qu'un peuple cultivateur qui fonde la multiplication de ses métaux précieux sur le commerce extérieur, subisse continuellement, dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture, autant de révolutions irrégulières et, par conséquent, de contrariétés qu'il en subit dans les balances de ce commerce.

Si sa balance favorable se change en balance moins favorable, c'est-à-dire, en balance qui lui apporte moins de métaux précieux, il faut nécessairement qu'il décline; si elle se change en balance indifférente, c'est-à-dire, en balance qui ne lui apporte ni ne lui enlève des métaux précieux, il faut nécessairement qu'il s'arrête; et si elle se change en balance défavorable, c'est-à-dire, en balance qui lui enlève des métaux précieux, il faut nécessairement qu'il rétrograde dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture.

Car on doit regarder comme une vérité absolue dans l'économie politique, que, dans le cours naturel des choses, nul peu-

ple cultivateur qui pratique ses échanges en achats et ventes, ne peut décliner, s'arrêter ou rétrograder dans la multiplication de ses métaux précieux, sans décliner, s'arrêter ou rétrograder aussi dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture.

Mais ce n'est pas seulement dans les trois cas que l'on vient de mentionner, que les balances du commerce extérieur contrarient les peuples cultivateurs dans le libre cours de leur prospérité, elles troublent encore ces peuples dans les progrès de leur agriculture et de leur manufacture de deux autres manières; c'est-à-dire, lorsqu'elles leur apportent trop de métaux précieux à-la-fois, et lorsqu'elles continuent à ne leur apporter successivement que la même ou presque la même quantité de métaux précieux.

Car recevoir par les balances du commerce extérieur trop de métaux précieux à-la-fois, est pour un peuple cultivateur la même chose qu'augmenter subitement la masse de ses métaux précieux dans une proportion trop grande; et l'on a suffisamment prouvé que, dans ce cas, le sort de tout

peuple cultivateur étoit de décliner, s'arrêter ou rétrograder dans les progrès de sa prospérité.

Mais comme les gouverneurs des peuples cultivateurs n'ont jamais su que ce n'étoit pas assez, pour faire prospérer ces peuples imperturbablement, que d'augmenter successivement la masse de leurs métaux précieux d'une même quantité, il est nécessaire de les convaincre de cette vérité.

Il est manifeste qu'un peuple cultivateur qui fait des progrès continuellement croissans dans sa prospérité, donne non-seulement des accroissemens continuels à sa population et à la masse de sa subsistance et de ses choses façonnées et adaptées à des usages, mais des accroissemens continuellement plus grands, puisqu'à chaque progrès ils résultent continuellement d'une plus grande population et d'un plus grand travail dans l'agriculture et dans la manufacture.

Or, comme à des accroissemens continuellement plus grands dans la population

et dans le travail des agriculteurs et des manufacturiers d'un peuple cultivateur, doivent nécessairement répondre des accroissemens continuellement plus grands dans la masse de ses métaux précieux, il est évident qu'il ne suffit pas qu'un peuple cultivateur, pour être gouverné sur les raisons finales de l'univers, augmente continuellement la masse de ses métaux précieux; mais qu'il faut nécessairement qu'il l'augmente dans une proportion continuellement plus grande, puisque, sans cela, il seroit impossible qu'elle pût continuellement être au pair avec sa population et la masse de sa subsistance et de ses choses façonnées et adaptées à des usages.

Et de-là, on voit clairement que nul peuple cultivateur, auquel les balances du commerce extérieur n'apporteroient successivement que la même ou presque la même quantité de métaux précieux, ne seroit capable de faire, dans son agriculture et dans sa manufacture, des progrès continuellement croissans.

Il est donc de toute vérité que nul peuple

cultivateur qui fonde le développement de sa prospérité sur le commerce extérieur, ne peut prospérer par des progrès non interrompus et continuellement croissans, ni, par conséquent, être gouverné sur les raisons finales de l'univers, puisqu'il est moralement impossible qu'un tel peuple n'éprouve pas continuellement dans son économie politique l'une ou l'autre des cinq grandes variations auxquelles sont sujettes les balances de commerce, et qu'il est de toute impossibilité qu'il puisse en éprouver aucune, sans décliner, s'arrêter ou rétrograder dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture.

Et cette vérité, qui résulte, d'une manière si claire, des principes qu'on a développés, n'est pas moins clairement démontrée par l'expérience, qui non-seulement n'a jamais offert aucun peuple cultivateur commerçant dont la population n'ait pas continuellement montré des agriculteurs et des manufacturiers nécessairement désœuvrés et pauvres, mais aucun dans lequel les agriculteurs et les manufacturiers désœuvrés et

pauvres n'ayent pas été, pour ainsi dire, en proportion égale avec l'étendue de son commerce extérieur.

Car la plus indubitable de toutes les preuves par lesquelles un peuple cultivateur puisse démontrer qu'il est gouverné sous un système d'économie politique contraire aux raisons finales de l'univers et par conséquent faux, c'est lorsqu'il a dans sa population des agriculteurs et des manufacturiers nécessairement désœuvrés et pauvres, puisque, dans le cours naturel des choses, il est impossible qu'aucun peuple cultivateur puisse offrir ce honteux spectacle, autrement qu'en déclinant, s'arrêtant ou rétrogradant dans les progrès de son agriculture et de sa manufacture.

Il résulte donc de toutes les vérités que l'on vient d'établir d'une manière si démonstrative, que le commerce extérieur doit être mis au nombre des causes fatales qui ont continuellement troublé l'ordre moral de la terre, et auxquelles l'espèce humaine doit de n'avoir jamais été capable de remplir les vues du Créateur sur cette planète,

puisque c'est à ce commerce qu'elle doit de n'avoir jamais été capable de faire, dans le développement de son agriculture et de sa manufacture, ni, par conséquent, dans celui des pouvoirs nécessaires à sa destination, des progrès non interrompus et continuellement croissans.

Comment est-il donc possible que, dans tous les tems, les gouverneurs de l'espèce humaine ayent pu vouloir opérer sa prospérité si invariablement par un moyen aussi faux que l'est le commerce extérieur? Parce que, dans tous les tems, ils ne se sont embarrassés que de leurs propres vues, et non de celles du Créateur dans le gouvernement de la terre, et que ce n'est continuellement que pour eux-mêmes, et non pour l'ordre général de l'univers, qu'ils ont cherché à faire prospérer les peuples.

Le grand et, pour ainsi dire, l'unique objet qu'ils se sont proposé dans l'économie politique, c'est d'augmenter leur revenu public par des accroissemens continuels, afin de se procurer par-là les moyens de donner à leurs passions le plus libre cours

dans tous les genres de désordres, et de multiplier à leur gré leurs criminelles entreprises contre l'ordre général de l'univers. Car c'est-là l'usage, que l'expérience n'a que trop prouvé, qu'ils ont fait généralement d'un grand revenu public.

Or, comme pour augmenter leur revenu public par des accroissemens continuels, ils ont dû nécessairement chercher à augmenter, par des accroissemens continuels, la masse des métaux précieux de leurs peuples, et que leur profonde ignorance dans l'art de gouverner la terre comme le veut l'ordre général de l'univers, ne leur a jamais permis de voir, pour cet effet, rien de mieux que le commerce extérieur ; c'est aussi à ce commerce seul qu'ils ont continuellement lié l'objet final de leurs vues, la multiplication de leur revenu public. Et c'est sous ce pernicieux système que le commerce extérieur a porté aux peuples cultivateurs ses plus funestes coups.

Car, comme ce commerce devoit déjà naturellement par lui-même, c'est-à-dire,

par le cours irrégulier de ses balances, mettre les peuples cultivateurs dans l'impossibilité morale de pouvoir prospérer imperturbablement, il est évident que ces peuples devoient éprouver des contrariétés bien plus grandes encore dans le développement de leur prospérité, lorsque les métaux précieux que les balances de commerce leur apporteroient, au lieu d'aller au moins à leur destination naturelle, leur seroient en plus grande partie enlevés par des taxes arbitraires pour aller grossir le revenu public de leurs gouverneurs.

Aussi est-ce chez les peuples cultivateurs commerçans, dont les gouverneurs ont su se donner un grand revenu public, qu'on a vu régner généralement la plus grande inégalité dans la circulation des métaux précieux, la plus grande inégalité dans la culture comme dans la population des terres, la plus grande inégalité dans la répartition du bien-être physique entre les agriculteurs et les manufacturiers, et ce qui devoit nécessairement être la conséquence de tant de vices dans l'économie politique, la plus

grande quantité d'hommes nécessairement désœuvrés et pauvres.

Mais c'est à ce monstrueux résultat de l'économie politique qu'on a donné le nom de prospérité, parce qu'on a su l'asservir à un grand revenu public, et qu'on a regardé un grand revenu public, tel forcé et oppressif qu'il pût être, comme la plus indubitable et la plus éclatante preuve d'une grande prospérité.

Que, dans tous les tems, les gouverneurs des peuples cultivateurs ayent cherché à faire prospérer ces peuples par le commerce extérieur, n'a donc rien qui doive étonner. Car, comme ils possédoient l'art funeste de tourner en revenu public toute prospérité qui résulteroit de ce commerce, quelque fausse et désordonnée qu'elle pût être, il étoit naturel qu'ils poursuivissent avec constance un moyen qui les conduisoit si facilement à l'unique fin qu'ils avoient en vue dans l'économie politique.

Mais dans quel étonnement ne doit-on pas être que de tous ceux qui se sont érigés

en instructeurs des autres dans l'économie politique, aucun n'ait jamais su voir le commerce extérieur dans sa vraie nature ; et que ni la raison, ni l'expérience n'ayent été capables de leur faire sentir combien étoit illusoire et fausse l'opinion qu'ils se formoient de la puissance de ce commerce dans le développement de la prospérité des peuples !

Car la raison ne prouve-t-elle pas démonstrativement qu'il n'est au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de faire des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa prospérité, s'il ne fait pas des progrès pareils dans la multiplication de ses métaux précieux? Et l'expérience ne prouve-t-elle pas indubitablement qu'il n'est au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de se procurer par le commerce extérieur des balances non interrompues et continuellement croissantes?

Abstraction même faite de ces deux vérités, et de toutes celles qu'on a si clairement démontrées, le commerce extérieur n'au-

roit-il pas dû être proscrit de l'économie politique des peuples cultivateurs, par cela seul qu'il est un moyen forcé, c'est-à-dire, un moyen qui ne va pas à sa fin naturellement? Puisque nul peuple cultivateur ne peut le pratiquer sans l'assujettir à d'innombrables restrictions, s'il ne veut pas amener sur lui la ruine de son agriculture et de sa manufacture, tandis que, dans l'ordre général de l'univers, le système entier de l'économie politique de l'espèce humaine n'embrasse aucune fin qui ne puisse être obtenue par le moyen le plus naturel.

Mais tel a été jusqu'ici le déplorable sort de l'espèce humaine, qu'elle a dû continuellement ses malheurs et son avilissement, autant à ses instructeurs qu'à ses gouverneurs, parce que les uns n'ont pas été plus capables que les autres de pénétrer sa sublime destination, et de se représenter sa prospérité, comme la veut et la détermine l'unique règle de toute vérité et de tout bien sur la terre, l'ordre général de l'univers; et que dès-lors son économie politique n'a pu être pour elle, dans ses doctrines

comme dans ses pratiques, qu'une source perpétuelle de maux et de déshonneur.

On a même porté l'aveuglement pour le commerce extérieur dans le développement de la prospérité des peuples cultivateurs, jusqu'à lui faire embrasser dans ses exportations la subsistance de ces peuples, c'est-à-dire, celle qui, dans les années surabondantes, excèderoit leurs besoins présens, et qu'on a osé regarder comme superflue, pendant que, dans les vrais principes de l'économie politique, il ne peut jamais arriver à aucun peuple cultivateur d'avoir du superflu dans sa subsistance.

Dans l'ordre physique de la terre, il est impossible que les peuples cultivateurs puissent annuellement se promettre de leur travail dans l'agriculture des masses de subsistance précisément égales au maintien de leur population; et il faut nécessairement que ces peuples s'attendent à avoir des années surabondantes et des années défectives, c'est-à-dire, que leurs territoires leur offrent, tantôt des masses de subsistance supérieures, et tantôt inférieures aux be-

soins de leur population, puisque tel a dû être le cours absolu de la nature.

Mais comme, dans les principes de l'ordre général de l'univers, les peuples cultivateurs ont dû multiplier leur population par des progrès non interrompus et continuellement croissans, il est clair que, dans les mêmes principes, les territoires de ces peuples ont dû nécessairement être capables de leur fournir continuellement des masses de subsistance égales aux besoins de leur population, puisqu'il est de toute impossibilité que, dans son plan, le Créateur ait pu vouloir l'un sans vouloir aussi l'autre.

Or, comme tout moyen unique, c'est-à-dire, tout moyen par lequel seul une fin du Créateur dans l'économie politique de l'espèce humaine peut être obtenue, doit être regardé comme l'indubitable moyen que les raisons finales de l'univers ont assigné à l'obtention de cette fin, il est de toute évidence que, dans le plan du Créateur, chaque peuple cultivateur a dû continuellement destiner ses années surabondantes à sup-

pléer à ses années défectives, puisque ce n'est que de cette seule et unique manière que les territoires des peuples cultivateurs ont pu devenir capables de fournir continuellement à ces peuples des masses de subsistance égales aux besoins de leur population.

Et comme il est de toute certitude que le Créateur n'a voué à l'obtention d'aucune de ses fins dans l'ordre général de l'univers plus que les moyens précisément nécessaires, il est manifeste que, dans ses intentions, les années surabondantes de chaque peuple cultivateur n'ont dû être que précisément suffisantes pour suppléer aux années défectives.

Ainsi, quelqu'irrégulière que puisse être dans l'ordre physique de la terre la manière dont les peuples cultivateurs reçoivent annuellement leurs subsistances de leurs territoires, elle est parfaitement régulière dans l'ordre général de l'univers, puisque tout peuple cultivateur, gouverné sur les principes de cet ordre, a la certitude de trouver continuellement dans ses années surabon-

dantes précisément ce qui manque à sa subsistance dans ses années défectives. Et de ce grand principe dans le plan du Créateur, résultent immédiatement deux vérités absolues dans l'économie politique des peuples cultivateurs.

La première, que tout peuple cultivateur qui développe sa population, son agriculture et sa manufacture dans les principes de l'ordre général de l'univers, c'est-à-dire, par des progrès non interrompus et continuellement croissans, est continuellement capable de consommer la totalité de la subsistance de son territoire, puisque, dans un tel cours de prospérité, la subsistance que lui donnent de trop les années surabondantes n'est continuellement que le complément précis de ses années défectives.

La seconde, qu'il faut nécessairement, pour qu'un peuple cultivateur puisse devenir incapable de consommer continuellement la totalité de la subsistance de son territoire, qu'il opère le développement de sa prospérité dans un ordre contraire aux raisons finales de l'univers, c'est-à-dire, que tantôt

il avance, et tantôt décline, s'arrête ou rétrograde dans les progrès de sa population, de son agriculture et de sa manufacture, puisque, dans les principes de l'ordre général de l'univers, il seroit impossible que son territoire pût lui offrir de la subsistance superflue, s'il développoit sa population, son agriculture et sa manufacture par des progrès non interrompus et continuellement croissans.

Ce n'est donc manifestement que sous des systêmes d'économie politique faux qu'il peut arriver aux peuples cultivateurs d'avoir de la subsistance superflue, et, par conséquent, à se cèder les uns aux autres, puisque ce n'est que sous de tels systêmes d'économie politique qu'il peut arriver à ces peuples de décliner, s'arrêter ou rétrograder dans le développement de leur population, de leur agriculture et de leur manufacture.

Un peuple cultivateur qui se glorifie de ses exportations de subsistance, a donc la stupidité de se glorifier de ne jouir que d'une fausse prospérité, et, par conséquent,

de ce qui fait sa honte, puisqu'il offre dans les exportations de sa subsistance la plus évidente preuve qu'il est incapable de développer sa population, son agriculture et sa manufacture par des progrès non interrompus et continuellement croissans.

Mais des systêmes d'économie politique faux rendent des mesures fausses inévitables, puisque, dans l'universalité de leurs déterminations, ils ne sont ni ne peuvent être autre chose que des systêmes de fausses mesures; et l'on va voir qu'un peuple cultivateur qui, par la manière irrégulière et désordonnée dont il développe sa prospérité, est incapable de consommer continuellement toute la subsistance de son territoire, est dans l'absolue nécessité, pour ne pas se trouver continuellement exposé au danger de n'avoir que des années défectives, de faire de son faux superflu de subsistance un objet de commerce extérieur.

Il est manifeste que, dans tout peuple cultivateur, il est de l'intérêt des agriculteurs de ne jamais avilir le prix de leur sub-

sistance, et, par conséquent, de n'en jamais produire trop; et l'expérience prouve qu'ils cherchent continuellement à se mettre à l'abri de ce risque par deux précautions dans leur travail, suivant qu'ils sont ou ne sont pas capables d'apprécier avec probabilité l'étendue de la consommation générale.

Lorsque les agriculteurs d'un peuple cultivateur sont capables d'apprécier avec probabilité l'étendue de la consommation générale, leur précaution est d'y proportionner, aussi près qu'il est en leur pouvoir de le faire, leur travail et les masses de leurs subsistances. Mais lorsqu'ils sont incapables de se former une idée probable de l'étendue de la consommation générale, leur précaution est de la supposer continuellement moins grande qu'elle n'est, et, par conséquent, de ne produire que des masses de subsistance inférieures à celle qu'elle exigeroit, afin d'être plus certains de ne jamais l'excéder. Voilà ce que l'expérience fait voir dans tout peuple cultivateur, et ce que l'intérêt, ce puissant motif des hommes,

prescrit continuellement aux agriculteurs de faire.

Ce n'est donc que dans un peuple cultivateur qui développeroit sa prospérité par des progrès non interrompus et continuellement croissans, que les agriculteurs ne mettroient jamais de bornes à leur travail, et lui donneroient naturellement toute l'étendue possible, puisque ce n'est qu'alors qu'ils auroient continuellement la certitude que les masses de subsistance qu'ils produiroient, quelque grandes qu'elles pussent être, ne se trouveroient jamais plus que proportionnées à la consommation générale. Et il est évident qu'un tel peuple ne pourroit éprouver des années défectives, que par le seul cours de la nature, et jamais par le fait de ses agriculteurs.

Mais le contraire doit nécessairement arriver dans un peuple cultivateur, gouverné sous un système d'économie politique contraire aux raisons finales de l'univers, c'est-à-dire, qui tantôt avance, et tantôt décline, s'arrête ou rétrograde dans les progrès de sa prospérité. Car, comme un tel peuple

cultivateur ne peut jamais présenter à ses agriculteurs une consommation générale certaine, il est manifeste qu'il n'a aussi continuellement à attendre d'eux que des années défectives, et que des années surabondantes ne peuvent lui venir que du seul cours de la nature.

Que l'on suive avec attention l'ordre dans lequel les peuples cultivateurs commerçans développent leur prospérité, et l'on verra que c'est dans les courts intervalles de tems où, par chance, il leur est arrivé d'avoir fait dans le développement de leur population, de leur agriculture et de leur manufacture des progrès continuellement croissans, qu'ils ont eu les plus grandes années surabondantes et le moins d'années défectives; et que le contraire leur est arrivé dans les intervalles de tems, où leur sort a été de décliner, s'arrêter ou rétrograder dans les progrès de leur prospérité.

L'expérience est si invariable dans ces deux faits, qu'un peuple cultivateur commerçant n'a rien de plus à faire, pour distinguer les périodes brillans des périodes

honteux de sa prospérité, que de distinguer les intervalles de tems où il a eu les plus grandes années surabondantes et le moins d'années défectives, de ceux où il a eu le plus d'années défectives et les plus médiocres années surabondantes; ces deux seules circonstances lui indiqueront continuellement avec certitude le vrai cours de sa prospérité, par l'intime connexion qui règne entre le genre de prospérité dont jouit un peuple cultivateur et le travail de ses agriculteurs.

On voit donc clairement que l'unique moyen par lequel un peuple cultivateur commerçant, et, par conséquent, gouverné sous un système d'économie politique faux, peut devenir capable d'engager ses agriculteurs à ne pas le laisser continuellement au-dessous de sa subsistance, c'est de leur présenter continuellement une consommation artificielle plus grande que ne le seroit, dans leur estimation, sa seule consommation naturelle, c'est-à-dire, de leur offrir des consommateurs dans le dehors, et de leur permettre l'exportation de leur sub-

sistance toutes les fois qu'il leur arriveroit d'en produire au-delà de ses besoins présens.

Mais il est également clair que recourir à ce faux et misérable expédient pour assurer à un peuple cultivateur sa subsistance, n'est que substituer désordre à désordre dans l'économie politique ; car il faut nécessairement qu'un peuple cultivateur ainsi gouverné dans son agriculture, commette continuellement contre l'ordre général de l'univers deux grands crimes.

Le premier, de faire disparoître de son territoire, en totalité ou en plus grande partie, la subsistance que ses agriculteurs produisent au-delà de ses besoins présens, sans pouvoir la garder en réserve pour les années défectives, puisqu'une pareille réserve rameneroit infailliblement ses agriculteurs aux mêmes inquiétudes et à la même circonspection dans leur travail, qu'il auroit cherché à leur ôter par l'appât du commerce extérieur.

La seconde, d'embrasser dans ses expor-

tations, sous le nom de superflu de subsistance, le nécessaire absolu des plus nombreuses et plus précieuses classes de sa population. Car, comme il ne peut engager ses agriculteurs à lui multiplier sa subsistance au-delà de celle à laquelle ils le borneroient naturellement, qu'en donnant à leurs exportations une certaine latitude, il est évident que toutes les fois que les classes inférieures de ses hommes deviennent incapables de se procurer leur complète subsistance aux derniers prix d'exportations, c'est son nécessaire, et non son superflu, qu'il vend à ces prix à d'autres peuples.

Des Banques publiques de circulation.

Le mouvement artificiel des métaux précieux dans l'économie politique, c'est-à-dire, le crédit, se distingue en crédit public et en crédit particulier. Le crédit public d'un peuple cultivateur est celui sur lequel est fondée sa circulation générale ; et tout crédit qui n'embrasse pas la circulation générale d'un peuple cultivateur, n'est qu'un crédit particulier.

Avec l'intervention du crédit public, les peuples cultivateurs deviennent capables d'opérer leur circulation générale avec des masses de métaux précieux inférieures à celles qu'elle exigeroit nécessairement, si elle n'étoit opérée qu'avec des métaux précieux en nature, par la raison, comme on l'a fait voir plus haut, que le mouvement artificiel des métaux précieux surpasse en vîtesse leur mouvement naturel.

Mais si le crédit public n'avoit été capable de procurer aux peuples cultivateurs que ce seul avantage, il n'auroit jamais été possible à ces peuples de prospérer imperturbablement, puisque leur prospérité n'auroit jamais pu admettre des progrès non interrompus et continuellement croissans.

Car, comme la célérité dont le mouvement artificiel des métaux précieux est susceptible n'est pas infinie, il est manifeste que les peuples cultivateurs n'auroient pu devenir capables d'augmenter continuellement leur circulation générale, comme l'auroit nécessairement exigé le cours imperturbable de leur prospérité, qu'en sup-

pléant continuellement à ce que le crédit public n'auroit pu faire en célérité par la multiplication naturelle de leurs métaux précieux.

Or, il est de toute certitude que nul peuple cultivateur qui ne peut augmenter sa circulation générale qu'autant qu'il augmente la masse de ses métaux précieux en nature, n'est capable de prospérer par des progrès non interrompus et continuellement croissans.

Car, comme les deux seuls moyens par lesquels les peuples cultivateurs peuvent devenir capables de multiplier leurs métaux précieux en nature, sont le commerce extérieur et les mines, et qu'il est impossible que le commerce extérieur ou les mines puissent fournir les métaux précieux à aucun peuple cultivateur dans une progression non interrompue et continuellement croissante, il est de toute évidence qu'il n'est au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de prospérer imperturbablement par la multiplication naturelle de ses métaux précieux.

On voit donc clairement que les peuples cultivateurs n'auroient perpétuellement pu jouir que d'une fausse prospérité, si le crédit public n'avoit pu faire rien de plus pour eux, que de simplement accélérer leur circulation générale, puisqu'ils n'en auroient pas moins été forcés de fonder le développement de leur population, de leur agriculture et de leur manufacture sur la multiplication naturelle de leurs métaux précieux, et, par conséquent, sur un moyen faux.

Mais, comme il est de toute impossibilité que le Créateur ait pu imposer à l'espèce humaine l'obligation de développer sa population, son agriculture et sa manufacture par des progrès non interrompus et continuellement croissans, sans avoir eu la précaution de lier à son économie politique un principe actif capable d'opérer de pareils progrès, il faut de toute nécessité que, dans l'ordre général de l'univers, le crédit public ait dû pouvoir faire infiniment plus pour la prospérité des peuples cultivateurs, que de donner simplement plus de vîtesse à leur circulation générale.

Dans les principes sur lesquels le Créateur a fondé le système de la terre, tout a dû être forcé dans l'ordre physique, et tout libre dans l'ordre moral de cette planète; c'est-à-dire, dans l'ordre physique de la terre, rien n'a dû pouvoir résister aux vues du Créateur; mais nulle de ses vues, dans l'ordre moral de cette planète, n'a dû être obtenue nécessairement. Et c'est la raison pourquoi à toutes ses vues, dans l'ordre physique de la terre, le Créateur a lié des moyens actuels, et qu'à toutes ses vues, dans l'ordre moral de cette planète, il n'a lié que des moyens possibles.

Mais, comme le Créateur n'a pu se proposer, ni sur la terre, ni dans l'univers, aucune fin impossible à obtenir, il est évident que les moyens possibles qu'il a liés à l'obtention de ses vues, dans l'ordre moral de la terre, ont dû être aussi infaillibles que le sont les moyens actuels qu'il a liés à l'obtention de ses vues dans l'ordre physique de cette planète, puisque le contraire n'auroit été consistant, ni avec sa suprême intelligence, ni avec sa suprême sagesse.

Dans l'ordre moral de la terre, l'espèce humaine a dû développer en elle toute l'intelligence dont elle est susceptible sur cette planète; et l'unique moyen que le Créateur lui a préparé pour cet effet, c'est de développer sa subsistance, sa population et ses besoins artificiels dans une progression non interrompue et continuellement croissante.

Or, s'il n'est au pouvoir de l'espèce humaine de développer sa subsistance, sa population et ses besoins artificiels dans une progression non interrompue et continuellement croissante, ni par la seule multiplication naturelle de ses métaux précieux, ni par la seule célérité de sa circulation générale, ni par l'une et l'autre combinées ensemble, il est manifeste que l'ordre général de l'univers a dû nécessairement lui présenter, dans le crédit public, un pouvoir capable de suppléer à l'impuissance de ces trois moyens dans le développement de sa prospérité, puisque, sans cela, nulle des vues du Créateur, dans l'ordre moral de la terre, n'auroit pu être obtenue.

C'est parce que jusqu'ici, ni les instruc-

teurs, ni les gouverneurs des peuples cultivateurs n'ont été capables de pénétrer ce pouvoir dans le crédit public, que l'économie politique n'a été sur la terre entière, dans ses principes comme dans ses moyens, qu'un système de malheurs et de crimes pour l'espèce humaine.

Ce pouvoir important dont le crédit public est susceptible dans l'économie politique de l'espèce humaine, et qu'on prouvera en lui démonstrativement dans la suite de cet ouvrage, c'est d'être capable de multiplier les métaux précieux artificiellement, et d'affranchir, par conséquent, les peuples cultivateurs de la nécessité de les multiplier naturellement, pour pouvoir multiplier leur prospérité.

Car, comme le mouvement artificiel des métaux précieux a les mêmes effets dans l'économie politique des peuples cultivateurs que leur mouvement naturel, il est clair que la multiplication artificielle de ces métaux doit aussi avoir les mêmes effets dans le développement de la prospérité de ces peuples que leur multiplication naturelle.

Le crédit public, considéré sous le pouvoir qu'on vient de lui attribuer, et qu'on développera en lui clairement dans une autre place, est donc parfait lorsqu'il rend un peuple cultivateur capable d'opérer sa circulation générale indéfiniment avec l'intervention de la plus médiocre masse naturelle de métaux précieux; et plus il exige de métaux précieux en nature pour opérer la circulation générale des peuples cultivateurs, plus il est imparfait.

Car, comme il n'est au pouvoir des peuples cultivateurs de se procurer les métaux précieux en nature autrement que par des moyens contingens et par conséquent incertains, puisque tels sont le commerce extérieur et les mines, il est évident que moins un peuple cultivateur a besoin de métaux précieux en nature pour développer sa prospérité, plus il est certain de pouvoir la développer imperturbablement.

Chaque augmentation artificielle actuellement effectuée par le crédit public dans la masse naturelle des métaux précieux d'un peuple cultivateur, s'appelle une émis-

sion de ce crédit. Et comme le crédit public parfait est capable de multiplier indéfiniment la plus médiocre masse naturelle de métaux précieux, il est manifeste qu'il est aussi indéfiniment susceptible d'émissions.

Ainsi, peu de métaux précieux en nature et un crédit public parfait, voilà toute l'assistance dont un peuple cultivateur a besoin pour devenir capable de développer sa population, son agriculture et sa manufacture par des progrès non interrompus et continuellement croissans, et, par conséquent, comme le veut l'ordre général de l'univers.

Car, comme la multiplication artificielle des métaux précieux a précisément les mêmes effets dans l'économie politique que leur multiplication naturelle, et que le crédit public parfait est illimité dans ses émissions, il est clair que rien ne manque à un peuple cultivateur qui jouit d'un tel crédit public, pour devenir capable de faire des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa population, de son agriculture et de sa manu-

facture, puisque rien ne lui manque pour devenir capable de faire de pareils progrès dans la multiplication artificielle de ses métaux précieux.

Le crédit public parfait est donc manifestement le vrai principe actif que l'ordre général de l'univers a fixé à l'économie politique de l'espèce humaine, puisque ce n'est que par ce crédit seul, et par nul autre moyen quelconque, que les gouverneurs des peuples cultivateurs peuvent devenir capables de se ménager continuellement le plus absolu commandement de tous les métaux précieux qu'exige nécessairement le cours imperturbable de la prospérité de leurs peuples.

Avoir perpétuellement voulu faire prospérer les peuples cultivateurs par la multiplication naturelle de leurs métaux précieux, c'est-à-dire, par le commerce extérieur ou les mines, c'est donc, par la plus honteuse et la plus dégradante combinaison de l'intelligence humaine, avoir perpétuellement voulu faire l'impossible.

Et comme nul moyen qui a pour objet une fin impossible ne peut être ni devenir un moyen vrai, telles restrictions, telles corrections et telles modifications qu'on puisse lui appliquer, on voit la raison pourquoi jusqu'ici tout a été et a dû nécessairement être faux, insensé et criminel dans le système entier de l'économie politique des peuples cultivateurs.

Mais ce n'a pas été assez pour le malheur de l'espèce humaine que ses gouverneurs n'ayent jamais su sentir la nécessité d'un crédit public capable de lui multiplier ses métaux précieux artificiellement, pour l'élever à la prospérité que le Créateur lui a si formellement destinée; ils ont osé donner le nom de crédit public à un pouvoir totalement opposé au pouvoir d'attirer dans leurs mains les métaux précieux par des emprunts, pour les vouer ensuite aux plus funestes usages, et les soustraire ainsi à l'unique fonction que l'ordre général de l'univers leur a assignée dans l'économie politique.

Car, comme ce n'est qu'avec des métaux

précieux qu'ils ont pu devenir capables de réaliser leurs criminelles et basses entreprises, et que les emprunts publics leur ont offert, pour se procurer ces métaux, des expédiens commodes, ils les ont multipliés à leur gré sans s'embarrasser de rien de plus, parce que ce n'est continuellement qu'à leurs sinistres vues, et jamais aux vues sublimes du Créateur, qu'ils ont cherché à subordonner le gouvernement de la terre.

Mais on va voir que tout emprunt public, de telle nature qu'il puisse être, et à tels usages qu'on puisse l'appliquer, trouble et contrarie nécessairement le cours régulier de la prospérité d'un peuple cultivateur en raison exacte de son montant, c'est-à-dire, des métaux précieux qu'il embrasse. Et si l'on n'a jamais su se former une idée claire de ce pernicieux effet des emprunts publics dans l'économie politique des peuples cultivateurs, c'est parce qu'on n'a jamais su comprendre en quoi consistoit la vraie prospérité de ces peuples, ni par quels moyens elle devoit être opérée.

Un peuple cultivateur n'est dans un cours

régulier de prospérité, que lorsqu'il est gouverné sur les raisons finales de l'univers, et il n'est gouverné sur les raisons finales de l'univers, que lorsque sa circulation générale est à-la-fois universelle, uniformément la même et continuellement croissante. Ainsi, tout peuple cultivateur dont la circulation générale ne remplit pas à-la-fois ces trois conditions, est dans un cours de prospérité contraire aux raisons finales de l'univers, et, par conséquent, irrégulier.

De-là, il est manifeste que toute opération dans l'économie politique qui empêche la circulation générale d'un peuple cultivateur, soit de s'étendre à tous ses agriculteurs et manufacturiers, soit de s'étendre à tous ses agriculteurs et manufacturiers dans une proportion égale, soit de s'étendre continuellement à un plus grand nombre d'agriculteurs et de manufacturiers, met ce peuple dans un cours irrégulier de prospérité. Et telles opérations sont, comme on va le prouver clairement, les emprunts publics.

Lorsque les gouverneurs d'un peuple

cultivateur font sur lui un emprunt public, c'est pour vouer les métaux précieux qu'ils obtiennent de lui par ce moyen, à des besoins extraordinaires quelconques, soit hors de son territoire, soit dans son territoire.

Dans le premier cas, l'emprunt public affecte manifestement la circulation générale du peuple cultivateur qui le subit, et, par conséquent, le cours régulier de sa prospérité, précisément comme l'auroit fait une balance de commerce défavorable.

Dans le second cas, les métaux précieux de l'emprunt public sont détournés des mains des agriculteurs et des manufacturiers en général, pour passer de préférence dans celles de quelques agriculteurs et de quelques manufacturiers en particulier, ou, ce qui est la même chose, sont enlevés à la circulation générale pour ne former qu'une circulation purement particulière.

Car, comme c'est généralement dans la poursuite de leurs guerres que les gouverneurs des peuples cultivateurs pratiquent

et multiplient les emprunts publics sur ces peuples, et que les besoins extraordinaires qu'ils se donnent dans ces circonstances ne portent jamais sur l'universalité des productions de l'agriculture et de la manufacture, mais seulement sur quelques-unes, il est évident qu'ils occasionnent dans ces productions une circulation particulière plus grande que ne l'auroit déterminée le cours naturel des choses.

Et comme cette plus grande circulation particulière dans le peuple cultivateur qui subit l'emprunt public, est opérée avec des métaux précieux retranchés de sa circulation générale, il est manifeste que sa circulation générale se trouve nécessairement appauvrie de tout le montant des métaux précieux que l'emprunt public embrasse; et de-là, que l'emprunt public est pour ses agriculteurs et ses manufacturiers en général comme une balance de commerce défavorable, et pour quelques-uns de ses agriculteurs et de ses manufacturiers en particulier comme une balance de commerce qui apporte trop de métaux précieux à-la-fois.

Il est donc indubitable qu'assujettir un peuple cultivateur à des emprunts publics, de telle manière que les métaux précieux de ces emprunts puissent être dépensés dans son territoire ou hors de son territoire, c'est le mettre dans l'impossibilité de pouvoir prospérer régulièrement, puisque c'est introduire dans son économie politique précisément les mêmes désordres qu'y introduisent les balances du commerce extérieur.

Les peuples cultivateurs qui embrassent le plus grand commerce extérieur, et sur lesquels leurs gouverneurs accumulent le plus d'emprunts publics, sont donc manifestement de tous les peuples cultivateurs de la terre ceux qui prospèrent et doivent nécessairement prospérer le plus irrégulièrement, puisque c'est sous la réunion de ces deux circonstances fatales que leur circulation générale doit nécessairement être la plus contraire aux raisons finales de l'univers.

L'Angleterre est la nation la plus commerçante de l'Europe, et celle qui a la plus

grande dette publique ; et elle est aussi la nation de l'Europe qui montre la plus grande proportion d'hommes maintenus par des contributions publiques, ou, ce qui est la même chose, le plus grand nombre de pauvres à côté de la plus grande opulence, et, par conséquent, la circulation générale la plus désordonnée, puisque l'un est l'inséparable effet de l'autre. Et voilà ce que cette nation doit à ce grand commerce extérieur et à ce grand crédit public, dont les conducteurs de son économie politique se sont si faussement vantés et énorgueillis.

Après avoir développé les conséquences funestes qui résultent nécessairement du faux crédit public que les gouverneurs de la terre ont osé se créer eux-mêmes, et avoir désigné le vrai crédit public par lequel l'ordre général de l'univers a prescrit aux peuples cultivateurs d'opérer leur circulation générale, il reste à parler des banques publiques de circulation que l'on voit liées à l'économie politique de quelques-uns de ces peuples.

Une banque publique de circulation est

une association que forment entr'eux, sous l'autorité du gouvernement, des individus d'un peuple cultivateur, dans la vue d'entreprendre sa circulation générale par le crédit, ou plutôt de substituer dans sa circulation générale leur crédit aux métaux précieux.

Dans les principes des banques publiques de circulation, leur crédit est continuellement réalisable à volonté, c'est-à-dire, tous ceux qui sont porteurs de leur crédit ont à tout instant le droit d'exiger d'elles les métaux précieux qu'il représente. Et de-là, il est clair qu'il est de l'essence de ces banques qu'elles ayent continuellement dans leurs mains autant de métaux précieux qu'elles ont de crédit dans la circulation, puisque nul crédit ne peut devenir réalisable à volonté sans cette condition.

Pour donner à leur crédit de la stabilité, et lui assurer la confiance, les banques publiques de circulation ont dû s'abstenir de toute entreprise accompagnée de risques, et par conséquent, susceptible de pertes; et c'est la raison pourquoi tout commerce,

excepté celui des matières d'or et d'argent, leur a généralement été interdit. Mais on conçoit facilement que le pouvoir de revêtir le papier de toute la valeur des métaux précieux, a dû devenir pour ces banques une source d'opérations lucratives; on n'en mentionnera que les plus importantes.

D'abord elles ont pu acheter les métaux précieux et en payer le prix avec leur crédit, et se procurer, par conséquent, l'avantage de pouvoir garder ces métaux morts dans leurs mains, sans souffrir pour cela aucune perte, puisque leur crédit ne devoit porter aucun intérêt.

Ensuite elles ont pu se charger de convertir en leur crédit, ou, comme on est dans l'usage de l'exprimer, d'escompter en leur crédit des crédits particuliers, et retirer de ces escomptes un intérêt, comme s'ils avoient eu lieu en métaux précieux.

Enfin elles ont pu faire en leur crédit des avances ou des prêts à leurs gouvernemens respectifs, avec le bénéfice du même intérêt que portent généralement des avances

ou des prêts effectués en métaux précieux.

Et c'est pour avoir pénétré ces profits dans les banques publiques de circulation, que des individus se sont déterminés à fonder ces banques dans quelques peuples cultivateurs; car accélérer par leur crédit la circulation générale de ces peuples, n'a été que la conséquence et non l'objet immédiat de leurs vues. Mais il est essentiel d'examiner d'abord de quelle solidité, et ensuite de quelle utilité ces établissemens ont pu être dans l'économie politique de l'espèce humaine.

D'après l'idée générale que l'on vient de donner de la nature et des opérations des banques publiques de circulation, il est clair que le crédit de ces banques se trouve continuellement assis sur trois différens genres de sûretés, sur les métaux précieux qu'elles gardent en dépôt, sur les crédits particuliers qu'elles escomptent, et sur le crédit des gouvernemens auxquels elles font des avances ou des prêts.

La première de ces trois sortes de sûretés répond parfaitement à un crédit réalisable à volonté; mais il est manifeste que les deux autres sortes de sûretés sont inconsistantes avec un pareil crédit, puisqu'il est impossible qu'un crédit dont la réalisation dépend et doit nécessairement être précédée de la réalisation d'un autre crédit non réalisable à volonté, puisse être réalisable à volonté lui-même.

Ainsi, pour que le crédit des banques publiques de circulation pût être tel qu'elles l'annoncent et qu'elles s'engagent si formellement à le maintenir, c'est-à-dire, réalisable à volonté, il faudroit nécessairement que ces banques tinssent continuellement en dépôt, non-seulement autant de métaux précieux qu'elles voueroient de crédit à les acquérir, mais encore autant qu'elles voueroient de crédit à escompter des crédits particuliers, et à faire des avances ou des prêts à leurs gouvernemens. Mais c'est ce qu'elles ne font jamais.

Car, comme elles ne s'attendent jamais à avoir à réaliser à-la-fois la totalité du crédit

qu'elles livrent à la circulation générale, et que, dans les circonstances ordinaires, l'expérience leur donne des notions assez probables de la proportion de ce crédit qu'elles peuvent avoir à réaliser annuellement, elles ne sont pas dans l'habitude de garder en dépôt beaucoup plus de métaux précieux qu'il n'en faut pour répondre à cette proportion. Et c'est de-là qu'émanent immédiatement leurs profits.

Dans les circonstances ordinaires, une banque publique de circulation peut donc long-tems fleurir, et procurer extrinsèquement à son crédit la plus grande confiance, sans être intrinsèquement un seul instant capable d'en convertir à-la-fois en métaux précieux plus qu'une foible proportion. Et s'il étoit possible que les banques publiques de circulation pussent se maintenir imperturbablement dans une telle situation, il deviendroit, pour ainsi dire, indifférent qu'elles fussent ou qu'elles ne fussent jamais capables d'être fidelles à l'universalité de leurs engagemens.

Mais on va voir que nulle banque publi-

que de circulation, établie dans un peuple cultivateur commerçant, ne peut se promettre une manutention continuellement aussi facile.

Il est manifeste que nul peuple cultivateur commerçant ne peut avoir la certitude de ne jamais éprouver des balances de commerce défavorables, puisque les balances de commerce sont toutes sans exception des résultats contingens, qu'il n'est au pouvoir d'aucun peuple cultivateur commerçant de déterminer à son gré.

Or, toutes les fois qu'un peuple cultivateur commerçant, dont la circulation générale est fondée sur le crédit d'une banque publique de circulation, éprouve une balance de commerce défavorable et nécessairement payable en métaux précieux, c'est naturellement à la banque à le mettre en état de s'en libérer, c'est-à-dire, à lui fournir pour cet effet, en totalité ou en plus grande partie, les métaux précieux nécessaires.

Car, comme les individus sur lesquels

tombe définitivement le paiement de la balance de commerce défavorable, ont à tout instant le droit de réaliser à la banque le crédit dont ils sont porteurs sur elle, il est naturel qu'ils préfèrent ce moyen d'obtenir les métaux précieux à celui de les acheter au marché, au risque de ne pas les trouver facilement, ou d'en hausser le prix par une trop grande concurrence.

Et si alors la banque ne se trouve pas avoir dans ses mains assez de métaux précieux pour répondre à la réalisation de cette quantité extraordinaire de son crédit, le besoin d'en avoir davantage, et le danger de multiplier ses embarras en se les procucurant avec son crédit, peuvent la réduire à la nécessité de vouer à leur acquisition une proportion quelconque des crédits particuliers qu'elle auroit escomptés, et de sacrifier ainsi une partie des profits qu'elle auroit retirés de ces escomptes.

Pour dépouiller graduellement la plus florissante banque publique de circulation de tous ses profits, et amener sur elle sa ruine, il ne faudroit donc rien de plus

qu'une suite de balances de commerce défavorables, pour le paiement desquelles elle auroit continuellement les métaux précieux à fournir. Et comme, par la nature du commerce extérieur, une suite de pareilles balances de commerce est continuellement possible dans tout peuple cultivateur commerçant, on voit à quels revers sont naturellement exposées les banques publiques de circulation par le seul fait du commerce extérieur, et abstraction faite d'une multitude d'autres causes qui peuvent subitement amener sur elles le discrédit.

L'existence contingente, et par conséquent l'instabilité de ces banques, auroient donc dû être elles seules une raison suffisante pour ne jamais les introduire dans l'économie politique de l'espèce humaine, puisque les raisons finales de l'univers en bannissent si expressément tout moyen précaire.

Mais ce n'est pas par cette raison seule que les banques publiques de circulation auroient dû être exclues de toute participation au développement de la prospérité

des peuples cultivateurs. On va prouver démonstrativement que ces banques ne sont pas même capables de remplir la plus essentielle condition de leur institution, celle de donner à leur crédit une solidité parfaite, c'est-à-dire, de le revêtir universellement de sa plus absolue propriété, du pouvoir de se réaliser en métaux précieux.

Dans l'ordre général de l'univers, le crédit public a dû continuellement être le représentant et jamais le substitut des métaux précieux dans l'économie politique de l'espèce humaine, puisque, dans les principes de cet ordre, ce n'est qu'avec l'intervention des métaux précieux, et non avec celle du simple papier, que les peuples cultivateurs ont dû devenir capables de donner à leur travail, dans l'agriculture et dans la manufacture, toute l'étendue possible.

Or, comme il est de toute évidence que le crédit public se seroit présenté sous la fonction de substitut, et non sous celle de représentant des métaux précieux dans l'économie politique de l'espèce humaine, s'il n'avoit pas été réalisable en ces métaux,

il est de toute certitude que le pouvoir de se réaliser en métaux précieux a dû être inséparable de tout crédit public fondé sur l'ordre général de l'univers.

Et cette importante distinction du crédit public, en représentant et en substitut des métaux précieux dans l'économie politique des peuples cultivateurs, détermine clairement celle du papier en papier crédit et en papier-monnoie dans la circulation générale de ces peuples, c'est-à-dire, le crédit public est papier crédit ou papier-monnoie, suivant qu'il est revêtu ou destitué du pouvoir de se réaliser en métaux précieux.

Ce n'est donc manifestement que comme papier crédit, que le crédit public peut rendre les peuples cultivateurs capables de conformer le développement de leur prospérité aux raisons finales de l'univers, puisque ce n'est qu'avec l'intervention artificielle des métaux précieux que ces peuples peuvent devenir capables de développer leur population, leur agriculture et leur

manufacture par des progrès non interrompus et continuellement croissans.

Et de-là, on voit combien ont été peu qualifiés pour leur haute station, et indignes de présider au développement des vues du Créateur sur la terre, ces imbéciles gouverneurs des peuples cultivateurs, qui ont cru pouvoir entreprendre la circulation générale de leurs peuples, et l'opérer avec succès par le papier-monnoie.

Mais être réalisable en métaux précieux, n'est pas encore tout ce qui distingue le papier crédit du papier-monnoie dans les raisons finales de l'univers; il faut, de plus, que le papier crédit se trouve continuellement revêtu, dans le plus haut degré de certitude, du pouvoir de se réaliser en métaux précieux, puisque c'est dans ce degré de certitude que tout attribut absolu doit exister dans la chose dont il détermine la nature.

Or, pour que le papier crédit se trouve continuellement revêtu, dans le plus haut degré de certitude, du pouvoir de se réaliser en métaux précieux, il faut, de toute né-

cessité, deux choses; la première, qu'il soit réalisable ou à volonté, c'est-à-dire, indistinctement tous les jours, ou à des jours distinctement énoncés; la seconde, que les métaux précieux qu'il représente soient actuellement prêts et déposés, ou immédiatement après son émission, ou avant les jours fixés à sa réalisation.

Car, si un papier crédit n'étoit réalisable ni indistinctement tous les jours, ni à des jours distinctement énoncés, il est clair que le pouvoir de se réaliser ne seroit pas certain en lui. Et si les métaux précieux qu'un papier crédit représente n'étoient actuellement prêts et déposés ni immédiatement après son émission, ni avant les jours fixés à sa réalisation, il est clair que le pouvoir de se réaliser n'existeroit pas en lui dans le plus haut degré de certitude.

Ainsi, tout papier crédit qui n'est réalisable ni indistinctement tous les jours, ni à des jours distinctement énoncés, ou dont les métaux précieux ne sont actuellement prêts et déposés ni immédiatement après son émission, ni avant les jours fixés à sa

réalisation, ne donne à ceux qui en sont porteurs qu'une certitude morale de pouvoir le réaliser. Et comme toute certitude morale n'est qu'une certitude probable, il est manifeste que moins les porteurs d'un papier crédit sont certains de pouvoir le réaliser, plus ce papier crédit approche de la nature de papier-monnoie.

Les conditions sous lesquelles on vient de présenter le papier crédit, étant celles que lui fixent nécessairement les raisons finales de l'univers dans l'économie politique de l'espèce humaine, c'est d'après ces règles absolues qu'on va déterminer la nature du papier crédit des banques publiques de circulation, et le degré de certitude que ce papier crédit est capable d'offrir à ceux qui en sont porteurs, qu'il sera en leur pouvoir de le réaliser.

Dans ses principes constitutifs, une banque publique de circulation livre trois sortes de papier crédit à la circulation générale, le papier crédit avec lequel elle achète des métaux précieux, celui avec lequel elle escompte des crédits particuliers, et celui

avec lequel elle fait des avances ou des prêts à son gouvernement; et son engagement est de les réaliser tous indistinctement à volonté.

Il est indubitable qu'il est au pouvoir d'une banque publique de circulation de contracter l'engagement de réaliser à volonté tout le papier crédit avec lequel elle achète des métaux précieux, puisqu'elle reçoit continuellement les métaux précieux que ce papier crédit représente immédiatement après son émission, et qu'elle peut, par conséquent, continuellement les tenir prêts et déposés dans ses mains.

Mais il n'est au pouvoir d'une banque publique de circulation de contracter l'engagement de réaliser à volonté, ni le papier crédit avec lequel elle escompte des crédits particuliers, ni celui avec lequel elle fait des avances ou des prêts à son gouvernement, puisqu'elle ne reçoit jamais les métaux précieux que ces deux sortes de papier crédit représentent immédiatement après leur émission, et qu'elle ne peut, par

conséquent, les tenir continuellement prêts et déposés dans ses mains.

Les crédits particuliers qu'une banque publique de circulation escompte, et les avances ou les prêts qu'elle fait à son gouvernement, lui sont généralement remboursés de trois manières, ou entièrement en son papier crédit, ou entièrement en métaux précieux, ou partie en métaux précieux et partie en son papier crédit.

Dans le premier cas, le papier crédit d'une banque publique de circulation se trouve réalisé naturellement; dans le second cas, elle reçoit les métaux précieux nécessaires pour le réaliser; dans le troisième, elle reçoit les métaux précieux nécessaires pour en réaliser une partie, et le reste se trouve réalisé naturellement. Et ce n'est définitivement que sur ces trois espèces de remboursemens que les banques publiques de circulation peuvent fonder la réalisation du papier crédit qu'elles vouent à escompter des crédits particuliers et à faire des avances ou des prêts à leurs gouvernemens.

Or, comme ces remboursemens n'ont jamais lieu immédiatement après l'émission du papier crédit à la réalisation duquel ils sont affectés, et que nulle banque publique de circulation ne se munit d'avance de tous les métaux précieux que représente le papier crédit qu'elle voue à escompter des crédits particuliers et à faire des avances ou des prêts à son gouvernement, puisque c'est de cette infidélité que lui viennent ses profits; il est de toute certitude que nulle banque publique de circulation ne peut contracter l'engagement de réaliser à volonté tout le papier crédit qu'elle livre à la circulation générale, sans s'engager à plus que, dans l'ordre naturel des choses, il n'est en son pouvoir de faire.

Ainsi, c'est témérairement et par un engagement illusoire qu'une banque publique de circulation promet de réaliser à volonté tout le papier crédit qu'elle livre à la circulation générale, puisque, pour oser faire une pareille promesse à tous les porteurs de son papier crédit, il faut nécessairement qu'elle suppose qu'ils ne s'en prévaudront

jamais dans des proportions qui excéderoient ses moyens présens, et, par conséquent, qu'elle suppose ce qui ne peut jamais être certain.

Et de-là, on voit clairement qu'il est impossible que les porteurs du papier crédit d'une banque publique de circulation puissent avoir plus qu'une certitude morale qu'il sera en leur pouvoir de le réaliser à volonté, puisque, pour pouvoir s'attendre à une telle réalisation, il faut de toute nécessité qu'il ne leur arrive jamais de l'exiger à-la-fois dans une trop grande concurrence. Et c'est certainement déjà un grand vice que présente le papier crédit des banques publiques de circulation.

Mais un vice plus grand encore que présente le papier crédit de ces banques, c'est que la plus grande partie de ceux qui en sont porteurs ne peuvent pas même avoir plus qu'une certitude morale qu'il sera en leur pouvoir de le réaliser, puisque nulle banque publique de circulation ne peut avoir une certitude absolue que les crédits particuliers qu'elle escompte et les engage-

mens que contracte avec elle son gouvernement, lui seront dans tous les tems fidèlement réalisés.

Dans tout peuple cultivateur qui fonde le développement de sa prospérité sur le commerce extérieur, c'est directement ou indirectement dans ce commerce que les individus puisent leurs fortunes, et le gouvernement son revenu public; et c'est ensuite de leurs fortunes que les individus dérivent leur crédit, comme le gouvernement dérive le sien de son revenu public.

Ainsi, fonder la réalisation d'un papier crédit sur les crédits particuliers des individus et le crédit du gouvernement d'un peuple cultivateur commerçant, c'est nécessairement donner à cette réalisation un fondement aussi incertain que l'est des fortunes des individus et du revenu public d'un gouvernement le commerce extérieur.

Et de-là, il est manifeste que nul papier crédit ne peut se trouver revêtu, dans le plus haut degré de certitude, du pouvoir de se réaliser, s'il ne se trouve pas détaché

de toute connexion avec les vicissitudes et les revers du commerce extérieur. Et c'est pour avoir senti cette vérité qu'on s'est déterminé à interdire ce commerce aux banques publiques de circulation.

Mais avoir interdit le commerce extérieur aux banques publiques de circulation, et cependant avoir permis à ces banques de fonder la réalisation de leur papier crédit sur les crédits particuliers et le commerce des autres, c'est manifestement avoir défait d'une main ce qu'on avoit sagement établi de l'autre.

Et si d'une pareille inconsistance n'a pas nécessairement résulté l'avilissement du papier crédit des banques publiques de circulation dans l'opinion des hommes, c'est dans un artifice de ces banques qu'il faut en chercher la raison, c'est-à-dire, dans le faux engagement qu'elles ont osé contracter de réaliser à volonté tout le papier crédit qu'elles livreroient à la circulation générale.

Car il est clair que l'unique engagement qu'il étoit au pouvoir d'une banque publique

de circulation de contracter de bonne-foi, c'étoit de réaliser à volonté le papier crédit qu'elle voueroit à acheter des métaux précieux, et de réaliser tout le reste immédiatement après les jours fixés au remboursement des crédits particuliers qu'elle auroit escomptés, et des avances ou des prêts qu'elle auroit faits à son gouvernement, puisque cet engagement étoit le seul qui pouvoit être consistant avec l'ordre naturel de ses moyens.

Mais, comme alors les banques publiques de circulation auroient mis trop clairement à découvert le fondement incertain sur lequel auroit porté la réalisation de la plus grande partie de leur papier crédit, il a bien fallu qu'elles eussent recours à l'imposante promesse de le réaliser universellement à volonté, puisque ce n'étoit que de cette seule manière qu'elles pouvoient lui donner l'apparence d'être indépendant des événemens, et de n'avoir continuellement le principe de sa réalisation qu'en lui-même.

Sous tel point de vue qu'on puisse donc considérer le papier crédit des banques pu-

bliques de circulation, on ne le trouve revêtu d'aucune des conditions qu'exigent, d'une manière si absolue dans tout papier crédit, les raisons finales de l'univers, puisqu'il n'est réalisable dans le plus haut degré de certitude, ni à volonté, ni dans aucun tems, et qu'on ne découvre en lui, pour toute solidité, que celle qu'il peut tirer, d'un côté, d'une conduite continuellement circonspecte dans ceux qui gouvernent ces banques, et, de l'autre, d'un concours continuel de circonstances favorables, et, par conséquent, d'un fondement purement précaire.

On voit donc combien il étoit déjà insensé aux yeux de la raison, et criminel dans l'ordre général de l'univers, de fonder sur un papier crédit d'une solidité aussi mal assurée, la plus importante et la plus sérieuse opération de l'économie politique, la circulation générale; cette base fondamentale sur laquelle portent immédiatement les plus grands intérêts de l'espèce humaine et l'ordre moral entier de la terre.

Mais la solidité précaire du papier crédit

des banques publiques de circulation n'est pas encore tout ce que ces banques montrent d'imparfait dans leur institution ; car elles n'en auroient pas moins été des moyens impuissans dans l'économie politique, et, par conséquent, faux dans l'ordre général de l'univers, quand même elles auroient été capables de revêtir leur papier crédit, dans le plus haut degré de certitude, du pouvoir de se réaliser. Et c'est ce qu'il reste à prouver.

S'il est de toute certitude que ce n'est qu'avec l'intervention du crédit public que les peuples cultivateurs peuvent devenir capables de développer leur subsistance, leur population et leurs besoins artificiels dans une progression non interrompue et continuellement croissante, il est de toute évidence que la puissance du crédit public dans l'économie politique de ces peuples, a dû être à-la-fois illimitée et indépendante.

Car il est manifeste que nul peuple cultivateur n'auroit pu se promettre d'un crédit public limité, des progrès continuellement croissans, ni d'un crédit public dépendant,

des progrès non interrompus dans le développement de sa circulation générale, et, par conséquent, de sa subsistance, de sa population et de ses besoins artificiels.

Ainsi, tout crédit public dont la puissance est nécessairement ou circonscrite dans des limites, ou dépendante de circonstances quelconques, est un crédit public faux dans l'ordre général de l'univers, puisqu'il ne peut rendre aucun peuple cultivateur capable de conformer le développement de sa subsistance, de sa population et de ses besoins artificiels aux intentions du Créateur.

Pour prouver que le crédit des banques publiques de circulation est un crédit faux dans l'ordre général de l'univers, il ne faut donc rien de plus que prouver qu'il n'est susceptible ni d'une puissance illimitée, ni d'une puissance indépendante. Et cette vérité va être mise dans le jour le plus clair.

Dans la totalité du papier crédit que les banques publiques de circulation livrent à la circulation générale dans les circons-

tances ordinaires, la plus petite partie est celle qu'elles vouent à acheter des métaux précieux, et la plus grande celle qu'elles vouent à escompter des crédits particuliers, parceque leur intérêt continuel est d'acheter le moins de métaux précieux, et d'escompter le plus de crédits particuliers possibles. Et voici comment ces deux sortes de papier crédit agissent sur la circulation générale des peuples cultivateurs.

Par le papier crédit que les banques publiques de circulation vouent à acheter des métaux précieux, elles ne donnent aucun accroissement, mais simplement plus de vîtesse à la circulation générale, puisqu'elles en retranchent précisément autant de métaux précieux qu'elles y mettent de leur papier crédit, et que, dans les vrais principes de l'économie politique, des accroissemens dans la circulation générale exigent nécessairement des accroissemens, soit naturels, soit artificiels, dans la masse des métaux précieux.

Mais par le papier crédit que les banques publiques de circulation vouent à escompter

des crédits particuliers, elles donnent tout-à-la-fois, et plus de vîtesse, et des accroissemens à la circulation générale, puisque c'est sans lui enlever des métaux précieux qu'elles y mettent tout ce papier crédit.

Il est donc indubitable que les banques publiques de circulation auroient été capables de donner des accroissemens non interrompus et continuellement plus grands à la circulation générale des peuples cultivateurs, si les individus de ces peuples avoient été capables de donner de pareils accroissemens à leurs crédits particuliers; mais c'est ce qui n'est ni ne peut jamais être possible dans aucun peuple cultivateur commerçant.

Car, comme, dans tout peuple cultivateur commerçant, les crédits particuliers des individus émanent, immédiatement ou médiatement, du commerce extérieur, il est clair qu'ils sont nécessairement exposés aux mêmes vicissitudes auxquelles est, par sa nature, sujet ce commerce, et qu'ils doivent, par conséquent, comme lui, tantôt

avancer, et tantôt décliner, s'arrêter et rétrograder dans leurs progrès.

Il est donc évident qu'il n'est au pouvoir d'aucune banque publique de circulation d'escompter une plus grande proportion de crédits particuliers, ni, par conséquent, de mettre une plus grande proportion de papier crédit dans la circulation générale d'un peuple cultivateur commerçant, que ne le détermine le commerce extérieur.

Et comme le commerce extérieur détermine aussi nécessairement la circulation générale de tout peuple cultivateur qui développe par lui sa prospérité, puisque, dès ce moment, il én fait le principe actif de son économie politique, il est manifeste que, dans aucun peuple cultivateur commerçant, il n'est au pouvoir d'une banque publique de circulation d'escompter plus de crédit particulier que ne le détermine la circulation générale.

Ainsi, avant qu'une banque publique de circulation puisse être en état de faire des progrès dans l'émission de son papier cré-

dit, il faut, de toute nécessité, que le peuple cultivateur commerçant dans lequel elle existe, en ait actuellement fait dans sa circulation générale ; et du moment où un peuple cultivateur commerçant décline, s'arrête ou rétrograde dans sa circulation générale, il faut de toute nécessité que sa banque décline, s'arrête ou rétrograde dans l'émission de son papier crédit.

Le crédit des banques publiques de circulation n'est donc manifestement que le déterminé et non le déterminant de la circulation générale des peuples cultivateurs, puisqu'il dépend d'elle d'une manière si absolue, qu'il est impossible qu'il puisse franchir les limites précises qu'elle lui fixe, sans que, dans l'instant même, elle ne le rejette de son sein comme un pur rebut.

Cette indubitable vérité, qu'on auroit pu aussi apprendre de l'expérience seule, prouve donc démonstrativement que les banques publiques de circulation sont non-seulement infiniment loin de pouvoir opérer des progrès non interrompus et continuellement croissans dans la circulation générale

des peuples cultivateurs, mais qu'il n'est pas même en leur pouvoir de donner de leur propre chef à la circulation de ces peuples le moindre accroissement réel, puisqu'elles ne sont que des établissemens passifs dans l'économie politique.

Ainsi, tout ce qu'un peuple cultivateur peut attendre dans son économie politique d'une banque publique de circulation, se réduit au seul avantage de pouvoir opérer sa circulation avec plus de célérité, et, par conséquent, avec l'intervention d'une masse de métaux précieux d'autant moins grande; et encore les banques publiques de circulation ne servent-elles les peuples cultivateurs à cet égard, que d'une manière très-imparfaite, puisque ce n'est continuellement qu'à leurs propres intérêts, et jamais directement à ceux de ces peuples, qu'elles cherchent à ajuster l'émission de leur papier crédit.

Tel étant le crédit des banques publiques de circulation, on voit combien sont impuissans, dans l'ordre général de l'univers, les secours que ces banques sont capables d'offrir aux peuples cultivateurs dans

le développement de leur prospérité, et combien est exagérée et chimérique l'opinion qu'on s'est formée de l'importance de ces établissemens dans l'économie politique.

Satellites absolus du commerce extérieur, les banques publiques de circulation ne sont capables de rien de plus, que de marcher servilement sur les traces de ce commerce, de s'identifier avec toutes ses irrégularités, et de donner seulement un peu plus de vîtesse à la circulation désordonnée que lui doivent les peuples cultivateurs. Voilà à quoi se bornent les fonctions de ces banques dans l'économie politique de tout peuple cultivateur commerçant.

Mais les banques publiques de circulation sont non-seulement des moyens impuissans dans l'économie politique, par le peu de bien qu'elles sont capables de faire aux peuples cultivateurs; elles sont, de plus, des moyens criminels dans l'ordre général de l'univers, par le mal qu'elles n'ont que trop souvent fait à ces peuples.

Car ce sont ces banques qui ont facilité la

multiplication des emprunts publics dans les peuples cultivateurs, en associant leur crédit au faux crédit public des gouverneurs de ces peuples, et se rendent ainsi complices de tous les désordres auxquels ces emprunts ont donné lieu dans l'économie politique. C'est à sa banque que l'Angleterre doit son immense dette, puisque, sans l'assistance de cette banque, le gouvernement de cette nation n'auroit jamais pu devenir capable de réaliser tant d'emprunts ruineux, ni, par conséquent, tant d'entreprises destructives de toute vraie prospérité.

Des Conquêtes.

Sous son ordre physique, l'univers est un système actuellement parfait, puisque les êtres qu'il embrasse sous cet ordre sont tous nécessairement forcés de remplir les fins de leur nature. Sous son ordre moral, au contraire, l'univers n'est qu'un système parfait possible, puisque les êtres qu'il embrasse sous cet ordre ne sont pas nécessairement forcés, mais seulement capables de remplir la fin de leur nature.

La raison finale générale de l'univers doit donc nécessairement tenir à son ordre moral immédiatement, et seulement médiatement à son ordre physique. Car, comme, sous son ordre physique seul, l'univers n'auroit été qu'une pure machine sans êtres libres ni intelligens, il est clair qu'il n'auroit pu offrir aucune raison finale générale, puisqu'il n'auroit pu exister que pour la seule contemplation du Créateur, et que le Créateur n'avoit besoin, pour se former une idée de sa suprême intelligence et de sa suprême puissance, ni de les réaliser, ni de les contempler hors de lui.

Il est donc manifeste que ce n'est que sous un système parfait possible, et non sous un système actuellement parfait, que l'univers a pu devenir susceptible d'une raison finale générale. Car, si les êtres intelligens de l'univers étoient sortis des mains du Créateur aussi nécessairement parfaits, c'est-à-dire, aussi nécessairement forcés de remplir la fin de leur nature que le sont les êtres inanimés et les animaux, il est évident que l'univers n'auroit encore été

qu'une pure machine sans raison finale générale, puisque le Créateur n'auroit encore pu s'y proposer rien de plus que de déployer pour lui seul des perfections qu'il pouvoit continuellement se représenter aussi distinctement au-dedans de lui-même.

Ainsi, pour que l'univers ne formât pas un système actuellement parfait, il a nécessairement fallu que les êtres intelligens sortissent des mains du Créateur imparfaits; et pour que l'univers formât un système parfait possible, il a nécessairement fallu que les êtres intelligens sortissent des mains du Créateur avec le pouvoir de se perfectionner librement eux-mêmes. Et l'un et l'autre ont nécessairement résulté de l'incorporation de l'ordre moral dans l'ordre physique de l'univers.

Car c'est à leurs organisations matérielles, et, par conséquent, à leur incorporation dans l'ordre physique de l'univers, que les êtres intelligens doivent leur imperfection; et c'est aussi dans leurs organisations matérielles, et dans le système physique de l'univers, que le Créateur présente

aux êtres intelligens les plus infaillibles moyens de développer en eux librement toute leur perfection possible.

L'ordre moral est donc manifestement l'ordre principal de l'univers, puisque ce n'est que sous cet ordre seul que le Créateur a pu assigner à l'univers une raison finale générale digne de sa suprême sagesse. Et l'ordre physique de l'univers ne doit être considéré que comme un simple accessoire à son ordre moral, puisque le Créateur ne l'a introduit dans son plan que dans l'unique vue que tout ne fût pas nécessairement parfait, et n'existât, par conséquent, que pour lui seul dans l'univers.

Ce n'est donc aussi que par la perfection de son ordre moral que l'univers peut répondre à sa raison finale générale, telle qu'elle puisse être. Car la plus invincible preuve que l'univers a une raison finale générale, c'est que rien n'est ni n'arrive dans ce merveilleux système, sans avoir une raison finale particulière, et qu'il est impossible que les raisons finales particulières de l'univers puissent ne pas être subordonnées,

et, par conséquent, ne pas tendre et aboutir à une raison finale générale.

Or, comme l'univers ne peut tenir la perfection de son ordre moral que de celle des êtres intelligens qu'il embrasse sous cet ordre, et qu'il est impossible qu'il puisse tendre à sa raison finale générale, autrement que par ses raisons finales particulières, il est manifeste que ce n'est aussi qu'en conformant leurs actions invariablement aux raisons finales particulières de l'univers, que les êtres intelligens peuvent porter la perfection dans son ordre moral.

Mais de ce grand principe dans l'ordre moral de l'univers, ne résulte-t-il pas que le Créateur n'a donné à la perfection de cet ordre, et, par conséquent, à la raison finale générale de l'univers, qu'un fondement incertain et précaire, puisque, loin d'avoir forcé les êtres intelligens à conformer leurs actions aux raisons finales particulières de l'univers, il leur a laissé, au contraire, la plus absolue liberté d'assigner eux-mêmes à leurs actions telles raisons finales qu'il leur plairoit? Une imperfection aussi mons-

trueuse n'a pu exister dans le système de l'univers.

Pour produire un univers digne de lui, le Créateur a dû nécessairement y placer des êtres libres, puisque, sans êtres libres, l'univers auroit été destitué de toute raison finale générale ; et pour introduire des êtres libres dans l'univers, le Créateur a dû nécessairement leur laisser le choix de conformer ou d'opposer leurs actions aux raisons finales particulières de l'univers, puisque nul être destitué de ce choix dans l'univers n'est un être libre.

De-là, il est donc manifeste que le pouvoir d'opposer leurs actions aux raisons finales particulières de l'univers, ou, ce qui est la même chose, le pouvoir de porter l'imperfection dans l'ordre moral de l'univers a dû nécessairement former le plus absolu attribut des êtres intelligens, pour que le Créateur ait pu avoir un motif digne de lui de produire l'univers.

Mais, comme n'être jamais inconsistant avec lui-même est l'éminente prérogative

du Créateur et l'immédiate conséquence de ses suprêmes perfections, il faut nécessairement que, dans son plan, il ait su assurer à l'ordre moral de l'univers sa perfection au milieu de tous les abus que feroient de leur liberté les êtres intelligens, puisqu'il est impossible qu'il ait pu ne pas vouloir obtenir avec certitude ce qu'il s'est si formellement proposé en produisant l'univers.

Car s'il avoit dépendu des êtres intelligens de porter l'imperfection d'une manière absolue dans l'ordre moral de l'univers, il est manifeste que l'univers n'auroit été dans ses raisons finales particulières, comme dans sa raison finale générale, qu'un système illusoire, et, par conséquent, infiniment plus indigne du Créateur que ne l'auroit été un univers purement matériel, c'est-à-dire, uniquement composé d'êtres inanimés et d'animaux.

L'univers, il est vrai, a dû naturellement recevoir la perfection de son ordre moral des êtres intelligens qu'il embrasse dans son système. Mais tel parfait qu'eût été l'ordre moral de l'univers, si les êtres intelli-

gens n'avoient jamais opposé leurs actions à ses raisons finales, il est manifestement encore parfait, lorsque rien d'imparfait n'y peut subsister d'une manière permanente, et qu'il se purifie continuellement de tout ce que les êtres intelligens y introduisent d'impur, en les soumettant à des expiations proportionnées à l'impiété de leurs audacieuses entreprises.

Car les raisons finales particulières de l'univers sont ce que l'univers a de plus sacré dans son système, puisqu'elles sont la plus indubitable, la plus précise et la plus solennelle révélation des volontés du Créateur; et les contrarier, c'est nécessairement introduire dans l'univers le plus grand désordre dont il puisse être susceptible, puisque c'est le contrarier dans sa raison finale générale.

Or, comme il est de toute impossibilité que le Créateur ait pu vouloir que l'univers, qu'il a produit si parfait sous son ordre physique, ne fût qu'un système d'imperfections sous son ordre moral, il faut, de toute nécessité, qu'il soit entré dans son plan d'as-

sujettir la transgression des raisons finales particulières de l'univers à des réparations proportionnées à leur importance dans l'ordre général de ses vues, puisque ce n'est que de cette seule et unique manière qu'il a pu continuellement rendre vains les attentats des êtres intelligens contre l'ordre moral de l'univers, et lui assurer sa perfection dans tous les cas.

L'ordre physique de l'univers offre la plus convaincante preuve de la réalité de cette sévère sanction dont le Créateur a revêtu et a dû nécessairement revêtir ses raisons finales, puisqu'il est de toute certitude qu'il n'est au pouvoir des êtres intelligens de transgresser impunément aucune des raisons finales particulières sur lesquelles le Créateur a fondé l'économie de leurs organisations matérielles. Et si l'univers punit si irrémissiblement toute transgression de ses raisons finales particulières sous son ordre physique et purement secondaire, avec combien plus d'irrémission n'en doit-il pas venger le mépris sous son ordre moral et primaire ?

Tout ce qu'on vient de dire de l'univers en général s'applique en particulier à la terre. Le Créateur a placé sur la terre un être intelligent sous une organisation animale, dans la vue qu'il ne fût d'abord rien de plus sur cette planète qu'un être intelligent possible, et il lui a donné à remplir la même destination qu'il a prescrite à tous les autres êtres intelligens sortis de ses mains sous des organisations matérielles, celle de conformer ses actions lui-même librement aux raisons finales particulières de l'univers. Et cet être intelligent de la terre est appelé homme.

Ainsi, le plus essentiel soin de l'homme a dû être de développer en lui son intelligence possible, puisque, pour pouvoir conformer ses actions lui-même librement aux raisons finales particulières de l'univers, il a dû avant toutes choses être capable de les pénétrer, et que ce n'est qu'avec le secours de son intelligence qu'il a pu s'élever à cette connoissance.

Et le plus essentiel soin du Créateur, en liant l'homme à une organisation animale,

et par elle à l'ordre physique de la terre, a dû être de lui offrir, dans cette organisation et dans tout le reste du système physique de la terre, les moyens nécessaires pour le rendre capable de développer en lui toute l'intelligence dont il avoit besoin pour pénétrer les raisons finales particulières de l'univers, auxquelles il avoit à conformer ses actions.

On a vu, dans le cours de cet ouvrage, avec quelle attention le Créateur a pourvu à tout ce qui devoit rendre l'homme capable de répondre aux grandes vues dans lesquelles il l'a placé sur la terre, et combien il seroit devenu facile à l'espèce humaine d'avoir sur cette planète sa glorieuse part à la perfection de l'ordre moral de l'univers, si elle n'avoit jamais été contrariée dans sa tendance naturelle vers cette sublime destination.

Car du seul penchant de se propager que le Créateur a gravé si profondément dans l'organisation animale de l'homme, devoient naturellement résulter d'elles-mêmes, d'abord sa multiplication sur la terre, en-

suite la multiplication de ses besoins artificiels, et enfin celle de son intelligence; et son intelligence, ainsi développée, devoit lui révéler, de la manière la plus claire, les raisons finales particulières de l'univers qu'il avoit à prendre pour règles de ses actions.

Mais, comme, dans l'ordre général de l'univers, l'espèce humaine a dû nécessairement se réunir en sociétés pour pouvoir devenir capable de développer sa population, ses besoins artificiels et son intelligence dans cet enchaînement naturel, et que ce développement a dû nécessairement s'opérer dans chacune de ses sociétés avec l'intervention et sous la suprême direction d'un gouvernement; il est manifeste qu'il n'a pas été en son pouvoir de développer sa population, ses besoins artificiels et son intelligence, autrement que comme le voudroient ses gouverneurs.

Car, dans son plan, le Créateur n'a gardé et n'a dû garder immédiatement dans ses mains que le gouvernement de l'ordre physique de la terre, parce que ce n'est que

sous cet ordre seul que tout a dû nécessairement être parfait sur cette planète ; et c'est à des gouverneurs intermédiaires entre lui et l'espèce humaine, qu'il a commis le soin de perfectionner en son nom tout ce qu'il a dû nécessairement laisser imparfait dans l'homme.

Ainsi, ce sont ces gouverneurs intermédiaires entre le Créateur et l'homme qui ont dû être responsables à l'univers de tous les obstacles que l'espèce humaine rencontreroit dans le développement naturel de sa population, de ses besoins artificiels et de son intelligence, puisque ce n'est que par eux seuls qu'elle a pu être contrariée dans ce développement.

Car, en plaçant dans leurs mains le gouvernement de l'ordre moral de la terre, le Créateur n'a entendu leur confier ce sacré dépôt qu'à deux conditions absolues ; la première, qu'ils s'efforceroient continuellement à devancer tous les autres hommes dans le développement de leur intelligence, et, par conséquent, dans leur capacité à pénétrer les raisons finales particulières de

l'univers; la seconde, qu'ils ne se permettroient jamais de gouverner l'espèce humaine sur d'autres raisons finales que celles que leur traceroit l'univers.

Ce n'est donc aussi qu'en remplissant continuellement ces deux grandes obligations, que les gouverneurs de l'espèce humaine ont dû pouvoir se regarder et se faire regarder sur la terre comme les représentans du Créateur dans le gouvernement de cette planète ; et à tels autres titres qu'ils ayent pu se revêtir aux yeux des hommes de ce caractère sacré, aux yeux du Créateur ils n'en ont été que les usurpateurs.

Car être incapable de pénétrer les raisons finales particulières de l'univers, auxquelles l'espèce humaine a dû nécessairement conformer ses actions pour porter la perfection dans l'ordre moral de la terre, c'est, aux yeux du Créateur, être indigne de la gouverner; et la gouverner arbitrairement sur d'autres raisons finales que celles de l'univers, c'est, par le plus audacieux attentat, usurper sur le Créateur le gouvernement de la terre.

Cependant, tels ont été, dans tous les tems, les gouverneurs de l'espèce humaine universellement sur toute la terre, et sans excepter une seule des innombrables sociétés dans lesquelles elle s'est réunie sous tant de modes différens, comme ses malheureuses annales ne l'ont que trop prouvé jusqu'à ce jour.

Les bien-intentionnés se sont continuellement persuadés que le Créateur, en leur confiant le gouvernement de la terre, ne s'étoit reposé, pour la perfection de l'ordre moral de cette planète, que sur les moyens que leur suggéreroit leur propre intelligence, et n'ont jamais su se convaincre que sa suprême sagesse leur avoit donné à cet égard, dans les raisons finales particulières de l'univers, les plus formelles instructions.

Les pervers ont osé imaginer que l'espèce humaine n'avoit dû exister sur la terre que pour être servilement assujettie à leurs propres vues, telles qu'il leur plairoit de les former, et n'ont voulu voir dans l'univers, ni Créateur, ni ordre moral, ni raisons finales.

Et c'est ainsi que les uns dans leur ignorance, et les autres dans leur perversité, n'ont cessé, au lieu de représenter, de déshonorer le Créateur sur la terre; les premiers, en laissant perpétuellement l'espèce humaine dans un état abject; et les derniers, en forçant sur elle tous les malheurs et tous les crimes possibles. Et les plus pervers de tous ont été ceux qu'on a désignés sous le nom de conquérans.

Car le crime de ces gouverneurs de l'espèce humaine n'a pas seulement été, comme celui des autres, de la contrarier ou mal seconder dans le développement de sa population, de ses besoins artificiels et de son intelligence; mais de l'enlever à toutes les vues du Créateur pour s'emparer d'elle en maîtres absolus, et la dresser pour leurs propres vues à tous les forfaits possibles; voilà comment ils ont osé la gouverner. Et la plus évidente preuve que tout a dû être libre dans l'ordre moral de l'univers, c'est qu'il ait pu exister sur la terre des hommes aussi exécrables.

Ces hommes exécrables ont même osé

ajouter à leurs crimes celui de s'en glorifier, de se placer au premier rang parmi les gouverneurs de la terre, et de regarder leurs noms comme les seuls dignes d'être conservés dans les fastes de cette planète. Mais on va voir quels monstres ils ont été dans l'univers.

Dans l'ordre général de l'univers, l'homme et la terre sont sortis des mains du Créateur informes, mais capables, par le développement de leurs pouvoirs, l'un de s'élever au plus sublime rang, et l'autre de se couvrir de splendeur et de magnificence. Et c'est sur ce double développement des pouvoirs de l'homme et de la terre, que le Créateur a fondé le système entier de ses vues sur cette planète.

Le développement des pouvoirs de l'espèce humaine a dû embrasser toute la population, tous les besoins artificiels et toute l'intelligence dont elle est susceptible; le développement des pouvoirs de la terre a dû consister dans la réalisation de toute la subsistance que cette planète est capable de produire, et de tous les usages auxquels ses

choses sont applicables; et du seul développement de la population de l'espèce humaine a dû naturellement résulter le développement de tous ses autres pouvoirs, comme du développement de tous ses pouvoirs a dû naturellement résulter le développement de tous les pouvoirs de la terre.

Ces grandes vérités, qu'on découvre si clairement dans le système général de l'univers, offrent dans leur enchaînement la preuve démonstrative que le Créateur a définitivement fondé toutes ses vues, dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique de la terre, sur le développement indéfini de la population de l'espèce humaine.

Et ces vues du Créateur, que l'espèce humaine a dû devenir capable de réaliser par un moyen aussi simple que l'est le développement de sa population, ont été de la combler, sur la terre, des plus précieux biens, tant sous sa nature animale, que sous sa nature divine, c'est-à-dire, de la faire jouir sous sa nature animale de toutes les nécessités, de toutes les commodités et de

tous les agrémens de la vie, et de la rapprocher de lui sous sa nature divine.

Car, comme, dans son plan, l'espèce humaine n'a dû avoir rien de plus à faire pour multiplier indéfiniment, d'un côté, ses besoins artificiels et son intelligence, et, de l'autre, la subsistance possible de la terre et les usages possibles des choses de cette planète, que de se multiplier indéfiniment elle-même, il est évident que le développement indéfini de sa population a dû naturellement la conduire au plus grand bien-être physique sous sa nature animale, et à la plus grande intelligence sous sa nature divine.

Dépeupler et dévaster la terre, est donc manifestement détruire les vues du Créateur sur cette planète jusques dans leurs premiers fondemens, et, par conséquent, dérober à l'espèce humaine, par le plus sacrilége vol, son suprême bien-être dans l'ordre physique, et son sublime rang dans l'ordre moral de l'univers.

Et comme dépeupler et dévaster la terre

est l'immédiate fin et l'inséparable conséquence de toute guerre, il est de toute évidence que le plus absolu de tous les devoirs que le Créateur a imposés aux gouverneurs de l'espèce humaine, et, par conséquent, celui dont il doit nécessairement avoir assujetti la transgression aux plus irrémissibles réparations, c'est de maintenir inviolablement la paix sur la terre, puisque ce n'est qu'à cette seule et unique condition qu'il a pu former ses bienfaisantes vues sur cette planète.

On voit donc ce que sont, aux yeux du Créateur, les gouverneurs conquérans de l'espèce humaine, et sur la terre, et dans l'univers. Les plus scélérats des hommes, voilà ce qu'ils sont sur la terre, puisqu'en dépeuplant et dévastant cette planète, ils accumulent nécessairement sur leurs têtes tous les crimes que l'homme a dû avoir la funeste liberté de pouvoir commettre. Et les plus scélérats des êtres, voilà ce qu'ils sont dans l'univers, puisqu'en détruisant les vues du Créateur sur la terre jusques dans leurs premiers fondemens, ils ravis-

sent à l'univers la part de cette planète à la perfection de son ordre moral.

Et comme si tant d'énormes crimes n'étoient pas encore assez, ou plutôt pour ne pas laisser un seul crime possible sans le commettre, on voit ces fléaux de la terre et de l'univers s'en permettre un dont la monstrueuse impiété fait frémir d'horreur; celui de se jouer du Créateur, et de l'insulter au point de réclamer son assistance dans la destruction de ses vues, et de lui adresser dans leurs succès, comme à la cause première de leurs triomphes sur lui, les plus solennels hommages de gratitude.

Tels abominables monstres sont et ont été dans tous les tems les gouverneurs conquérans de l'espèce humaine. Mais comme ces sacriléges brigands de la terre n'ont pas tous attaché à leurs crimes les mêmes vues, on va les distinguer en deux classes générales.

Dans la première classe de ces monstres doivent être placés ceux qui, dans leurs conquêtes, n'ont eu pour tout objet que de

se procurer les moyens d'en entreprendre continuellement de nouvelles, c'est-à-dire, de gagner et de dresser continuellement des bandes plus grandes de brigands pour dépeupler, dévaster et s'approprier la terre entière, s'ils le pouvoient.

Ainsi, étouffer dans l'homme les penchans et les pouvoirs sublimes avec lesquels il est sorti des mains du Créateur, pour forcer sur lui à leur place des penchans et des pouvoirs semblables à ceux des plus féroces bêtes, et se donner par-là artificiellement, et sans s'embarrasser de la prospérité de leurs peuples, une puissance redoutable; voilà l'unique fin à laquelle les conquérans de cette classe ont subordonné toutes les déterminations de leur économie politique.

On a vu, il est vrai, des conquérans de cette classe vouloir entreprendre à côté de leurs conquêtes le développement de la prospérité, c'est-à-dire, de la population, de l'agriculture et de la manufacture de leurs peuples, dans la vue de multiplier, par ce moyen, leur revenu public, et, par conséquent, leur destructive puissance.

Mais l'expérience leur a appris combien ont été vains leurs efforts à cet égard.

Aussi stupides que l'ont été jusqu'ici universellement tous les autres gouverneurs de l'espèce humaine, ils n'ont pas été plus capables de comprendre que, dans les immuables décrets du Créateur, il a dû être de toute impossibilité de rien effectuer avec un succès réel, ni dans l'ordre moral, ni dans l'ordre physique de la terre, contre les raisons finales de l'univers, et qu'il ne seroit, par conséquent, au pouvoir d'aucun peuple de la terre de prospérer sous des gouverneurs qui violeroient cette suprême loi du Créateur, et ne combineroient leur économie politique que sur des raisons finales contraires à celles de l'univers.

Dans les raisons finales de l'univers, nul peuple cultivateur ne peut devenir capable de prospérer solidement, si, d'un côté, ses agriculteurs et ses manufacturiers ne sont pas des hommes parfaitement libres, et si, de l'autre, il n'opère pas le développement de sa prospérité avec l'intervention d'un

crédit public parfait, comme on l'a suffisamment démontré.

Ainsi, toute prospérité qui n'est pas fondée sur ces deux conditions absolues, est et ne peut être qu'une prospérité fausse, méprisable et indigne de l'espèce humaine, puisqu'il faut, de toute nécessité, qu'elle reste continuellement à une distance infinie de celle que le Créateur a pris tant de soin de préparer lui-même aux peuples de la terre, et pour la jouissance de laquelle il leur a donné des titres et des droits si sacrés sur leurs gouverneurs.

Or, il est manifeste qu'il est de toute impossibilité qu'aucun peuple cultivateur de la terre puisse avoir ses agriculteurs et ses manufacturiers libres sous des gouverneurs dont l'économie politique entière n'est qu'un système de contraintes et de violences, et qui, dans leurs destructives vues, ont nécessairement besoin de réduire continuellement à la vile condition d'esclaves la fleur et l'élite de leurs hommes, ni qu'aucun peuple cultivateur de la terre puisse devenir susceptible d'un crédit public quelconque

sous des gouverneurs aux yeux desquels nulle propriété n'est sacrée, et dont l'économie politique entière n'est qu'un système de vols et de rapines.

Et comme c'est sous de tels systêmes d'économie politique que les conquérans de la classe dont on parle gouvernent leurs peuples, il est de toute évidence que l'unique fruit qu'ils puissent se promettre de leurs conquêtes, c'est de posséder sur la surface de la terre d'immenses territoires dépeuplés et dévastés, puisque, pour pouvoir conquérir ces territoires, il faut nécessairement qu'ils les dépeuplent et les dévastent; et que réduits ensuite à l'absolue nécessité de se servir, pour les maintenir sous leur domination, des mêmes moyens par lesquels ils les ont conquis, il ne peut jamais être en leur pouvoir de les repeupler, ni d'y faire fleurir l'agriculture et la manufacture, comme le veut l'ordre général de l'univers.

Comment est-il donc possible que des hommes ayent pu s'enflammer de l'horrible passion de désoler la terre par tous les cri-

mes et toutes les calamités possibles pour si peu de chose, et un résultat si indigne de toute poursuite, que l'est la nue possession de terres presqu'aussi honteusement informes que le sont celles que la nature présente aux brutes, et de peuples dégradés à la basse condition de ces êtres? et quels motifs ont pu être assez puissans pour faire préférer à ces hommes d'être plutôt les sanguinaires destructeurs que les divins promoteurs du bien et de l'honneur de l'humanité? Trois causes fatales ont concouru à amener ces terribles fléaux sur l'espèce humaine.

La première et la plus fatale de ces causes, puisque c'est d'elle qu'ont universellement émané tous les désordres et tous les crimes de la terre, c'est que les hommes n'ont jamais su que les raisons finales de l'univers étoient les suprêmes, les éternelles et les immuables loix auxquelles ils avoient à conformer leurs actions; et que toute action à laquelle ils se détermineroient par d'autres raisons finales, telles qu'elles pussent être, seroit nécessairement un crime sur la terre et dans l'univers.

Dans cette profonde ignorance de l'unique règle morale des actions humaines, les grandes exertions des hommes en intelligence, en prudence, en valeur, en intrépidité, n'ont été considérées, appréciées et admirées qu'en elles-mêmes, c'est-à-dire, uniquement parce qu'elles déployoient de grands pouvoirs. Et voilà comment les conquérans de la terre se sont couverts de gloire aux yeux des stupides humains, tandis que plus l'homme voue d'intelligence, de prudence, de valeur, d'intrépidité et d'autres pouvoirs quelconques à des actions contraires aux raisons finales de l'univers, plus il est un monstre, et plus il aggrave ses expiations aux yeux du Créateur.

A cette funeste gloire dont les conquérans de la terre n'ont été que trop certains d'éblouir le gros de l'espèce humaine, il faut ajouter celle dont les ont environnés ces vains et mercenaires hommes qu'on a vu, dans tous les siècles, prendre sur eux l'abominable tâche d'exalter et, pour ainsi dire, de déifier ces monstres, et de transmettre leurs forfaits aux générations futures,

comme d'autant plus dignes d'admiration, qu'ils avoient été plus irrésistiblement destructifs de tout ce que l'univers a de plus sacré dans son ordre, et, par conséquent, plus dignes d'horreur et de malédiction.

Enfin, c'est dans les ministres mêmes des religions de la terre, c'est-à-dire, dans ces hommes qui, plus que tous les autres, auroient dû abhorrer tout attentat contre les vues du Créateur, que les conquérans de la terre ont trouvé les plus grands et les plus fermes appuis de leur gloire, puisque c'est à eux qu''ils ont dû la sanctification de leurs crimes.

Car invoquer avec solemnité l'intervention divine dans les destructives entreprises des conquérans de la terre, et après leurs funestes succès adresser au Créateur les plus pompeuses actions de graces, c'est manifestement sanctifier leurs crimes aux yeux des hommes. Et tels vils et lâches satellites des conquérans de la terre ont été, dans tous les tems, ces hommes audacieux, qui ont osé se dire les dépositaires des volontés du Créateur.

Voilà les trois causes fatales auxquelles l'espèce humaine doit principalement d'avoir eu des gouverneurs conquérans, le stupide aveuglement des hommes en général, l'infâme bassesse des historiens de toutes les nations, et la sacrilége prévarication des ministres des religions. Car comment auroit été possible que tous les ordres d'hommes eussent pu s'accorder à promettre la plus éminente et la plus durable gloire à ceux qui dépeupleroient et dévasteroient la terre avec le plus de succès, sans provoquer des monstres qui s'enivreroient de cette gloire?

A la seconde classe des conquérans de la terre appartiennent ceux qui, dans leurs conquêtes, ont eu pour objet immédiat de développer la prospérité de leurs peuples originaires aux dépens de celle de leurs peuples conquis. Et tels conquérans ont généralement été les gouverneurs des grands peuples commerçans de la terre.

Car, comme ces gouverneurs de l'espèce humaine n'ont connu d'autres moyens, pour opérer le développement de la pros-

périté de leurs peuples, que le commerce extérieur, c'est-à-dire, la consommation des productions de l'agriculture et de la manufacture de leurs peuples par des peuples étrangers, et que cette consommation ne leur a présenté, par les révolutions continuelles auxquelles elle est sujette, qu'un moyen de prospérité irrégulier et incertain; ils ont cherché à remédier à cet inconvénient, en réduisant les peuples étrangers, par la conquête, à l'absolue nécessité de devenir, pour leurs propres peuples, des consommateurs réguliers et certains. Et voici comment ils ont imaginé de réaliser leurs vues à cet égard.

D'abord, ils ont formé l'économie politique générale de leurs peuples de deux systêmes distincts et totalement opposés l'un à l'autre, c'est-à-dire, dans l'économie politique de leurs peuples originaires, ils ont donné les plus grands encouragemens à toutes les branches du travail que ces peuples étoient capables d'entreprendre; et dans l'économie politique de leurs peuples conquis, ils ont découragé ces mêmes bran-

ches du travail par tous les moyens possibles.

Ensuite ils ont imposé à leurs peuples conquis par les plus sévères loix l'obligation, non-seulement de ne se pourvoir que chez leurs peuples originaires des nécessités, des commodités et des agrémens de la vie qu'il leur auroit été défendu d'embrasser eux-mêmes dans leur travail, mais de ne disposer même qu'en faveur de leurs peuples originaires de tout le superflu des productions naturelles de leurs territoires, et, par conséquent, de n'avoir de commerce ni activement ni passivement avec d'autres peuples de la terre qu'avec leurs peuples originaires.

Il est indubitable qu'en fondant l'économie politique générale de leurs peuples sur des mesures aussi violentes, les conquérans de la seconde classe ont pu ménager à leurs peuples originaires une consommation étrangère constante des productions de leur agriculture et de leur manufacture, aussi long-tems qu'il seroit en leur pouvoir de tenir leurs peuples conquis sous un joug aussi oppressif.

Mais il est manifeste que les conquérans de cette classe sont des perturbateurs aussi criminels de l'ordre général de l'univers, que le sont ceux de la première, et, s'il étoit possible, plus criminels encore, puisque c'est avec art, et à dessein prémédité, qu'ils anéantissent les vues du Créateur dans le gouvernement de leurs peuples conquis.

Les moyens de prospérité que l'ordre général de l'univers a tracés aux peuples cultivateurs, sont la propriété la plus sacrée de ces peuples, puisqu'ils sont le fondement de toutes leurs autres propriétés, et que ce n'est que par ces moyens seuls que chaque peuple cultivateur peut se donner toute la subsistance, toute la population, tous les besoins artificiels et toute l'intelligence possibles, et, par conséquent, s'élever à la possession des inappréciables biens que l'infinie bonté du Créateur a assurés à l'homme sur la terre.

Ainsi, dépouiller un peuple cultivateur de ses moyens de prospérité pour l'asservir tyranniquement au développement de la prospérité d'un autre peuple, c'est lui ravir

ses divines propriétés, son bien et son honneur dans l'ordre général de l'univers, et, par conséquent, fouler aux pieds à son égard les vues du Créateur dans le gouvernement de la terre.

Mais le système d'économie politique que les conquérans de la seconde classe forcent sur leurs peuples conquis, est non-seulement un système criminel aux yeux du Créateur, il est de plus le plus faux système de prospérité pour leurs peuples originaires, puisqu'il est impossible que, sous un pareil système d'économie politique, aucun peuple cultivateur de la terre puisse devenir capable de prospérer comme le veut l'ordre général de l'univers.

Dans l'ordre général de l'univers, nul peuple cultivateur ne jouit d'une vraie prospérité, s'il ne fait pas des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa population, de son agriculture et de sa manufacture, puisque ne pas faire de pareils progrès dans le développement de sa population, de son agriculture et de sa manufacture, est pour tout

peuple cultivateur la même chose que décliner, s'arrêter ou rétrograder dans le développement de sa prospérité, et, par conséquent, ne jouir que d'une prospérité fausse.

Et comme nul peuple cultivateur ne peut devenir capable de faire des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa population, de son agriculture et de sa manufacture, sans l'intervention d'un principe actif susceptible de progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa puissance, il est de toute évidence que nul peuple cultivateur, destitué d'un pareil principe actif dans son économie politique, ne peut jouir d'une vraie prospérité.

Ainsi, mettre un peuple cultivateur dans l'impossibilité morale de pouvoir faire des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa population, de son agriculture et de sa manufacture, et destiner ensuite ce peuple à devenir le principe actif de l'économie politique d'un autre peuple, c'est manifestement ne fonder le développement de la

prospérité de ce dernier peuple que sur un moyen faux, puisqu'il est de toute impossibilité qu'un peuple cultivateur, rendu incapable de faire des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa prospérité, puisse devenir capable d'opérer de pareils progrès dans le développement de la prospérité d'un autre peuple.

Avec le concours forcé de léurs peuples conquis, les conquérans de la seconde classe peuvent donc bien ménager à leurs peuples originaires une prospérité irrégulière, c'est-à-dire, qui tantôt avance et tantôt décline, s'arrête ou rétrograde dans ses progrès, mais jamais une prospérité conforme aux raisons finales de l'univers, parce qu'ils peuvent bien forcer leurs peuples conquis à devenir des consommateurs certains, mais jamais des consommateurs réguliers des productions de l'agriculture et de la manufacture de leurs peuples originaires.

Cette fausse prospérité même, que les conquérans de cette classe deviennent capables de procurer à leurs peuples originaires,

aux dépens de celle de leurs peuples conquis, n'est et ne peut être rien de plus qu'une prospérité momentanée, puisque rien ne peut être durable sur la terre contre les raisons finales de l'univers, et que l'expérience a prouvé dans tous les tems que tôt ou tard les peuples opprimés savent réveiller en eux le sentiment sublime des imprescriptibles droits qu'ils tiennent immédiatement des mains du Créateur, et s'arracher courageusement à la tyrannie de leurs oppresseurs.

C'est donc manifestement sans avantage réel pour leurs peuples originaires, et, par conséquent, à pure perte pour leurs peuples conquis, que les conquérans de la seconde classe dérobent à ces derniers leurs moyens de prospérité, puisqu'il est impossible que d'un système d'économie politique aussi contraire aux raisons finales de l'univers, puisse résulter autre chose qu'une prospérité fausse et précaire.

Mais parvenir à faire jouir leurs peuples d'une prospérité aussi honteuse pendant quelques générations de suite, a paru aux

conquérans de cette classe, comme malheureusement aussi à tous les autres gouverneurs de l'espèce humaine, faire infiniment, et, pour ainsi dire, le plus haut degré de perfection auquel il soit possible de porter l'art de gouverner la terre, tandis qu'un siècle de vraie prospérité même n'est peut-être pas un tems aussi long dans l'existence naturelle d'un peuple, c'est-à-dire, dans l'existence d'un peuple gouverné sur les raisons finales de l'univers, que l'est un instant de bien-être dans la vie entière de l'homme.

De l'application du crédit public au développement de la prospérité des peuples cultivateurs.

On a vu clairement dans les parties précédentes de cet ouvrage, pourquoi jusqu'ici l'espèce humaine n'a prospéré ni pu prospérer nulle part sur la terre comme le veut l'ordre général de l'univers, c'est-à-dire, d'une prospérité fondée sur des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa popula-

tion, de son agriculture et de sa manufacture, et que c'est parce que ses gouverneurs n'ont jamais pu concevoir qu'elle étoit susceptible d'une pareille prospérité, et qu'ils n'avoient rien de plus à faire pour la lui procurer, que de pénétrer les moyens que l'intelligence et la sagesse infinies du Créateur ont combinés pour cet effet de toute éternité.

Car si les gouverneurs de la terre avoient été capables de pénétrer les moyens sur lesquels le Créateur a fondé le développement de la prospérité de l'espèce humaine, il auroit été impossible qu'ils eussent pu ne pas appliquer ces moyens avec la plus inviolable fidélité à l'économie politique de leurs peuples, puisqu'il auroit été impossible qu'ils eussent pu ne pas vouloir jouir des suprêmes avantages qui ont dû être l'inséparable partage de leurs stations dans l'ordre général de l'univers.

Mais, pour leur malheur comme pour celui de leurs peuples, ils n'ont jamais su comprendre que ce n'étoit pas pour eux-mêmes et à leur gré, mais pour l'ordre sa-

cré de l'univers et au gré du Créateur, qu'ils avoient été destinés à gouverner la terre, et qu'ils avoient, par conséquent, des fonctions divines, et non des fonctions purement humaines, à remplir dans leurs gouvernemens.

Car, s'il est de toute certitude que développer les pouvoirs dont le Créateur a revêtu l'homme et la terre, est la grande tâche que leur a imposée l'ordre général de l'univers, il est de toute évidence que c'étoit aussi là le grand intérêt qu'ils devoient avoir invariablement en vue dans le gouvernement de l'espèce humaine.

Et si le Créateur a bien voulu leur accorder l'éminente prérogative de s'attribuer la plus splendide part dans tout ce qui résulteroit du développement de ses vues sur la terre, il n'a entendu leur présenter cette récompense que comme un intérêt subordonné, puisque, dans son plan, il n'a dû être en leur pouvoir d'en jouir que précisément au même degré qu'ils s'acquitteroient de leur divine mission.

Mais, au lieu de regarder cette récompense comme telle, et de chercher à se l'approprier par les moyens que le Créateur leur a si distinctement tracés dans l'ordre général de l'univers, ils ont osé l'usurper sur leurs peuples par les plus criminelles voies. Et c'est la raison pourquoi elle a continuellement été telle qu'ils la méritoient, c'est-à-dire, aussi infiniment au-dessous de celle que le Créateur leur avoit destinée, qu'une prospérité nécessairement sujette à décliner, s'arrêter et rétrograder dans ses progrès, est au-dessous d'une prospérité fondée sur des progrès non interrompus et continuellement croissans.

C'est donc autant pour leur propre bien et leur propre honneur, que pour le bien et l'honneur de l'humanité qu'on va leur développer ici les moyens par lesquels ils peuvent enfin devenir capables d'élever la terre, sous l'un et l'autre de ses deux ordres, à toute la gloire pour laquelle elle a été si formellement désignée dans l'ordre général de l'univers, et d'élever, par conséquent, leurs stations à toute la magnificence dont

le Créateur a voulu que ses vrais représentans dans le gouvernement de l'espèce humaine eussent le droit de s'environner aux yeux des hommes.

La population de tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, se divise nécessairement en deux grandes classes d'hommes, en hommes destinés à travailler, c'est-à-dire, à produire la subsistance possible de la terre et à façonner et adapter les choses de la terre à leurs usages possibles, et en hommes exempts de travail. Les hommes de la première classe sont appelés agriculteurs et manufacturiers, et ceux de la seconde consommateurs, parce que leur destination essentielle a dû être de consommer continuellement les produits du travail des agriculteurs et des manufacturiers.

En échange de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages, les agriculteurs et les manufacturiers ont dû nécessairement recevoir des mains des consommateurs des métaux précieux, puisque ce n'est qu'avec l'interven-

tion de ces métaux qu'ils ont pu devenir à leur tour des consommateurs de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages.

Et comme dans le cours naturel des choses, les consommateurs portent continuellement leur consommation en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages à la pleine proportion des métaux précieux qu'ils ont à y vouer, il est manifeste que les métaux précieux dans leurs mains sont le principe actif de leur consommation en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, et que leur consommation en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages est le principe actif du travail des agriculteurs et des manufacturiers.

Ainsi, pour que les agriculteurs et les manufacturiers multiplient continuellement leur travail, il faut nécessairement que les consommateurs multiplient continuellement leur consommation en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages; et pour que les consommateurs multiplient

continuellement leur consommation en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, il faut nécessairement qu'ils multiplient continuellement dans leurs mains les métaux précieux.

Mais, pour qu'un peuple cultivateur puisse devenir capable de prospérer imperturbablement comme le veut l'ordre général de l'univers, il ne suffit pas que ses consommateurs multiplient continuellement dans leurs mains les métaux précieux, il faut, de plus, qu'ils les multiplient continuellement dans des proportions qui ne soient jamais ni au-dessus ni au-dessous des pouvoirs productifs, et, par conséquent, des produits du travail des agriculteurs et des manufacturiers, afin de ne jamais donner lieu ni à l'augmentation ni à la diminution du prix commun des choses, puisque de toute augmentation comme de toute diminution dans le prix commun des choses, résulte nécessairement une fausse prospérité.

Voilà comme l'ordre général de l'univers a prescrit à chaque peuple cultivateur de

développer sa subsistance, sa population, ses besoins artificiels et son intelligence, et, par conséquent, comme le Créateur a voulu que l'espèce humaine développât en elle les pouvoirs nécessaires à la destination qu'il lui a donnée à remplir sur la terre.

Et comme il est de toute impossibilité qu'aucune vue du Créateur puisse être obtenue sur la terre par d'autres moyens que ceux qu'il a lui-même arrêtés dans l'ordre général de l'univers, il est de toute certitude que, sans la multiplication continuelle et continuellement proportionnée de ses métaux précieux, nul peuple cultivateur ne peut devenir capable de prospérer imperturbablement.

Cette multiplication continuelle et continuellement proportionnée des métaux précieux dans les mains des consommateurs de tout peuple cultivateur n'a pas dû être, il est vrai, une multiplication naturelle de ces métaux, comme l'ont si faussement imaginé jusqu'ici les gouverneurs de la terre, puisqu'il auroit été moralement impossible qu'aucun peuple cultivateur eût pu conti-

nuellement se procurer pour cet effet les métaux précieux nécessaires.

C'est artificiellement, c'est-à-dire, par le crédit public, que chaque peuple cultivateur a dû continuellement multiplier ses métaux précieux, puisque la circulation représentative de ces métaux a, sous tous les rapports, précisément les mêmes effets dans l'économie politique de l'espèce humaine que leur circulation effective; et que le crédit public est non-seulement capable de multiplier indéfiniment la plus médiocre masse de métaux précieux, mais de la multiplier continuellement dans ses vraies proportions.

Les vérités qu'on vient de présenter ont toutes été amplement développées dans leurs propres places, et l'on a seulement voulu les rappeler ici avant de les appliquer, comme on va le faire immédiatement, à l'objet final de tout gouvernement sur la terre, au développement indéfini de la prospérité de l'espèce humaine.

Les gouverneurs de chaque peuple culti-

vateur sont les hommes expressément mis à part dans sa société pour prendre sur eux le soin de lui développer sa prospérité comme le veut l'ordre général de l'univers, puisque, sans l'intervention d'un gouvernement, nul peuple cultivateur de la terre n'auroit pu devenir capable de développer sa population, son agriculture et sa manufacture par des progrès non interrompus et continuellement croissans.

Or, comme nul peuple cultivateur de la terre ne peut devenir capable de développer sa prospérité comme le veut l'ordre général de l'univers, si ses consommateurs ne multiplient pas continuellement dans leurs mains les métaux précieux, il est manifeste que l'importante fonction de multiplier continuellement les métaux précieux dans les mains des consommateurs, a dû exclusivement appartenir, dans chaque peuple cultivateur, à ses gouverneurs.

Ainsi, dans les vrais principes de l'économie politique, ce n'est que des seules mains des gouverneurs de chaque peuple cultivateur qu'ont dû continuellement éma-

ner toutes les émissions du crédit public. Car, comme eux seuls ont dû être responsables à l'univers de tous les obstacles que l'espèce humaine rencontreroit dans le développement naturel de sa population, de son agriculture et de sa manufacture, il est évident qu'eux seuls aussi ont dû avoir dans chaque peuple cultivateur la suprême direction de ce développement.

Mais comment les gouverneurs des peuples cultivateurs ont-ils pu devenir capables de multiplier continuellement les métaux précieux dans les mains des consommateurs de ces peuples? En multipliant continuellement ces métaux dans leurs propres mains; car on va voir que c'est sur cette multiplication continuelle des métaux précieux dans les mains des gouverneurs de chaque peuple cultivateur, qu'a dû être invariablement fondée la multiplication continuelle de ces métaux dans les mains de tous les autres consommateurs.

Par l'introduction des métaux précieux dans l'économie politique des peuples cultivateurs, les hommes en général, c'est-à-

dire, les consommateurs de ces peuples, se sont divisés en trois classes distinctes, en classe essentielle, en classe accidentelle principale et en classe accidentelle accessoire. Mais essentiellement les raisons finales de l'univers n'ont exigé dans la population de tout peuple cultivateur, pour le rendre capable de prospérer imperturbablement, que trois sortes d'hommes, des agriculteurs, des manufacturiers et des gouverneurs.

C'est donc manifestement la classe essentielle des hommes en général, c'est-à-dire, la classe des gouverneurs de chaque peuple cultivateur que les raisons finales de l'univers ont primitivement destinée à devenir, par la multiplication de ses métaux précieux, le principe actif du travail des agriculteurs et des manufacturiers; et ce n'est, par conséquent, aussi que par cette classe que les deux autres classes d'hommes en général ont dû devenir susceptibles de la même destination.

Car, s'il avoit été au pouvoir des deux classes accidentelles d'hommes en général de multiplier les métaux précieux dans leurs

mains par elles-mêmes, et, par conséquent, à leur gré, il est évident que les gouverneurs d'aucun peuple cultivateur n'auroient pu avoir la suprême direction du développement de sa prospérité, puisque ce n'auroit point été d'eux seuls, mais aussi des deux autres classes de consommateurs, que cette direction auroit dépendu.

Et comme il auroit été moralement impossible que, dans aucun peuple cultivateur, les deux classes accidentelles d'hommes en général eussent pu ni voulu s'accorder à ne jamais multiplier ensemble les métaux précieux dans leurs mains, que comme l'auroient demandé des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa population, de son agriculture et de sa manufacture, il est de toute évidence que nul peuple cultivateur de la terre n'auroit pu jouir d'une vraie prospérité, s'il avoit été au pouvoir des classes accidentelles de ses hommes en général de multiplier leurs métaux précieux dans l'indépendance de la classe essentielle.

Cette vérité, si évidente par elle-même,

confirme toutes celles qu'on a précédemment démontrées, et fait voir combien ont été indignes de conduire l'économie politique de l'espèce humaine, ces ignorans gouverneurs qui ont cru pouvoir fonder le développement de sa prospérité avec succès sur le commerce extérieur et sur des banques publiques de circulation.

Car, si fonder le développement de la prospérité d'un peuple cultivateur sur le commerce extérieur ou sur une banque publique de circulation, est évidemment la même chose qu'aveuglément abandonner à des classes accidentelles de ses hommes en général, dans le premier cas la multiplication de ses métaux précieux, et dans le second les émissions de son crédit public, il est manifeste que, dans l'un et l'autre cas, c'est le mettre dans l'impossibilité morale de pouvoir prospérer comme le veut l'ordre général de l'univers.

Il est donc de toute certitude que des cinq grandes classes d'hommes qui, dans les raisons finales de l'univers, ont dû former ensemble, essentiellement et accidentelle-

ment, la population de tout peuple cultivateur, nulle autre que celle des gouverneurs n'a dû avoir le pouvoir de multiplier elle-même dans ses mains les métaux précieux, puisque les agriculteurs et les manufacturiers ont dû nécessairement recevoir leurs métaux précieux des mains des hommes en général, et que nul peuple cultivateur n'auroit été capable de faire des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa prospérité, s'il avoit été au pouvoir des classes accidentelles de ses hommes en général de se donner elles-mêmes leurs métaux précieux.

Ainsi, multiplier continuellement les métaux précieux d'un peuple cultivateur, a dû être la même chose, dans les vrais principes de l'économie politique, que multiplier ces métaux continuellement dans les mains de ses gouverneurs, puisque ce n'est que de cette seule et unique manière que les gouverneurs de chaque peuple cultivateur ont pu avoir, comme le veut l'ordre général de l'univers, l'imperturbable direction du développement de sa prospérité.

Et de-là, il est de toute évidence que multiplier continuellement dans leurs mains les métaux précieux, comme le demandent nécessairement des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de la population, de l'agriculture et de la manufacture de leurs peuples, est tout ce que les gouverneurs de la terre ont dû avoir à faire pour devenir capables de réaliser les vues du Créateur sur la terre, et élever l'espèce humaine à son glorieux rang dans l'univers.

Mais les gouverneurs de la terre ont non-seulement été destinés à fournir continuellement eux seuls à l'espèce humaine tous les métaux précieux nécessaires au développement imperturbable de sa prospérité, les raisons finales de l'univers ont voulu, de plus, qu'ils fussent aussi continuellement, dans chaque peuple cultivateur, les plus grands consommateurs de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages, et, par conséquent, les plus grands promoteurs du travail des agriculteurs et des manufacturiers.

Car leur consommation en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, a dû non-seulement porter directement sur tous leurs besoins particuliers en nécessités, en commodités et en agrémens de la vie, mais, de plus, indirectement sur une multitude de besoins publics, auxquels il a dû être de leur devoir, en leur qualité de gouverneurs, de pourvoir avec plus d'empressement encore qu'à leurs besoins particuliers.

C'est à eux qu'il a dû appartenir de maintenir sous leur autorité les agens nécessaires dans toutes les branches du gouvernement et de l'économie politique ; c'est à eux qu'il a dû appartenir de rendre les fleuves et les rivières navigables, et de lier ensemble toutes les parties de leurs territoires par des communications faciles en canaux et en chemins ; en un mot, c'est à eux qu'il a dû appartenir de pourvoir généralement à tous les établissemens, soit de nécessité, soit de commodité, soit de pure magnificence, que la tranquillité, la sécurité, le libre développement de la prospérité et la splendeur de

leurs peuples exigeroient nécessairement, et qu'il n'a dû être ni du ressort ni du devoir des autres classes d'hommes d'entreprendre elles-mêmes.

Ce sont donc aussi eux qui indirectement ont dû être considérés comme les consommateurs de toute la subsistance et de toutes les choses façonnées et adaptées à des usages, que consommeroient ensemble directement tous les hommes, avec l'intervention et le concours desquels ils rempliroient continuellement ces grands besoins publics.

Et comme, dans les raisons finales de l'univers, ils n'ont dû avoir le pouvoir de multiplier dans leurs mains les métaux précieux, que pour multiplier directement et indirectement leur consommation en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, on voit non-seulement pourquoi chaque peuple cultivateur n'a eu essentiellement besoin, pour devenir capable de prospérer imperturbablement, que de leur seule consommation; mais encore pourquoi ils n'ont eu besoin, pour multiplier conti-

nuellement les métaux précieux dans les mains de tous les autres consommateurs, que de multiplier continuellement ces métaux dans leurs propres mains.

Car, en multipliant dans leurs mains les métaux précieux, ou, ce qui est la même chose, en multipliant leur revenu annuel, ils ont dû aussi nécessairement multiplier leur consommation directe et indirecte en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, puisque, dans les raisons finales de l'univers, l'un a dû continuellement être l'inséparable effet de l'autre.

Or, en multipliant leur consommation directe et indirecte en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, ils ont dû nécessairement multiplier les métaux précieux dans les mains des agriculteurs et des manufacturiers, puisque le revenu annuel de ces deux classes d'hommes a dû continuellement être égal à celui des consommateurs.

En multipliant les métaux précieux dans les mains des agriculteurs, ils ont dû aussi

nécessairement multiplier ces métaux dans les mains des hommes en général de la classe accidentelle principale, puisque, dans le cours naturel des choses, le revenu annuel des hommes en général de cette classe a dû continuellement se mesurer sur celui des agriculteurs.

Enfin, en multipliant les métaux précieux dans leurs mains et dans celles des agriculteurs, des manufacturiers et des hommes en général de la classe accidentelle principale, ils ont dû aussi nécessairement les multiplier dans les mains des hommes en général de la classe accidentelle accessoire, puisque, dans le cours naturel des choses, le revenu annuel des hommes en général de cette classe a dû continuellement se proportionner à ceux des quatre autres classes d'hommes.

Et c'est ainsi que de la seule multiplication des métaux précieux dans les mains des gouverneurs de tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, a dû naturellement résulter la multiplication

de ces métaux dans les mains de tous ses autres consommateurs, et, par conséquent, le développement continuel de sa prospérité.

Après avoir mis cette grande vérité dans toute son évidence, on va faire voir aux gouverneurs de la terre, d'abord comment ils ont pu devenir capables de multiplier continuellement dans leurs mains les métaux précieux, et ensuite comment ils ont pu devenir capables de multiplier continuellement ces métaux dans leurs mains, comme le demandent nécessairement des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de la population, de l'agriculture et de la manufacture de leurs peuples.

On a présenté le crédit public dans l'économie politique, comme capable de multiplier indéfiniment toute masse naturelle de métaux précieux, et de dispenser ainsi les peuples cultivateurs du soin d'accumuler chez eux ces métaux dans des proportions aussi considérables que l'exigeroit nécessairement l'imperturbable développement de

leur prospérité, s'il n'étoit opéré qu'avec des métaux précieux en nature. Et il est indubitable qu'il a ce pouvoir.

Mais, comme nul peuple cultivateur ne peut avoir besoin de multiplier ses métaux précieux indéfiniment pour devenir capable de faire des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa population, de son agriculture et de sa manufacture, on circonscrira ici le crédit public dans des limites raisonnables, et on lui attribuera seulement le pouvoir de multiplier artificiellement toute masse naturelle de métaux précieux dans la proportion d'un à vingt-cinq, ou, ce qui est la même chose, le pouvoir d'opérer continuellement une circulation vingt-cinq fois aussi grande que le seroit celle qui résulteroit des seuls métaux précieux en nature, qui serviroient dans chaque cas de base, et, par conséquent, de gage à ses émissions.

C'est donc sur ce pied qu'on appliquera le crédit public à l'économie politique de l'espèce humaine; et pour la parfaite intel-

ligence de la manière dont les gouverneurs de la terre ont pu devenir capables de se ménager continuellement le commandement absolu de tous les métaux précieux nécessaires au développement imperturbable de la prospérité de leurs peuples, on va leur tracer les opérations du crédit public dans un exemple.

On suppose donc que les gouverneurs d'un peuple cultivateur ont nécessairement besoin, pour le maintenir dans des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa prospérité, et, par conséquent, l'empêcher de décliner, s'arrêter ou rétrograder dans les progrès de sa population, de son agriculture et de sa manufacture, d'accroître proportionnellement sa circulation générale, et de convertir pour cet effet artificiellement quatre millions de leurs métaux précieux en nature en cent millions de crédit public. Le mot million n'est pris ici que dans un sens général, et sans le rapporter à aucune dénomination particulière de métaux précieux en monnoies.

Immédiatement après avoir reconnu l'absolue nécessité de cette opération, ils formeroient dans leurs mains, et se donneroient, par conséquent, eux-mêmes vingt-cinq émissions du crédit public, représentatives chacune de quatre millions de métaux précieux en nature, et graduellement réalisables en vingt-cinq ans, à raison d'une à la fin de chaque année, pour les livrer ensuite à la circulation générale par leurs dépenses, ou, ce qui est la même chose, par leur consommation directe et indirecte en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, puisque, dans les raisons finales de l'univers, ils n'ont dû avoir dans leurs mains des métaux précieux que pour les vouer invariablement à cette destination.

Immédiatement après avoir formé dans leurs mains les vingt-cinq émissions du crédit public, ils déposeroient quatre millions de métaux précieux en nature pour servir de gage à la réalisation de la première, en ajoutant à ce dépôt un million de plus pour être appliqué sur le pied d'un pour cent à l'intérêt des vingt-cinq.

Immédiatement après la fin de la première année, et soit que la première des vingt-cinq émissions eût été ou n'eût pas été présentée à sa réalisation, ils déposeroient quatre autres millions de métaux précieux en nature pour servir de gage à la réalisation de la seconde, en ajoutant à ce dépôt un million moins l'intérêt de la première pour être appliqué à l'intérêt des vingt-quatre autres.

Immédiatement après la fin de la seconde année, et soit que la seconde des vingt-cinq émissions eût été ou n'eût pas été présentée à sa réalisation, ils déposeroient quatre autres millions de métaux précieux en nature pour servir de gage à la réalisation de la troisième, en ajoutant à ce dépôt un million moins l'intérêt des deux premières pour être appliqué à l'intérêt des vingt-trois autres.

Et ils procéderoient ainsi jusqu'à la réalisation de la vingt-cinquième et dernière émission, sous la plus absolue obligation de consacrer à tous ces dépôts, non-seulement une proportion correspondante de leur re-

venu public ordinaire, mais, de plus, un lieu particulier et librement accessible dans tous les tems à tous les ordres d'hommes.

Telles sont les conditions auxquelles les gouverneurs de la terre auroient à conformer invariablement les opérations du crédit public dans le développement de la prospérité de leurs peuples; et il est manifeste qu'il seroit moralement impossible que, dans cet ordre des choses, les émissions de ce crédit ne fussent pas continuellement reçues dans la circulation, non-seulement avec la plus grande confiance, mais avec plus d'empressement que ne le seroient des métaux précieux en nature.

Car, comme les métaux précieux qu'elles représenteroient se trouveroient continuellement prêts et déposés un an, et, par conséquent, long-tems avant les jours fixés à leur réalisation, il est évident qu'elles se trouveroient revêtues dans le plus haut degré de certitude de la plus essentielle condition de tout crédit public, du pouvoir de se réaliser à des jours distinctement énoncés.

Chaque émission totale du crédit public pourroit être subdivisée en autant d'émissions partielles qu'il seroit jugé nécessaire jusqu'à la plus basse de toutes, qu'on fixeroit dans chaque peuple cultivateur, de manière à laisser continuellement une proportion convenable de métaux précieux en nature dans la circulation générale.

On attribue au crédit public un intérêt annuel d'un pour cent, afin de lui assurer continuellement dans la circulation une valeur supérieure à celle des métaux précieux en nature; car, comme il a dû devenir le seul principe actif de l'économie politique des peuples cultivateurs, les individus de ces peuples ont dû avoir un motif puissant pour lui donner, dans toutes leurs opérations, la préférence sur ces métaux. Et une formalité des plus simples suffiroit pour constater chaque fois le paiement de cet intérêt, c'est-à-dire, on n'auroit besoin pour cela que d'imprimer sur chaque émission, et seulement en chiffres, le nombre qui dénoteroit celle des vingt-cinq années pour laquelle l'intérêt seroit payé.

Voilà comment le crédit public peut rendre les gouverneurs de la terre capables de multiplier continuellement eux-mêmes dans leurs mains les métaux précieux, et de remplir ainsi dans la plus parfaite indépendance de tout commerce extérieur, de toute banque publique de circulation, de toutes conquêtes, en un mot, de tout autre concours que de celui de leur volonté, la plus absolue condition de l'économie politique de leurs peuples.

Il reste à leur faire voir comment ils ont pu devenir capables de multiplier continuellement dans leurs mains les métaux précieux comme le veut l'ordre général de l'univers, et, par conséquent, de manière à ne jamais exposer leurs peuples un seul instant au danger de décliner, s'arrêter ou rétrograder dans les progrès de leur population, de leur agriculture et de leur manufacture. Et l'on va, pour cet effet, leur présenter la plus naturelle, et, par cette raison, la plus infaillible règle.

Dans les vrais principes de l'économie politique, les progrès dans la population

des agriculteurs et des manufacturiers ont dû continuellement être le déterminant de ceux dans l'agriculture et dans la manufacture, ou, ce qui est la même chose, les progrès dans l'agriculture et dans la manufacture ont dû continuellement être égaux à ceux dans la population des agriculteurs et des manufacturiers; et ce n'est que sous des systêmes d'économie politique contraires aux raisons finales de l'univers, que l'inégalité a pu régner dans ces deux grandes circonstances.

Ainsi, adapter la multiplication des métaux précieux d'un peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, aux progrès dans la population de ses agriculteurs et de ses manufacturiers, c'est aussi nécessairement l'adapter à ceux dans son agriculture et dans sa manufacture, et, par conséquent, dans sa prospérité.

Et de-là, il est manifeste que, dans le plan du Créateur, les gouverneurs de la terre, pour devenir capables de multiplier continuellement dans leurs mains les métaux précieux comme le demande le cours

imperturbable de la prospérité de leurs peuples, n'ont dû avoir besoin ni de méditations longues et profondes, ni de raisonnemens abstraits, ni de calculs compliqués, mais du simple jugement de leurs sens.

Car, comme la population des agriculteurs et des manufacturiers peut continuellement être constatée avec la plus grande précision dans chaque peuple cultivateur, il est clair que les progrès, dans cette population, peuvent aussi continuellement être saisis et appréciés avec le seul secours des yeux, puisqu'ils peuvent continuellement être exprimés en nombres déterminés.

Constater annuellement en nombres déterminés les progrès dans la population des agriculteurs et des manufacturiers de leurs peuples, et, pour cet effet, diviser et subdiviser leurs territoires en parties égales ou aussi égales qu'il seroit possible de le faire; voilà donc en quoi consistent toutes les mesures que les gouverneurs de la terre ont dû avoir à prendre pour devenir capables de conformer continuellement la multipli-

cation de leurs métaux précieux aux raisons finales de l'univers.

Car, comme tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, a dû continuellement avoir ses agriculteurs et ses manufacturiers également répandus sur toute l'étendue de son territoire, il est évident que plus les divisions et les subdivisions du territoire d'un peuple cultivateur approcheroient de l'égalité, plus il deviendroit facile à ses gouverneurs de juger si la population générale de ses agriculteurs et de ses manufacturiers rempliroit continuellement cette importante condition.

Et comme tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, a dû développer la population de ses agriculteurs et de ses manufacturiers dans une progression non interrompue et continuellement croissante, il est évident que les récapitulations particulières de la population de ces deux classes d'hommes indiqueroient continuellement aux gouverneurs de chaque peuple cultivateur, les vraies proportions dans lesquelles ils auroient à multiplier

les métaux précieux dans les différentes divisions et subdivisions de son territoire, pour amener la population des agriculteurs et des manufacturiers uniformément dans toutes à des progrès non interrompus et continuellement croissans.

Ce n'est donc manifestement que par des opérations purement mécaniques, que les gouverneurs de la terre ont dû devenir capables de remplir leur divine mission sur cette planète, et d'y développer, au nom du Créateur, toute la subsistance, toute la population, tous les besoins artificiels et toute l'intelligence de l'espèce humaine.

Car ce n'est qu'une opération mécanique, et rien de plus, que de multiplier les métaux précieux artificiellement par le crédit public; ce n'est qu'une opération mécanique, et rien de plus, que de constater en nombres déterminés la population des agriculteurs et des manufacturiers; et ce n'est qu'une opération mécanique, et rien de plus, que de proportionner la multiplication des métaux précieux aux progrès dans la population de ces deux classes d'hommes.

Mais le Créateur ne s'est pas contenté de tracer aux gouverneurs de la terre, dans les progrès de la population des agriculteurs et des manufacturiers de leurs peuples, la plus simple et la plus infaillible règle pour la multiplication continuelle de leurs métaux précieux; il a voulu, de plus, les mettre dans l'impossibilité de pouvoir s'égarer dans l'application de cette règle. Et c'est ce qu'il reste encore à leur prouver.

On a démontré plus haut deux vérités importantes dans l'économie politique; la première, que toute augmentation des métaux précieux d'un peuple cultivateur devoit naturellement avoir l'un de ces trois effets, ou d'augmenter le prix commun de ses choses, ou de le diminuer, ou de le laisser le même, suivant qu'elle seroit ou supérieure, ou inférieure, ou égale aux progrès actuels dans son agriculture et dans sa manufacture, ou, ce qui est la même chose, dans la population de ses agriculteurs et de ses manufacturiers; la seconde, qu'à chaque augmentation comme à chaque diminution dans le prix commun de ses choses, tout

peuple cultivateur devoit naturellement ou décliner, ou s'arrêter, ou rétrograder proportionnellement dans les progrès de sa prospérité.

Il est donc évident que ce seroit continuellement par le prix commun des choses, qui résulteroit de la multiplication de leurs métaux précieux, que les gouverneurs de la terre deviendroient capables de juger avec certitude s'ils auroient bien ou mal adapté les émissions du crédit public aux progrès dans la population des agriculteurs et des manufacturiers de leurs peuples, et, par conséquent, aux raisons finales de l'univers.

Car il seroit indubitable qu'ils auroient multiplié leurs métaux précieux dans une fausse proportion, s'ils avoient donné lieu, soit à l'augmentation, soit à la diminution du prix commun des choses, comme il seroit indubitable qu'ils auroient conformé les émissions du crédit public avec précision aux progrès dans la population des agriculteurs et des manufacturiers de leurs peu-

ples, s'ils avoient laissé le prix commun des choses invariablement le même.

Ainsi , constater annuellement le prix commun des choses dans toutes les divisions et subdivisions de leurs territoires, comme ils y constateroient les progrès dans la population des agriculteurs et des manufacturiers, et joindre ensemble ces deux guides fidèles dans l'économie politique de leurs peuples; voilà comment les gouverneurs de la terre deviendroient capables d'éclairer continuellement leur conduite dans les émissions du crédit public, et, par conséquent, d'éviter ou de corriger continuellement toute fausse proportion dans la multiplication de leurs métaux précieux.

Il est donc de toute certitude que deux tableaux annuels d'une rédaction entièrement mécanique, sont tout ce que les gouverneurs de l'espèce humaine ont dû avoir sous leurs yeux pour devenir capables de réaliser avec le plus infaillible succès, et, pour ainsi dire, sans l'intervention de leur intelligence, le système entier des vues du Créateur sur la terre. Et dans les principes

de l'ordre général de l'univers, cela devoit nécessairement être ainsi.

Car, comme il auroit été impossible qu'à des vues émanées d'une intelligence infinie, aucun ordre d'êtres intelligens finis, c'est-à-dire, incomplétement organisés pour leur intelligence, eût pu devenir capable d'approprier de son chef les moyens nécessaires, il est de toute évidence que ce n'est qu'au Créateur seul qu'il a dû appartenir de déterminer les moyens par lesquels ses vues dans l'univers ont dû pouvoir être obtenues; et que tout ce qu'il a dû faire dans son plan, c'est de douer l'homme, aux soins duquel il a commis l'application de ces moyens au gouvernement de la terre, de toute l'intelligence dont il avoit besoin pour pouvoir les pénétrer dans les raisons finales de l'univers.

Les gouverneurs de la terre sont donc manifestement des perturbateurs aussi criminels de l'ordre moral et physique de cette planète, lorsqu'ils substituent aux moyens que le Créateur a liés lui-même à ses vues dans l'un et l'autre de ces deux ordres, les

imbéciles combinaisons de leur propre intelligence, que lorsqu'ils ont l'audacieuse témérité d'oser substituer dans le gouvernement de leurs peuples leurs propres vues à celles du Créateur, puisque, dans l'un comme dans l'autre cas, ils mettent l'espèce humaine dans l'absolue impossibilité de pouvoir remplir sa vraie destination.

Mais fonder l'économie politique de la terre sur d'autres moyens que ceux que le Créateur a lui-même arrêtés dans l'ordre général de l'univers, c'est non-seulement mettre l'espèce humaine dans l'absolue impossibilité de pouvoir remplir sa vraie destination; c'est, par un crime plus énorme encore, pervertir en elle les penchans et les pouvoirs que le Créateur a pris tant de soins de lui imprimer pour cette destination.

La vraie destination que l'homme a dû avoir à remplir sur la terre dans le plan du Créateur, c'est de conformer ses actions lui-même librement aux raisons finales de l'univers; et ce n'est qu'en remplissant inviolablement cette destination qu'il est dans

son vrai moral, puisque ce n'est qu'alors qu'il remplit la vraie fin de sa nature.

Or, s'il est de toute impossibilité que l'espèce humaine puisse devenir capable de conformer ses actions aux raisons finales de l'univers, sans développer en elle l'intelligence dont le Créateur l'a rendue susceptible sur la terre, et s'il est de toute impossibilité qu'elle puisse devenir capable de développer en elle l'intelligence dont le Créateur l'a rendue susceptible sur la terre, sans développer sa subsistance et ses besoins artificiels dans une progression non interrompue et continuellement croissante; il est de toute évidence que, dans l'ordre général de l'univers, il n'a dû être en son pouvoir de s'élever à son vrai moral, autrement que par des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de son bien-être physique.

Faire décliner ou rétrograder un peuple cultivateur dans le développement de son bien-être physique, est donc nécessairement le corrompre dans son moral, puisque c'est fonder son économie politique sur des

moyens opposés à ceux que le Créateur a fixés lui-même d'une manière absolue au développement du vrai moral de l'espèce humaine. Et l'on va voir comment cette funeste corruption a dû naturellement s'introduire dans le moral de tout peuple cultivateur ainsi gouverné dans son économie politique.

Lorsqu'un peuple cultivateur décline ou rétrograde dans le développement de son bien-être physique, c'est-à-dire, de sa subsistance et de ses besoins artificiels, et, par conséquent, de son agriculture et de sa manufacture, il a dès ce moment dans son sein des individus moralement incapables de se procurer un revenu annuel par le travail, ou, ce qui est la même chose, des individus nécessairement pauvres, comme on l'a clairement prouvé dans une autre place.

Ainsi, décliner ou rétrograder dans le développement de son bien-être physique, est, pour un peuple cultivateur, la même chose que devenir incapable d'embrasser dans son économie politique le bien-être physique de toute sa population, et, par

conséquent, se trouver réduit à la nécessité d'abandonner une proportion quelconque de ses individus à eux-mêmes pour le maintien de leur existence.

Or, il est manifeste que des individus exclus de toute participation à l'économie politique d'un peuple cultivateur, ne peuvent plus exister dans son sein que comme ils existeroient dans l'état de pure nature, ni, par conséquent, y pourvoir aux besoins que leur impose l'irrésistible penchant qui les porte à leur conservation, que comme pourvoient aux mêmes besoins les animaux.

Destitués ainsi de toute autre manière de se maintenir, les uns imiteront ces animaux domestiques qui vivent gratuitement autour de l'homme, et chercheront, par leurs supplications et leurs importunités, à obtenir les nécessités de la vie de la pure charité de leurs semblables. Et de-là, les mendians.

D'autres plus criminels auront recours, pour se procurer leurs besoins, à toute l'astuce et à toute la duplicité des animaux

traîtres et perfides. Et de-là, les traficans frauduleux, les parjures, les faussaires, les dépositaires infidèles et les imposteurs de toute espèce.

Plus criminels encore, d'autres poursuivront leur bien-être physique, sans égards quelconques pour les propriétés établies, avec toute la violence et toute la cruauté des animaux féroces qui fondent sur leurs proies à forces ouvertes. Et de-là, les brigands et les assassins.

Telles sont les malheureuses extrémités auxquelles se portent généralement, comme l'expérience ne l'a que trop prouvé, les hommes nécessairement pauvres que se donne tout peuple cultivateur qui décline ou rétrograde dans le développement de son bien-être physique, lorsque ces hommes continuent à rester dans son sein, et y sont laissés entièrement à eux-mêmes pour le maintien de leur existence.

Mais ce ne sont pas encore là tous les hommes qui corrompent leur moral dans un peuple cultivateur qui décline ou rétro-

grade dans le développement de son bien-être physique. L'exemple de ces hommes et les succès d'un grand nombre parmi eux, entraînent bientôt dans les mêmes crimes ceux qui, par le travail le plus dur, sont à peine capables de se procurer le plus strict nécessaire, et dont la misère resteroit le continuel partage.

Le luxe même, ce moyen fondamental de l'économie politique de la terre, et que les raisons finales de l'univers ont destiné d'une manière si absolue à conduire l'espèce humaine à des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de son bien-être physique, deviendra, comme la misère, une source de corruption dans tout peuple cultivateur qui déclinera ou rétrogradera dans les progrès de sa prospérité; et l'on verra, dans les classes supérieures d'un tel peuple, des individus s'avilir sans honte par les plus dégradantes bassesses, et vendre leur honneur, leur conscience et tout ce que l'homme a de plus sacré dans son moral, pour se maintenir sans diminution dans

leur ancienne aisance, ou pour s'en donner une.

Et c'est ainsi que la corruption infecte tôt ou tard le moral de toutes les classes de la population d'un peuple cultivateur gouverné contre les raisons finales de l'univers, sans que jamais l'expérience ait offert sur la terre entière une seule exception à cette malheureuse vérité, parce qu'il a dû être de toute impossibilité de faire résulter le vrai moral de l'espèce humaine d'un autre ordre de choses, que de celui que le Créateur a lui-même combiné pour cet effet de toute éternité.

Mais tel a été dans tous les tems le funeste aveuglement des gouverneurs de la terre, qu'ils ont osé regarder les malheurs et les crimes de l'espèce humaine comme des fatalités inhérentes à sa nature, et dont, par conséquent, aucun système d'économie politique ne pouvoit devenir capable de l'affranchir.

Car n'ayant jamais su se former une idée de la prospérité que le Créateur a si for-

mellement destinée à l'espèce humaine dans l'ordre général de l'univers, ils ont osé se persuader que celle dont ils ont fait jouir leurs peuples, étoit la seule dont l'espèce humaine pouvoit être susceptible, et n'ayant jamais été capables de faire prospérer aucun peuple cultivateur sans le corrompre dans son moral, ils ont osé conclure de-là que prospérité et corruption étoient aussi inséparables l'une de l'autre dans tout peuple cultivateur, que l'est dans tous les cas l'effet de sa cause.

Mais les grandes et éternelles vérités qu'on leur a présentées dans l'économie politique de la terre, leur apprendront enfin qu'il n'y a dans l'ordre général de l'univers ni malheurs ni corruption inévitables pour l'espèce humaine, et qu'eux seuls ont perpétuellement été ses fléaux et ses corrupteurs.

L'homme existe sur la terre sous un double rapport avec l'ordre général de l'univers, sous un rapport physique comme animal, et sous un rapport moral comme homme. Sous le premier de ces deux rap-

ports, il a été formé parfait; sous le second, il a dû se perfectionner lui-même; et c'est à l'aide de sa nature parfaite qu'il a dû devenir capable de s'élever à la perfection sous sa nature imparfaite. Et quoique cet ouvrage n'ait été, pour ainsi dire, dans son cours entier qu'une continuelle démonstration de ces vérités, leur infinie importance dans l'économie politique de la terre demande encore qu'on les résume ici succinctement.

Le Créateur a rendu l'espèce humaine capable de multiplier son bien-être physique infiniment au-delà de celui qu'exigeoit le simple maintien de son existence, tandis qu'il a circonscrit le bien-être physique des animaux d'une manière absolue dans les strictes limites du nécessaire.

On a, dans ce fait, la plus indubitable preuve que, dans l'ordre général de l'univers, le bien-être de l'espèce humaine a dû embrasser infiniment plus que le maintien de son existence, puisqu'il est de toute certitude qu'à nulle de ses vues dans l'univers,

le Créateur n'a voué plus que les moyens précisément nécessaires.

Mais à quoi a donc été destiné, dans l'ordre général de l'univers, cet immense surabondant de bien-être physique, que le Créateur a prodigué à l'espèce humaine au-delà des besoins de son existence? A la rendre capable de développer en elle son intelligence et son moral, ou, ce qui est la même chose, son pouvoir de pénétrer les raisons finales de l'univers, et son penchant à y conformer ses actions.

Car il est impossible de ne pas inférer cette destination immédiatement, et de l'immense différence que le Créateur a mise entre la nature de l'homme et celle des animaux, et de l'intime connexion qu'il a établie entre le développement du bien-être physique de l'espèce humaine, et celui de son intelligence et de son moral.

Dans l'ordre général de l'univers, les animaux n'ont dû avoir à développer en eux ni intelligence ni moral, puisque leur intelligence a dû être celle du Créateur lui-

même, et que leur moral a dû nécessairement se développer en eux avec leur physique.

Ainsi, simplement exister sur la terre, et rien de plus, voilà toute la destination que les animaux ont dû avoir à remplir sur cette planète; et c'est la raison pourquoi le Créateur ne leur a assigné que le bien-être physique, précisément nécessaire à cette destination.

Mais simplement exister sur la terre n'est pas toute la destination que l'homme a dû avoir à remplir sur cette planète. Dans l'ordre général de l'univers, l'homme a dû, de plus, exister sur la terre en être intelligent et moral, et c'est lui-même qui a dû se donner cette glorieuse existence, puisque toute la part que le Créateur a jugé à propos de prendre au développement de l'intelligence et du moral de l'espèce humaine, c'est de lui avoir préparé, pour cet effet, les moyens nécessaires.

Or, comme l'espèce humaine n'auroit fait rien de plus que de simplement exister

sur la terre comme les animaux, si elle ne s'étoit jamais donné que le bien-être physique, précisément nécessaire à sa conservation, il faut, de toute nécessité, que, dans l'ordre général de l'univers, elle ait dû étendre son bien-être physique au-delà du simple maintien de son existence, pour devenir capable de développer en elle son intelligence et son moral. Et l'expérience ne laisse aucun doute sur cette vérité.

Les peuples sauvages qui ne sont point encore sortis du premier degré des sociétés humaines, n'étendent point leur bien-être physique au-delà du simple maintien de leur existence; et ces peuples ne montrent en eux, pour toute intelligence et pour tout moral, que l'intelligence et le moral des animaux.

Dans le second degré des sociétés humaines, les peuples de la terre commencent à étendre leur bien-être physique au-delà des simples besoins de leur existence; et, dès ce moment, ils substituent graduellement en eux, à l'intelligence et au moral des animaux, leur propre intelligence et leur

propre moral. Et en multipliant ensuite leur bien-être physique indéfiniment dans le troisième degré des sociétés humaines, ils multiplient aussi indéfiniment leur intelligence et leur moral.

Il est donc indubitable que le Créateur n'a rendu l'espèce humaine capable de développer son bien-être physique indéfiniment au-delà des besoins de son existence, que dans l'expresse vue de la rendre capable de développer en elle indéfiniment son intelligence et son moral. Et ce grand principe dans l'économie politique de la terre, reçoit sa complète démonstration du soin que le Créateur a eu de lier le développement de l'intelligence et du moral de l'espèce humaine, d'une manière absolue, à celui de son bien-être physique.

Car, comme, dans l'ordre général de l'univers, l'espèce humaine a dû nécessairement développer en elle son intelligence en même raison qu'elle développeroit sa subsistance et ses besoins artificiels, il est évident qu'elle a dû aussi nécessairement développer en elle son intelligence en même

raison qu'elle développeroit son bien-être physique, puisque développer son bien-être physique, c'est développer sa subsistance et ses besoins artificiels.

Et comme le Créateur n'a rendu l'espèce humaine capable de développer en elle son intelligence possible, que dans l'unique vue de la rendre capable de se gouverner elle-même, ou, ce qui est la même chose, de se donner elle-même son moral, il est manifeste que, dans le cours naturel des choses, elle a dû nécessairement se donner autant de moral qu'elle se donneroit d'intelligence. Et l'expérience ne laisse encore aucun doute sur cette vérité.

Les peuples de la terre se donnent un moral plus complexe dans le troisième degré des sociétés humaines que dans le second, parce que, dans le second degré des sociétés humaines, ils ne se donnent pas autant d'intelligence que dans le troisième. Et, dans le premier degré des sociétés humaines, les peuples sauvages n'ont encore pour tout moral que le moral des animaux, parce qu'ils n'ont point encore développé

en eux l'intelligence nécessaire pour s'en donner un eux-mêmes.

On doit donc regarder comme une loi absolue dans l'économie politique de la terre, que, dans le cours naturel des choses, et, par conséquent, dans celui que le Créateur a déterminé lui-même dans l'ordre général de l'univers, bien-être physique, intelligence et moral ont dû nécessairement se développer ensemble au même degré dans l'espèce humaine, puisque le développement de son bien-être physique a dû nécessairement la conduire à celui de son intelligence, et celui de son intelligence à celui de son moral.

Mais de cette suprême loi dans l'économie politique de la terre, n'a pas dû nécessairement résulter que l'espèce humaine, en développant son bien-être physique au-delà des besoins de son existence, développeroit aussi en elle son vrai moral, parce que son vrai moral n'a pas dû nécessairement résulter de tout mode indistinctement, dans lequel elle développeroit son bien-être physique.

En développant son bien-être physique au-delà des besoins de son existence, l'espèce humaine a dû nécessairement, et, par conséquent, dans tous les cas, se donner un moral quelconque, puisque, dans tous les cas, elle a dû nécessairement se donner de l'intelligence. Mais, dans l'ordre général de l'univers, son vrai moral n'a dû pouvoir résulter en elle que d'une seule et unique manière de développer son bien-être physique. Et cette vérité, la plus importante de toutes celles que le Créateur a révélées aux gouverneurs de la terre dans l'ordre moral de cette planète, va leur être présentée dans tout son jour.

La population de l'espèce humaine est le grand fondement sur lequel le Créateur a assis, comme on l'a prouvé démonstrativement dans plus d'une place de cet ouvrage, le système entier de ses vues dans l'ordre moral et physique de la terre; et c'est, par conséquent, à ce moyen général du Créateur que les gouverneurs de la terre ont dû nécessairement adapter et subordonner tous les moyens particuliers qu'ils

appliqueroient à l'économie politique de leurs peuples.

Le Créateur a voulu que l'espèce humaine développât sa population dans une progression non interrompue et continuellement croissante, puisque, dans le cours naturel des choses, le pouvoir de se propager n'a jamais dû s'arrêter en elle un seul instant, et que chaque nouveau progrès dans le développement de sa population, a dû continuellement résulter d'une population plus grande, et, par conséquent, être continuellement plus grand lui-même.

Le premier moyen particulier que les gouverneurs de l'espèce humaine ont donc nécessairement dû appliquer à son économie politique, c'est de lui réaliser la subsistance possible de la terre dans une progression non interrompue et continuellement croissante, puisque ce n'est qu'à cette seule et unique condition qu'elle a pu devenir capable de conformer le développement de sa population aux intentions du Créateur.

Le Créateur a voulu, de plus, que l'espèce

humaine développât, dans une progression non interrompue et continuellement croissante, ses besoins artificiels, puisque, dans le cours naturel des choses, ses besoins artificiels ont dû continuellement se développer en elle en même raison qu'elle développeroit sa population.

Le second moyen particulier que les gouverneurs de l'espèce humaine ont donc nécessairement dû appliquer à son économie politique, c'est de lui réaliser les usages possibles des choses de la terre dans une progression non interrompue et continuellement croissante, puisque ce n'est qu'à cette seule et unique condition qu'elle a pu devenir capable de conformer le développement de ses besoins artificiels aux intentions du Créateur.

Et comme réaliser à l'espèce humaine la subsistance possible de la terre et les usages possibles des choses de la terre, est pour elle la même chose que lui réaliser son bien-être physique, il est manifeste que, dans le plan du Créateur, les gouverneurs de l'espèce humaine ont dû nécessairement lui

développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante.

Or, comme il auroit été inconsistant avec la surprême raison du Créateur d'assujettir les gouverneurs de l'espèce humaine à l'absolue nécessité de lui développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, si tout autre cours de prospérité avoit été capable de la conduire à son vrai moral, il est impossible de ne pas conclure de-là que, dans l'ordre général de l'univers, le vrai moral de l'espèce humaine n'a dû pouvoir se développer en elle que par des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de son bien-être physique. Et l'expérience a confirmé cette vérité universellement sur toute la terre.

Car on n'a jamais vu sur la terre un seul peuple cultivateur dont le faux cours de prospérité n'ait pas été inséparablement accompagné non-seulement d'un moral faux, mais d'un moral d'autant plus faux,

qu'il développeroit plus faussement sa prospérité.

Le plus faux cours de prospérité est celui des peuples cultivateurs, qui, après avoir fait, avec l'intervention du commerce extérieur, une suite de progrès croissans dans le développement de leur bien-être physique, déclinent ou rétrogradent dans ces progrès, puisque c'est de tous les cours de prospérité le plus directement opposé aux raisons finales de l'univers. Et ce sont aussi ces peuples qu'on voit généralement dans le moral le plus faux.

Les peuples cultivateurs qui ne font des progrès sensibles dans le développement de leur prospérité, ni à l'aide du commerce extérieur, ni d'aucune autre manière, et qui restent presqu'invariablement fixés à un bien-être physique médiocre, ne sont pas dans un cours de prospérité aussi directement opposé aux raisons finales de l'univers, ni, par conséquent, aussi faux que ceux qui déclinent ou rétrogradent dans le développement de leur bien-être phy-

sique; et on ne les voit pas non plus dans un moral aussi faux.

Enfin, les peuples sauvages qui ne tiennent leur bien-être physique que des seules mains de la nature, et qui, dans cet état, ne sont ni ne peuvent être dans un faux cours de prospérité, n'ont pas le faux moral des peuples cultivateurs, qui, après avoir entrepris eux-mêmes le développement de leur bien-être physique, déclinent, s'arrêtent ou rétrogradent dans ce développement.

Et si jusqu'ici l'expérience n'a pu offrir que des preuves déplorables de l'absolue condition à laquelle le Créateur a lié le développement du vrai moral de l'espèce humaine, ce n'est que parce que nulle part sûr la terre les gouverneurs de l'espèce humaine n'ont été capables de la maintenir imperturbablement dans le cours de prospérité, qui seul a dû avoir le pouvoir de l'exciter à son vrai moral.

Car tout ce qu'ils ont été capables de faire dans leurs plus grands succès, c'est

de mettre leurs peuples, avec l'assistance du commerce extérieur, dans un cours momentané de prospérité, c'est-à-dire, dans un cours de progrès momentanément croissans dans le développement de leur bien-être physique, puisque tel a été dans tous les tems et a dû nécessairement être le cours de la prospérité de tout peuple cultivateur commerçant.

Mais telle est la puissance avec laquelle des progrès continuellement croissans dans le développement du bien-être physique d'un peuple cultivateur ont dû naturellement le porter à son vrai moral, que l'expérience a manifesté une lueur de cette puissance, même dans ce faux cours de progrès momentanément croissans, qu'un concours de circonstances purement précaires a permis aux peuples cultivateurs commerçans de faire dans leur prospérité, puisque c'est généralement dans les courts intervalles de ces progrès qu'elle a montré ces peuples dans le moral le moins faux.

Gouverner l'espèce humaine contre les raisons finales de l'univers, ou, ce qui est

la même chose, développer son bien-être physique de toute autre manière que par des progrès non interrompus et continuellement croissans, est donc manifestement renverser l'ordre moral de la terre dans son plus absolu fondement, et, par conséquent, amener à-la-fois sur cette planète le mal physique et le mal moral, les malheurs et les crimes. Et voilà comment les gouverneurs de l'espèce humaine sont devenus et n'ont cessé d'être ses fléaux et ses corrupteurs.

Car de toute entreprise contraire aux raisons finales de l'univers, soit dans l'ordre moral, soit dans l'ordre physique de la terre, a dû nécessairement résulter le contraire des intentions du Créateur, et, par conséquent, le mal, puisque les raisons finales de l'univers sont les plus absolues volontés du Créateur, et que, dans son infinie bonté, il n'a pu vouloir dans l'univers entier que le bien.

Sous sa nature animale, l'homme a dû jouir sur la terre du plus grand bonheur dont il pouvoit être susceptible sous cette

nature, puisqu'il a dû jouir d'un bien-être physique non interrompu et continuellement croissant. Sous sa nature divine, il a dû pouvoir s'élever à la glorieuse perfection de s'assimiler dans ses actions au Créateur; et son bonheur, comme animal, a dû naturellement le conduire à sa perfection comme homme.

C'est à ce suprême bonheur physique, et à cette sublime perfection morale de l'homme, que le Créateur a subordonné le système entier de la terre; et comme il est de toute impossibilité qu'il ait pu se proposer aucune vue dans l'univers sans l'avoir fondée sur les plus infaillibles moyens, on doit regarder comme une vérité absolue que, dans son plan, il n'a dû nécessairement régner sur la terre ni mal physique ni mal moral, et que l'un et l'autre n'ont dû être imputés qu'aux infidèles dépositaires de ses vues dans le gouvernement de cette planète.

Car, dans l'ordre général de l'univers, l'art de faire régner le bien sur la terre, c'est-à-dire, de procurer à l'espèce humaine le plus grand et le plus imperturbable bien-

être physique sous sa nature animale, de l'élever sous sa nature divine à son sublime rang dans l'univers, et de couvrir la terre de splendeur et de magnificence, a dû former le plus facile de tous les arts humains, puisque c'est le Créateur lui-même qui en a déterminé d'avance tous les moyens, et qu'il n'a laissé pour tout soin à ceux qui ont dû l'exercer en son nom, que l'application simplement mécanique de ces moyens.

Mais, pour le malheur de l'espèce humaine, les gouverneurs de la terre ne se sont jamais douté de cette grande vérité, et n'ayant perpétuellement suivi dans le gouvernement de leurs peuples que leurs propres vues et leurs propres moyens, le plus facile de tous les arts est non-seulement devenu dans leurs mains un art infiniment difficile, mais un art totalement impossible, et, par conséquent, une pure chimère, puisqu'il a dû leur être de toute impossibilité de gouverner la terre avec succès contre les vues et les moyens du Créateur.

Et c'est la raison pourquoi ces innom-

brables institutions de tout ordre, par lesquelles ils ont cherché à forcer leurs vues sur leurs peuples, n'ont été dans tous les tems, et universellement dans tous les gouvernemens, qu'autant de monumens de folie et de sources de désordres sur la terre.

Des Contributions publiques des peuples cultivateurs.

DANS l'ordre général de l'univers, les gouverneurs de la terre ont dû nécessairement être exempts de tout travail, et leur unique fonction a dû être de développer à l'espèce humaine sa prospérité dans une progression non interrompue et continuellement croissante.

Chaque peuple cultivateur a donc nécessairement dû fournir à ses gouverneurs un revenu annuel, pour les rendre capables de pourvoir à-la-fois à leurs besoins particuliers et aux besoins publics de sa société. Et ce n'est que de cette seule et unique manière que les gouverneurs de la terre ont dû pouvoir arriver à leur revenu annuel.

Car, comme, dans les raisons finales de l'univers, ils n'ont dû avoir un revenu annuel que pour le vouer, par leur consommation directe et indirecte en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, à des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de la prospérité de leurs peuples, il est évident que, dans nul peuple cultivateur, ils n'ont dû pouvoir en disposer à leur gré, ni, par conséquent, le posséder à titre de propriété absolue.

Or, comme ils auroient acquis la propriété absolue de leur revenu annuel, et, par conséquent, le droit d'en faire tel usage qu'ils auroient jugé à propos, s'ils avoient pu se le procurer de la même manière que se procurent les leurs les autres classes d'hommes, il est manifeste que, dans les raisons finales de l'univers, ils n'ont dû pouvoir ni posséder des terres, ni entreprendre des manufactures, ni faire le commerce, ni, en un mot, dériver leur revenu annuel d'aucune autre source quelconque, que des contributions publiques de leurs

peuples. Et de-là, deux vérités fondamentales dans l'économie politique de l'espèce humaine.

La première, que chaque peuple cultivateur a dû continuellement conserver la propriété absolue du revenu annuel qu'il fourniroit à ses gouverneurs, puisque, dans l'ordre général de l'univers, ils ont dû être tenus de le lui restituer continuellement en totalité par leur consommation directe et indirecte en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages.

La seconde, que les gouverneurs de la terre n'ont dû être rien de plus que les simples administrateurs de leur revenu annuel, puisque, dans l'ordre général de l'univers, ils ont dû être tenus de le vouer inviolablement à des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de la prospérité de leurs peuples.

Mais dans quelle proportion chaque peuple cultivateur a-t-il dû fournir à ses gouverneurs un revenu annuel ? Précisément dans la proportion nécessaire pour les ren-

dre capables de lui multiplier continuellement sa circulation générale, comme l'exigeroient nécessairement des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa prospérité.

Car, si un peuple cultivateur ne fournissoit pas à ses gouverneurs un revenu annuel suffisant pour les rendre capables de le maintenir, par leur consommation directe et indirecte en subsistance et en choses façonnées et adaptées à des usages, dans un cours de progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa prospérité, il ne seroit pas en leur pouvoir d'empêcher qu'il ne déclinât, s'arrêtât ou rétrogradât dans ce développement.

Et si les gouverneurs d'un peuple cultivateur exigeoient de lui plus de revenu annuel qu'ils n'en auroient besoin pour lui développer sa prospérité dans une progression non interrompue et continuellement croissante, ils lui enlèveroient sans nécessité, et, par conséquent, lui déroberoient la plus sa-

crée de ses propriétés, son bien-être physique.

Mais, comme les gouverneurs de la terre sont capables de multiplier continuellement eux-mêmes leur revenu annuel par le crédit public, il est évident que chaque peuple cultivateur a dû avoir d'autant moins de revenu annuel à leur fournir lui-même, puisque, dans les raisons finales de l'univers, nul peuple cultivateur n'a dû être obligé de fournir à ses gouverneurs plus de revenu annuel que n'en exigeroit nécessairement le développement imperturbable de sa prospérité.

Ainsi, en supposant, comme on l'a fait plus haut, que le crédit public donneroit continuellement aux gouverneurs de la terre le pouvoir de multiplier leur revenu annuel dans la proportion d'un à vingt-cinq, il est manifeste qu'ils n'auroient continuellement besoin d'exiger de leurs peuples, pour les faire prospérer imperturbablement, que la vingt-cinquième partie de tout le revenu annuel que leur fixe l'ordre général de l'univers dans l'économie politique de

l'espèce humaine, puisqu'ils seroient continuellement capables de s'en donner eux-mêmes les vingt-quatre vingt-cinquièmes.

Voilà donc tout ce que l'espèce humaine, gouvernée sur les raisons finales de l'univers, auroit à retrancher annuellement de son bien-être physique pour former à ses gouverneurs un revenu annuel, et les rendre capables de lui développer sa prospérité dans une progression non interrompue et continuellement croissante, ou, ce qui est la même chose, de lui ménager l'imperturbable jouissance de tout le bien moral et physique que le Créateur lui a destiné sur la terre.

Il reste à voir dans quelles proportions les différentes classes d'hommes qui forment ensemble la population de tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, ont dû fournir leurs parts au revenu annuel de leurs gouverneurs.

Si, dans les raisons finales de l'univers, il avoit été possible aux gouverneurs de la terre de procurer indistinctement à toutes

les classes de la population de leurs peuples un bien-être physique égal, toutes auroient eu aussi à contribuer à leur revenu annuel dans une proportion égale, puisqu'il n'y auroit eu aucune raison pourquoi la part des unes eût dû être plus grande que celle des autres.

Mais on a fait voir, dans une autre place de cet ouvrage, que, dans tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, la population des agriculteurs et des manufacturiers a dû continuellement surpasser celle des hommes en général, et que de cette grande circonstance a dû nécessairement résulter une différence dans le bien-être physique de ces deux ordres d'hommes.

Car, comme, dans tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, le revenu annuel des gouverneurs a dû nécessairement devenir celui de toutes les autres classes d'hommes, en passant continuellement tout entier, d'abord dans les mains des agriculteurs et des manufacturiers, et ensuite dans celles des hommes en

général, il est évident que le terme moyen du revenu annuel des hommes en général a dû nécessairement excéder le terme moyen du revenu annuel des agriculteurs et des manufacturiers, dans la même proportion dans laquelle la population des agriculteurs et des manufacturiers excéderoit celle des hommes en général.

Malheureusement, jusqu'ici nul peuple cultivateur de la terre n'a été gouverné sur les raisons finales de l'univers; et il n'est pas possible d'apprendre de l'expérience dans quelle proportion la population des agriculteurs et des manufacturiers a dû naturellement surpasser celle des hommes en général, ni, par conséquent, dans quelle proportion le bien-être physique des hommes en général a dû continuellement être supérieur à celui des agriculteurs et des manufacturiers.

Mais comme on a lieu de croire que, dans tout peuple cultivateur qui développeroit sa prospérité imperturbablement comme le veut l'ordre général de l'univers, la population des agriculteurs et des manufactu-

riers seroit continuellement double de celle des hommes en général, on adoptera cette proportion, en attendant que l'expérience l'ait déterminée elle-même plus précisément dans l'économie politique future de l'espèce humaine.

Dans cette supposition, les agriculteurs et les manufacturiers auroient donc à retrancher annuellement un cinquantième, et les hommes en général un vingt-cinquième de leur bien-être physique, pour former ensemble le revenu annuel, ou, ce qui est la même chose, la base fondamentale du revenu annuel de leurs gouverneurs. Et ce seroit sur ce pied que, dans tout peuple cultivateur, les contributions publiques des agriculteurs, des manufacturiers et des hommes en général, resteroient fixées à perpétuité, et, par conséquent, sans jamais pouvoir excéder cette proportion.

Car il est de toute certitude que ces deux cinquantièmes et ce vingt-cinquième annuellement retranchés du bien-être physique des agriculteurs, des manufactiers et des hommes en général, offriroient éternel-

lement aux gouverneurs de la terre une base plus que suffisante pour les rendre capables de se donner continuellement tout le revenu annuel qu'exigeroit nécessairement le développement imperturbable de la prospérité de leurs peuples , quand on supposeroit même au crédit public dans leurs mains un pouvoir plus limité encore que celui dans lequel on l'a circonscrit.

Dans l'ordre général de l'univers, il est vrai, les gouverneurs de la terre n'ont pu devenir capables de multiplier continuellement dans leurs mains leur revenu annuel, comme le demanderoient nécessairement des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de la prospérité de leurs peuples, qu'en obtenant d'eux des contributions continuellement plus grandes.

Mais il est également vrai que, dans l'ordre général de l'univers, opérer des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de la prospérité d'un peuple cultivateur, a dû nécessairement être la même chose que lui accroître

continuellement sa population, et, par conséquent, lui donner continuellement des nouveaux agriculteurs, des nouveaux manufacturiers et des nouveaux hommes en général.

Or, ce n'est que des contributions publiques de ces nouveaux agriculteurs, de ces nouveaux manufacturiers et de ces nouveaux hommes en général dont les gouverneurs de la terre enrichiroient continuellement la population de leurs peuples, et jamais de contributions accumulées sur les mêmes agriculteurs, les mêmes manufacturiers et les mêmes hommes en général, qu'ont dû continuellement émaner les accroissemens nécessaires de leur revenu annuel.

Car la grande tâche qu'ils ont dû avoir à remplir sur la terre, c'est de développer à l'espèce humaine tout le bien-être physique que le Créateur lui a préparé sur cette planète; et ce n'est continuellement que sur le degré dans lequel ils s'acquitteroient de cette tâche qu'a dû se mesurer celui de leur revenu annuel, puisque, dans l'ordre gé-

néral de l'univers, ils ont dû être aussi nécessairement obligés de gagner et de mériter leur revenu annuel, que sont obligés de gagner et de mériter les leurs les autres classes d'hommes.

En développant le bien-être physique de leurs peuples dans une progression non interrompue et continuellement croissante, leur récompense a dû être de multiplier dans la même progression leur revenu annuel; et leur châtiment a dû être de décliner ou rétrograder dans leur revenu annuel, du moment où ils feroient décliner ou rétrograder leurs peuples dans leur bien-être physique. Et c'est ainsi que, dans les immuables décrets du Créateur, le bien et le mal de leurs peuples a dû nécessairement devenir leur propre bien et leur propre mal.

Mais l'ordre général de l'univers détermine non-seulement, d'une manière absolue, les proportions dans lesquelles les gouverneurs de la terre ont dû continuellement circonscrire les contributions publiques de leurs peuples, on va voir qu'il leur fixe aussi, d'une manière absolue, l'unique

source dans laquelle il a dû leur être permis de puiser ces contributions.

Dans le plan du Créateur, l'espèce humaine n'a dû avoir des gouverneurs pour nulle autre raison que pour lui développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante; et les gouverneurs de l'espèce humaine n'ont dû avoir un revenu annuel pour nulle autre raison que pour le vouer inviolablement à cette destination.

L'ordre général de l'univers défend donc non-seulement aux gouverneurs de l'espèce humaine de forcer sur elle plus de contributions que n'en exigent nécessairement des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de son bien-être physique, mais il leur défend aussi de l'assujettir à des contributions sur lesquelles il leur deviendroit impossible d'asseoir leur revenu annuel dans ses justes proportions, puisque l'un est l'immédiate conséquence de l'autre. Et comme il est infiniment important qu'ils sachent quelles sont ces contributions publiques qu'ils ont

dû proscrire de l'économie politique de leurs peuples, on va les leur tracer clairement.

Il est manifeste que, dans chaque peuple cultivateur, le bien-être physique des agriculteurs, des manufacturiers et des hommes en général, est l'unique règle sur laquelle les gouverneurs de la terre ont dû continuellement mesurer leur revenu annuel, puisque, dans les raisons finales de l'univers, nul individu d'un peuple cultivateur n'a dû être tenu de fournir à ses gouverneurs plus de revenu annuel que ne le comporteroit son bien-être physique.

Mais, comme, dans chaque peuple cultivateur, le bien-être physique des individus a pu s'apprécier de deux manières différentes, c'est-à-dire, soit directement par leurs revenus annuels, soit indirectement par les nécessités, les commodités et les agrémens de la vie que leurs revenus annuels les rendroient capables d'embrasser dans leur consommation, il est essentiel d'examiner laquelle de ces deux mesures du bien-être physique des agriculteurs, des

manufacturiers et des hommes en général, les gouverneurs de la terre ont dû suivre, et de laquelle ils ont dû s'abstenir dans la formation de leur revenu annuel.

Le revenu annuel de chaque individu d'un peuple cultivateur consiste dans la quantité des métaux précieux qu'il devient capable de vouer à sa consommation annuelle en nécessités, en commodités et en agrémens de la vie, puisque, dans les raisons finales de l'univers, ce n'est qu'avec l'intervention des métaux précieux que les agriculteurs, les manufacturiers et les hommes en général ont pu devenir capables de consommer de la subsistance et des choses façonnées et adaptées à des usages.

Or, comme toute quantité de métaux précieux peut être exprimée en nombres déterminés, et que tout nombre déterminé est susceptible de retranchemens précis dans toutes les proportions imaginables, il est clair que, dans tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, les revenus annuels des agriculteurs, des manufacturiers et des hommes en général

admettent, dans la plus grande précision, des retranchemens dans toutes les proportions possibles.

De-là, il est donc de toute évidence qu'en puisant les contributions publiques immédiatement dans les revenus annuels des agriculteurs, des manufacturiers et des hommes en général, les gouvernenrs de la terre deviennent capables de proportionner continuellement leur revenu annuel au bien-être physique des individus de ces trois classes d'hommes, précisément comme le veut l'ordre général de l'univers.

Mais il n'en seroit pas de même, s'ils fondoient leur revenu annuel sur des contributions assises sur les nécessités, les commodités et les agrémens de la vie qu'embrasseroient dans leur consommation les agriculteurs, les manufacturiers et les hommes en général, quoique ce genre de contributions publiques ait paru si naturel à tant de faux instructeurs et faux gouverneurs de l'espèce humaine.

Des taxes imposées sur les nécessités, les

commodités et les agrémens de la vie, sont, il est vrai, des retranchemens aussi réels du bien-être physique des agriculteurs, des manufacturiers et des hommes en général, que le sont ceux qui portent immédiatement sur leurs revenus annuels, mais des retranchemens si désordonnés, comme on va le prouver démonstrativement, qu'il est moralement impossible de les conformer dans aucun peuple cultivateur aux raisons finales de l'univers.

On peut distinguer les taxes sur les nécessités, les commodités et les agrémens de la vie en deux classes générales, en celles qui portent sur des objets dont la consommation s'étend universellement à tous les individus d'un peuple cultivateur, aux agriculteurs et aux manufacturiers comme aux hommes en général, et en celles qui portent sur ce qu'on appelle des objets de luxe, et dont la consommation se trouve concentrée principalement dans ceux des hommes en général, qui jouissent des plus grands revenus annuels.

Par les taxes de la première classe, les

agriculteurs et les manufacturiers se trouveroient donc nécessairement forcés de contribuer au revenu annuel de leurs gouverneurs, précisément dans la même proportion dans laquelle y contribueroient les hommes en général, puisque ces taxes seroient précisément les mêmes pour la consommation des uns et des autres.

Or, si l'on suppose, comme on est fondé de le faire, que, dans tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, le revenu annuel commun des agriculteurs et des manufacturiers n'a dû continuellement être que la moitié de celui des hommes en général, il est de toute évidence que forcer les agriculteurs et les manufacturiers à contribuer au revenu annuel de leurs gouverneurs dans la même proportion que le feroient les hommes en général, seroit les forcer de retrancher de leur bien-être physique, pour fournir aux contributions publiques, le double de ce que retrancheroient pour cet effet du leur les hommes en général.

Des taxes imposées sur les nécessités, les

commodités et les agrémens de la vie qu'embrasseroient indistinctement dans leur consommation les agriculteurs, les manufacturiers et les hommes en général, affecteroient donc nécessairement le bien-être physique de ces trois classes d'hommes dans des proportions directement opposées à celles que fixent, d'une manière si absolue, aux contributions publiques de l'espèce humaine les raisons finales de l'univers, et seroient, par conséquent, non-seulement oppressives et tyranniques pour les agriculteurs et les manufacturiers, mais d'autant plus oppressives et tyranniques pour chaque individu de ces deux classes d'hommes, qu'il jouiroit de moins de revenu annuel.

Car il est manifeste qu'il faudroit nécessairement, pour que ces taxes n'affectassent le bien-être physique des agriculteurs et des manufacturiers que dans la proportion de leur revenu annuel commun, que les nécessités, les commodités et les agrémens de la vie ne fussent continuellement taxés, pour la consommation de ces deux classes d'hommes, que la moitié autant qu'elles le seroient

pour la consommation des hommes en général, puisque le revenu annuel commun des hommes en général a dû continuellement être double de celui des agriculteurs et des manufacturiers.

Mais quand il seroit même possible de distinguer ainsi les taxes qu'auroient à payer sur les nécessités, les commodités et les agrémens de la vie, d'une part, les agriculteurs et les manufacturiers, et, de l'autre, les hommes en général, il n'en seroit pas moins impossible de régler ces taxes de manière que leur masse ne fût continuellement que la part précise que l'ordre général de l'univers alloue aux gouverneurs de la terre dans le bien-être physique de leurs peuples.

On voit donc clairement que des taxes assises sur les nécessités, les commodités et les agrémens de la vie qu'embrasseroient dans leur consommation toutes les classes de la population d'un peuple cultivateur, présenteroient, sous tous les rapports, un système de contributions publiques con-

traire aux raisons finales de l'univers, et, par conséquent, faux.

Mais plus contraires encore aux raisons finales de l'univers, seroient des taxes assises sur le luxe, quoiqu'on ait osé regarder ces taxes comme les contributions publiques les plus conformes à ce que dictent à-la-fois la religion, la morale et les bons principes de gouvernement, parce qu'on n'a jamais su comprendre en quoi ont dû consister, dans l'ordre général de l'univers, le vrai gouvernement, le vrai moral et la vraie religion de la terre.

L'usage indéfini des commodités et des agrémens de la vie s'est présenté aux yeux des imbéciles humains comme un désordre moral qu'ils ont nommé luxe, tandis que c'est à cet usage indéfini des commodités et des agrémens de la vie, c'est-à-dire, au développement indéfini des besoins artificiels de l'homme, que l'infinie sagesse du Créateur a lié, d'une manière absolue, le vrai moral, et, par conséquent, le vrai bien et le vrai honneur de l'espèce humaine.

Jusqu'ici, il est vrai, on a vu le luxe entraîner les peuples universellement sur toute la terre à tous les genres de forfaits et de crimes, et amener enfin sur eux leur ruine; mais ce n'est pas parce que le crime a dû nécessairement marcher sur les pas du luxe; ce n'est que parce que nulle part sur la terre les gouverneurs de l'espèce humaine n'ont été capables de lui développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, et que dès-lors les hommes ont cherché à suppléer eux-mêmes, par tous les moyens possibles, à ce que leurs indignes gouverneurs n'ont jamais su leur procurer naturellement.

C'est-là l'unique cause des désordres qui ont accompagné le luxe des peuples de la terre. Car quelle raison auroient pu avoir les hommes de poursuivre leurs besoins par le crime, si leurs gouverneurs avoient eu soin de les faire jouir, comme les en rendoit si parfaitement capables l'ordre général de l'univers, d'un bien-être physique non interrompu et continuellement crois-

sant? Et pourroit-on, sans la plus monstrueuse impiété, supposer que le Créateur n'a prodigué à l'espèce humaine les commodités et les agrémens de la vie, que pour lui fournir les moyens de se rendre hideuse dans son moral?

On doit donc placer, comme on l'a déjà dit, dans le nombre des plus indubitables vérités de l'économie politique de la terre, que le luxe ne conduit à un moral faux que les peuples cultivateurs gouvernés contre les raisons finales de l'univers, c'est-à-dire, qui tantôt avancent, et tantôt déclinent ou rétrogradent dans le développement de leur bien-être physique; et qu'il conduiroit naturellement à son vrai moral tout peuple cultivateur qui développeroit son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante.

Le plus grand crime que puissent donc commettre contre l'ordre général de l'univers les gouverneurs de la terre, c'est de ne pas développer le bien-être physique de

leurs peuples dans une progression non interrompue et continuellement croissante, ou, ce qui est la même chose, de réduire leurs peuples à la nécessité de décliner ou rétrograder dans le développement de leur bien-être physique. Et l'on va voir qu'ils se rendroient nécessairement coupables de ce crime par des taxes sur les commodités et les agrémens de la vie qu'embrasse dans tout peuple cultivateur le luxe des hommes en général.

Dans les raisons finales de l'univers, nul peuple cultivateur ne peut devenir capable de développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, si ses hommes en général ne développent pas dans la même progression leur consommation en nécessités, en commodités et en agrémens de la vie; et de nul peuple cultivateur les hommes en général ne peuvent devenir capables de développer, dans une progression non interrompue et continuellement croissante, leur consommation en nécessités, en commodités et en agrémens de la vie, s'ils ne

multiplient pas dans la même progression leurs métaux précieux.

Or, comme imposer dans un peuple cultivateur des taxes sur le luxe, seroit nécessairement diminuer les métaux précieux dans les mains de ses hommes en général de tout le montant de ces taxes, et, par conséquent, les faire décliner ou rétrograder proportionnellement dans leur consommation en commodités et en agrémens de la vie, puisqu'il ne seroit plus en leur pouvoir de vouer à cette consommation les métaux précieux que les taxes leur enlèveroient, il est évident que des taxes sur le luxe contrarieroient nécessairement l'ordre général de l'univers dans la plus absolue condition de l'économie politique de la terre.

Il est donc de toute évidence que, dans la formation de leur revenu annuel, les gouverneurs de la terre ont dû nécessairement s'abstenir de toutes taxes, soit sur le luxe, soit sur les nécessités, les commodités et les agrémens de la vie en général, comme d'autant de crimes contre l'ordre général de l'univers, et, par conséquent, ne jamais

fonder leur revenu annuel qu'immédiatement sur ceux des individus de leurs peuples, puisque ce n'est que de cette seule et unique manière qu'ils ont pu continuellement se le donner tel que l'a nécessairement exigé, dans le plan du Créateur, le développement imperturbable du bien-être physique de l'espèce humaine.

Ce n'est donc manifestement qu'à l'ignorance profonde dans laquelle ont été jusqu'ici les gouverneurs de la terre, et de la vraie destination que l'ordre général de l'univers a fixée à leur revenu annuel, et des vrais moyens par lesquels ils ont dû continuellement se le procurer, que l'espèce humaine a pu devoir des taxes sur le luxe et sur les nécessités, les commodités et les agrémens de la vie en général.

Par la plus funeste et la plus criminelle erreur, ils ont perpétuellement pris leur revenu annuel tout entier dans le bien-être physique de leurs peuples, parce qu'ils ont perpétuellement ignoré que c'étoit pour multiplier, et non pour atténuer le bien-

être physique de leurs peuples, qu'ils ont dû avoir un revenu annuel.

Ils n'ont jamais su que, dans les intentions du Créateur, leur revenu annuel a dû continuellement surpasser celui de leurs peuples, et qu'il a dû non-seulement être en leur pouvoir de se donner continuellement cet immense revenu annuel eux-mêmes, mais de se le donner sans affecter le bien-être physique de leurs peuples.

Malheureux hommes ! Ils ne se sont jamais douté de la suprême grandeur que le Créateur a liée à leur haute station dans l'ordre général de l'univers, et à laquelle il a dû leur devenir si facile de s'élever eux-mêmes; et tout ce qu'ils ont su faire jusqu'ici dans leur stupide orgueil, c'est de s'en donner, aux yeux et à la ruine de leurs peuples, les plus fausses et les plus méprisables apparences.

En un mot, la fatale raison pourquoi ils n'ont jamais été capables d'élever l'espèce humaine à son sublime rang dans l'univers, c'est parce qu'ils n'ont jamais été capables

de s'élever eux-mêmes à leur glorieux rang sur la terre, et se donner continuellement tout le revenu annuel qu'exigeoient nécessairement, d'un côté, la splendeur et la magnificence de leur propre bien-être physique, et, de l'autre, le développement imperturbable du bien-être physique de leurs peuples.

Car n'avoir perpétuellement su former leur revenu annuel tout entier que de taxes sur les nécessités, les commodités et les agrémens de la vie, c'est manifestement n'avoir perpétuellement su le composer que d'une partie de celui de leurs peuples, et, par conséquent, n'avoir jamais été capables d'appliquer à l'économie politique de l'espèce humaine un revenu annuel supérieur au sien.

Or, comme, dans les raisons finales de l'univers, ils ont dû nécessairement développer à l'espèce humaine son bien-être physique avec l'intervention de leur revenu annuel, et que, pour la rendre capable de développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et conti-

nuellement croissante, ils ont dû nécessairement appliquer à son économie politique, c'est-à-dire, à leur consommation directe et indirecte en nécessités, en commodités et en agrémens de la vie, un revenu annuel supérieur au sien; il est clair qu'avec un revenu annuel continuellement inférieur au sien, ils ont dû nécessairement la mettre dans l'impossibilité absolue de pouvoir faire dans le développement de son bien-être physique des progrès non interrompus et continuellement croissans.

Et voilà comment la terre leur a continuellement dû ses malheurs et ses crimes. Car le faux et misérable revenu annuel qu'ils ont continuellement arraché à leurs peuples d'une manière si contraire aux raisons finales de l'univers, n'ayant jamais pu les rendre capables de développer à l'espèce humaine son bien-être physique dans les vues du Créateur, sa dégradation dans l'ordre moral, comme dans l'ordre physique de la terre, a dû nécessairement devenir le déplorable résultat de leurs imbéciles gouvernemens.

Du Gouvernement des peuples cultivateurs.

GOUVERNER la terre, c'est réaliser sur cette planète les vues du Créateur par les moyens que son intelligence et sa sagesse infinies ont arrêtés pour cet effet dans l'ordre général de l'univers de toute éternité.

Or, on a prouvé démonstrativement que gouverner la terre dans les vues du Créateur, c'est développer à l'espèce humaine son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, et que gouverner la terre par les moyens du Créateur, c'est appliquer continuellement à l'économie politique de l'espèce humaine un revenu annuel supérieur au sien.

Ainsi, pour gouverner la terre dans les vues et par les moyens du Créateur, les gouverneurs de cette planète ont dû continuellement se donner et appliquer au développement du bien-être physique de l'espèce humaine un revenu annuel supérieur au sien, puisque c'est à ces deux moyens

que le Créateur a lié le système entier de ses vues dans l'ordre moral et physique de la terre.

Mais une question infiniment importante à résoudre dans l'économie politique de l'espèce humaine, et sur laquelle les hommes n'ont cessé d'être divisés jusqu'à ce jour, parce qu'ils n'ont perpétuellement su la fonder que sur des vues détachées de toute connexion avec celles du Créateur, c'est de savoir si c'est dans les mains d'un seul ou dans celles de plusieurs qu'a dû résider le gouvernement de chaque peuple cultivateur; et les raisons finales de l'univers, ces solennelles expressions des volontés du Créateur, vont prononcer à cet égard.

Comme il est de toute certitude que les gouverneurs de la terre n'ont dû avoir autre chose à faire pour gouverner cette planète dans les vues et par les moyens du Créateur, que de se donner et d'appliquer continuellement à l'économie politique de l'espèce humaine un revenu annuel supérieur au sien, il est clair qu'il ne reste qu'à examiner si, dans tout peuple cultivateur,

un seul homme a pu devenir capable de remplir continuellement ces deux grands devoirs.

. Car s'il peut être au pouvoir d'un seul homme de se donner et d'appliquer continuellement à l'économie politique d'un peuple cultivateur un revenu annuel supérieur au sien, il est manifeste que ce seroit sans nécessité, et, par conséquent, sans raison, qu'un tel peuple placeroit son gouvernement dans les mains d'un nombre d'hommes.

Or, comme c'est par le crédit public que les gouverneurs de la terre ont dû continuellement se donner tout le revenu annuel qu'exigeroit nécessairement le développement imperturbable du bien-être physique de leurs peuples, et que les émissions de ce crédit ont pu continuellement émaner des mains d'un seul aussi indéfiniment et aussi régulièrement que des mains de plusieurs, il est de toute évidence que, dans tout peuple cultivateur, il est au parfait pouvoir d'un seul homme de multiplier continuellement son revenu annuel par le crédit public, comme le veut l'ordre général de l'univers.

Et comme appliquer continuellement à l'économie politique de l'espèce humaine un revenu annuel supérieur au sien, a dû être la même chose, pour les gouverneurs de la terre, que multiplier, dans une progression non interrompue et continuellement croissante, leur consommation directe et indirecte en nécessités, en commodités et en agrémens de la vie, et qu'un seul homme a pu devenir aussi capable qu'un nombre d'hommes de vouer continuellement son revenu annuel à cette destination, il est de toute évidence qu'il est au parfait pouvoir d'un seul homme d'appliquer continuellement son revenu annuel à l'économie politique d'un peuple cultivateur, comme le veut l'ordre général de l'univers.

On voit donc clairement, que nul peuple cultivateur n'a pu avoir nécessairement besoin d'être gouverné par un nombre d'hommes, pour pouvoir l'être dans les vues et par les moyens du Créateur. Et cette indubitable vérité prouveroit-elle seule suffisamment que, dans l'ordre général de l'univers, nul peuple cultivateur n'a dû

être gouverné par plus d'un homme, puisque nulle des vues du Créateur sur la terre n'a dû être réalisée, autrement que par les moyens précisément nécessaires.

Mais ce n'est pas seulement parce que, dans l'ordre général de l'univers, il n'a dû être nécessaire, pour aucun peuple cultivateur, de se donner un nombre d'hommes pour gouverneurs, que chacun n'a dû être gouverné que par un seul homme; c'est encore parce qu'il auroit été moralement impossible qu'aucun peuple cultivateur de la terre eût pu continuellement être gouverné par plus d'un homme dans les vues du Créateur.

Car, s'il est de toute vérité que développer à l'espèce humaine son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, est la seule et unique fonction que les gouverneurs de la terre ont dû avoir à remplir dans l'ordre général de l'univers, il est de toute évidence que c'est aussi là le seul et unique intérêt qu'ils ont dû continuellement avoir en vue, et, par conséquent, inva-

riablement poursuivre dans le gouvernement de leurs peuples.

Or, on doit regarder comme une vérité moralement indubitable, que nul peuple cultivateur gouverné par un nombre d'hommes, n'auroit pu se promettre que ces divers hommes n'eussent continuellement poursuivi ensemble dans son gouvernement qu'un seul et unique intérêt, puisque douter de cette vérité, seroit douter de ce que l'expérience a prouvé et prouve encore universellement chez tous les peuples cultivateurs de la terre, qui ont été et sont encore gouvernés par plus d'un homme.

Et comme se proposer dans le gouvernement de l'espèce humaine tout autre intérêt que le développement imperturbable de son bien-être physique, est la gouverner contre les plus formelles vues du Créateur, et, par conséquent, amener sur elle nécessairement les malheurs et les crimes, il est manifeste que nul peuple cultivateur de la terre, gouverné par un nombre d'hommes, n'auroit pu avoir la certitude de ne pas leur devoir

continuellement sa dégradation dans l'ordre général de l'univers.

Un seul homme peut, il est vrai, aussi bien qu'un nombre d'hommes, violer les devoirs qu'impose, d'une manière si absolue, aux gouverneurs de la terre l'ordre général de l'univers, et ne subordonner le gouvernement d'un peuple cultivateur qu'à ses propres vues; mais il est également vrai qu'un seul homme peut ce que ne peuvent pas ensemble, moralement considérés, un nombre d'hommes, c'est-à-dire, poursuivre invariablement un seul et unique intérêt.

Et comme gouverner un peuple cultivateur dans les vues du Créateur a dû être la même chose pour tout gouverneur d'un tel peuple, que s'élever au plus splendide rang, et se mettre en possession des plus précieux biens que les desirs de l'homme puissent embrasser sur la terre, il seroit moralement impossible qu'un homme, destiné à gouverner un peuple cultivateur, pût ne pas avoir continuellement pour seul et unique intérêt de le gouverner dans les vues du Créateur, du moment où l'ordre général de

l'univers lui en auroit révélé les infaillibles moyens.

Le gouvernement d'un seul doit donc manifestement être placé dans le nombre des plus essentielles, et, par conséquent, des plus absolues conditions de l'économie politique de tout peuple cultivateur gouverné sur les raisons finales de l'univers, non-seulement parce que, dans les raisons finales de l'univers, nul autre gouvernement n'a dû être nécessaire sur la terre, mais encore parce que, sous tout autre gouvernement, nul peuple cultivateur de la terre n'auroit pu s'attendre de n'être continuellement gouverné que dans les seules vues du Créateur.

Et c'est ainsi qu'on a définitivement dérivé de l'ordre général de l'univers toutes les conditions, sur lesquelles le Créateur a fondé le vrai gouvernement de la terre, et, par conséquent, le vrai développement des grandes et bienfaisantes vues dans lesquelles il a placé l'homme sur cette planète.

Un seul gouverneur dans chaque peuple

cultivateur, dans les mains de ce seul gouverneur un revenu annuel continuellement supérieur à celui de son peuple, et l'application continuelle de ce revenu annuel à sa consommation directe et indirecte en nécessités, en commodités et en agrémens de la vie; voilà les trois conditions de l'inviolable observation desquelles ont dû naturellement résulter les inappréciables biens que l'infinie bonté du Créateur a préparés à l'espèce humaine sur la terre.

Et l'on va voir que l'ordre général de l'univers a voulu qu'il appartînt exclusivement aux peuples cultivateurs eux-mêmes de pourvoir à la première de ces trois absolues conditions dans le gouvernement de la terre, et que remplir les deux autres devînt la seule tâche des gouverneurs de ces peuples.

Car, quoique ces deux grandes vérités, dans l'ordre général de l'univers, ayent leur fondement immédiat dans l'enchaînement de toutes celles qu'on a si clairement développées dans le cours de cet ouvrage, on va les placer encore ici dans tout leur

jour, afin que les peuples de la terre ne puissent plus ignorer quelle est la part précise que le Créateur leur a fixée dans le gouvernement de leurs sociétés, et quelle est celle qu'il a exclusivement appropriée à leurs gouverneurs.

L'homme est sorti des mains du Créateur, d'un côté, libre, et, de l'autre, avec le penchant de se réunir en société avec ses semblables, parce que ce n'est que dans la société de ses semblables qu'il a dû pouvoir devenir capable de remplir sa haute destination sur la terre, et que, dans nulle société humaine, il n'auroit été en son pouvoir de remplir cette destination, s'il n'y avoit pas existé en être libre.

Or, pour se former une juste idée des sociétés dans lesquelles l'espèce humaine a dû nécessairement se rassembler pour pouvoir devenir capable de répondre aux vues dans lesquelles le Créateur l'a placée sur la terre, il faut distinguer deux choses essentiellement très-différentes, savoir, la réunion des hommes en sociétés, de dispersés et détachés qu'ils étoient les uns des autres,

et le gouvernement de leurs sociétés, puisque, dans l'ordre naturel des choses, l'une a dû précéder l'autre.

La réunion des hommes en sociétés n'a été ni pu être rien de plus, comme on l'a fait voir dans la première partie de cet ouvrage, qu'une simple juxta-position de leurs corps, et, par conséquent, qu'un simple changement de place ; et c'est la raison pourquoi ils ont dû rester aussi parfaitement libres, et de-là aussi parfaitement indépendans les uns des autres après leur réunion qu'ils l'étoient dans l'état de nature.

Car la liberté étant primitivement inhérente, et non fortuitement accessoire à l'homme, puisque c'est le Créateur lui-même qui l'a gravée dans sa nature, il est manifeste que, dans l'ordre général de l'univers, elle a dû être indélébile en lui, ou, ce qui est la même chose, l'accompagner inséparablement dans toutes les situations qu'il occuperoit sur la surface de la terre, et, par conséquent, dans tous les modes de son existence.

Et comme toute société humaine formée par des hommes libres, a dû nécessairement être libre elle-même, puisque l'un devient l'immédiate conséquence de l'autre, il est évident que l'ordre général de l'univers a voulu que chaque société humaine fût aussi libre, et, par conséquent, aussi indépendante de toutes les autres, qu'il a voulu que ses individus fussent libres et indépendans de tous les autres individus de la terre.

Mais se maintenir dans sa primitive liberté n'est pas tout ce que l'espèce humaine a dû se proposer dans l'état de société, quoique ses aveugles législateurs se soient, dans tous les tems, si misérablement tourmentés à vouloir concentrer dans cette unique fin toutes les déterminations de son gouvernement; car il est manifeste que, pour ce seul avantage, le Créateur n'auroit pas eu besoin d'imprimer aux hommes le penchant de se réunir ensemble, puisqu'étant sortis de ses mains parfaitement libres, il ne pouvoit rien rester à ajouter à la liberté dont ils jouissoient dans l'état de nature.

S'arracher à la basse condition dans laquelle le Créateur a d'abord jugé à propos de les faire paroître sur la terre, et s'élever au sublime rang qu'il leur a assigné dans l'univers; voilà à quoi les hommes ont dû se consacrer tout entiers dans l'état de société, parce que, dans l'état de nature, ils n'auroient perpétuellement pu être rien de plus que de purs animaux. Et ce n'est uniquement que pour devenir capables de réaliser en eux cette glorieuse transformation, qu'ils ont dû être libres dans leurs sociétés.

Or, comme il a dû leur être impossible de répondre aux vues du Créateur, autrement qu'en développant leur bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, il est évident qu'il a dû être parfaitement indifférent, dans l'ordre général de l'univers, que les peuples de la terre fussent ou ne fussent point libres, du moment où leur liberté ne les conduiroit pas imperturbablement à ce précieux développement.

Car, quoiqu'il n'ait dû être possible

qu'aux seuls peuples libres de développer leur bien-être physique imperturbablement dans les vues du Créateur, la liberté d'aucun peuple de la terre n'a dû le porter à ce développement d'elle-même, et, par conséquent, nécessairement, parce que, dans le plan du Créateur, l'homme n'a pas dû être amené aux raisons finales de l'univers de la même manière que le sont les animaux.

Dans l'ordre général de l'univers, chaque peuple libre a donc nécessairement dû avoir besoin, pour pouvoir développer son bien-être physique imperturbablement dans les vues du Créateur, que sa liberté fût continuellement dirigée vers l'objet final de son économie politique, soit par lui-même, soit par d'autres. Et de-là, l'absolue nécessité d'un gouvernement dans tout peuple de la terre.

Car diriger continuellement la liberté d'un peuple vers l'objet final de son économie politique, c'est lui développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante; et lui développer ainsi son bien-être physi-

que, c'est le gouverner, puisque c'est ainsi que le Créateur auroit gouverné lui-même les peuples de la terre, s'il avoit jugé à propos d'en garder le gouvernement immédiatement dans ses mains.

Or, comme la liberté des peuples est l'immuable fondement sur lequel a dû porter tout vrai gouvernement de l'espèce humaine, et que nul peuple de la terre n'auroit été un peuple libre, si le Créateur ne lui avoit pas réservé le plus absolu pouvoir de diriger sa liberté lui-même vers l'objet final de son économie politique, il est de toute certitude que c'est à chaque peuple de la terre exclusivement qu'a dû appartenir dans l'ordre général de l'univers le droit sacré de gouverner sa société.

La seule chose qu'il reste donc à déterminer, c'est de savoir si c'est immédiatement ou médiatement que l'ordre général de l'univers a voulu que chaque peuple de la terre prît sur lui cette divine tâche. Et pour résoudre cette grande question d'une manière démonstrative, on va retracer ici succinctement ce qu'il faut entendre par un

peuple formé en peuple cultivateur dans les raisons finales de l'univers.

Dans tout vrai peuple cultivateur, les raisons finales de l'univers exigent nécessairement trois choses; la première, qu'il soit composé de trois classes d'hommes distinctes, savoir, d'agriculteurs, de manufacturiers et d'hommes en général; la seconde, que chaque individu de ces trois classes d'hommes soit continuellement obligé de se procurer son bien-être physique avec l'intervention d'un revenu annuel en métaux précieux; la troisième, que les hommes en général possèdent continuellement d'avance leur revenu annuel, et que ce ne soit continuellement que de leurs seules mains que les agriculteurs et les manufacturiers puissent recevoir le leur.

Ainsi, nul peuple de la terre, dans l'économie politique duquel une seule de ces conditions manque ou se trouve autrement déterminée, n'est un peuple cultivateur dans les raisons finales de l'univers, ni, par conséquent, un peuple susceptible d'être gouverné dans les vues et par les moyens

du Créateur, puisque ce n'est que sous cette seule et unique forme de société qu'il a dû pouvoir devenir possible à l'espèce humaine de développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante.

C'est donc manifestement dans la classe des hommes en général qu'a dû naturellement résider la suprême direction de l'économie politique de tout vrai peuple cultivateur, puisque, dans les raisons finales de l'univers, les agriculteurs et les manufacturiers n'ont dû continuellement avoir d'autres revenus annuels que ceux qu'ils recevroient des mains des hommes en général en échange de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages.

Ainsi, pour savoir s'il peut être au pouvoir d'un peuple cultivateur de se gouverner lui-même immédiatement dans les vues et par les moyens du Créateur, il faut nécessairement savoir s'il peut être au pouvoir de ses hommes en général de multiplier et d'appliquer continuellement leurs revenus annuels à son économie politique,

comme l'exigent des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de son bien-être physique, puisque ce n'est qu'en cela seul qu'a dû consister, dans l'ordre général de l'univers, tout vrai gouvernement sur la terre.

Or, en considérant les pouvoirs que possèdent, dans tout vrai peuple cultivateur, les hommes en général, on voit clairement qu'ils sont capables, d'abord de multiplier leur revenu annuel indéfiniment, et ensuite de l'appliquer indéfiniment à leur consommation en nécessités, en commodités et en agrémens de la vie.

Car il est certain qu'ils sont capables de multiplier leur revenu annuel indéfiniment à l'aide du crédit public, puisque, dans les raisons finales de l'univers, ils ont dû continuellement avoir d'avance dans leurs mains la base fondamentale de ce crédit, c'est-à-dire, les métaux précieux. Et il est certain qu'ils n'ont besoin de rien de plus, pour appliquer leur revenu annuel indéfiniment à leur consommation en nécessités,

en commodités et en agrémens de la vie, que de le vouloir.

Si donc un peuple cultivateur n'avoit eu rien de plus à demander à ses hommes en général, pour pouvoir devenir capable de développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, que de multiplier et d'appliquer leur revenu annuel indéfiniment à leur consommation en nécessités, en commodités et en agrémens de la vie, il seroit indubitable qu'il auroit été destiné dans l'ordre général de l'univers à garder immédiatement dans ses mains le gouvernement de sa société, puisque, dans ce cas, l'une de ses trois classes constitutives s'en seroit trouvée revêtue naturellement.

Mais, pour pouvoir garder le gouvernement de sa société immédiatement dans ses mains, un peuple cultivateur a dû non-seulement avoir dans son sein des hommes en général capables de multiplier et d'appliquer leur revenu annuel à son économie politique indéfiniment, cette multiplication et cette application indéfinies de leur revenu

annuel ont dû aussi nécessairement s'effectuer régulièrement, c'est-à-dire, dans les immuables proportions que l'ordre général de l'univers a progressivement fixées à leur consommation en nécessités, en commodités et en agrémens de la vie, puisque ce n'est que de l'inviolable observation de ces proportions qu'a dû pouvoir résulter sur la terre un gouvernement conforme aux vues du Créateur.

Or, à partir des irrégularités et des désordres qu'on a vu régner universellement dans le développement du bien-être physique de tous les peuples de la terre, qui ont fondé leur économie politique sur le commerce extérieur et sur des banques publiques de circulation, c'est-à-dire, sur la direction d'une partie seulement de leurs hommes en général, on peut juger combien auroit été irrégulière et désordonnée l'économie politique de tout peuple cultivateur qui se seroit reposé, pour le développement de son bien-être physique, sur l'aveugle direction de tous ses hommes en général, puisqu'il auroit été moralement

impossible qu'ils eussent pu ni voulu se concerter ensemble à ne jamais multiplier ni lui appliquer leur revenu annuel, autrement que comme l'auroit voulu l'ordre général de l'univers.

Et s'il est impossible d'élever le moindre doute sur cette vérité, il est de toute évidence que, dans l'ordre général de l'univers, nul peuple cultivateur de la terre n'a dû laisser le gouvernement de sa société dans les mains de ses hommes en général, ou, ce qui est la même chose, n'a dû le garder immédiatement dans ses mains, ni, par conséquent, se gouverner autrement que médiatement.

Le gouvernement médiat étant donc manifestement le seul gouvernement que l'ordre général de l'univers a permis à l'espèce humaine d'appliquer à ses sociétés, il est infiniment important d'en approfondir la vraie nature, et d'en tracer avec précision, comme on va le faire, les fonctions et les limites, afin de mettre dans tout leur jour les fausses et perverses idées que s'en sont formées jusqu'ici, pour le malheur comme pour

le déshonneur de la terre, non-seulement les gouverneurs et les instructeurs des peuples, mais les peuples eux-mêmes.

Il est de toute certitude que nul peuple de la terre ne peut devenir capable de développer son bien-être physique imperturbablement dans les vues du Créateur, s'il n'est pas un peuple libre, et que nul peuple de la terre n'est un peuple libre, s'il n'a pas en son propre pouvoir la direction de sa liberté, ou, ce qui est la même chose, s'il ne gouverne pas lui-même, soit immédiatement, soit médiatement, sa société.

Il est donc aussi de toute certitude que chaque peuple de la terre a dû avoir seul le droit de déterminer et de s'appliquer son gouvernement médiat, puisque ce n'est qu'à cette seule et unique condition qu'il a pu lui devenir possible de se maintenir continuellement en peuple libre, et, par conséquent, en peuple capable de développer son bien-être physique imperturbablement dans les vues du Créateur. Et ce grand principe dans le gouvernement de la terre ré-

sulte encore de l'ordre général de l'univers immédiatement.

Car si, dans l'ordre général de l'univers, chaque société humaine a dû être libre et indépendante de toutes les autres, il est manifeste que nul peuple de la terre n'a pu avoir le droit de s'arroger ou de déterminer le gouvernement médiat d'un autre peuple.

Et si, dans l'ordre général de l'univers, les individus de chaque société humaine ont dû être libres et indépendans les uns des autres, il est manifeste que nul individu d'un peuple de la terre n'a dû avoir le droit de s'arroger ou de déterminer lui seul le gouvernement médiat de sa société.

Le plus énorme crime que puissent donc commettre aux yeux du Créateur, soit des peuples entiers, soit des ligues d'individus, soit un individu seul, c'est de s'arroger ou de déterminer d'une manière quelconque le gouvernement médiat d'une société humaine sans sa plus formelle sanction, c'est-à-dire, sans le plus libre acquiescement de tous ceux de ses individus, que l'ordre général

de l'univers a naturellement désignés pour cette sanction, puisque lui ravir ainsi sa liberté, seroit aussi nécessairement lui ravir tout pouvoir de remplir sa divine destination.

Et toute société humaine qui se soumettroit à une usurpation aussi sacrilége de ses droits sans résistance, ou qui ne consacreroit point à leur maintien toute la résistance et tous les sacrifices possibles, seroit aussi criminelle aux yeux du Créateur que le ravisseur de sa liberté, puisqu'en abandonnant ainsi la plus sacrée de toutes ses propriétés, elle se rendroit complice de tous les malheurs et de tous les crimes qu'amèneroit nécessairement sur elle son esclavage.

Mais l'espèce humaine a-t-elle donc dû être libre d'appliquer à ses sociétés tels gouvernemens médiats qu'elle jugeroit à propos; ou l'ordre général de l'univers l'a-t-il assujettie, à cet égard, à des obligations absolues? C'est à la solution de cette nouvelle question importante dans l'économie politique de la terre qu'on va procéder démonstrativement.

Il est de toute vérité que l'unique raison pourquoi il n'a pas été au pouvoir de l'espèce humaine de gouverner ses sociétés elle-même immédiatement dans les vues du Créateur, c'est parce qu'il n'a pas été en son pouvoir de diriger sa liberté elle-même vers l'objet final de son économie politique, comme le veut l'ordre général de l'univers.

Il est donc aussi de toute vérité que l'unique fonction qu'ont dû avoir à remplir les gouvernemens médiats de la terre, c'est de diriger continuellement la liberté des sociétés humaines vers l'objet final de leur économie politique, comme l'exigent nécessairement des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de leur bien-être physique, puisque c'est-là l'unique chose qu'il n'a pas été au pouvoir de ces sociétés de faire elles-mêmes.

Mais, comme il est d'une importance infinie de ne laisser de doute sur ce grand principe dans le gouvernement de l'espèce humaine, ni dans l'esprit des peuples, ni dans celui des gouverneurs de la terre, on va le développer ultérieurement, afin de le

présenter aux uns et aux autres dans sa plus absolue vérité.

Il est manifeste que la vraie destination que l'espèce humaine a dû avoir à remplir dans l'ordre général de l'univers, détermine d'une manière absolue la vraie liberté dont ses sociétés ont dû jouir sur la terre, puisque le Créateur leur a imposé l'obligation de remplir cette destination librement elles-mêmes.

Or, comme la vraie destination que l'espèce humaine a dû avoir à remplir dans le plan du Créateur, est de développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, et que nulle société humaine n'a dû pouvoir devenir capable d'effectuer ainsi le développement de son bien-être physique, sans le conformer inviolablement aux raisons finales de l'univers, il est de toute évidence que la vraie liberté des sociétés humaines a dû consister dans l'imperturbable pouvoir de développer leur bien-être physique, comme le veulent les raisons finales de l'univers, puisque, sans un tel pouvoir,

il auroit été de toute impossibilité qu'aucun peuple de la terre eût pu remplir lui-même librement sa vraie destination.

Ainsi, empêcher un peuple de développer son bien-être physique comme le veulent les raisons finales de l'univers, ou, ce qui est la même chose, l'assujettir dans son économie politique à d'autres raisons finales que celles de l'univers, c'est lui ravir sa vraie liberté, et, par conséquent, opposer des obstacles au développement des vues du Créateur sur la terre.

La plus absolue obligation que le Créateur a donc imposée à l'espèce humaine dans la formation des gouvernemens médiats de ses sociétés, c'est de renfermer les fonctions de ses gouvernemens dans des limites si précises, qu'ils ne puissent jamais attenter à sa vraie liberté, ni, par conséquent, l'empêcher de conformer le développement de son bien-être physique inviolablement aux raisons finales de l'univers, puisque, sans cette précaution, nul peuple de la terre n'auroit pu avoir un seul instant

la certitude de pouvoir remplir lui-même librement sa vraie destination.

Et la plus indubitable preuve que, dans le plan du Créateur, cette grande précaution dans la fondation de leurs gouvernemens médiats a dû former le plus sacré de tous les devoirs des sociétés humaines, c'est que l'expérience a prouvé universellement que sa transgression a été irrémissiblement suivie des plus sévères châtimens, puisque les annales de la terre n'ont pas montré un seul peuple qui ne se soit trouvé circonscrit dans son bien-être physique, avili dans son moral, et, par conséquent, dégradé sous tous ses glorieux rapports avec l'univers, précisément dans le même degré qu'il a eu la stupidité de ne pas savoir apprécier, ou la lâcheté de se laisser ravir sa vraie liberté.

Mais comment les peuples de la terre ont-ils pu fixer les fonctions de leurs gouvernemens médiats dans les limites que le Créateur leur a si formellement prescrites? En ne laissant à ces gouvernemens, pour tout pouvoir sur leur liberté, que celui de la diriger vers l'objet final de leur économie

politique, puisque ce n'est que sous de tels gouvernemens, et sous nuls autres quelconques, qu'il a pu devenir possible aux sociétés humaines de se maintenir imperturbablement libres, et, par conséquent, imperturbablement capables de conformer le développement de leur bien-être physique aux raisons finales de l'univers.

Et toute société humaine qui donneroit ou laisseroit prendre à ses gouvernemens médiats plus de pouvoirs que n'en exigeroit la direction continuelle de sa liberté vers l'objet final de son économie politique, et qui violeroit ainsi, par la plus criminelle infidélité, le sacré dépôt que le Créateur a placé dans ses mains, subiroit immédiatement la juste punition prononcée contre elle, dans l'ordre général de l'univers, par tous les genres de dégradations qu'attireroit et accumuleroit sur elle sa sacrilége prévarication.

Enfin, les sociétés humaines ont dû non-seulement avoir seules le droit de s'appliquer leurs gouvernemens médiats, et d'en déterminer les pouvoirs et les fonctions,

elles ont dû aussi nécessairement avoir seules le droit de choisir les mains dans lesquelles résideroient ces gouvernemens, puisque l'un est l'inséparable conséquence de l'autre, et que, sans le plus absolu exercice de ce droit, nul peuple de la terre n'auroit été un peuple libre.

Dans l'ordre général de l'univers, il est vrai, nul peuple de la terre n'a dû être libre de placer son gouvernement médiat dans les mains de plus d'un homme, pas plus qu'il n'a dû être libre de le revêtir de plus de pouvoirs que n'en exigeroit la direction de sa liberté vers l'objet final de son économie politique.

Car, comme, sous le gouvernement médiat de plusieurs, nulle société humaine n'auroit pu avoir la certitude de ne jamais se trouver contrariée dans le développement de son bien-être physique, et qu'il est de toute impossibilité que l'ordre général de l'univers ait pu ne présenter à l'espèce humaine, pour l'imperturbable développement de son bien-être physique, que les plus infaillibles moyens, sans l'avoir assu-

jettie, d'une manière absolue, à ces seuls moyens; il est de toute évidence que nul peuple de la terre ne pourroit placer son gouvernement médiat dans les mains d'un nombre d'hommes, sans intervertir l'ordre général de l'univers.

Et comme nulle société humaine n'a dû pouvoir intervertir l'ordre général de l'univers dans son économie politique, sans forcer sur elle le contraire des suprêmes biens que cette sublime combinaison de l'intelligence infinie du Créateur lui avoit assurés dans l'un et l'autre des deux ordres de la terre, et, par conséquent, sans forcer sur elle les malheurs et les crimes; il est manifeste que nul peuple de la terre n'a dû pouvoir placer son gouvernement médiat impunément dans les mains de plus d'un homme.

Car rien n'a été arrêté dans l'ordre général de l'univers, sans l'avoir été d'une manière absolue; et dans les immuables décrets du Créateur, il a dû être de toute impossibilité à l'espèce humaine de rien en-

treprendre avec succès ni sans châtiment contre les raisons finales de l'univers.

Les principes que l'on vient de dériver si démonstrativement de l'ordre immuable de l'univers, déterminent donc, de la manière la plus claire, la part que chaque peuple de la terre a dû nécessairement avoir dans le gouvernement de sa société, et celle dont il a dû nécessairement se trouver exclu.

Nul peuple de la terre n'a dû se gouverner lui-même immédiatement, ni participer à l'exercice de son gouvernement; mais chaque peuple de la terre a dû avoir seul le droit de s'appliquer son gouvernement médiat, d'en déterminer les pouvoirs et les fonctions, et d'en choisir le dépositaire unique, qui seul, et par conséquent, sans partage quelconque, a dû se charger de tout le reste.

Ainsi, c'est à ce gouverneur unique qu'il a dû appartenir exclusivement d'amener son peuple aux raisons finales de l'univers dans toutes les déterminations de son éco-

nomie politique, ou, ce qui est la même chose, de lui appliquer continuellement un revenu annuel indéfiniment multiplié dans les proportions immuablement arrêtées pour cet effet dans l'ordre général de l'univers, puisque ce n'est que par ce moyen seul, et par nul autre quelconque, que chaque peuple de la terre a pu devenir capable de développer son bien-être physique imperturbablement dans les vues du Créateur.

Voilà comment, dans les décrets de sa sagesse infinie, le Créateur a jugé à propos de séparer, dans le gouvernement de l'espèce humaine, la tâche des peuples de celle de leurs gouverneurs, et d'approprier aux premiers seuls le droit de fonder, et aux derniers seuls le pouvoir d'exercer les gouvernemens médiats de la terre.

Et comme l'ordre sur lequel le Créateur a fondé le gouvernement et l'économie politique de la terre, est, de tous les ordres possibles, le seul duquel a dû pouvoir résulter l'imperturbable développement de tout ce qu'il a destiné à l'homme de grand et de

glorieux sur cette planète, puisque c'est dans son infinie intelligence qu'il en a pesé et déterminé toutes les conditions, on ne découvre que trop clairement les causes fatales auxquelles l'espèce humaine doit de n'avoir été jusqu'ici, par ses malheurs et ses crimes, que la honte et le déshonneur de l'univers.

Peuples de la terre! vous avez été vous-mêmes la première cause de votre dégradante existence sur cette planète, parce que c'étoit sur vous que le Créateur s'étoit reposé pour le maintien de votre vraie liberté, pour le choix de vos gouverneurs, pour la détermination de leurs pouvoirs et de leurs fonctions, en un mot, pour toutes les précautions qu'exigeoit d'une manière si absolue, dans l'établissement de vos gouvernemens médiats, l'imperturbable développement de ses vues, et qu'il n'y a pas une seule de ces précautions sur laquelle vous n'ayez trompé son attente et trahi sa haute confiance.

Vous vous êtes perpétuellement, ou laissé

ravir toute liberté, ou laissé éblouir par une liberté qui non-seulement ne pouvoit jamais vous conduire à l'objet final de votre économie politique, mais qui ne pouvoit continuellement vous donner que le funeste pouvoir de contrarier le Créateur dans toutes ses vues, parce que vous n'avez jamais su que votre vraie liberté a dû consister dans le sacré pouvoir de conformer le développement de votre bien-être physique inviolablement aux raisons finales de l'univers.

Par le plus criminel abandon de la plus importante de vos divines prérogatives, de celle de nommer vous seuls les hommes destinés à vous gouverner, vous vous êtes laissé conquérir, vendre, céder et transmettre de mains en mains, comme on dérobe, vend, cède et transmet les propriétés ordinaires ; et lorsqu'il vous est arrivé d'avoir choisi vous-mêmes vos gouverneurs, ce n'a été que pour violer toutes les obligations que l'ordre général de l'univers vous avoit si solemnellement imposées à cet égard.

Vous avez placé vos gouvernemens médiats dans les mains d'un nombre d'hommes, sous des formes que vous avez appelées démocraties, aristocraties et monarchies limitées, c'est-à-dire, combinées, soit avec des démocraties, soit avec des aristocraties, soit avec les unes et les autres à-la-fois, sans vous être jamais doutés que c'étoit commettre autant de crimes contre l'ordre général de l'univers, puisque c'étoit rendre, dans votre économie politique, la poursuite d'un seul et unique intérêt moralement impossible, et, par conséquent, vous mettre dans l'impossibilité morale de pouvoir développer votre bien-être physique imperturbablement dans les vues du Créateur.

Dans votre aveuglement, vous avez imaginé que, sous ces formes de gouvernement si expressément proscrites dans l'ordre général de l'univers de l'économie politique de la terre, vous parviendriez plus facilement et plus sûrement à vous maintenir constamment libres; et ni la raison, ni l'expérience n'ont été capables de vous arracher à cette funeste erreur.

Car, s'il est de toute certitude que des gouvernemens médiats, moralement incapables de vous développer votre bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, ont dû nécessairement amener sur vous les malheurs et les crimes, et, par conséquent, vous corrompre dans votre moral; et s'il est de toute certitude que, dans l'ordre général de l'univers, nul autre gouvernement médiat que celui d'un seul homme, n'a dû pouvoir vous faire jouir d'un bien-être physique non interrompu et continuellement croissant; il est de toute évidence que vous corrompre dans votre moral, a dû devenir votre inévitable sort sous tout gouvernement médiat composé d'un nombre d'hommes.

Or, comment avez-vous pu concevoir qu'il vous deviendroit possible d'être à-la-fois corrompus et libres sous tel gouvernement composé que ce pût être, lorsque votre corruption vous porteroit tôt ou tard et, pour ainsi dire, irrésistiblement à vendre vous-mêmes votre liberté, soit à vos gouverneurs, soit à tous ceux qui se présen-

teroient pour l'acheter, et à vous jeter ainsi volontairement dans l'esclavage.

Ouvrez vos annales depuis les tems les plus reculés, et voyez si, malgré toutes les précautions qu'un zèle exalté pour le maintien ou le recouvrement de votre liberté a pu vous suggérer dans la fondation de vos démocraties, de vos aristocraties et de vos monarchies limitées, il s'en trouve un seul parmi vous qui ne se soit graduellement corrompu dans son moral sous ces formes de gouvernemens, et que sa corruption n'ait enfin précipité du haut de ses forfaits et de ses crimes dans l'esclavage le plus absolu, et, par conséquent, le plus hideux.

Pour avoir pu continuer jusqu'à ce jour à appliquer à vos sociétés ces funestes gouvernemens, il faut donc, de toute nécessité, que vous ayez continuellement été dans la persuasion que nul gouvernement sur la terre n'a dû pouvoir rester long-tems fixe, et que le sort de l'espèce humaine sur cette planète, a dû nécessairement être de passer alternativement, et comme dans un cercle,

de la liberté à l'esclavage, et de l'esclavage à la liberté.

Mais les éternelles vérités que vous présente cet ouvrage, vous apprendront enfin que tout vrai gouvernement a dû pouvoir durer sur la terre aussi long-temps que durera cette planète, et vous amener sans cesse aux raisons finales de l'univers si inviolablement, à ne jamais vous contrarier un seul instant dans le développement de votre bien-être physique, ni, par conséquent, vous corrompre un seul instant dans votre moral.

Car la déplorable cause de tous vos malheurs et de tous vos crimes a été que vous n'ayez jamais su que votre moral a dû dépendre, d'une manière absolue, de votre bien-être physique, c'est-à-dire, qu'il a dû être vrai ou faux, suivant que vos gouvernemens médiats conformeroient ou opposeroient le développement de votre bien-être physique aux raisons finales de l'univers; et de-là, que vous avez dû nécessairement être ou à-la-fois, et inséparablement heureux dans l'ordre physique, et purs dans l'ordre moral de la terre, ou à-la-fois, et

inséparablement malheureux dans l'un, et corrompus dans l'autre.

Voilà ce que vous avez perpétuellement ignoré, et c'est à cette fatale ignorance de l'intime connexion qui a dû régner dans l'ordre général de l'univers, entre la nature de votre moral et la manière dont vous développeriez votre bien-être physique, que doivent être attribuées vos innombrables erreurs dans le choix et la détermination de vos gouvernemens médiats, et, par conséquent, tous les désordres moraux et physiques de la terre.

Car, si vous aviez été capables de comprendre de quelle importance a dû être pour vous le développement de votre bien-être physique, vous ne l'auriez jamais confié à des gouvernemens médiats moralement incapables de le conformer inviolablement aux raisons finales de l'univers, parce qu'il auroit été impossible que vous eussiez pu vouloir être à-la-fois malheureux et corrompus; et vous auriez invariablement appliqué à vos sociétés le gouvernement médiat que le Créateur vous a tracé lui-même, et sous

lequel seul il a pu vous devenir possible de développer votre bien-être physique imperturbablement dans ses vues.

Vous n'auriez jamais donné ni laissé prendre à vos gouvernemens médiats le sacrilége pouvoir d'asservir votre liberté arbitrairement à leurs sales vues de préférence aux vues sublimes du Créateur, parce qu'il auroit été impossible que vous eussiez pu ne pas vouloir être à-la-fois heureux dans votre bien-être physique et purs dans votre moral; et vous auriez eu soin de contenir vos gouverneurs avec la plus inflexible rigueur dans les limites du seul pouvoir que l'ordre général de l'univers leur a permis d'exercer sur votre liberté, celui de la diriger continuellement vers l'objet final de votre économie politique.

Enfin, il ne vous seroit jamais arrivé de considérer vos gouverneurs autrement que comme des hommes choisis et autorisés par vous, en vertu de vos divins pouvoirs, à prendre sur eux, en votre nom, la suprême gestion de vos grands intérêts sur la terre; et plus la récompense que le Créateur auroit

attachée pour vous à leurs services auroit été grande, plus vous les auriez rendus responsables de tout abus et de toute prévarication dans la haute mission dont vous les auriez honorés.

Vous voyez donc clairement que c'est à vous-mêmes principalement que vous devez vous en prendre d'avoir été frustrés jusqu'ici des précieux biens qui vous ont été si formellement destinés dans l'ordre général de l'univers ; et ce que vous avez à faire, si vous voulez enfin vous élever à la glorieuse existence que le Créateur a pris tant de soins de vous préparer lui-même sur la terre.

Et vous, gouverneurs de la terre ! vous ne pouvez plus ignorer non plus quelles sont les fonctions que vous avez à remplir sur cette planète, si vous voulez enfin la délivrer de ses malheurs et de ses crimes, et cesser de lui ravir sa gloire dans l'univers.

Car, si ne pas gouverner la terre dans les vues et par les moyens du Créateur, a dû nécessairement amener sur elle les malheurs

et les crimes, et s'il n'est que trop certain que vous ne l'avez jamais gouvernée autrement que dans vos propres vues et par vos propres moyens, ce n'est manifestement qu'à vous seuls que sa honte et son déshonneur dans l'univers doivent être imputés.

Cependant, c'est en détruisant ainsi perpétuellement le système entier des vues du Créateur sur la terre, que vous avez osé vous dire ses représentans dans le gouvernement de cette planète, et prétendre ne tenir que de ses seules mains vos droits et vos pouvoirs, parce que vous n'avez jamais supposé ni Créateur ni ordre général dans l'univers, et que, dans cette monstrueuse impiété, vous avez cru pouvoir former impunément telles prétentions que vous dicteroient vos destructives et basses vues.

Mais le voile est enfin levé; on vous a prouvé démonstrativement que l'univers a été fondé, moralement aussi bien que physiquement, sur un ordre général, dans lequel a été immuablement réglé et arrêté tout ce qu'il a dû embrasser dans son immense système; et on vous offrira, dans la

dernière partie de cet ouvrage, les plus invincibles preuves qu'il existe un Créateur, de l'intelligence et de la sagesse infinies duquel cet ordre sublime a émané.

C'est dans cet ordre immuable de l'univers qu'ont été fixés de toute éternité les droits de vos peuples, les pouvoirs précis qu'il a dû leur être permis de vous céder sur leur liberté, et les fonctions que vous avez dû avoir à remplir dans le gouvernement de leurs sociétés. Et jusqu'ici vous avez violé cet arrangement sacré dans toutes ses conditions, parce que vous n'avez jamais cherché à pénétrer dans quelles vues et par quels moyens vous avez dû gouverner la terre.

Mais à présent qu'il ne vous est plus possible de l'ignorer, et qu'on vous a si clairement révélé ce que le Créateur a exigé de vous dans l'ordre général de l'univers, vous abhorrerez vos erreurs et vos crimes passés, et une sainte frayeur vous interdira sans doute pour l'avenir tout attentat sur les droits et la liberté de vos peuples, pour ne plus exercer sur eux que vos seuls légitimes pouvoirs.

Vous vous convaincrez enfin qu'il est impossible que vous puissiez rien entreprendre de plus grand et de plus glorieux dans vos hautes stations, que ce que le Créateur a si formellement commis à vos soins, et qu'il vous a rendu si facile, c'est-à-dire, de couvrir la terre, d'un côté, de splendeur et de magnificence, et, de l'autre, d'hommes heureux et purs dans leur moral; et vous vous maudirez vous-mêmes de ne l'avoir gouvernée jusqu'ici que pour la dévaster, dépeupler et désoler par les malheurs et les crimes.

Et quand cette sublime entreprise n'auroit pas en elle-même assez de pouvoir pour vous faire renoncer à ce que vos vues abjectes et votre basse ambition vous ont présenté, dans tous les tems, comme si attrayant et si digne de poursuite dans le gouvernement de la terre, le plus puissant intérêt vous y détermineroit irrésistiblement.

Car, quoique le Créateur vous ait rendu votre divine mission si facile, que vous n'ayez dû avoir besoin, pour la remplir,

que de le vouloir, il n'a pas voulu que vous fissiez rien pour sa gloire gratuitement; et, dans son plan, le servir dans ses vues a dû vous conduire immédiatement à la plus splendide récompense, et vous élever au plus haut sort dont l'homme puisse être susceptible sur la terre, et au-dessous duquel vous a perpétuellement laissé à une distance infinie celui que vous vous êtes si vainement promis de vos forfaits et de vos crimes.

Comparez le méprisable revenu annuel que vous n'avez continuellement su vous procurer qu'en dérobant à vos peuples leur bien-être physique par l'exécrable brigandage de vos taxes, avec celui que l'ordre général de l'univers vous a rendu capables de vous donner indéfiniment vous-mêmes, non-seulement sans appauvrir vos peuples un seul instant dans leur bien-être physique, mais en ne cessant de répandre sur eux un bien-être physique continuellement plus grand; et voyez quels immenses moyens le Créateur a mis dans vos mains pour votre bonheur et votre gloire, et

combien a dû être différent le sort que vous tiendriez de son infinie bonté, de celui que vous n'avez continuellement voulu tenir que de vous seuls.

Être à-la-fois les fléaux et les corrupteurs de la terre, ou bannir à jamais de cette planète les malheurs et les crimes, voilà l'infinie différence qui a dû résulter de la manière dont vous gouverneriez vos peuples, c'est-à-dire, ou dans vos perverses vues et par vos stupides moyens, ou dans les vues sublimes et par les infaillibles moyens du Créateur.

Dans cet ordre des choses, pourriez-vous donc balancer un seul moment à laquelle de ces deux manières de gouverner la terre vous devez donner la préférence, et ne pas embrasser avec un saint empressement celle qui a dû devenir pour vous comme pour vos peuples, et dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique de la terre, une source intarissable de gloire et de biens ? Cela est de toute impossibilité.

Enfin, je viens à vous, malheureux hom-

mes, qui vous êtes érigés en guides de l'espèce humaine dans le gouvernement et l'économie politique de ses sociétés, sans vous être qualifiés aux yeux du Créateur pour cette sainte entreprise; car vous avez eu trop de part aux calamités et aux désordres de la terre pour que je puisse vous passer sous silence.

Ce n'est cependant pas que je veuille considérer ici en détail les fausses et pernicieuses doctrines que vous avez osé présenter avec tant d'assurance et d'ostentation aux peuples comme aux gouverneurs de la terre; mon ouvrage n'a point été destiné à cette tâche, et je ne ferai rien de plus que de tracer vos erreurs à leur malheureuse source.

Dans les innombrables raisonnemens sur lesquels vous avez fondé vos doctrines, vous êtes tous partis de la monstrueuse supposition que le gouvernement et l'économie politique de la terre avoient été laissés indéterminés dans l'ordre général de l'univers, et abandonnés aux seules déterminations de l'intelligence humaine, parce

qu'aucun de vous n'a su voir la terre, sous son ordre moral, aussi immuablement réglée et arrêtée dans toutes ses conditions, qu'elle l'a été sous son ordre physique. Et voilà comment l'espèce humaine n'a eu et n'a pu continuellement avoir en vous que des faux instructeurs.

Car, n'ayant jamais marché, dans vos instructions, sur les traces de l'intelligence infinie, qui de toute éternité a fixé à l'espèce humaine son gouvernement et son économie politique, vous n'avez cessé de vous égarer sur l'un et sur l'autre dans l'inextricable labyrinthe de vos propres idées, et, par conséquent, d'égarer les autres.

Au lieu de chercher à pénétrer l'objet final du gouvernement et de l'économie politique des sociétés humaines dans l'ordre général de l'univers, vous avez perpétuellement voulu l'imaginer vous-mêmes ; et de-là, ces insensés et funestes systêmes, tant de gouvernement que d'économie politique, dont vous avez tour-à-tour répandu le poison dans vos écrits.

L'ordre général de l'univers vous auroit appris que chaque peuple de la terre a dû avoir pour objet final, dans son économie politique, de développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, et que son gouvernement a dû consister dans la direction continuelle de sa liberté vers cet objet final de son économie politique, par l'impulsion d'un seul homme.

Il vous auroit appris, de plus, que nul peuple de la terre n'a dû pouvoir développer en lui son vrai moral, autrement qu'en développant son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, et que toute autre manière de lui développer son bien-être physique, a dû nécessairement le corrompre dans son moral.

Enfin, il vous auroit appris que l'espèce humaine n'a dû avoir rien de plus à demander à ses gouverneurs, pour pouvoir remplir moralement et physiquement sa divine destination sur la terre, que de lui appliquer régulièrement un revenu annuel indé-

finiment multiplié dans leurs mains par le crédit public.

Et en partant continuellement dans vos instructions de ces vérités absolues, vous seriez devenus les vrais promoteurs des vues du Créateur sur la terre; et il ne vous seroit jamais arrivé de désoler l'espèce humaine, ni dans son gouvernement, ni dans son économie politique, par vos chimériques et fatales doctrines.

On n'auroit jamais vu parmi vous un Adam Smith oser fonder l'économie politique de la terre sur des moyens qui devoient nécessairement mettre les sociétés humaines dans l'absolue impossibilité de pouvoir développer leur bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, et cependant s'imaginer, comme l'annonce le fastueux titre de son ouvrage, de leur avoir indiqué dans ces moyens les vrais sources de leurs richesses.

Car, si cet homme n'avoit pas totalement ignoré en quoi a dû consister, dans l'ordre

général de l'univers, l'objet final de l'économie politique de l'espèce humaine, il auroit été impossible qu'il eût pu se permettre tant de faux raisonnemens pour engager les peuples de la terre à développer leur bien-être physique par le commerce extérieur; et s'il n'avoit pas totalement ignoré que, dans l'ordre général de l'univers, les gouverneurs de la terre ont dû continuellement augmenter et ne jamais diminuer un seul instant le bien-être physique de leurs peuples, il auroit été impossible qu'il eût pu leur enseigner méthodiquement l'art d'appauvrir leurs peuples par des taxes.

On n'auroit jamais vu non plus parmi vous un Montesquieu ramasser, dans l'égoût des erreurs et des crimes de la terre, tous ceux que l'espèce humaine a commis jusqu'ici dans le gouvernement de ses sociétés, pour les classer en formes de gouvernemens distinctes, et les présenter sous ces formes aux générations futures si complétement développés dans toutes leurs conditions, que chaque peuple de la terre pût enfin connoître le mode précis dans lequel

il auroit à pratiquer celle qu'il se seroit appliquée, comme il s'est flatté de l'avoir fait dans un ouvrage auquel il a osé profaner le titre d'Esprit des Loix.

Car, s'il avoit su que rien n'a dû porter sur la terre le sacré nom de loi que les seuls décrets du Créateur, exprimés et solennellement promulgués aux hommes dans les raisons finales de l'univers, il auroit été impossible, qu'il eût pu avoir l'impiété d'appeler indistinctement loi tout rapport qui dériveroit nécessairement de la nature d'une chose, telle que pût être cette nature, et, par conséquent, de la nature d'une association de brigands et d'incendiaires, comme de celle d'un gouvernement destructeur des vues du Créateur sur la terre.

Et s'il avoit su que, dans les suprêmes décrets du Créateur, les gouvernemens de la terre ont dû avoir pour objet final de rendre les hommes à-la-fois heureux dans l'ordre physique, et purs dans l'ordre moral de cette planète, ou, ce qui est la même chose, d'élever les sociétés humaines à leur vrai moral par le développement non inter-

rompu et continuellement croissant de leur bien-être physique, il auroit été impossible qu'il eût pu vouer sa vie entière à l'inutile et chimérique tâche d'approfondir dans leurs natures et dans leurs principes des formes de gouvernemens qui, dans toutes les combinaisons possibles, devoient nécessairement amener sur l'espèce humaine les malheurs et les crimes.

En un mot, si, au lieu de ne prendre ses idées de loix, de gouvernemens et d'économie politique que dans sa seule imagination, il avoit su les puiser dans l'unique source de toute vérité sur la terre, dans l'ordre immuable de l'univers, il auroit été de toute impossibilité qu'il eût pu sortir de ses mains un ouvrage qui, depuis son commencement jusqu'à sa fin, n'est qu'un assemblage monstrueux de principes et de conséquences en contradiction manifeste avec les raisons finales de l'univers.

Vous n'avez pas tous, il est vrai, embrassé dans vos écrits, comme ces deux hommes, des systêmes entiers de gouvernement et d'économie politique; mais sur

telles branches particulières de l'un et de l'autre que vous ayez entrepris de vouloir éclairer l'espèce humaine, vous l'avez tous trompée dans vos instructions par des doctrines inconsistantes avec ses vrais intérêts sur la terre, parce que, dans tous vos raisonnemens, vous n'êtes perpétuellement partis que des faux intérêts que vous avez osé lui forger vous-mêmes.

On a même vu à côté de vous des instructeurs d'un ordre plus funeste encore, un Voltaire, un Rousseau, un Reynal, un Paine, et tant d'autres pestes de cette espèce, qui, incapables de rien montrer de mieux à l'espèce humaine dans son gouvernement, se sont bornés à de pures déclamations contre ses institutions et ses loix, et à lui présenter sous les plus odieuses couleurs la manière dont elle se laissoit gouverner, dans l'unique vue d'enflammer ses sociétés de mécontentemens, et de les exciter à des révolutions, ou, ce qui est la même chose, à passer violemment de gouvernemens faux à d'autres non moins faux ou plus faux encore, avec l'horrible surcroît de toutes

les calamités et de tous les crimes généralement inséparables de pareils passages.

Tel a été le malheureux sort de l'espèce humaine sous vos fatales instructions, n'avoir jamais eu ni gouvernement ni économie politique conformes aux raisons finales de l'univers, et, par conséquent, n'avoir jamais pu devenir capables de répondre aux vues du Créateur, ni dans l'ordre moral, ni dans l'ordre physique de la terre; voilà ce qu'elle a dû dans tous les tems à votre vanité, à votre présomption et à sa stupide admiration pour vos écrits.

Mais le moment est venu où la terre va s'affranchir pour toujours de la funeste influence que vous vous êtes arrogée sur les déterminations de son gouvernement et de son économie politique; et vos écrits, par lesquels vous avez eu tant de part à son déshonneur dans l'univers, ne déshonoreront plus que vous-mêmes.

Le gouvernement et l'économie politique de l'espèce humaine ont enfin été amenés, dans leurs principes comme dans leurs

moyens, à cette sublime et merveilleuse simplicité qui caractérise tout ce qui a émané de l'intelligence infinie qui a présidé à l'ordre général de l'univers; et dorénavant ni les peuples, ni leurs gouverneurs n'auront besoin que des instructeurs viennent leur apprendre de quelle manière ils ont à exercer, les uns leurs droits, et les autres leurs pouvoirs, pour réaliser sur la terre moralement et physiquement les vues du Créateur.

La divine Providence n'a pas permis que cet ouvrage pût paroître assez tôt pour sauver à l'Europe le hideux spectacle de l'effroyable révolution arrivée dans le gouvernement d'un de ses peuples, trop et trop long-tems avili dans son existence sous l'insupportable joug de ses arbitraires gouverneurs.

Un grand exemple a sans doute dû apprendre, d'une part, aux gouverneurs de la terre combien peut être terrible la vengeance à laquelle les expose l'oubli de leurs devoirs envers leurs peuples, et, de l'autre, aux peuples combien il leur devient facile

de se délivrer de l'oppression, lorsqu'ils en prennent la ferme résolution.

Mais, comme c'est-là tout le salutaire de l'instruction que la Providence a entendu présenter aux hommes dans la révolution de la France, elle a voulu que cet ouvrage parût à tems pour arrêter cette affreuse calamité dans ses progrès, et l'éteindre dans son foyer même.

Car cette révolution, considérée en elle-même, n'a été, dans ses principes comme dans ses moyens, qu'un tissu de crimes contre l'ordre général de l'univers, puisque ses aveugles fauteurs, après avoir anéanti l'ancien ordre des choses, n'ont su faire rien de plus, pour le remplacer, que de monter la France dans son nouveau gouvernement sur un nouveau mode de contrarier le Créateur dans ses vues, et, par conséquent, rien de plus que de changer seulement la manière d'amener sur l'espèce humaine les malheurs et les crimes.

Malheureux Français ! c'est pour avoir ignoré que, dans l'ordre immuable de l'uni-

vers, vous avez dû être exclus de toute participation au gouvernement de votre société, que vous avez accepté avec tant de joie la part que vous y ont appropriée des législateurs aussi ignorans que vous.

C'est pour avoir ignoré que, dans l'ordre immuable de l'univers, vous n'avez dû pouvoir être imperturbablement ni heureux dans votre bien-être physique, ni purs dans votre moral sous le gouvernement de plusieurs, que vous vous êtes tant empressés à appliquer ce fléau à votre société.

Et c'est pour avoir ignoré que, dans l'ordre immuable de l'univers, votre liberté a dû consister dans le précieux pouvoir de développer votre bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, que vous vous êtes tant enivrés d'une liberté fausse et incapable de vous conduire à un pareil développement de votre bien-être physique.

Mais à présent que toutes ces vérités vous ont été si clairement révélées, pourriez-vous hésiter un seul moment à revenir

de vos funestes erreurs, et à vous soustraire à un ordre de choses si criminel aux yeux du Créateur, et, par conséquent, aussi contraire à tous vos vrais intérêts sur la terre, que l'est celui que vous vous êtes laissé imposer, dans votre gouvernement comme dans votre économie politique, par des législateurs égarés dans toutes leurs idées? Il est impossible de vous supposer capables d'un pareil aveuglement.

Foulez donc aux pieds ces orgueilleux écrits dont vos insensés défenseurs ont inondé le public dans le sanguinaire procès que vous a suscité avec l'Europe presqu'entière votre malheureuse révolution, et regardez-les comme aussi indignes de votre attention que ceux qu'ont publiés contre vous les méprisables avocats de vos adversaires, puisque présenter comme parfait un gouvernement contraire aux raisons finales de l'univers dans toutes ses déterminations, et par conséquent radicalement faux, ou le condamner comme détestable, uniquement parce qu'il n'est pas faux dans le même mode que le sont d'autres, c'est

être également ennemis de la terre, et vouloir perpétuer sur elle les malheurs et les crimes.

Dissolvez cet amas informe d'hommes que vous vous êtes donnés pour gouverneurs, et qui, loin d'avoir eu un seul instant en vue de vous servir dans vos intérêts, qu'ils n'ont pas même été capables de pénétrer, se sont tour-à-tour exterminés les uns les autres pour se servir dans les leurs.

Condamnez aux flammes, pour n'en pas laisser traces dans vos annales, ces innombrables décrets sortis de leurs tumultueuses délibérations, dans une contradiction perpétuelle les uns avec les autres, comme cela devoit nécessairement être dans le sale conflit de leurs féroces factions.

Et après que vous vous serez ainsi restitués à vous-mêmes, soyez le premier peuple de la terre à cesser de vous laisser gouverner dans les vues et par les moyens des hommes, et à vous donner la gloire

de n'être désormais gouvernés que dans les seules vues et par les seuls moyens du Créateur ; c'est-à-dire, placez votre gouvernement dans les mains d'un seul homme, comme le veut si formellement l'ordre général de l'univers, et ne craignez jamais d'un tel gouverneur aucun de ces funestes et perfides abus qu'ont fait de leurs pouvoirs tant de gouverneurs de la terre, puisque son bien et son mal se trouveront si indissolublement liés à votre bien et à votre mal, qu'il aura continuellement le plus grand intérêt de vous élever à tout le bonheur qui a dû vous appartenir sur la terre, et que, dans tous les cas, vous le mettrez dans l'impossibilité de pouvoir vous gouverner autrement.

C'est alors que vous pourriez présenter votre gouvernement comme un modèle parfait à tous les autres peuples, non-seulement sans avoir à craindre d'effaroucher et de liguer contre vous les despotes de la terre, mais sans qu'il y en eût un seul parmi eux qui n'ambitionnât la gloire de devenir le gouverneur de son peuple, aux

mêmes conditions auxquelles vous vous seriez donné le vôtre.

De tous les peuples de la terre, vous êtes dans ce moment le mieux préparé pour effectuer cette sublime révolution naturellement, puisque tous les genres d'obstacles qui auroient pu s'y opposer ont été extirpés de votre sein, tandis que nul autre peuple ne pourroit se procurer ce précieux avantage, sans blesser l'ordre général de l'univers, qu'après l'entière extinction de ses présens abus, et par conséquent de sa présente génération.

Et si les intentions de ceux qui vous gouvernent aujourd'hui sous des formes nouvelles, sont aussi droites qu'ils cherchent à vous le persuader, ils seront les premiers à se pénétrer des grandes vérités que leur présente cet ouvrage, et à sentir combien seroit vain et chimérique tout ce qu'ils pourroient imaginer pour votre bien contre les raisons finales de l'univers, auxquelles nuls décrets humains n'ont dû pouvoir être substitués dans le gouvernement de la

terre, sans la plonger dans les malheurs et les crimes.

Car, une fois convaincus, comme il n'est plus en leur pouvoir de ne l'être pas, que, dans l'ordre général de l'univers, l'ordre moral de la terre a été fondé sur des principes aussi immuables que l'a été l'ordre physique de cette planète, il seroit de toute impossibilité qu'ils pussent ne pas regarder comme aussi insensé de vouloir entreprendre de régler le gouvernement des sociétés humaines contre les immuables loix de l'un, que de vouloir entreprendre de régler le mouvement des corps contre les immuables loix de l'autre.

Tout semble donc indiquer que vous êtes l'heureux peuple auquel est réservée la gloire d'être le premier à développer sur la terre un nouvel ordre de choses, l'ordre sublime sur lequel le Créateur a lui-même fondé le systême moral et physique de cette planète, et à prouver enfin, par la plus irrésistible de toutes les preuves, par votre exemple, que, dans l'ordre général de l'univers, il n'a dû nécessairement

régner sur la terre ni malheurs ni crimes, et que les uns et les autres n'ont perpétuellement été forcés sur l'espèce humaine que par ses législateurs, ses gouverneurs et ses instructeurs.

Le grand objet que je me suis proposé dans cet ouvrage, a été de pénétrer dans l'ordre général de l'univers les vraies vues dans lesquelles le Créateur a placé l'homme sur la terre, et de-là, les vrais principes et les vrais moyens sur lesquels l'espèce humaine a dû fonder son gouvernement et son économie politique; et j'ose me persuader que personne ne me lira avec l'attention nécessaire, sans se convaincre que j'ai rempli cet objet, et sans bénir, comme moi, la divine Providence de m'avoir si visiblement éclairé et guidé dans mes travaux.

Je n'ai indiqué l'application des moyens du Créateur au gouvernement et à l'économie politique de la terre qu'en général, et je me suis abstenu de la tracer minutieusement dans toutes ses branches, pour ne pas trop grossir cet ouvrage, et la

réserver pour un autre. Mais, en attendant, je serai continuellement prêt à donner, à cet égard, toute mon assistance à ceux qui croiroient en avoir besoin, soit qu'il fût question d'un peuple actuellement préparé ou d'un peuple à préparer pour son divin gouvernement.

Car on doit d'avance être certain que des moyens que le Créateur a lui-même arrêtés dans l'ordre général de l'univers pour le développement de ses vues sur la terre, ont dû être aussi simples dans leur pratique qu'ils le sont dans leurs principes, ou plutôt ont dû être les seuls moyens praticables dans le gouvernement et l'économie politique de l'espèce humaine.

De combien de loix et d'institutions insensées les peuples de la terre se trouveront affranchis, dans leur gouvernement comme dans leur économie politique, lorsqu'ils ne seront plus gouvernés que dans les vues et par les moyens du Créateur, et que leurs gouverneurs n'auront plus autre chose à faire pour les élever, moralement et physiquement, à leur suprême bonheur, que

de poursuivre invariablement un seul et unique intérêt par un seul et unique moyen.

Car, si, dans l'ordre général de l'univers, le développement des vues du Créateur dans l'ordre moral et physique de la terre, a dû naturellement résulter du développement non interrompu et continuellement croissant du bien-être physique de l'espèce humaine, et si, pour développer ainsi à l'espèce humaine son bien-être physique, ses gouverneurs n'ont dû avoir besoin de rien de plus que d'appliquer continuellement à son économie politique un revenu annuel supérieur au sien; il est manifeste qu'à côté de ce moyen du Créateur, nulles institutions ni loix humaines n'ont dû être nécessaires pour bannir de la terre les malheurs et les crimes.

Et si, dans l'ordre général de l'univers, le développement non interrompu et continuellement croissant du bien-être physique de l'espèce humaine, n'a dû pouvoir résulter de nul autre moyen que de l'application continuelle à son économie politique d'un revenu annuel supérieur au sien, il

est manifeste que, sans ce moyen du Créateur, nulles institutions ni loix humaines n'ont dû pouvoir garantir la terre des malheurs et des crimes.

On voit donc clairement que, dans l'ordre général de l'univers, toutes institutions et toutes loix par lesquelles les législateurs de la terre entreprendroient de vouloir forcer eux-mêmes le développement du bien-être physique et du vrai moral de l'espèce humaine, ont dû nécessairement être ou superflues ou chimériques.

Elles ont dû être superflues dans tout peuple de la terre gouverné dans les vues et par les moyens du Créateur, puisque, dans l'ordre général de l'univers, rien n'a dû manquer à un peuple ainsi gouverné, pour devenir imperturbablement heureux dans son bien-être physique, et pur dans son moral.

Et elles ont dû être chimériques dans tout peuple de la terre gouverné dans les vues et par les moyens des hommes, puisque, dans l'ordre général de l'univers, il a

dû être de toute impossibilité à un peuple ainsi gouverné, de pouvoir devenir imperturbablement ni heureux dans son bien-être physique, ni pur dans son moral.

Et comme jusqu'à ce jour nul peuple de la terre n'a été gouverné autrement que dans les vues et par les moyens des hommes, on voit la raison pourquoi ces innombrables institutions et loix de tout ordre sur lesquelles les législateurs, les gouverneurs et les instructeurs de l'espèce humaine ont cherché à fonder son gouvernement et son économie politique, n'ont été dans tous les tems, et universellement sur toute la terre, qu'autant de monumens de folie et d'imbécillité dans les annales de cette planète.

Des Colonies des peuples cultivateurs.

TOUT peuple cultivateur gouverné dans les vues et par les moyens du Créateur, a dû naturellement arriver par degrés à sa complète population, c'est-à-dire, à toute la population que son territoire seroit devenu capable de maintenir, puisqu'il a dû

nécessairement l'augmenter dans une progression non interrompue et continuellement croissante.

Mais il est évident que tout peuple cultivateur arrivé à toute la population que son territoire auroit été capable de maintenir, cesseroit dès ce moment de pouvoir continuer à développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, puisqu'il ne seroit plus en son pouvoir de développer dans cette progression sa subsistance.

Et comme ne pouvoir continuer le développement de son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, est pour tout peuple cultivateur la même chose que décliner, s'arrêter ou rétrograder dans ce développement, et par conséquent se corrompre dans son moral, puisque l'un est la fatale conséquence de l'autre, il est clair que nul peuple cultivateur ne pourroit s'élever à sa complète population, sans amener sur lui dès ce moment les malheurs et les crimes.

Or, comme, dans le plan du Créateur, ce n'est pas seulement pour un tems, mais perpétuellement, que l'espèce humaine a dû être heureuse dans son bien-être physique, et pure dans son moral, il est manifeste que, dans l'ordre général de l'univers, ses gouverneurs n'ont dû laisser arriver aucune de ses sociétés à sa complète population, puisque, sans cette précaution, les malheurs et les crimes seroient devenus son inévitable partage sur la terre, de telle manière qu'elle eût pu être gouvernée.

Mais comment a-t-il pu devenir possible aux gouverneurs de l'espèce humaine d'empêcher ses sociétés de s'élever à toute la population que leurs territoires deviendroient capables de maintenir, et de se garantir ainsi des malheurs et des crimes? En diminuant leur population périodiquement par des retranchemens.

Car il est clair que diminuer la population d'un peuple cultivateur gouverné dans les vues et par les moyens du Créateur, c'est l'éloigner du moment où le cours naturel des choses doit nécessairement l'amener

à toute la population que son territoire peut devenir capable de maintenir, et, par conséquent, lui donner le pouvoir de continuer le développement de son bien-être physique d'autant plus long-tems dans une progression non interrompue et continuellement croissante.

Mais s'il est certain que ce n'est qu'en diminuant périodiquement la population des peuples cultivateurs, que les gouverneurs de ces peuples ont pu se perpétuer dans le pouvoir de leur développer leur bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, il n'est pas moins certain que l'ordre général de l'univers n'a pas voulu qu'ils fussent libres de recourir à ces diminutions de population arbitrairement dans tous les tems.

Car, comme ce seroit sans nécessité, et par conséquent sans raison, qu'un peuple cultivateur subiroit des retranchemens sur sa population, tant qu'il seroit en son pouvoir de développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, il est manifeste

que ce n'est que dans le seul et unique moment où les peuples cultivateurs toucheroient enfin à toute leur subsistance territoriale possible, que l'ordre général de l'univers a permis aux gouverneurs de ces peuples de leur diminuer leur population.

Il faut voir de quelle manière les gouverneurs de la terre ont dû effectuer ces diminutions de population si immuablement arrêtées dans l'ordre général de l'univers, et si essentiellement nécessaires dans tout peuple cultivateur qui toucheroit au moment fatal où son économie politique ne pourroit plus le garantir des malheurs et des crimes.

Il est de toute certitude que ce n'est pas à la destruction des hommes qu'ils ont dû avoir recours pour cet effet. Car, si ce moyen avoit été consistant avec les vues du Créateur sur la terre, on ne doit pas douter qu'il n'eût eu soin de s'en réserver l'application à lui-même, c'est-à-dire, de le lier immédiatement à l'ordre général de l'univers, en multipliant progressivement la mortalité naturelle des hommes dans tous les peuples cultivateurs en même raison

que ces peuples auroient approché de leur complète population, et par conséquent de manière à ne jamais les y laisser arriver.

Mais loin que l'ordre général de l'univers embrasse dans son système une telle loi de mortalité, on doit, au contraire, être certain que, dans tout peuple cultivateur invariablement gouverné sur les principes de cet ordre, la mortalité naturelle des hommes seroit continuellement la moindre possible, puisque, dans le plan du Créateur, l'espèce humaine a dû couvrir la terre de sa population, et qu'il auroit été impossible qu'elle eût pu obéir à cette destination, si, dans le cours naturel des choses, la mortalité des hommes avoit continuellement ou surpassé ou égalé leur génération.

Il est donc indubitable que les hommes périodiquement à retrancher de la population de tout peuple cultivateur gouverné dans les vues et par les moyens du Créateur, ont dû être précieusement conservés sur la terre; et il n'est pas difficile de pénétrer comment l'ordre général de l'univers a voulu qu'ils le fussent.

Car, devenus incapables de continuer à conformer le développement de leur bien-être physique aux raisons finales de l'univers dans leurs propres territoires, il est évident qu'ils ont dû chercher à se procurer ce suprême avantage dans des territoires étrangers. Et de-là, l'absolue nécessité des colonies, qui ont dû sortir périodiquement du sein de tout peuple cultivateur gouverné dans les vues et par les moyens du Créateur.

Mais maintenir les peuples cultivateurs dans le perpétuel pouvoir d'écarter d'eux les malheurs et les crimes par l'imperturbable développement de leur bien-être physique, n'est pas l'unique objet final des colonies que ces peuples ont dû périodiquement transporter dans des territoires étrangers. Dans l'ordre général de l'univers, c'est nécessairement par ces colonies que l'espèce humaine a dû se répandre universellement sur toute la terre, et que les contrées inhabitées de cette planète ont dû se peupler d'hommes.

C'est-là manifestement la grande raison

finale qui a déterminé le Créateur, d'un côté, à rendre chaque peuple cultivateur capable d'élever sa population à toute sa subsistance territoriale possible, et, de l'autre, à punir par les malheurs et les crimes tout peuple cultivateur qui se laisseroit arriver à ce plus haut et dernier degré possible de sa population.

Car, s'il n'avoit jamais été au pouvoir des peuples cultivateurs de se donner autant de population que leurs territoires auroient été capables de leur fournir de subsistance, il est évident qu'ils n'auroient jamais pu avoir besoin de diminuer leur population par des colonies, puisque jamais aucun de leurs individus n'auroit pu être réduit à la nécessité de chercher sa subsistance dans des territoires étrangers, faute de pouvoir en trouver la suffisance dans le sien.

Et si les malheurs et les crimes n'étoient pas devenus l'inévitable partage de tous les peuples cultivateurs qui se seroient laissé arriver à toute la population que leurs territoires auroient été capables de maintenir, il est évident que jamais aucun peuple cul-

tivateur n'auroit pu avoir besoin de se soustraire à ce châtiment par des colonies.

Après avoir mis dans tout son jour l'absolue nécessité des colonies par lesquelles les peuples cultivateurs ont dû périodiquement diminuer la population de leurs sociétés, pour ne jamais cesser un seul instant d'être heureux dans leur bien-être physique, et purs dans leur moral, il reste à examiner quelles sont les conditions que l'ordre général de l'univers a nécessairement exigées dans les contrées de la terre où ces colonies ont dû chercher leurs refuges.

Si l'espèce humaine n'avoit dû exister sur la terre pour rien de plus que pour s'y conserver et propager comme font les animaux, il est évident que, dans l'ordre général de l'univers, toutes les contrées inhabitées de cette planète auroient été indistinctement destinées à recevoir les colonies que les peuples cultivateurs auroient été obligés de détacher périodiquement de leur population.

Mais l'espèce humaine a dû avoir à rem-

plir sur la terre une destination infiniment supérieure à celle qui lui est commune avec les animaux. Au-delà de cette destination purement animale, elle a dû en remplir une purement divine, c'est-à-dire, elle a dû développer en elle, d'une part, toute son intelligence, et, de l'autre, son vrai moral; et dans l'ordre général de l'univers, ni l'un ni l'autre n'ont dû pouvoir lui devenir possibles, qu'en développant son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante.

Or, comme ce n'est que sous le seul et unique mode de peuples cultivateurs qu'il a pu devenir possible aux sociétés humaines de développer leur bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante, il est manifeste que ce n'est aussi que dans les seules contrées cultivables de la terre qu'il a pu devenir possible à l'espèce humaine de remplir sa divine destination.

Il est donc de toute évidence que les contrées de la terre que l'ordre général de l'univers a assignées pour leurs nouveaux

territoires aux colonies des peuples cultivateurs, ont dû non-seulement être inhabitées, mais encore cultivables, puisque des contrées incultivables auroient nécessairement borné ces colonies au seul pouvoir de remplir leur destination animale, et que nulle société humaine n'a dû exister sur la terre sous le pur mode des animaux.

Par contrées cultivables de la terre, on doit entendre toutes celles qui renferment dans leur sein le pouvoir de produire de la subsistance pour l'homme avec l'intervention de l'agriculture; et par contrées incultivables, toutes celles qui sont destituées de ce pouvoir. Mais il est important de déterminer quelles sont les contrées de la terre que l'ordre général de l'univers a prononcées inhabitées.

Si le Créateur n'avoit assujetti l'espèce humaine qu'à la seule obligation de se diviser et disperser sur la terre en sociétés particulières quelconques, il est évident que les contrées de cette planète, où nulle société humaine ne se seroit encore trouvée établie, auroient été les seules contrées in-

habitées, et par conséquent les seules réservées aux colonies des peuples cultivateurs.

Mais se répandre simplement en sociétés particulières, n'est pas tout ce que l'espèce humaine a dû avoir à faire sur la terre. L'ordre général de l'univers a voulu, de plus, que chacune de ses sociétés fût un peuple cultivateur, puisque c'est sur cette forme de société exclusivement que le Créateur a fondé, d'une manière absolue, le systême entier de ses vues dans l'ordre moral et physique de la terre.

Ce n'est donc manifestement qu'aux seuls peuples cultivateurs que la terre a dû appartenir dans l'universalité de sa surface cultivable, puisqu'eux seuls ont dû pouvoir devenir capables de réaliser les vues du Créateur sur cette planète; et ce n'est, par conséquent, qu'en usurpant les droits de ces peuples que des peuples non cultivateurs ont pu s'emparer de contrées cultivables.

Ainsi, il a dû être parfaitement égal dans l'ordre général de l'univers que les contrées

cultivables de la terre fussent inhabitées ou habitées par des peuples non cultivateurs, c'est-à-dire, fussent habitées par des animaux ou par des hommes incapables de franchir les limites de leur destination animale, puisque ce n'est pas plus pour les uns que pour les autres que la terre a dû exister.

Car ni l'homme ni la terre n'ont été créés informes pour rester tels perpétuellement, mais pour se développer, l'un, dans toute la sublimité de sa nature divine, et l'autre, dans toute la magnificence de ses richesses possibles. Et comme ce n'est que sous le seul et unique mode de peuples cultivateurs que les sociétés humaines ont dû pouvoir devenir capables de réaliser sur la terre ces divines merveilles, il est de toute évidence que des peuples non cultivateurs n'ont pas dû avoir plus de valeur dans l'ordre général de l'univers que n'en ont les animaux.

Et de-là, on voit clairement que, dans l'ordre général de l'univers, il a dû être aussi permis aux colonies des peuples cultivateurs de s'établir dans des territoires cul-

tivables occupés par des peuples non cultivateurs, et par conséquent chasseurs ou pasteurs, que de prendre possession de territoires cultivables totalement inhabités, puisque, dans le plan du Créateur, les contrées cultivables de la terre ont dû former, sans exception, l'exclusive propriété des peuples cultivateurs.

Mais, comme l'ordre général de l'univers n'embrasse ni ne peut embrasser dans son immense systême aucune détermination qui ne soit en harmonie avec toutes les autres, il est évident qu'il n'a pu accorder aux colonies des peuples cultivateurs la liberté de choisir pour leurs nouveaux territoires des contrées déjà occupées par des peuples chasseurs ou pasteurs, que sous la plus expresse réserve qu'elles ne feroient usage de cette liberté que d'une manière consistante avec les vues du Créateur, auxquelles tout a dû être subordonné sur la terre. Et il est important de leur tracer ici les devoirs que leur impose cette obligation.

La terre est sortie des mains du Créateur, moralement et physiquement, dans

un état infiniment au-dessous de celui pour lequel il l'a formée et préparée de toute éternité ; mais, dans son plan, ce glorieux état de la terre n'a dû être que purement possible, et c'est l'homme seul qui a dû prendre sur lui la sublime tâche de le réaliser.

Car la plus indubitable de toutes les vérités que l'univers présente dans son système général, c'est que, sans l'homme et avec les animaux seuls, la terre n'auroit perpétuellement été ni pu être que ce qu'elle auroit été dans son origine, c'est-à-dire, une planète non achevée et laissée imparfaite sous tous ses grands rapports.

Ainsi, telle a dû être l'infinie importance de l'homme dans le système général de l'univers, que lui seul a dû devenir la cause efficiente du développement des vues du Créateur dans l'ordre moral et physique de la terre, et que les animaux, incapables d'avoir par eux-mêmes la moindre part à ce développement, n'en ont dû être, comme les êtres inanimés, que les causes purement

instrumentales, et par conséquent aveugles et passives.

C'est donc l'homme seul qui a dû tirer la terre de son état informe pour la couvrir de splendeur et de magnificence; c'est lui seul qui d'être stupide a dû se développer en être intelligent; c'est lui seul qui de son vil moral d'animal a dû s'élever à son sublime moral d'homme; en un mot, c'est lui seul qui a dû finir et perfectionner sur la terre tout ce que le Créateur n'a jugé à propos que de commencer et d'ébaucher.

Destination vraiment divine! et qui sort l'homme si manifestement de toute comparaison avec les animaux, puisqu'elle lui donne le divin pouvoir de créer la terre pour ainsi dire une seconde fois, et de la déployer dans toute sa gloire aux yeux de son premier Créateur.

Détruire l'homme, c'est donc détruire ce que l'univers a de plus sacré dans son système, l'être désigné de toute éternité pour cause efficiente unique du développement de tout ce que le Créateur s'est proposé de

grand et de glorieux dans l'un et l'autre des deux ordres de la terre.

Et comme l'homme n'a dû pouvoir devenir capable de remplir cette divine mission, qu'en se multipliant sur la terre dans une progression non interrompue et continuellement croissante, il est manifeste que le plus sacrilége crime que puissent commettre les hommes contre l'ordre général de l'univers, c'est de se détruire les uns les autres de telle manière que ce puisse être, en masses ou individuellement.

Il est donc de toute évidence que l'ordre général de l'univers n'a pu accorder aux colonies des peuples cultivateurs la liberté de se transporter dans des contrées déjà habitées par des peuples chasseurs ou pasteurs, que sous la plus absolue condition qu'elles ne se permettroient jamais de détruire ces peuples.

Mais ce n'est pas là l'unique crime dont ces colonies ont dû s'abstenir. Dans l'ordre général de l'univers, il n'a pas même dû leur être permis d'expulser de leurs nou-

veaux territoires les peuples chasseurs ou pasteurs qu'elles y rencontreroient. Et l'on va donner à cette vérité toute son évidence.

Les peuples chasseurs et pasteurs existent sur la terre sous des formes de sociétés proscrites de l'ordre général de l'univers, puisque, dans les principes de cet ordre, chaque société humaine a dû développer sa population, ses besoins artificiels et son intelligence dans une progression non interrompue et continuellement croissante, et que nulle société humaine n'auroit pu devenir capable de répondre à cette destination sous le mode de peuple chasseur ou pasteur.

Il est donc manifeste que les vues du Créateur n'auroient pu être qu'incomplétement réalisées sur la terre, si des sociétés humaines avoient pu se perpétuer sur cette planète sous les modes de peuples chasseurs ou pasteurs, et que l'ordre général de l'univers a dû nécessairement avoir pourvu à un moyen naturel d'arracher de pareils peu-

ples à leur honteuse existence pour les transformer en peuples cultivateurs, puisque, dans le plan du Créateur, rien n'a dû rester nécessairement imparfait ni dans l'ordre moral ni dans l'ordre physique de la terre.

Or, comme il auroit été moralement impossible que des peuples chasseurs ou pasteurs eussent pu coexister avec les colonies des peuples cultivateurs dans les mêmes territoires, sans se trouver graduellement entraînés par l'exemple à s'assimiler à elles dans le mode de leur existence, il est évident que c'est à ces colonies que l'ordre général de l'univers a commis le soin de ne laisser subsister à perpétuité ni peuples chasseurs ni peuples pasteurs sur la surface cultivable de la terre; et de-là, qu'elles ont dû nécessairement laisser habiter ces peuples paisiblement au milieu d'elles.

Car il est indubitable que tout moyen par lequel seul une fin du Créateur a dû pouvoir être obtenue naturellement, soit

dans l'ordre moral, soit dans l'ordre physique de la terre, doit être regardé comme celui que sa sagesse a lié au système de ses vues sur cette planète.

Il n'y a plus qu'un seul point à déterminer dans la doctrine des colonies des peuples cultivateurs, c'est de savoir si, dans l'ordre général de l'univers, ces colonies ont dû continuer à être gouvernées par leurs anciens gouverneurs, ou si elles ont dû se donner des gouverneurs elles-mêmes, c'est-à-dire, si elles ont dû rester dans la dépendance ou devenir indépendantes des gouverneurs des peuples cultivateurs, du sein desquels elles seroient sorties. Et la solution de cette question sera très-claire.

Pour pouvoir devenir capables de remplir leur vraie destination sur la terre, les peuples cultivateurs ont dû nécessairement être gouvernés dans les vues et par les moyens du Créateur, ou, ce qui est la même chose, leurs gouverneurs ont dû continuellement multiplier leur consommation directe et indirecte en nécessités, en com-

modités et en agrémens de la vie dans les proportions arrêtées pour cet effet dans l'ordre général de l'univers, puisque ce n'est qu'à cette seule condition qu'il a pu devenir possible à chaque peuple cultivateur de développer son bien-être physique dans une progression non interrompue et continuellement croissante.

De leur côté, les gouverneurs des peuples cultivateurs n'ont pu devenir capables de multiplier continuellement dans ses justes proportions leur consommation directe et indirecte en nécessités, en commodités et en agrémens de la vie, qu'en multipliant continuellement de même leur revenu annuel avec l'intervention et par les émissions du crédit public.

En échange des nécessités, des commodités et des agrémens de la vie qu'embrasseroit continuellemeut leur consommation directe et indirecte, ils ont dû nécessairement donner des émissions du crédit public; et, dans chaque peuple cultivateur, ces émissions du crédit public ont dû circu-

ler librement dans toutes les divisions de son territoire, puisque ce n'est que de cette seule manière qu'elles ont pu se répandre universellement sur tous ses individus.

Car si la circulation des émissions du crédit public qu'auroient continuellement appliqué à leur consommation directe et indirecte les gouverneurs des peuples cultivateurs, n'avoit pas été parfaitement libre, c'est-à-dire, si ces émissions avoient pu rencontrer des obstacles dans leur mouvement, il auroit été impossible qu'aucun peuple cultivateur eût pu avoir la certitude de pouvoir conformer le développement de son bien-être physique aux raisons finales de l'univers.

Ainsi, pour qu'une colonie eût pu continuer sous le gouvernement du peuple cultivateur qui l'auroit détachée de sa population, il auroit nécessairement fallu que les émissions du crédit public eussent circulé librement entre toutes les divisions de son territoire et toutes celles du territoire de sa métropole, puisque, dans l'ordre général

de l'univers, exister sous un même gouvernement a dû être la même chose qu'avoir son économie politique fondée sur une même circulation générale.

Mais il est de toute certitude que nul gouverneur d'un peuple cultivateur n'auroit pu fonder à-la-fois l'économie politique de son peuple et celle de sa colonie sur une même circulation générale, sans mettre perpétuellement et le peuple et la colonie dans l'impossibilité de pouvoir développer leur bien-être physique dans les vues du Créateur.

Car, quelque conformes qu'eussent pu être à l'ordre général de l'univers les proportions dans lesquelles le gouverneur d'un peuple cultivateur auroit progressivement multiplié les émissions du crédit public pour sa consommation directe et indirecte, il auroit été impossible qu'il eût pu régler la circulation générale de ces émissions, de manière que jamais ni le peuple ni la colonie n'en eussent absorbé plus que leurs justes parts, puisqu'il n'auroit été en son

pouvoir de les faire passer ni du peuple à la colonie, ni de la colonie au peuple, dans leurs justes proportions.

En général, pour qu'un peuple cultivateur puisse exister sous un seul et même gouvernement, il faut nécessairement que son territoire soit contigu dans toutes ses divisions; puisque ce n'est que sur un tel territoire que son économie politique peut être fondée sur une même circulation générale; et appliquer à un peuple cultivateur répandu sur des territoires détachés et séparés les uns des autres par des territoires d'autres peuples, un seul et même gouvernement, c'est intervertir à son égard l'ordre général de l'univers, et le mettre dans l'impossibilité de pouvoir être gouverné dans les vues et par les moyens du Créateur.

Il est donc de toute évidence que nulle colonie n'auroit pu être gouvernée dans les vues et par les moyens du Créateur, conjointement avec le peuple cultivateur de la population duquel elle auroit émané, ni, par conséquent, autrement que par un gou-

verneur établi dans son propre sein; et delà, que, dans l'ordre général de l'univers, toute colonie a dû nécessairement former un peuple à part, et devenir aussi indépendante du gouvernement du peuple cultivateur dont elle se seroit séparée, que de celui de tout autre peuple de la terre.

Il étoit infiniment important de tracer aux gouverneurs des peuples cultivateurs, comme on vient de faire, la vraie nature et la vraie destination des colonies que l'ordre général de l'univers leur a prescrit de détacher périodiquement de la population de leurs peuples, puisqu'ils n'ont eu jusqu'ici de cette branche essentielle de l'économie politique de l'espèce humaine, comme universellement de toutes les autres, que les plus fausses idées.

Dans leur profonde ignorance, ils ont fondé des colonies non-seulement sans nécessité quelconque, mais sans qu'ils pussent même jamais avoir besoin de recourir à ce moyen, puisque, dans leur perverse manière de gouverner leurs peuples, il

étoit impossible qu'ils pussent jamais les élever à leur complète population, ni, par conséquent, les amener au seul moment que l'ordre général de l'univers a fixé à chaque peuple cultivateur pour la fondation de ses colonies.

Ils ont permis à leurs colonies de chasser devant elles, et même d'exterminer les peuples chasseurs ou pasteurs qui se trouveroient déjà établis sur les territoires dont elles s'empareroient; ils ont gardé dans leurs mains le gouvernement de leurs colonies dans l'unique vue de leur ravir toute liberté dans leur économie politique, et de les assujettir par les plus tyranniques restrictions aux seuls intérêts de leurs métropoles; en un mot, ils ont violé toutes les conditions sur lesquelles le Créateur a fondé le système des colonies de l'espèce humaine.

Incapables de pénétrer les vrais moyens par lesquels ils ont dû gouverner la terre, et n'ayant jamais su appliquer au gouvernement de l'espèce humaine que les plus ignorans et les plus pernicieux expédiens,

ils ont imaginé qu'en transportant une partie de leurs hommes dans des territoires distans, et formant avec eux des relations de commerce permanentes et coercitives, ces hommes deviendroient plus capables de coopérer au développement de la prospérité des peuples dont ils se seroient séparés, qu'ils n'auroient pu le faire s'ils avoient continué à coexister avec eux dans les mêmes territoires. Et c'est de cette stupide persuasion qu'ils sont partis pour intervertir l'ordre général de l'univers et désoler la terre, tant pour l'établissement que pour le maintien de leurs funestes colonies.

Sans doute que chaque peuple cultivateur a dû former et entretenir des relations de commerce avec ses colonies, comme avec tous les autres peuples de la terre, afin de se procurer par ce moyen les commodités et les agrémens de la vie que son territoire lui refuseroit, puisque ce n'est manifestement que dans la vue de ce commerce général de l'espèce humaine, que le Créateur a enrichi la terre dans ses différens climats

d'une si prodigieuse variété de productions.

Mais si l'ordre général de l'univers a permis aux peuples cultivateurs le commerce extérieur, il leur a défendu d'une manière absolue de fonder sur ce commerce le développement de leur prospérité, puisqu'il auroit été de toute impossibilité qu'aucun peuple cultivateur eût pu devenir capable de développer sa prospérité par un pareil moyen dans une progression non interrompue et continuellement croissante.

Dans son commerce extérieur, chaque peuple cultivateur a dû continuellement recevoir des autres peuples en productions de leur travail précisément la même valeur qu'il leur fourniroit en productions du sien, et, par conséquent, sans balances quelconques ni favorables ni défavorables, puisque les unes et les autres auroient nécessairement troublé l'harmonie des proportions que l'ordre général

de l'univers a fixées aux gouverneurs de la terre dans la multiplication progressive de la circulation générale de leurs peuples.

FIN.

